

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'AUSTRALIE ET LE CANADA FACE AU DÉCLIN DES ÉTATS-UNIS :
L'AMBIVALENCE STRATÉGIQUE COMME GESTION DE LA TRANSITION HÉGÉMONIQUE?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MAXANDRE FORTIER

SEPTEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Entreprendre un mémoire est une aventure particulière. Les dernières années m'ont permis de constater toute la portée et toute la signification de cette affirmation. S'y embarquer requiert une certaine dose d'insouciance et surtout une grande curiosité. Au fil des mois, le sujet qui nous passionnait d'entrée de jeu se circonscrit, les données s'accumulent, l'insouciance du début fait place à la rigueur et on réalise que le chemin qui nous paraissait si clair au commencement devient plus nébuleux, plus complexe.

La rédaction d'un mémoire est par définition un exercice solitaire. Une fois engagé dans celui-ci, il prend cependant une tournure différente et les personnes qui habitent notre chemin deviennent des points d'ancrage essentiels à la complétion de notre parcours. Que ce soit par leur soutien, leurs encouragements, leurs conseils judicieux, leurs critiques et leur dévouement, je tiens ainsi à les remercier.

Ce mémoire n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien, la confiance et les conseils de mon directeur de recherche, le professeur Justin Massie. Je le remercie du fond du cœur d'avoir cru en moi, d'être resté disponible et de m'avoir offert autant d'opportunités. Il a embarqué et m'a guidé dans cette aventure avec l'enthousiasme, le dévouement, la créativité, l'intelligence et la rigueur le caractérisant. Au cours de mes années à l'UQAM, j'ai énormément appris à ses côtés. Je n'aurais pu espérer un meilleur directeur pour ce projet et un meilleur modèle pour la suite de mon parcours. Un immense merci. Je salue également les membres du jury d'évaluation, Jonathan Paquin de l'Université Laval et Stéphane Roussel de l'École nationale d'administration publique, pour leurs commentaires ainsi que leurs recommandations éclairantes et constructives.

Je ne peux passer sous silence la gratitude que j'éprouve pour les membres de ma famille qui m'ont soutenu inconditionnellement. Votre soutien, votre écoute, votre présence et votre patience m'ont permis d'aller jusqu'au bout. Une mention spéciale à Gerry qui m'a encouragé à continuer les études dès mon plus jeune âge ainsi qu'à Célyne et Pierre que le destin aura empêché d'être présents pour voir le résultat final.

De nombreux amis ont eu un rôle déterminant dans cette longue aventure. La gang des Bons Diables pour m'avoir supporté durant toutes ces années, de m'avoir permis de me vider la tête durant nos spectacles et nos tournées et d'avoir continué de le faire quand j'ai accroché mes souliers. Mes camarades de toujours Émilie Duchesne, Émile Brassard, Dominic Monette, Vincent Berlinguette et Valérie Chevrier pour les longues conversations et tous les souvenirs. Merci à Bruno Arcand, Dominic, Benito, Claudia et Ana du CEIM pour les pauses café et les diners à refaire le monde ; à Pierre Colautti, Kim Beaulieu et Jacob Fortier

et du RAS pour leur amitié et les bons moments qui ont rendu la fin de ce parcours endurable ainsi que les discussions stimulantes qui ont alimenté ma réflexion sur les enjeux stratégiques. Un merci particulier à David Carpentier pour son exemple, ses encouragements et son écoute.

J'ai une pensée pour les professeurs du Département de science politique qui m'ont donné envie de poursuivre dans ce domaine depuis le tout début de mon baccalauréat. Je mentionne aussi l'équipe de la Bibliothèque de l'UQAM pour tous les prêts entre bibliothèques et les achats de documents réalisés avec leur aide pour que ce mémoire voit le jour.

Je dois également remercier les professeurs John Ciorciari de l'Université du Michigan, Mohammad Salman de la Vrije Universiteit Brussel, ainsi que Zachary Paikin du CEPS pour m'avoir donné accès à leurs travaux gratuitement.

En terminant, je tiens à remercier le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), le Fonds de recherche du Québec — Société et Culture (FRQSC) et la Fondation de l'UQAM pour leur soutien financier et leur confiance dans la réalisation de mon projet.

DÉDICACE

À Myriam, pour ta croyance démesurée
en moi et en ce que je fais, ta présence,
ta patience, ta force et ton amour
inébranlable au quotidien.

AVANT-PROPOS

Ce mémoire est le résultat de plusieurs années de travail et d'un long parcours au sein du département de science politique de l'UQAM. L'engouement initial pour la poursuite d'une maîtrise naquit en suivant le cours *Guerre, hégémonie et déclin d'empire* enseigné par Dan O'Meara lors de ma dernière année de baccalauréat, à l'hiver 2018. La perspective de travailler sur la confrontation hégémonique qui s'annonçait entre les États-Unis et la Chine trouva en Justin Massie un enthousiasme et une oreille attentive. De nos discussions et de ses propositions naquit peu à peu l'idée de s'intéresser à la manière dont les alliés américains réagissaient au déclin des États-Unis et à la montée en puissance de la Chine.

L'essentiel du contenu des pages qui suivent a vu le jour dans le cadre des activités du Réseau d'analyse stratégique, qui a été un terreau fertile à ma réflexion et un lieu de dialogue essentiel pour donner naissance aux idées présentées dans ce mémoire. J'ai effectivement eu la chance de publier ces dernières, sous une forme ou une autre, dans plusieurs contextes, entre autres sur le site internet du Réseau.

Réfléchir à la manière dont les alliés américains repensent leurs politiques étrangères et de défense est un exercice particulièrement intéressant, surtout dans une perspective canadienne, et encore plus en la comparant à l'Australie. Le déclin, voir le désengagement, américain et la remise en question de l'ordre international libéral représentent un bouleversement majeur pour le Canada et l'Australie, venant remettre en cause leur relation avec leur principal allié et transformant la principale constante du système international dans lequel ils évoluent depuis 1945.

L'importance des enjeux qui se cristallisent dans la compétition sino-américaine confronte le Canada à l'une de ses grandes difficultés : penser sa place dans le monde. S'il veut relever les défis qui l'attendent, le Canada devra élaborer une politique résolue et cohérente à l'égard de Beijing, ancrée dans une stratégie globale pour l'ensemble de la région Indopacifique. Je persiste à croire que l'Australie reste, à cet égard, un point de comparaison utile afin de guider les décisions futures du Canada. Ce mémoire représente mon humble et limitée contribution à la discussion actuelle sur le futur de la stratégie internationale du Canada.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE.....	iv
AVANT-PROPOS	v
TABLE DES MATIÈRES.....	vi
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xi
RÉSUMÉ.....	xv
ABSTRACT	xvi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 – REVUE DE LA LITTÉRATURE	11
1.1 L’ambivalence stratégique	11
1.1.1 Les conditions de l’ambivalence stratégique	18
1.2 L’équilibrage.....	20
1.3 Ralliement	22
1.4 Limites de la littérature	24
1.5 Conclusion	26
CHAPITRE 2 – CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	29
2.1 Considérations théoriques	29
2.1.1 Réalisme néo-classique.....	30
2.1.2 Ambivalence	37
2.1.3 Équilibrage et ralliement.....	40
2.1.4 Conditions structurelles et grandes stratégies	40
2.1.5 Hypothèse de recherche	42
2.2 Méthodologie	42
2.2.1 Comparaison structurée et ciblée	43
2.2.2 Cadre d’analyse.....	46
2.2.3 Données	54
2.2.4 Limites de la recherche	55
2.3 Conclusion	58

CHAPITRE 3 – LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE DÉFENSE DE L’AUSTRALIE.....	60
3.1 Perception de la menace.....	60
3.1.1 Kevin Rudd : 2008-2010.....	61
3.1.2 Julia Gillard : 2010-2013	63
3.1.3 Tony Abbott et Malcolm Turnbull: 2013-2018	64
3.1.4 Scott Morrison : 2018-2022.....	65
3.1.5 Anthony Albanese : depuis 2022	66
3.1.6 Sous-conclusion.....	67
3.2 Signaux diplomatiques.....	68
3.2.1 Mer de Chine	68
3.2.2 Taiwan	73
3.2.3 Sous-conclusion.....	78
3.3 Politiques de renforcement des capacités militaires.....	79
3.3.1 Dépenses militaires	79
3.3.2 Acquisitions et développements technologiques	82
3.3.3 AUKUS.....	85
3.3.4 Structure et posture de l’ADF	88
3.3.5 Déploiements militaires	91
3.3.6 Forces américaines basées en Australie	93
3.3.7 Exercices militaires conjoints	95
3.3.8 Partenariats et ententes.....	98
3.3.9 Sous-conclusion.....	100
3.4 Conclusion	100
CHAPITRE 4 – LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE DÉFENSE DU CANADA	103
4.1 Perception de la menace.....	103
4.1.1 Stephen Harper : 2008-2015	104
4.1.2 Justin Trudeau : 2015-2022	106
4.1.3 Sous-conclusion	112
4.2 Signaux diplomatiques.....	113
4.2.1 Mer de Chine	114
4.2.2 Taiwan	117
4.2.3 Sous-conclusion.....	120
4.3 Politiques de renforcement des capacités militaires.....	121
4.3.1 Dépenses militaires	121
4.3.2 Acquisitions et développements technologiques	125
4.3.3 Structure et posture des FAC	131
4.3.4 Déploiements militaires	133
4.3.5 Forces américaines basées au Canada.....	137
4.3.6 Exercices militaires conjoints	137
4.3.7 Partenariats et ententes.....	140
4.3.8 Sous-conclusion.....	142
4.4 Conclusion	143
CHAPITRE 5 – DISCUSSION ET CONCLUSION	146

5.1 Retour sur l'argument	146
5.2 Discussion	149
5.3 Pistes de recherches futures	153
5.4 Conclusion	154
ANNEXE A QUELQUES DÉFINITIONS DE L'ÉQUILIBRAGE INTERNE ET EXTERNE DANS LA LITTÉRATURE	156
ANNEXE B POLARITÉ, PERMISSIVITÉ ET CLARTÉ SYSTÉMIQUE DE L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE	158
ANNEXE C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MILITAIRES	159
ANNEXE D CORPUS DES SOURCES UTILISÉES POUR L'ÉTUDE DE L'AUSTRALIE	160
ANNEXE E CORPUS DES SOURCES UTILISÉES POUR L'ÉTUDE DU CANADA	167
APPENDICE CARTE DES REVENDICATIONS TERRITORIALES EN MER DE CHINE DU SUD ET DE L'EST.....	176
BIBLIOGRAPHIE	177

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 : Variables systémiques, variables intervenantes et choix stratégiques	33
Figure 2.2 Classification des termes associés à l’ambivalence et l’équilibre	47
Figure 3.1 Évolution de la perception australienne de la menace chinoise	67
Figure 3.2 Évolution des dépenses militaires australiennes entre 2008 et 2022, exprimées en millions de dollars US (constant, 2020)	80
Figure 3.3 Évolution des dépenses militaires australiennes entre 2008 et 2022, exprimées en pourcentage du PIB	81
Figure 3.4 Pays d'origine des acquisitions militaires réalisées par l'Australie entre 2008 et 2022	83
Figure 3.5 Déploiements de l'ADF entre 2008 et 2020 selon le commandement des opérations, exprimés en nombre de troupes déployées.....	91
Figure 3.6 Déploiements de l'ADF entre 2008 et 2020 selon le commandements de opérations, exprimés en pourcentages des forces déployées	92
Figure 3.8 Nombre d'exercices militaires réalisés par l'Australie avec les États-Unis et/ou de la Chine entre 2008 et 2021	96
Figure 3.9 Répartition des types d'exercices réalisés par l'Australie avec les États-Unis et/ou la Chine entre 2008 et 2021	97
Figure 4.1 Évolution de la perception canadienne de la menace chinoise	113
Figure 4.2 Évolution des dépenses militaires canadiennes entre 2008 et 2022, exprimées en pourcentage du PIB	122
Figure 4.3 Évolution des dépenses militaires canadiennes entre 2008 et 2022, exprimées en millions de dollars US (constant 2020)	123
Figure 4.3 Déploiements des FAC entre 2008 et 2020 selon le commandements de opérations, exprimés en pourcentages des forces déployées	135
Figure 4.4 Déploiements des FAC entre 2008 et 2020 selon le commandement des opérations, exprimés en nombre de troupes déployées.....	136
Figure 4.5 Évolution des forces armées américaines basées au Canada entre 2008 et 2021.....	137
Figure 4.6 Exercices militaires réalisés par le Canada en compagnie des États-Unis et de la Chine entre 2008 et 2022	139

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Le détail de la zone d'ambivalence	16
Tableau 1.2 : Le spectre des comportements d'alignement sécuritaire	18
Tableau 1.3 : Le continuum équilibrage – ralliement.....	24
Tableau 2.1 : Stratégie la plus permissive pour les États tiers dans divers types de systèmes.....	41
Tableau 2.2 : Résumé des indicateurs pour chaque grande stratégie	48
Tableau 2.3 : Échelle de la coopération militaire	52
Tableau 3.1 : Échelle de la coopération militaire de l'Australie avec les États-Unis et la Chine	101
Tableau 4.1 : Échelle de la coopération militaire du Canada avec les États-Unis et la Chine	143

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

A2AD	Anti-access Area-denial/Déni d'accès et interdiction de zone
ABC	Australian Broadcast Corporation
ABCA/ABCANZ	American, British, Canadian, Australian, and New Zealand Armies' Interoperability Program/ Programme d'interopérabilité des armées américaine, britannique, canadienne, australienne et néo-zélandaise
ACDI	Agence canadienne de développement international
ADF	Australian Defence Force/Force de défense de l'Australie
ASEAN	Associations of South-East Asia Nations/ Association des États d'Asie du Sud-Est
AMC	Affaires mondiales Canada
APL	Armée populaire de libération chinoise
ANZUS	Australia, New Zealand, United States Security Treaty/ Traité de sécurité entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis
ASPI	Australian Strategic Policy Institute
AUKMIN	Australia United Kingdom Ministerial Meeting/ Consultation ministérielle Australie Royaume-Uni
AUKUS	Australia, the United Kingdom, and the United States Security Pact/ Pacte de sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis
AUSCANZUKUS	Interoperability organization for command, control, communications, and information technology/ Organisation d'interopérabilité pour le commandement, le contrôle, les communications et l'informatique (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis)
AUSMIN	Australia United States Ministerial Meeting/ Consultation ministérielle Australie États-Unis

BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CBC	Canadian Broadcast Corporation
CSC	Canadian Surface Combattant/Navire de combat de surface canadien
CMT	Coopération militaro-technique
CNUDM/UNCLOS	Convention des Nations unies sur le droit de la mer/ United Nations Convention on the Law of the Sea
CORIM	Conseil des relations internationales de Montréal
COW	Correlation of War Project
CPA	Court permanente d'arbitrage
CPDN	Comité permanent de la défense nationale
CSpO	Combine Space Operations/Opérations spatiales interalliées
CSPSND	Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense
DoD	Australian Department of Defence
DFAT	Australian Department of Foreign Affairs and Trade
EMC	Exercices militaires conjoints
FAC/CAF	Forces armées canadiennes/Canadian Armed Forces
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
FONOP	Freedom of Navigation Operation/Opération de liberté de navigation
G7	Groupe des sept
HMAS	Her/His Majesty's Australian Ship

IISS	International Institute for Strategic Studies
IPC	Initiative de plan de coopération
MB+	Military Balance+
MC	Mer de Chine
MCE	Mer de Chine de l'Est
MCS	Mer de Chine du Sud
MDN/DND	Ministère de la défense nationale du Canada/ Canada Department of National Defence
MFO	Multinational Force and Observers/Force multinationale et observateurs au Sinaï
MRC	Marine royale canadienne
MRCO	Mesures de renforcement de la confiance
NORAD	North American Aerospace Defense Command/ Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
NSI	Navire de soutien interarmées
OIL	Ordre international libéral
ONU	Organisation des Nations unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN/NATO	Organisation du traité de l'Atlantique Nord/North Atlantic Treaty Organization
PCC	Parti communiste chinois
PIB	Produit intérieur brut
PSE	Protection, sécurité, engagement
QUAD	Quadrilateral Security Dialogue

RAAF	Royal Australian Air Force
RAN	Royal Australian Navy
RCM	Renforcement des capacités militaires
RNC	Réalisme néo-classique
ROC	Republic of China (Taiwan)
SCRS	Services canadiens de renseignement de sécurité
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
SSN	Sous-marin à propulsion nucléaire
UA	Union africaine
UKUSA	United Kingdom – United States of America Communications Intelligence Agreement/ Accord sur le renseignement des communications entre le Royaume-Uni et les États-Unis

RÉSUMÉ

Résumé

L'intensification de la rivalité entre les États-Unis et la Chine au cours de la dernière décennie a profondément affecté la relation que les puissances moyennes entretiennent avec ces grandes puissances. Plusieurs chercheurs affirment que les États de second rang adopteraient de plus en plus l'ambivalence stratégique pour maximiser leurs avantages et limiter les conséquences de la concurrence entre les grandes puissances pour leur sécurité et leur statut. Cette étude réexamine le concept d'ambivalence stratégique et évalue si deux importants alliés américains — l'Australie et le Canada — ont eu recours à l'ambivalence stratégique plutôt qu'à ses alternatives conventionnelles, à savoir le ralliement et l'équilibrage. L'article procède à une comparaison structurée et ciblée des politiques de défense et des politiques étrangères de ces alliés américains entre 2008 et 2022 afin de déterminer s'ils ont modifié leurs politiques pour faire face au déclin des États-Unis et à la montée en puissance de la Chine. Il examine notamment la perception des menaces, l'alignement diplomatique et les politiques de défense des deux alliés. Malgré une évolution significative de la perception de la menace chinoise à Canberra et à Ottawa, cette étude constate davantage de continuité que de changement dans leurs politiques de défense. De plus, elle conclut que si des cas d'ambivalence stratégique ont pu se produire dans la perception de la menace et sur les enjeux diplomatiques sécuritaires saillants, les deux puissances moyennes sont restées des alliés inébranlables des États-Unis en matière de défense et de politique étrangère. Ces résultats suggèrent qu'à mesure que la menace perçue par la Chine augmentera parmi les alliés des États-Unis, ces derniers s'aligneront probablement davantage sur Washington.

Mots clefs : Ambivalence stratégique, grande stratégie, politique de défense, politique étrangère, perception de la menace, Canada, Australie, Chine, États-Unis

ABSTRACT

Abstract

The intensification of the rivalry between the United States and China over the last decade has deeply affected middle powers' relationships with these great powers. Several scholars have argued that second-tier states are increasingly adopting hedging strategies to maximize their benefits and limit the consequences of the great power competition for their security and status. This study revisits the concept of strategic hedging and assesses whether two prominent middle powers' American allies – Australia and Canada – have resorted to hedging strategies rather than conventional alternatives, namely bandwagoning and balancing. The paper undertakes a systematic comparison of these US allies' defence and foreign policies between 2008 and 2022 to ascertain whether they have shifted their policies as a result of the decline of the United States and the rise of China. It notably examines the two allies' threat perceptions, diplomatic alignment, and defence planning. Despite a significant evolution of China's perceived threat in Canberra and Ottawa, this study finds more continuity than change in the allies' defence policies. Moreover, it argues that while instances of hedging may have happened in threat perception and salient diplomatic security issues, the two middle powers have remained steadfast US allies regarding defence and foreign policy. These findings suggest that, as China's perceived threat will rise amongst US allies, the latter shall probably close rank with Washington.

Keywords: Hedging, grand strategy, defence policy, foreign policy, threat perception, Canada, Australia, China, United States

INTRODUCTION

« We meet again. At the turn of the tide. The
great storm is coming, but the tide
has turned. »

J. R. R. Tolkien (1954, p. 59)

Le comportement de plus en plus agressif de la Chine nourrit la perspective d'une guerre avec les États-Unis. La Chine a été aux prises avec l'Inde dans l'Himalaya, a menacé le Viêt Nam, a étendu sa présence militaire en mer de Chine du Sud (MCS) et a écrasé l'autonomie de Hong Kong. Plus important encore, Beijing investit dans ses capacités militaires et élabore des plans pour prendre Taïwan par la force, augmentant la pression sur Taipei par des exercices d'assauts amphibies et déployant des avions dans sa zone d'identification de défense aérienne. Cela a conduit à un renouvellement du soutien des États-Unis à Taïwan, à un débat sur la nécessité de clarifier la politique américaine « d'ambiguïté stratégique » et a ravivé la crainte croissante d'un conflit sino-américain. Comme l'a déclaré l'amiral Phil Davidson, alors commandant de la zone Indopacifique, à la commission des forces armées du Sénat en mars 2021, la Chine « [is] developing systems, capabilities and a posture that would indicate that they are interested in aggression » (Bosco, 2021).

La Russie, pour sa part, a déjà agi dans son « étranger proche » (Toal, 2017). Elle a envahi la Géorgie en 2008 et mène actuellement une guerre contre l'Ukraine après avoir annexé la Crimée et soutenu la sécession du Donbass en 2014. De manière concomitante, le président russe, Vladimir Poutine, a modernisé les forces armées russes tout en intimidant les anciens satellites soviétiques d'Europe de l'Est. En réponse, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a déployé quelques 22 000 soldats supplémentaires en Europe de l'Est, tandis que de nombreux alliés ont également fourni des armes à Kyiv. L'OTAN a également activé pour la première fois sa force de réaction rapide, composée de 40 000 troupes (Scally, 2022). L'objectif de l'OTAN est de « unambiguously demonstrate [...] Allies' solidarity, determination, and ability to act by triggering an immediate Allied response to any aggression. » (NATO, 2016)

Pour y faire face, le président américain, Joe Biden, appelle à la primauté durable des États-Unis (Brands et Edel, 2021 ; Wertheim, 2021) dans la stratégie intérimaire de sécurité nationale de son administration (Biden, 2021). Le succès de cette stratégie reposera en grande partie sur la légitimité politique et militaire que lui conféreront ses alliés. Dans ce qui prend aujourd'hui les airs d'une ordalie entre Washington et Beijing, les États-Unis ne pourront assurer seuls la pérennité de leur hégémonie face à la montée en puissance de la

Chine et une Russie revanchiste. Ils se retrouvent effectivement devant le dilemme de devoir réconcilier leurs capacités militaires et leurs engagements internationaux sans compromettre leurs finances ou éroder leurs intérêts de sécurité nationale (Harold et Sprout, 1968 ; Lobell, 2000, p. 86). Par conséquent, les alliés des États-Unis possèdent une importance névralgique quand vient le temps d'aborder le déclin relatif des États-Unis. Wilkinson (1999, p. 156) souligne d'ailleurs la valeur ajoutée de ces alliances à la puissance américaine : « all of the other great powers lack expertise in the specialized role of alliance organizer ». Donc, bien qu'ils ne soient pas à l'origine d'un changement dans la distribution de la puissance, les chercheurs considèrent que le soutien politique de ces pays à la puissance montante ou déclinante est essentiel à un changement de pouvoir et à la réalisation d'une transition de pouvoir ultérieure (Gilpin, 1983, p. 30-34 ; Kugler *et al.*, 2004, p. 164-5 ; Tammen *et al.*, 2001).

Le type de grande stratégie que les alliés privilégient et l'alignement diplomatique qu'elle implique revêtent donc une grande importance pour l'avenir de l'hégémonie américaine. Comme le fait valoir Mastro (2021, p. 67), « the most effective way to deter Chinese leaders ... is also the most difficult ... persuade a large coalition of allies to commit to a coordinated economic, political, and military response. » Cependant, la probabilité que les États-Unis puissent mobiliser une telle coalition reste douteuse « since many countries are unwilling to risk their economic prospects, let alone a major-power war ». En proie à l'incertitude à un moment où l'ordre international libéral (OIL) est défié par la Chine (Allan *et al.*, 2018 ; Layne, 2018) et la Russie (Braun III *et al.*, 2019 ; Cooley et Nexon, 2020 ; Mastanduno, 2019), les alliés des États-Unis seraient effectivement de plus en plus tentés de chercher des accords de sécurité alternatifs (Ford et Cooper, 2021 ; Ringsmose et Webber, 2020) puisque « the credibility of US primacy has been visibly diminished » (Bisley, 2017, p. 45). La grande question qui se pose est donc celle de la capacité de Washington à coaliser ses alliés contre les États révisionnistes. Là se trouve le problème politique qui motive cette recherche et dont la pertinence prospective est fondamentale.¹

Parmi l'ensemble des alliés américains, l'Australie et le Canada apparaissent comme des cas particulièrement intéressants. Dans ce contexte, ce mémoire tentera de répondre à une question centrale : en quoi l'Australie et le Canada adaptent-ils différemment leur politique de sécurité internationale face au déclin relatif des États-Unis ? Une chose qui frappe en les comparant est la divergence apparente des approches récemment adoptées par Canberra et Ottawa pour gérer la question du déclin relatif des États-

¹ Suivant Corley et Gioia (2011, p. 22), cette recherche estime que « our theories should be *problem driven* — that is, in some fashion addressing a problem of direct, indirect, or long-linked relevance to practice, rather than [...] filling theoretical gaps simply because they exist. » (Italiques dans l'original).

Unis et la montée en puissance de la Chine. La signature récente du nouvel accord AUKUS (Australie, Royaume-Uni [UK], États-Unis [US]) est illustrative de cette divergence. Ayant comme objectif principal de fournir des sous-marins nucléaires à l'Australie, ce pacte implique également le partage d'informations, de technologies et de savoir-faire dans des domaines comme l'intelligence artificielle, la cyber sécurité, et les capacités de frappes longue distance. Alors qu'on apprenait que Canberra avait vraisemblablement été l'initiatrice de cet accord, le premier ministre canadien affirma quelques jours avant sa réélection ne pas être intéressé à voir son pays y participer (Fortier, 2021).

Pourtant, peu d'États peuvent se targuer d'être aussi similaires que l'Australie et le Canada (Cardinal et Headon, 2002 ; Macmillan et McKenzie, 2003). En fait état le sobriquet de « cousin stratégique » (Blaxland, 2006) dont ils ont été affublés et qui est pratiquement entré dans le jargon. Les deux se ressemblent effectivement tant au point de vue de la taille de leur population que de l'économie, en plus d'être liés par la culture et l'histoire et de partager des institutions et un système politique semblable (von Hlatky, 2013, p. 12-13). Tous deux ont construit, au XXe siècle, leur identité internationale sur l'idée de puissance moyenne et de « bon citoyen international » (Bloomfield et Nossal, 2007 ; Youde et Slagter, 2013). L'Australie et le Canada sont également membres de l'Anglosphère (Vucetic, 2011b ; Wellings et Mycock, 2019), club de cinq États qui inclut aussi les États-Unis, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, concrétisée notamment par le Groupe des Cinq (Pfluke, 2019). La propension des membres de ce club à collaborer étroitement n'est plus à démontrer (Holland, 2020 ; Mitcham, 2016 ; Roberts, 2008). En fait état l'enchevêtrement d'institutions qui les lie, principalement au niveau de la sécurité, mais aussi au-delà (Vucetic, 2019). Tant et si bien qu'en matière d'opérations militaires, Vucetic (2011a) les décrit comme « condamnés à suivre » les États-Unis.

La politique de défense et politique étrangère de l'Australie a traditionnellement été traversée par deux grandes identités : « l'allié dépendant » (Bell, 1984) et la « puissance moyenne » (Carr, 2013 ; Ungerer, 2007). Comme le mentionnait dans l'après-guerre le premier ministre Robert Menzies, « no country in the world more than ours needs great and powerful friends » (cité dans Gyngell, 2017, p. 47). Depuis cette époque, l'Australie tenta toujours de rester proche et de suivre son allié américain dans ses opérations. Ball (2001) mentionne que c'est cette alliance au niveau sécuritaire et de renseignement qui aurait lié les deux États. Elle est d'ailleurs présentée comme l'un des plus indéfectibles alliés des États-Unis (Paul, 2015). Tant et si bien que certains tiennent pour acquis que rien ne viendra remettre en cause son support indéfectible (Bisley, 2013).

L'Australie s'identifie cependant aussi beaucoup à l'idée de puissance moyenne (Abbondanza, 2021, 2022). Ce concept est transpartisan (Bishop, 2016 ; Ludlam, 2016 ; Plibersek, 2016). Cette identification serait visible dans le comportement de l'Australie au sein des principales organisations internationales mondiales et régionales. Elle chercherait à embrasser l'image de bon citoyen et s'engagerait à promouvoir la règle de droit et le multilatéralisme dans les rapports interétatiques (Carr, 2013 ; Taylor, 2008 ; Ungerer, 2007). Ces traditions, qui font quasi-consensus au sein de la littérature, sont tout de même mises à mal par les transformations que connaissent les relations internationales depuis 2008, à savoir la montée en puissance de la Chine (Beeson et Zeng, 2017 ; Bloomfield, 2016 ; Goodman, 2017 ; Medcalf, 2019) et l'élection de Donald Trump (Pons, 2017 ; Tow, 2017). La conjoncture de ses deux événements aurait déstabilisé l'Australie selon certains (Carr, 2020 ; Gyngell, 2014).

La politique qu'a menée Trump signalerait la nécessité pour l'Australie de repenser sa politique étrangère et de défense (Curran, 2016 ; Dean *et al.*, 2019 ; Dibb, 2018), en particulier à un moment où les États-Unis connaissent un déclin de leur puissance. La relation avec la Chine aurait évolué vers un récent « reality check » (Medcalf, 2019), ou la reconnaissance qu'elle représente un défi stratégique. L'Australie serait ainsi passée d'une vision de « friendship » à une de « fear and greed », pour paraphraser deux premiers ministres récents (Brown et Bretherton, 2016)². La saga autour du refus du gouvernement d'autoriser Huawei à investir dans la 5G (Botton et Lee-Makiyama, 2018) ainsi que la récente baisse des investissements chinois en Australie due aux tensions autour de COVID (Smyth et Hale, 2020) mettent en évidence la limite de l'optimisme (White, 2005) que Canberra a longtemps entretenu à l'égard de Pékin.

Pour Taylor (2020), l'Australie poursuit désormais une stratégie pragmatique. Ce pragmatisme pourrait signifier un juste milieu entre les deux géants américain et chinois. Ce « réalisme australien » (Wesley, 2009) serait confirmé par son ouverture à la Chine et sa politique conciliante à son égard, notamment depuis le début des années 2010 (He, 2012). Pour Woodward (Woodard, 2018), l'Australie doit désormais mener une politique d'ambiguïté. Cette stratégie, que beaucoup qualifient d'ambivalence stratégique (Bloomfield, 2016 ; Chan, 2019a ; Dittmer, 2012 ; Manicom et O'Neil, 2010), est considérée par beaucoup comme étant dans l'intérêt de l'Australie (Brown et Bretherton, 2016 ; Connolly, 2016 ; Lyon, 2012). Cependant, pour White (2011, 2013, 2019), cette posture est intenable, car une collision entre les deux grandes puissances est inévitable et l'Australie doit donc choisir entre l'un des deux camps.

² Sur ce changement, voir aussi Chubb et McAllister (2021) et Xue (2022)

La politique de sécurité du Canada a historiquement reposé sur deux piliers, ralliement continental et transatlantique *soft* (Massie, 2014 ; Massie et Vucetic, 2020). Selon Massie (2011), le Canada cherche viscéralement à maintenir, voire à renforcer son statut d'allié fiable et de premier plan au sein du bloc occidental. À cet égard, Vucetic et Ramadanovic (2020) notent que les votes du Canada à l'assemblée générale de l'ONU de 1980 à 2017 tendent à s'aligner sur les positions de ses alliés d'Europe occidentale, à l'exception notable de l'ère Harper. En effet, sous le gouvernement Harper, on observe un changement marqué en faveur des États-Unis dans le bilan des votes du Canada, une évolution qui semble se poursuivre sous le gouvernement Trudeau. Cette constatation est conforme à ce que Massie (2014) a appelé la posture néocontinentaliste - caractérisée par un ralliement massif aux États-Unis - qui est devenue prééminente sous Stephen Harper. En effet, selon Rodman (2020, p. 279), le gouvernement Trudeau est conscient des changements dans l'ordre international, mais sa politique est muette sur l'identification des menaces et la priorisation des efforts. Cette dernière ne représenterait pas une innovation majeure, mais plutôt une continuation de l'approche adoptée par le gouvernement Harper (Lajeunesse et Lackenbauer, 2020, p. 376).

Pour Paltiel et Nossal (2018), la stratégie canadienne a longtemps été de s'appuyer sur la puissance américaine et de l'utiliser pour soutenir l'ordre international fondé sur leurs valeurs communes. Celle-ci est remise en cause par l'arrivée de Trump à la présidence des États-Unis d'une part, et par la volonté de la Chine de combler le vide laissé par Trump d'autre part. Ces deux événements ont pour effet que « Not only does Canada struggle to find its place in a restructured global order, its very concept of global order and its role within it has been shaken to its core. » (Paltiel, 2020, p. 127)

Massie et Dorion-Soulié (2016) considèrent que le débat sur la politique étrangère canadienne entourant la Chine est dominé par trois grandes stratégies concurrentes : Le Canada en tant que nation du Pacifique centrée sur un engagement multilatéral profond, le Canada en tant que nation nord-américaine où l'endiguement vis-à-vis de la Chine est l'objectif, le Canada en tant que nation de l'Atlantique Nord, qui impliquent une indifférence vis-à-vis de la Chine. Le débat entre ces stratégies quelque peu irréconciliables conduit à l'absence d'une orientation claire envers la Chine dans un monde post-unipolaire.

Holland (2021), lui, souligne que la marge de manœuvre d'Ottawa se rétrécit de plus en plus au moment où un nouveau consensus qui se forme à Washington concernant la position vindicative requise contre la Chine. Le Canada reste néanmoins à la croisée des chemins en ce qui concerne sa future politique chinoise. Elle est en passe de devenir sans doute sa décision de politique étrangère la plus importante du XXI^e siècle. Pour lui, le Canada doit choisir entre faire bande à part avec la Chine comme la Grèce, maintenir une équidistance entre Beijing et Washington (ce que nous appellerions ambivalence), ou équilibrer la Chine en se rangeant

du côté des États-Unis. Certains prédisent que cette dernière option sera la politique de choix, car Ottawa voudra assurer sa sécurité (Keating et Murray, 2014). La nécessité économique et militaire évidente pour le Canada de maintenir une relation étroite avec son voisin du sud fait que le développement de liens plus profonds avec la Chine est au mieux un pari (McDonough, 2012). Selon Paltiel (2020), le Canada ne devrait pas attendre après les États-Unis pour chercher des moyens de travailler avec elle dans des domaines d'intérêt commun, comme le commerce.

Les Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor ont été détenus arbitrairement pendant près de deux ans en représailles à l'arrestation d'une haute dirigeante du géant chinois des télécommunications Huawei. Alors que se déroulait leur procès en Chine, des voix publiques plaidèrent pour que le Canada renforce sa politique étrangère et reconnaisse la Chine comme un État hostile (Gurney, 2021), contre lequel l'ambivalence n'aurait pas fonctionné (Potter, 2021). Majumdar (2021) poursuit en disant que l'approche de Trudeau n'a pas réussi à s'attaquer à la diplomatie du « loup guerrier »³ de la Chine. Kawasaki (2021) plaide plutôt pour l'adoption d'une stratégie d'ambivalence, seule permettant au Canada de naviguer ses relations avec la Chine et les États-Unis. Paltiel (2020, p. 127) est en désaccord. Selon lui, « the traditional repertoire of dealing with great powers balancing, bandwagoning, hedging—is inappropriate, because the United States and China are not alternatives on the same spectrum of choices. » Il convient de noter que sur la question de Huawei, le Canada est le dernier pays du Groupe des cinq à avoir pris position en faveur de la limitation de l'implication de Huawei dans leur réseau 5G.

Donc, en plus d'être deux des principaux alliés américains (Haglund, 2009 ; Katz et Quealy, 2017 ; Paul, 2015), il advient qu'un débat s'y tient, autant sur la nature de leur stratégie actuelle (Clarke, 2022 ; Kawasaki, 2016 ; Paltiel, 2016 ; Roussel *et al.*, 2018) que sur celle qu'ils devraient adopter (Blaxland, 2017 ; Greber et Smith, 2019 ; Holland, 2021 ; Potter, 2021 ; Raby, 2020). Dans ce contexte, plusieurs suggèrent de se maintenir à équidistance des États-Unis et de la Chine, adoptant en quelque sorte une voie mitoyenne entre les deux grandes puissances (Bisley, 2020 ; Chan, 2019 ; Kawasaki, 2021).

³ La diplomatie du guerrier-loup (*wolf warrior diplomacy*) est devenue l'expression consacrée d'une nouvelle forme de diplomatie chinoise, plus affirmée. Par le passé, les diplomates chinois avaient tendance à faire profil bas et à se montrer prudents et modérés dans leurs relations avec le monde extérieur, suivant la vision de Deng Xiaoping. Récemment, cependant, ils sont devenus beaucoup plus stridents et affirmatifs, affichant un comportement qui va de la sortie en trombe d'une réunion internationale à des injures à l'encontre d'homologues étrangers, voire à des insultes à l'égard de dirigeants étrangers (Dai et Luqiu, 2022 ; Martin, 2023)

Cette dernière stratégie se nomme l'ambivalence stratégique (*hedging*). Dans l'après-guerre froide, une importante littérature émergea autour de ce concept (Chung, 2004 ; Goh, 2005 ; Johnston et Ross, 1999 ; Medeiros, 2005 ; Pollack, 1996), qui apparaissait comme un moyen de rompre avec la dichotomie classique du réalisme entre le ralliement (*bandwagoning*) et l'équilibrage (*balancing*). L'ambivalence est considérée comme un outil conceptuel plus subtil et utile pour décrire et comprendre la stratégie des États tiers et leur comportement vis-à-vis plusieurs grandes puissances (Guzansky, 2015 ; Jackson, 2014 ; Job, 2020 ; Kuik, 2016b ; López i Vidal et Pelegrín, 2018 ; Wilkins, 2021). Cette posture est remise en cause par des travaux soutenant le contraire et constatant les lacunes du concept (Bisley, 2013 ; Haacke, 2019 ; Koga, 2018 ; Liff, 2019 ; Lim et Cooper, 2015). En effet, comme pour la plupart des concepts-clés, un débat persiste sur la définition précise et sur la distinction entre ambivalence, ralliement et équilibrage. Comme le note Da Silva (2020, p. 99) « it is imperative that further research be conducted to establish clearer empirical evidence of what hedging is, what it implies and what distinguishes it from alternative foreign policy approaches. » Ce débat en amène un autre, celui de savoir quelles stratégies sont mises en œuvre par les États. Qui a raison ? Un flou persiste. Levick et Schulz (2020) y voient une tendance des chercheurs en relations internationales à créer de nouveaux concepts plutôt qu'à clarifier et circonscrire ceux existants. Quoiqu'il en soit, cela entraîne une diminution de la pertinence des concepts d'ambivalence et d'équilibrage. La prévalence possible de l'ambivalence stratégique chez les alliés traditionnels des États-Unis recèle pourtant des implications importantes pour la capacité des États-Unis de coaliser leurs alliés en période de concurrence entre grandes puissances. Il est donc impératif de mieux la saisir.

L'étude de l'ambivalence dans la grande stratégie australienne et canadienne s'effectuera sur la période 2008-2022. Plusieurs raisons motivent ce choix. D'une part, cette plage temporelle est suffisamment grande pour permettre d'observer les possibles changements au sein des politiques étrangères et de défense des deux cas d'étude. Elle donne ainsi accès à plusieurs changements de gouvernements. La possible continuité desdites politiques ne saurait donc être attribuable à une question partisane. D'autre part, et de manière concomitante, elle constitue une période assez restreinte pour assurer la faisabilité de l'étude comparative, tout en permettant une analyse approfondie de chacun des cas d'étude.

Le choix de débiter l'étude en 2008 s'explique du fait que la crise économique, et la récession qui l'a suivie, sont largement perçues comme la fin du moment unipolaire et de l'amorce du déclin de l'hégémonie américaine (Layne, 2012, 2018 ; Tozzo, 2018). La période étudiée s'est également avérée le théâtre de « l'émergence du reste », qui doit mener à un monde post-américain (Kupchan, 2013 ; Zakaria, 2012). L'importance croissante des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) représente bien cette tendance des grands États émergents à voir leur puissance croître à un rythme plus soutenu que celui des

États-Unis. La Chine représente bien sûr la principale puissance émergente et un challenger à l'hégémonie américaine. Comme le soutiennent Massie et Paquin (2020), la perception et les actions des alliés démocratiques des États-Unis accéléreront ou ralentiront leur déclin. S'intéresser à la période qui va de 2008 à 2022 permettra donc d'étudier comment les alliés américains perçoivent et s'ajustent à ce changement tectonique au sein du système international.

Pour répondre à la question centrale de ce mémoire sur l'évolution des grandes stratégies australienne et canadienne entre 2008 et 2022, trois options seront évaluées : l'ambivalence stratégique, le ralliement et l'équilibrage. Deux hypothèses seront également posées: H1) face à une transition de la puissance menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'équilibrage des puissances révisionnistes; H2) face à une transition de la puissance non menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'ambiguïté stratégique face aux États-Unis et aux puissances révisionnistes. La confirmation de la première hypothèse permettra de postuler la pérennité de l'hégémonie américaine, du moins en ce qui a trait à ces deux alliés, dans la mesure où aucun d'entre eux n'est jugé maintenir une posture d'ambivalence stratégique. A contrario, la confirmation de la seconde suggérera un effritement de l'hégémonie américaine au sein de ses plus proches alliés.

Cette recherche poursuit donc un double objectif. Dans un premier temps, nous souhaitons, par cette démarche, contribuer à la conversation scientifique sur le concept d'ambivalence en relations internationales en venant, à travers un processus rigoureux, raffiner ce qui en est connu, entre autres en questionnant les principales convictions de la littérature pertinente. Le mémoire entend déterminer 1) quels sont les éléments constitutifs de l'ambivalence, 2) quelles en sont les conditions permissives, et 3) comment se manifeste une telle stratégie au sein du système international. Du même souffle, il mettra en évidence en quoi l'ambivalence se distingue des alternatives classiques en relations internationales, à savoir le ralliement et l'équilibrage. Dans un second temps, il cherchera à analyser si la stratégie mise en place par deux importants alliés américains — en l'occurrence l'Australie et le Canada — entre 2008 et 2022, peut être caractérisée comme de l'ambivalence. En analysant leur type et niveau d'alignement sur les États-Unis, le mémoire offre l'occasion de poser un constat rafraichissant sur la pérennité de l'hégémonie américaine. Le tout fournira également l'occasion de réfléchir sur le rôle des membres de l'Anglosphère (Vucetic, 2011b) pour la stabilité de l'OIL (Stokes, 2018 ; Vucetic, 2010), au moment où ce dernier est remis en question par les régimes autoritaires et illibéraux (Cottle *et al.*, 2019 ; Duncombe et Dunne, 2018).

Également, en se concentrant sur les stratégies des États tiers, cette recherche inverse la focalisation traditionnelle de la littérature sur les grandes puissances. Par exemple, en exposant sa théorie de la politique

internationale, Waltz (1979, p. 73) déclare « a general theory of international politics is necessarily based on the great powers », car « the units of greatest capability set the scene of action for others as well as for themselves. » Suivant Waltz, les théories des relations internationales ont eu tendance à accorder peu d'attention aux interactions interétatiques qui n'impliquent pas directement les grandes puissances (Ingebritsen *et al.*, 2006 ; Williams *et al.*, 2012). Pourtant, comprendre comment les États tiers réagissent à l'intensification de la rivalité entre grandes puissances apparaît névralgique. Ces interactions ont des implications importantes pour leur sécurité et leur autonomie. Elles ont également des implications pour l'ordre international et les politiques et stratégies des grandes puissances. Comme l'a déclaré Keohane (1969, p. 310), « if Lilliputians can tie up Gulliver, or make him do their fighting for them, they must be studied as carefully as the giant.»

Le mémoire s'organise de la manière suivante. Le premier chapitre passe en revue l'état actuel de la littérature scientifique pertinente sur le concept d'ambivalence et le distingue de ses alternatives conventionnelles, à savoir le ralliement et l'équilibrage. Il présente ensuite les aspects problématiques qui persistent au sein de celle-ci et précisent les objectifs de cette recherche.

Dans le second chapitre, les bases du cadre d'analyse, qui s'inscrit dans la théorie réaliste néo-classique (RNC) et le concept de grande stratégie, seront posées. Mobiliser le RNC apparaît tout indiqué car notre objectif est de faire ressortir les variations dans la politique étrangère d'États au cours du temps, ce qui est au centre de cette approche théorique (Ripsman *et al.*, 2016 ; Taliaferro *et al.*, 2009). Le RNC a aussi le potentiel d'éclairer notre étude comparative. Suivant Brawley (Brawley, 2009), l'étude comparative d'États occupant une position similaire au sein du système international à l'aide d'un cadre d'analyse fondé sur le RNC – qui s'intéresse aux différences internes et à la perception des décideurs politiques – permet de comprendre la divergence de stratégies dans l'atteinte d'un même objectif : s'adapter au changement dans la distribution de la puissance.

Dans le même temps, le cadre méthodologique sera édicté. Celui-ci procède d'une comparaison structurée et ciblée (Bennett et Elman, 2007 ; George *et al.*, 2005 ; Gerring, 2004) en s'inspirant, entre autres, du modèle de renforcement des capacités militaires (« *Military Capabilities Enhancement* », ci-après RCM) développé par Liff (2016). S'y ajouteront deux autres variables, la perception de la menace des décideurs politiques et l'envoi de signaux diplomatiques sur des contentieux sécuritaires.

Les chapitres trois et quatre seront l'occasion d'appliquer le cadre d'analyse aux deux cas d'étude, l'Australie et le Canada, entre 2008 et 2022. Afin de mesurer la perception de la menace et les signaux

diplomatiques, cette étude suit Fortier et Massie (2023) ainsi que Colautti-Féré et Fortier (2021) en étudiant un corpus composé de livres blancs, de stratégies de sécurité nationale, de déclarations de politiques, et de rapports de commissions parlementaires. Cela offre un aperçu inestimable de la sécurité des cas d'étude et de leur perception de la menace à un moment précis. Le RCM sera mesuré grâce aux données issues de trois sources principales : les banques de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), le projet *Correlates of War* (COW) et le *Military Balance+* (MB+) compilés par l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS).

CHAPITRE 1 – REVUE DE LA LITTÉRATURE

Divers corpus de la littérature scientifique des relations internationales permettront de nous éclairer sur la manière dont les puissances moyennes, alliés des États-Unis, réagissent au déclin de ces derniers. D’abord, la littérature sur l’ambivalence stratégique précisera les débats définitionnels que pose ce concepts souvent critiqué, mais dont on peut raisonnablement penser qu’il demeure l’une des avancées majeures dans l’étude des relations internationales au 21^e siècle (Haacke et Ciorciari, 2022). Ensuite, la littérature sur les deux stratégies traditionnelles de ce champ d’étude – nommément l’équilibrage et le ralliement – rendra possible d’inscrire ce mémoire dans l’une des discussions scientifiques principales du paradigme réaliste en relations internationales en offrant une revue de leurs définitions et de leur valeur explicative. L’objectif poursuivi sera d’apprécier les trois stratégies susmentionnées. À cette fin, trois questions retiennent notre attention et guident notre revue : 1) comment définir ces stratégies ? 2) quelles sont leurs conditions structurelles permissives respectives ? 3) comment se manifestent-elles concrètement ? Elles constituent, selon nous, la porte d’entrée idéale en vue d’élaborer un cadre analytique. Le chapitre abordera ensuite les limites de la contribution de la littérature actuelle sur les principales grandes stratégies à l’explication du comportement international des puissances moyennes. Pour terminer, une brève revue des principaux débats en matière de politique étrangère et de défense de nos cas d’étude sera faite. Cela nous permettra de mieux envisager le cadre d’analyse dont sera question le prochain chapitre.

1.1 L’ambivalence stratégique

La grande stratégie d’ambivalence sera appréhendée à partir de la dichotomie entre équilibrage et ralliement, qui l’une des grandes questions théorique de l’étude des relations internationales (Ikenberry *et al.*, 2011 ; Jervis et Snyder, 1991 ; Paul *et al.*, 2004) et sur lesquels un débat persiste à ce jour quant à leur définition (Vasquez et Elman, 2002). L’ambivalence se distingue des concepts d’équilibrage et de ralliement même s’il leur reste associé.

Le concept d’ambivalence est né, entre autres, du besoin perçu d’un nouveau concept pour décrire la façon dont les États asiatiques réagissaient à la montée en puissance de la Chine dans l’après Guerre froide (Chung, 2004 ; Johnston et Ross, 1999 ; Liow, 2005 ; Pollack, 1996 ; Storey, 2002). Si la montée en puissance de la Chine représente un phénomène susceptible, pour plusieurs (Han et Paul, 2020 ; Zhang, 2018), de déclencher un mouvement d’équilibrage chez ses voisins, il n’existe pas de consensus sur la nature exacte de la relation stratégique et sécuritaire entre la Chine et les États de la région (Chinyong Lui, 2005 ; Ciorciari,

2010 ; Foot, 2006 ; Manicom et O'Neil, 2010 ; McDougall, 2012 ; Murphy, 2010). Il apparaît cependant clair que la dichotomie classique entre ralliement et équilibrage ne parvient pas à pleinement appréhender ce phénomène. Ainsi, selon Green (2007, p. 97), la région est un excellent exemple de la stratégie l'ambivalence, car « there is no consistent trend that international relations theorists might isolate to predict whether the region will ultimately balance against Chinese power or bandwagon with Beijing. The reality is that almost every regional power is doing some aspect of both today ».

En ce sens, la littérature s'est surtout intéressée à l'ambivalence dans le cadre de la relation sino-américaine (Foot, 2006 ; Medeiros, 2005 ; B. F. Tesson, 2012 ; Tunsjø, 2017) et dans celui des relations changeantes entre les États d'Asie et une Chine qui émerge en puissance (Boon, 2016 ; Chen et Yang, 2013 ; Chung, 2004 ; Goh, 2005 ; Kuik, 2008 ; Matsuda, 2012 ; Roy, 2005 ; Wu, 2016 ; Xinbo, 2009). Une autre section de la littérature se concentre sur la relation triangulaire entre les États-Unis, la Chine, et un seul ou une série d'États tiers interagissant avec eux (Ciorciari, 2010 ; Fiori et Passeri, 2015 ; Hwang et Ryou-Ellison, 2021 ; Kim, 2023 ; Kuik et Rozman, 2015 ; Liff, 2019 ; Lim et Cooper, 2015 ; Richey, 2020 ; Salman *et al.*, 2015). À cet effet, plusieurs chercheurs (Bloomfield, 2016 ; Chan, 2019a ; Ciorciari, 2010, 2019 ; Clarke, 2022 ; Jackson, 2014 ; Kuik, 2008, 2016a ; López i Vidal et Pelegrín, 2018 ; Roy, 2005 ; Salman et Geeraerts, 2015a ; Spektor, 2023 ; Wilkins, 2021) soutiennent qu'un nombre croissant de ces États adoptent l'ambivalence pour maximiser leurs avantages et limiter les conséquences de la concurrence entre grandes puissances pour leur sécurité et leur statut. Cette position est néanmoins remise en cause par des travaux soutenant le contraire (Bisley, 2013 ; Haacke, 2019 ; Haacke et Ciorciari, 2022 ; Koga, 2018 ; Liff, 2019 ; Lim et Cooper, 2015 ; Marston, 2023a) et constatant les lacunes du concept. Ajoutons que, récemment, le champ d'étude s'est élargi et les travaux se multiplient pour s'intéresser à d'autres régions comme le Moyen-Orient (Binhuwaidin, 2019 ; Chaziza, 2015 ; Guzansky, 2015 ; Hamdi et Salman, 2020), l'Europe (Art, 2004 ; Didier, 2021 ; Smith, 2020 ; Stiles, 2018) ou l'Asie centrale (Ambrosio, 2021 ; Meister, 2018 ; Ohle *et al.*, 2020). La tendance lourde au sein de la littérature sur l'ambivalence demeure de s'intéresser aux cas d'études contemporains, la mobilisation du concept pour étudier des cas historiques restant l'exception (Smith, 2018). À noter que certains travaux remettent en question la notion même d'ambivalence comme stratégie (Hemmings, 2017 ; Jones et Jenne, 2021).

Le concept d'ambivalence a été affligé, dès ses débuts, par des débats concernant sa définition, le niveau d'analyse et la méthodologie le plus adéquats pour l'étudier. Le texte précurseur du champ d'études vient de Goh (2005, p. viii), qui le définit comme « a set of strategies aimed at avoiding (or planning for contingencies in) a situation in which states cannot decide upon more straightforward alternatives such as balancing, bandwagoning, or neutrality. Instead they cultivate a middle position that forestalls or avoids

having to choose one side at the obvious expense of another. » À cet égard, Foot (2006) et Roy (2005) suivent tous deux sa définition et posent également l'ambivalence comme une stratégie alternative qu'un État adopte lorsqu'il ne peut pas choisir entre l'équilibrage et ralliement et qu'il veut garder plus d'une option stratégique ouverte à la possibilité d'une menace future. Golstein (2003) et Richey (2020) la considèrent comme une stratégie permettant aux États d'éviter de faire face aux conséquences ou aux coûts d'autres stratégies.

Pour Castillo et Downes (2020), les États tiers, face à l'émergence d'une nouvelle menace, se tourneraient vers l'ambivalence pour renforcer leurs relations avec l'État menaçant, tout en évitant d'être abandonnés par leurs alliés. Chez Leng et Chang Liao (2016, p. 358), les États ambivalents renforcent leur alignement sécuritaire tout en évitant de créer des alliances formelles qui pourraient contrarier l'État contre lequel ils souhaitent se protéger. D'autres, comme Kuik (2008), conçoivent l'ambivalence comme le résultat d'une peur d'être abandonné par la grande puissance garante de sa sécurité. Vennet et Salman (2019), ainsi que Tessman (2012) le rejoignent en partie, voyant l'ambivalence comme résultant de l'inhabilité de l'hégémon à fournir des biens collectifs, principalement la sécurité.

Ciorciari (2019, p. 524), tout comme Lim et Mukherjee (2019, p. 500), considèrent l'ambivalence comme la réduction de la probabilité qu'une menace se concrétise en gardant les portes ouvertes à un engagement productif, évitant une dépendance excessive à l'égard d'un protecteur étranger. Ce dernier point est au centre de récent article de Ford et Cooper (2021), qui notent un changement de stratégie chez les alliés américains d'Asie lorsque change leur confiance dans la garantie de protection des États-Unis ainsi que leur perception d'une menace externe. Ils précisent cependant que chaque État réagit en fonction de facteurs qui lui sont propres (géographie, histoire, politique interne, etc.). D'autres (Jackson, 2014 ; Koga, 2018 ; Korolev, 2019), voient l'ambivalence comme répondant à un besoin de réduire le risque, mais également à une recherche de gains.

Bien que régulièrement mobilisé en relations internationales, les concepts de risque et de menace ne sont pas toujours bien différenciés et/ou traités comme synonymes (Brauch, 2011 ; Dijkstra *et al.*, 2018 ; Stein, 2013). C'est cette distinction entre menace et risque qui différencierait l'ambivalence des stratégies alternatives (Haacke, 2019 ; Medeiros, 2005 ; Tessman et Wolfe, 2011). Ce courant de pensée postule qu'une menace claire et certaine ne peut pas générer une réaction qui pourrait être considérée comme de l'ambivalence étant donné l'absence d'incertitudes. En conséquence, Heng (Heng, 2006, 2018) (2006) distingue l'aspect linéaire de la réponse à une menace directe et non ambiguë - qui conduit à l'équilibrage ou à un ralliement - et l'aspect cyclique de la réponse à une menace diffuse, latente et incertaine - qui

implique une réévaluation et une adaptation sans un délai bien défini. En bref, l'ambivalence implique des perceptions de risques ou de menaces potentielles dans le futur, plutôt que des menaces claires et actuelles.

Les auteurs réalistes situent généralement l'ambivalence comme une stratégie dans le cadre de la théorie de l'équilibre de la puissance, conçue pour répondre aux menaces à la sécurité de l'État (Koga, 2018 ; Paul, 2018). Cette conception de l'ambivalence la situe à un point médian sur le continuum équilibrage/ralliement (Teo et Koga, 2021). Un nombre croissant d'universitaires considèrent que ce concept doit renouer avec ses racines commerciales et se concentrer sur la notion de risque (Ciorciari et Haacke, 2022 ; Haacke, 2019 ; Haacke et Ciorciari, 2022 ; Stiles, 2018). Ainsi, et conformément à la définition qu'elle possède en finance, l'ambivalence est vue par d'autres comme un moyen pour les États de faire face aux risques et aux incertitudes inhérents à la politique internationale, une sorte de politique d'assurance (Han et Paul, 2020 ; Koga, 2018 ; Lake, 1996 ; Nadkarni, 2010). D'autres mentionnent les risques associés à des stratégies spécifiques – qu'il s'agisse d'alignement ou d'équilibrage (Jackson, 2014 ; Koga, 2018) – et parfois, plus précisément, aux risques liés aux choix d'alignements vis-à-vis des grandes puissances (Ciorciari, 2010, 2019).

Dans cette discussion, une question revient régulièrement, celle de la source de ces risques et du nombre de ceux-ci. Plusieurs perspectives cohabitent. D'une part, celle qui voit l'ambivalence comme répondant aux risques que posent un État en particulier (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Medeiros, 2005 ; Tunsjø, 2017). D'autre part, des chercheurs mobilisent l'ambivalence dans le contexte de problématiques économique, sécuritaire ou énergétique bien précise (Garlick et Havlová, 2020 ; Kim, 2018 ; Salman et Geeraerts, 2015b ; Tessman et Wolfe, 2011 ; Tunsjø, 2013). Récemment, Lai et Kuik (2021, p. 280) vont à sens contraire et adoptent une perspective où l'ambivalence « is not about targeting a single risk or a specific power; rather, [it] is about offsetting *multiple risks* »⁴. La première tendance est certainement la plus importante au sein du champ d'étude. Il s'agit sans doute de l'influence de l'école réaliste – et, a fortiori, des relations internationales de manière générale – d'adopter une ontologie stato-centré. Les risques plus « diffus » comme le terrorisme ne sauraient alors être l'apanage d'une stratégie d'ambivalence. Cette dernière serait plutôt adoptée dans le cadre d'une relation avec un État, généralement une grande puissance. En cela, il est

⁴ Italique dans l'original. Sauf mention contraire, les citations reprises dans cette étude conserveront les passages en italique originaux.

possible de distinguer ambivalence stratégique et gestion de risque, la première étant l'une des stratégies parmi plusieurs au sein de la seconde.⁵

Par ailleurs, une lignée de travaux comprend l'ambivalence surtout comme une forme d'alignement ambiguë sur une grande puissance (Ciorciari, 2010 ; Lim et Cooper, 2015 ; Shambaugh, 2018). Cette école de pensée émane du courant réaliste qui considère l'équilibrage et le ralliement comme des formes d'alignements clairs et décisifs (Ciorciari et Haacke, 2022), alors que l'ambivalence stratégique ne le serait pas. En cela, il reste fidèle aux définitions antérieures avancées par Goh (2005, p. 2) et Roy (2005, p. 306). Par exemple, Edstrom et Westberg (2020, p. 177) concluent que « pursuing different options simultaneously » est un élément clef d'une stratégie d'ambivalence en politique étrangère. Pour Fiori et Passeri (2015), l'ambivalence stratégique sert plutôt de moyen pour rester non-aligné. Continuant sur l'idée de non-alignement, Kuik (2020) stipule plutôt que l'ambivalence est le résultat de plusieurs alignements distincts et contradictoires, qui créerait un non-alignement. Délaissant l'idée de non-alignement, des travaux récents rejettent l'idée que l'ambivalence soit une forme d'alignement, cette définition étant trop restrictive pour tirer pleinement profit du concept d'ambivalence (Ciorciari et Haacke, 2022). Ces derniers délaissent le concept d'alignement, qu'ils opposent à celui de gestion de risque, pour se concentrer uniquement sur ce dernier. La majorité du champ d'étude garde néanmoins une approche différente. Alignement et gestion de risque étant conçu comme deux éléments parallèles intégraux à une stratégie d'ambivalence.

La caractéristique la plus commune du champ d'études est la définition de l'ambivalence comme une « stratégie portfolio » comprenant des éléments de plusieurs autres stratégies (Bloomfield, 2016 ; Clarke, 2022 ; Khong, 2008 ; Koga, 2016, 2018 ; Le Hong, 2013 ; Tunsjø, 2017 ; Wilkins, 2021). Elle consiste en un mélange *inter alia* de ralliement, d'équilibrage (Pempel, 2010), d'accommodement (He, 2012) d'engagement (Gerstl, 2020 ; Liow, 2017) et/ou de liage (*binding*) (Strating, 2020)⁶. La typologie développée par Kuik (2008, 2015, 2016a, 2016b, 2020) en reste l'exemple le plus détaillé. Il définit l'ambivalence comme une zone médiane à l'intérieur d'un continuum ralliement-équilibrage, tel qu'illustrée au tableau 1.1. L'ambivalence est donc « a behaviour in which a country seeks to offset risks by pursuing multiple policy options that are intended to produce mutually counteracting effects, under the situation of

⁵ Un bon exemple d'une autre stratégie de gestion de risque est la diversification. Bien que similaire à l'ambivalence, cette dernière serait intrinsèquement plus ciblée et conçue en opposition à un élément (ici un État), la diversification étant alors plus générale (Ciorciari, 2021 ; Haacke et Ciorciari, 2022).

⁶ Ces stratégies sont souvent qualifiées de *soft*, *hard*, limitée (Chaziza, 2018 ; Hornung, 2014, p. 99 ; Wilkins, 2021, p. 27), complexe (Goh, 2007) ou évasive (Rajagopalan, 2020 ; Wohlforth, 1993). Pour approfondir ce point, voir Jesse *et al.* (2012). Pour une critique de cette tendance, voir Levick et Schulz (2020).

high-uncertainties and high-stakes. » (Kuik, 2008, p. 163) Cette « zone d’ambivalence », Kuik la dissèque en deux sous-sections, qu’il nomme respectivement « contingence des risques » et « maximisation des bénéfiques ». Le centre du continuum est justement situé dans cette dernière sous-section, il s’agit du pragmatisme économique. C’est la politique par laquelle un État cherche à maximiser les gains économiques de ses liens avec une grande puissance, indépendamment des questions politiques. Elle constitue un point de neutralité sur ce spectre, en ce sens que l’acte de maximisation des profits ne comporte aucune valeur d’acceptation ou de rejet de la « charge » matérielle et normative associée à la grande puissance. Toujours dans la même sous-section se trouvent l’engagement et le liage. Le premier signifie une politique visant à établir des voies de communications permettant d’influencer les choix de la grande puissance. Le second renvoie plutôt à l’institutionnalisation des relations entre un État et une grande puissance. La combinaison des deux pour Kuik vise la socialisation d’une grande puissance à un ordre préétabli pour neutraliser ses ambitions révisionnistes. Finalement, le bandwagoning limité est la dernière stratégie avant le bandwagoning « pur » comme il l’appelle. Dans sa version « limitée », le bandwagoning est un partenariat impliquant une coordination avec la grande puissance sur certains enjeux et une certaine déférence envers cette dernière, sans être un simple alignement, qui serait, lui, caractériel du bandwagoning pur. Le ralliement limité signifie également que la puissance moyenne évite de perdre son autonomie et de devenir dépendant d’une grande puissance, alors que le véritable ralliement implique une reconnaissance claire de la hiérarchie entre moyenne et grande puissances.

Tableau 1.1 : Le détail de la zone d’ambivalence

Zone d’équilibre	Zone d’ambivalence					Zone de ralliement
	Contingence des risques		Maximisation des bénéfiques			
Tableau 1.3	Équilibre <i>soft</i>	Déni de domination	Pragmatisme économique	Engagements contraignants	Ralliement limité	Tableau 1.3

Source : Kuik (2008, p.166)

L’autre sous-section est composée de deux stratégies. Pour Kuik, l’équilibre limité est différent de l’équilibre *soft*, car il implique de faire des efforts limités dans le domaine militaire pour répondre à des

incertitudes diffuses, alors que l'équilibrage *soft* consiste plutôt à maintenir un alignement militaire informel (Khong, 2008). Le déni de domination (voir aussi Acharya, 2005 ; Bloomfield, 2016) consiste quant à lui à empêcher l'émergence d'un État comme puissance dominante, en Asie dans le cas qui nous intéresse. Cette stratégie intrinsèquement politique implique d'une part de garder des puissances extérieures impliquées dans la région tout en développant et renforçant son propre poids diplomatique. Kuik note que le déni de domination et l'engagement/liage peuvent être vus comme les deux côtés d'une même médaille. Ainsi, « they are related because both are aimed at influencing a Great Power by binding it in an institutional web that involves other major actors. » (Kuik, 2008, p. 170) Il insiste beaucoup sur le rôle joué par les variables économiques pour déterminer le type d'ambivalence pratiquée par un État. Récemment, des arguments similaires ont été avancés par Koga (2018) et Tunsjo (2017) pour qui l'ambivalence est une combinaison de coopération et de confrontation et englobe des variables sécuritaires, diplomatiques/politiques et économiques.

Allant à l'encontre de cette approche, certains chercheurs (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Jackson, 2014 ; Liff, 2019 ; Lim et Cooper, 2015) proposent d'exclure les engagements politiques et économiques comme forme d'alignement ambivalent. Ces auteurs considèrent plutôt que l'ambivalence ne doit être vue que comme un signal d'ambiguïté sur l'alignement sécuritaire d'un pays avec les grandes puissances. La clarification conceptuelle proposée repose sur une définition circonscrite au domaine sécuritaire. Le tableau 1.2 illustre le modèle de Lim et Cooper (2015), qui repose sur des indicateurs purement sécuritaires. Selon eux, un aspect important de l'ambivalence est la nécessité pour un État de faire face à des coûts réels lorsqu'il fait des choix d'alignement, coûts auxquels les États ne sont pas confrontés dans les sphères politiques et économiques. Ils définissent l'ambivalence comme « a class of behaviors which signal ambiguity regarding great power alignment, therefore requiring the state to make a trade-off between the fundamental (but conflicting) interests of autonomy and alignment. » (Lim et Cooper 2015, p. 703) En restreignant les variables indépendantes utilisées, leur définition offre un moyen de distinguer effectivement les États qui sont réputés se couvrir. Comme ils le soulignent avec justesse, les stratégies de soi-disant « ambivalence » adoptées par les États n'y ressemblent plus une fois que les indicateurs non-sécuritaires sont soustraits de l'équation.

De cette école de pensée nous provient ce qui constitue à l'heure actuelle l'une des définitions scientifiques récentes les plus reconnues du concept. Elle nous vient de Ciorciari et Haacke (2019, p. 367), qui définissent l'ambivalence comme « national security or alignment strategy, undertaken by one state toward another, featuring a mix of cooperative and confrontational elements. It is often contrasted with balancing or bandwagoning, concepts developed during the Cold War era to depict the alternative strategies of resisting

or accommodating a mighty or menacing great power. » Cette définition regroupe de nombreux éléments qui ont été traités dans cette section, soit la comparaison avec l'équilibrage et le ralliement, la combinaison de coopération et de confrontation, ainsi que l'aspect sécuritaire.

Tableau 1.2 : Le spectre des comportements d'alignement sécuritaire

Alignement faible		Alignement modéré		Alignement fort	
Déclarations de soutien aux politiques de sécurité (ou la critique des rivaux)	Ventes d'armes ou aide militaire	Formation, exercices ou opérations de combat interarmées de routine.	Déploiements de troupes par rotation ou accords d'accès limité	Bases militaires permanentes ou semi-permanentes	Traité bilatéral ou multilatéral formel

Source : Lim et Cooper (2015, p. 704)

1.1.1 Les conditions de l'ambivalence stratégique

La question des conditions permissives à l'ambivalence n'a pas fait l'objet d'autant de recherches que celle de sa définition. Il reste néanmoins possible de distinguer deux lignes de pensées. Celle qui privilégie les facteurs structureaux qui sont ensuite filtrés par des facteurs conditionnels et internes (Koga, 2018 ; Selden, 2013 ; B. F. Tessman, 2012), et celle qui privilégie les facteurs internes à l'État (Murphy, 2017). Au niveau des conditions structurelles, certains arguent la possibilité d'adopter l'ambivalence, peu importe le type de système dans lequel un acteur évolue (Koga, 2018 ; B. F. Tessman, 2012). L'hégémon pourrait utiliser l'ambivalence dans un système unipolaire pour gérer la montée en puissance de futurs compétiteurs (Medeiros, 2005), comme des États tiers pourraient l'utiliser pour éviter de choisir entre équilibrer ou se rallier à l'hégémon (Geeraerts et Salman, 2016 ; Korolev, 2019 ; Tessman et Wolfe, 2011). D'autres auteurs postulent que c'est dans un système unipolaire où la puissance se diffuse que des États tiers l'adopteront (Salman, 2017 ; Salman et Geeraerts, 2015a ; B. F. Tessman, 2012). Dans la mesure où la multipolarité offre des conditions permissives à l'ambivalence, ce serait surtout pour les grandes puissances (Koga, 2018), qui seraient autrement peu enclines à l'adopter. Dues à l'incertitude et aux risques qu'elles engendrent, les périodes de transition d'un type de système vers un autre seraient des moments particulièrement opportuns pour qu'un État tiers adopte une telle stratégie (Koga, 2016, 2018 ; Kuik, 2008, 2016a ; Struye de Swielande, 2019). L'apparition d'une bipolarité (régionale ou internationale) serait, en la matière, le système le moins

favorable à l'ambivalence, car les États tiers sont poussés par les grandes puissances à s'aligner sur l'un ou l'autre des pôles de puissance (Job, 2020 ; Kuik, 2020 ; Tan, 2020). Justement, Korolev (2016, 2018, 2019), met l'accent sur l'aspect fondamental « d'espace » disponible pour être ambivalent. Dans le cas où un État adopte l'ambivalence comme stratégie pour gérer ses relations entre deux grandes puissances, sa capacité à la mener à bien dépendra directement de « l'espace » dont il bénéficie. À mesure où deux grandes puissances entre en confrontation et cherchent à s'équilibrer, la marge de manœuvre des États tiers pour avoir recourt à l'ambivalence diminuera. Il est également le seul à concevoir l'ambivalence comme une stratégie qui ne peut être pratiquée que dans un cadre régional et non pas à la grandeur du système, ce qui le met en porte à faux avec les auteurs abordés jusqu'ici. Smith (2020), voit en ce sens la situation en Ukraine depuis 2014 comme l'échec d'une stratégie d'ambivalence fait entre la Russie et l'Union européenne.

Au niveau des États, l'une des conditions importantes mises de l'avant est la nécessité pour les États tiers d'avoir accès à une police d'assurance (sécuritaire ou économique) provenant d'une grande puissance, sans laquelle il devient difficile, voire impossible, d'adopter l'ambivalence (Ciorciari, 2019 ; Smith, 2020 ; Strating, 2020). Plusieurs auteurs y ajoutent la perception que les États ont de leur « patron », de sa volonté et sa crédibilité à défendre l'ordre international (Ford et Cooper, 2021 ; Selden, 2013), mais aussi la perception des menaces futures, sa relation avec les principales puissances du système et la distribution actuelle et attendue de la puissance au sein du système (Salman, 2017). Finalement, plusieurs travaux arguent que les facteurs internes conditionnent l'adoption d'une stratégie d'ambivalence (Busbarat, 2017 ; Hemmings, 2017 ; Le Hong, 2013 ; Murphy, 2017 ; Noor et Qistina, 2017 ; Spektor, 2023 ; Syailendra, 2017). Par exemple, Murphy (2017), mets de l'avant l'opinion publique, la pression des groupes d'intérêts sur l'exécutif, les rivalités au sein de l'appareil bureaucratiques ou entre partis politiques comme facteurs expliquant la décision par les décideurs politiques d'un État de recourir à l'ambivalence stratégique. Hemmings (2017, p.19) va plus loin, considérant que l'ambivalence ne saurait être considérée comme une stratégie, mais plutôt comme une simple « inefficent outcome, produced by contradictory policy impulses » au sein de l'appareil bureaucratique et exécutif.

Cela entraîne la question de ce qu'est, fondamentalement, le phénomène d'ambivalence stratégique. Comprise comme un point mitoyen entre équilibrage et ralliement au sein du spectre de la théorie de l'équilibre de la puissance, l'ambivalence serait alors un phénomène « automatique »⁷ (Wilkins, 2021, p. 8),

⁷ La distinction faite ici entre ambivalence automatique et manuelle reprend celle faite par Claude (1962) entre équilibrage manuel, automatique et semi-automatique.

qui représente une réponse aux influx provenant de changements au niveau des variables structurelles (ici, le futur de la distribution de la puissance) et où « no evidence can be found that links leadership decisions to [hedge] » (Tessman, 2012, p. 230). Korolev (2016, 2018, 2019) juge cependant que l'ambivalence constitue un phénomène d'un autre ordre. Effectivement, il avance que « while balancing is a system-level phenomenon, hedging is an outcome of nonsystemic causal factors. » (Korolev, 2019, p. 423). L'ambivalence est donc plutôt un phénomène « manuel », où les décideurs politiques « behave with explicit intent to hedge » (Tessman, 2012, p. 230). En ce sens, l'ambivalence est une stratégie repose sur des variables au niveau de l'État et qui se manifeste par une agentivité de ce dernier en matière de politique étrangère. En effet, si les phénomènes systémiques peuvent jouer un rôle, ils demeurent trop distants pour fournir une explication des décisions et des comportements spécifiques des États (Korolev, 2018). La divergence entre les deux approches, automatique et manuelle, reflète donc en quelque sorte la dichotomie entre « politique internationale » et « politique étrangère »⁸.

1.2 L'équilibrage

La stratégie d'équilibrage est centrale au paradigme réaliste. Pour les réalistes classiques (Kaplan, 1957 ; Morgenthau, 1948), c'est la politique étrangère qui se doit d'être poursuivie afin de maintenir la stabilité du système. Pour les néoréalistes qui suivent Waltz (1979), cette politique étrangère est plutôt le résultat « mécanique » de la structure anarchique du système internationale. Dans le premier cas, l'équilibrage est un comportement alors que dans le second il est un résultat. Il n'existe donc pas à proprement parler de conditions permissives chez les classiques, sinon la conviction de l'exécutif de poursuivre cette stratégie.⁹ Chez les néoréalistes (Gholz *et al.*, 1997 ; Kupchan, 1998 ; Layne, 1993, 2006 ; Mastanduno, 1997 ; Mearsheimer, 1990, 2001 ; Parent et Rosato, 2015 ; Waltz, 1979), la puissance sera toujours équilibrée, inévitablement. Un État prendra des mesures pour éviter la concentration de la puissance qui pourrait à terme mettre en danger leur sécurité (Kapstein et Mastanduno, 1999). Pas non plus ici de conditions structurelles permissives à proprement parler, tout type de système étant prompt à permettre — nécessiter — l'équilibrage d'un ou de plusieurs paires compétiteurs, l'unipolarité restant le plus instable des systèmes

⁸ Cette distinction, faite par Waltz (1979) dans *Theory of International Politics*, a été subséquentement reprise, en particulier dans Waltz (1996).

⁹ Le cas classique serait le Royaume-Uni (Mowle et Sacko, 2007). Morgenthau (1948, p. 216) cite Churchill sur l'équilibrage traditionnel britannique: « It would have been easy and must have been very tempting to join with the stronger and share the fruits of his conquest. However, we always took the harder course, joined with the less strong powers ... Thus, we preserved the liberties of Europe ... Here is the wonderful unconscious tradition of British foreign policy. » Un autre exemple classique est donné par Thucydide, qui décrit comment, pendant la guerre du Péloponnèse, les petites villes-états de Grèce ont uni leurs forces à celles de Sparte contre la puissance montante d'Athènes (Thucydides *et al.*, 1996, p. 310-317).

dus à la concentration de la puissance. Cherchant à raffiner la position waltzienne de l'équilibre de la puissance, Stephen Walt (1987) argue que les États cherchent plutôt à équilibrer la menace.¹⁰ Pour ce dernier, les conditions les plus favorables à l'équilibrage sont : 1) quand un État est puissant 2) quand la probabilité d'avoir l'appui d'alliés est grande 3) quand un autre État est perçu comme très menaçant 4) quand le résultat d'un possible conflit reste incertain (Walt, 1987, p. 33). Comme les autres néoréalistes, il considère l'équilibrage comme la stratégie la plus communément adoptée par les États.

Des auteurs néoclassiques ont cherché à revoir les postulats structureaux des néoréalistes. Pour Schweller (1994, 1997, 1999, 2004), les États choisiront une stratégie en fonction de leurs intérêts. L'équilibrage est ainsi une stratégie de « self-preservation and the protection of values already possessed ... Simply put, balancing is driven by the desire to avoid losses » (Schweller, 1994, p. 74). La condition structurelle associée à l'adoption de l'équilibrage serait donc la protection du statu quo. Les États satisfaits de l'ordre actuel des choses rejoindront donc l'État le plus puissant qui défendra le statu quo plutôt que de rejoindre une coalition révisionniste plus faible, comme le suggèrent les néoréalistes. En avançant que la compatibilité des intérêts et des objectifs politiques conditionne l'équilibrage, Schweller — et d'autres — placent les facteurs internes avant les facteurs systémiques (Barnett et Levy, 1991 ; Christensen et Snyder, 1990 ; Levy et Barnett, 1992 ; Lobell *et al.*, 2009 ; Schweller, 1994 ; Sweeney et Fritz, 2004)¹¹. Aucun type de système ne favorise donc l'équilibrage.¹² Schweller ajoute également une dimension temporelle à la notion d'équilibrage, qui décrit une situation où un État n'est pas directement menacé par un autre, mais décide tout de même de s'y opposer pour protéger ses intérêts. Comme l'indique Levy (2002, p. 135) « it would not be balancing if war is forced on the potential balancer by a direct military attack by the aggressor ». En ce sens, pour considérer qu'un État en équilibre un autre, il est impératif que son matériel militaire cible directement ce dernier en vue d'une guerre potentielle. Contrairement aux néoréalistes, Schweller avance que l'équilibrage est une stratégie très couteuse et donc rare. De ce fait, la plupart des États chercheront à l'éviter et ne l'adopteront qu'en l'absence d'alternative pour assurer leur survie.

¹⁰ La menace qu'un État représente est le produit de sa puissance, de sa proximité géographique, de sa capacité offensive et de l'agressivité perçue de ses intentions. L'alignement idéologique est un facteur amenuisant dans la perception de la menace (Walt, 1987, p. 40).

¹¹ Les facteurs dont Schweller (2004, p. 169) parle sont : 1) les préférences et les perceptions de l'environnement extérieur par les élites, 2) les préférences et les perceptions des élites qui comptent dans le processus d'élaboration des politiques, 3) les risques politiques intérieurs associés à certains choix de politique étrangère, et 4) les propensions variables des élites nationales à prendre des risques.

¹² Même la multipolarité ne serait pas synonyme d'équilibrage si l'ensemble des puissances acceptent le statu quo et renoncent à l'expansionnisme unilatéral. La multipolarité se transformerait ici en Concert où « all major powers are coming to hold a common view of what constitutes an acceptable status quo » (Kupchan et Kupchan, 1991, p. 145).

Tout comme Schweller, plusieurs réalistes néoclassiques voient l'unipolarité comme le type de système le moins favorable à l'équilibre (Brooks et Wohlforth, 2008 ; Levy, 2004 ; Monteiro, 2014 ; Nexon, 2009). La raison ne serait pas l'alignement des intérêts, mais simplement le coût prohibitif d'une telle stratégie, qui est certainement inefficace. Rien de structurel n'empêche cependant les États de l'adopter puisque le système n'est pas suffisamment hiérarchique. Tessman (2012), argue que la multipolarité est le système le plus propice à l'équilibre, aussi bien dans une situation de concentration que de diffusion de la puissance¹³.

Pour plusieurs auteurs, dans un système où les conditions ne permettent pas l'équilibre *hard* — un système unipolaire — les États auront recours à l'équilibre *soft*. Pape (2005, p. 10) le définit comme l'utilisation « de moyens non militaires pour retarder, frustrer et saper » les actions d'un autre État. Cela renvoie par exemple à la formation de coalitions non militaires, ou l'utilisation d'organisations internationales ou de la diplomatie (Paul, 2005 ; Paul *et al.*, 2004). Durant le moment unipolaire (Krauthammer, 1990), des États auraient adopté cette stratégie pour augmenter leur autonomie afin de détenir un pouvoir de négociation plus important vis-à-vis de l'hégémon (Pape, 2005 ; Paul, 2005) et ainsi permettre de limiter la capacité des États-Unis de leur imposer leurs préférences (Walt, 2005)¹⁴.

Terminons en rappelant que la littérature s'entend pour distinguer entre deux sources d'équilibre : interne et externe. Le premier correspond à un réarmement ou à une croissance économique accélérée pour soutenir un éventuel réarmement. Le second implique plutôt la recherche d'alliances et de soutien auprès d'autres États.

1.3 Ralliement

Le ralliement représente l'opposé direct de l'équilibre pour les néoréalistes. Il s'agit de s'allier avec la principale puissance du système (Waltz, 1979, p. 126 ; Wolfers, 1962, p. 124). Waltz assume qu'un système anarchique proscrit l'adoption du ralliement, qui serait seulement possible dans un système hiérarchique. Mearsheimer (2001, p. 163) le décrit comme « giving in to the enemy. ». Plutôt probable dans un système bipolaire, ce serait une stratégie d'État faible qui ne fait pas le poids face à une grande puissance hostile. Suivant la théorie de l'équilibre de la menace, des auteurs (Jervis et Snyder, 1991 ; Van Evera, 1990 ; Walt,

¹³ La diffusion du pouvoir est un processus par lequel un nombre croissant d'acteurs au sein du système international sont, relativement parlant, des grandes puissances.

¹⁴ L'exemple classique d'équilibre *soft* serait la manière dont la France, la Russie et dans une moindre mesure l'Allemagne se sont opposés à l'invasion américaine de l'Irak en 2003 (He et Feng, 2008 ; Oswald, 2006). Dans ses travaux, Pape (2005, p. 38) mentionne que la stratégie de Bismarck après 1871 s'apparente à de l'équilibre *soft*. À ce sujet, voir aussi Joffe (1995).

1987), identifient le ralliement comme de céder à la menace, et qui se produira surtout en l'absence d'alliés potentiels et si l'État pense pouvoir apaiser la puissance la plus menaçante en la ralliant. Walt (1988) ajoute que cette stratégie implique l'accommodement à la pression de la puissance dominante. L'État qui se rallie tolérera donc des actions illégitimes de son allié.

Dans ses travaux, Schweller (1994, 2004), élargit la définition du ralliement et suggère qu'un État recourt surtout à cette stratégie dans le but d'obtenir des gains. Plus encore, il argue que les rétributions positives constituent un moyen plus efficace d'induire des États à se rallier. Dans cette optique, le ralliement cesse d'être une anomalie, car elle n'est pas coûteuse. Les États l'adoptent donc volontairement dans le but de réaliser des gains¹⁵. C'est pourquoi le ralliement serait prévalant dans un système unipolaire, car plus rentable. Pour Massie (2011, 2014) par exemple, un État peut choisir le ralliement pour maintenir, voire rehausser son statut au sein d'une alliance. Cela nous dit que le ralliement pourrait être un comportement qui n'est pas nécessairement imposé par une grande puissance sur une autre, plus faible. Il pourrait être choisi délibérément par cette plus petite puissance en fonction d'objectifs qui lui sont propres. À cet effet, Liow (2005, p. 286) que le ralliement n'est « not so much a function of systemic politics as it is a policy choice available to small states attempting to manipulate, rather than be victimized, by great power politics ».

Le ralliement se produit-il donc seulement dans un système unipolaire ? Pour Tessman (2012), un système unipolaire, conjugué à une concentration de la puissance offre les meilleures conditions puisque les États tiers peuvent espérer obtenir le plus de gains et de sécurité. Un système unipolaire où la puissance se diffuse offrirait les pires conditions. Schweller spécifie l'aspect opportuniste du ralliement. La stratégie sera aussi adoptée lorsque des changements surviennent dans le système, et gagnera en popularité avec la promesse de gains futurs : « bandwagons roll when the system is in flux; either when the status-quo order starts to unravel or when a new order is being imposed. » (Schweller, 1994, p. 107) De ce point de vue, la menace ne serait donc pas une condition *sine qua non* pour expliquer le ralliement.

Dans l'optique d'opérationnaliser les stratégies d'équilibrage et de ralliement avec plus de nuances et d'augmenter leur portée explicative, Alan Bloomfield (2011, 2016, 2018) emprunte aux travaux de Kuik (2008, 2016a, 2016b) afin de construire un continuum entre ralliement et équilibrage, représenté au tableau 1.3. Sur ce dernier, chaque terme est lui-même subdivisé en plusieurs stratégies. Il est de cette façon possible de rendre compte de différents concepts développés dans la littérature. La guerre est évidemment le

¹⁵ L'Italie, qui s'est ralliée à l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, est un exemple couramment cité de « bandwagoning » (Willis, 2022, p. 27).

paroxysme du continuum, à l'extrémité de la zone d'équilibrage. À sa droite se trouve l'endigement. Il s'agit de la politique visant à empêcher l'expansion de la puissance ou de l'influence d'un État hostile par l'utilisation du spectre complet des moyens et ressources à sa disposition (Gaddis, 1982 ; Kennan, 1984). L'équilibrage *hard*, qui est comme nous l'avons vu précédemment, la stratégie consistant à tisser des alliances ou de se réarmer rapidement en vue de se protéger de la menace perçue d'un autre État. L'équilibrage *hard* implique, et c'est important afin de le différencier de sa version *soft*, l'envoi de signaux clairs et univoques à l'État rival. Rappelons que, comme le mentionne Walt (1987), rarement peut-on caractériser un État comme adoptant purement l'une ou l'autre de ces stratégies.

Tableau 1.3 : Le continuum équilibrage – ralliement

Zone d'équilibrage			Hedging	Zone de ralliement		
Guerre	Endiguement	Équilibrage <i>Hard</i>	Tableau 1.2	Alignement	Dépendance	Capitulation

Source : Bloomfield (2016, p.4)

1.4 Limites de la littérature

À la lumière de la littérature scientifique pertinente, force est de constater plusieurs lacunes. Celles-ci sont d'ordre conceptuel, analytique et méthodologique. L'ordre actuel des choses est que plusieurs définitions s'opposent sur l'interprétation qu'il faut faire de ces stratégies, sur les conditions permissives idéales, ainsi que ce à quoi elle ressemble concrètement lorsqu'un État les applique.

D'emblée, on assiste à l'absence d'une définition claire du concept d'équilibrage et à un manque d'élaboration d'un cadre analytique permettant de mesurer empiriquement sa présence (Liff, 2016 ; Müller et Albert, 2021 ; Vasquez et Elman, 2002). Déjà, l'approche structurelle est fortement limitée. L'absence d'équilibrage contre les États-Unis durant le moment unipolaire contredit effectivement leur théorie (Ikenberry, 2002 ; Little, 2007, p. 12), tout comme une série d'articles sur la validité historique de l'équilibre de la puissance comme tendance naturelle du système (Levy et Thompson, 2005 ; Schroeder, 1994 ; Wohlforth *et al.*, 2007). Même si la position des néoréalistes sur une tendance naturelle du système international à s'équilibrer à long terme s'avérait, elle serait de peu d'utilité. En effet, comme le mentionne Keynes (2013, p. 65), « *long run* is a misleading guide to current affairs. *In the long run* we are all dead. »

Ensuite, le concept d'équilibrage *soft* continue d'être débattu et critiqué comme un étirement ou une dénaturation de l'idée même d'équilibrage (Art *et al.*, 2005 ; Brooks *et al.*, 2005 ; Feng et He, 2017 ; He et Feng, 2008 ; Lieber et Alexander, 2006). Cette idée d'équilibrage *soft* n'est-elle pas, après tout, que la simple résultante des frictions naturelles qui surviennent dans les rapports diplomatiques que les États maintiennent ? Plus encore, même la littérature sur l'équilibrage *hard* se retrouve fautive de reposer sur des assises conceptuelles précaires. Les contours de ce que l'on entend par équilibrage interne et externe restent ainsi flous et ne reposant pas sur des indicateurs clairs (Macleod, 2010a ; Parent et Rosato, 2015), même chez les récentes tentatives néoclassiques de raffiner le concept.¹⁶

Le problème se pose aussi au niveau méthodologique. Lieber et Alexander (2006, p. 194) regrettent d'ailleurs que « loose standards permit an observer to code as balancing against a certain power action that is clearly not directed at that power. » Ainsi, comme le souligne avec justesse Liff (2016), de nombreux travaux concernant l'équilibrage considèrent l'existence de coopération commerciale ou politique entre des États comme la preuve qu'aucune politique d'équilibrage n'est menée. Cette vision est pourtant contraire à nombre d'exemples historiques avérés¹⁷. La coopération économique ou politique n'étant pas, en fin de compte, mutuellement exclusive avec une politique de réarmement en prévision d'un conflit (Lieberman, 1996 ; Sterling-Folker, 2009b). En effet, faute de coûts prohibitifs, maximiser ses gains commerciaux est un comportement que tout État devrait logiquement poursuivre.

Le champ d'études sur l'ambivalence fait face aux mêmes problèmes. Il n'y a pas de consensus sur la nature — économique, sécuritaire, diplomatique — du phénomène, le niveau d'analyse approprié ou les conditions les plus favorables à son adoption (Haacke, 2019). De ce fait, Liff (2019), critique la tendance des chercheurs de ce champ d'études de voir de l'ambivalence dès qu'une quelconque forme de coopération économique existe entre deux États, même si des signes d'équilibrage militaire sont présents. Mais le modèle des auteurs privilégiant les facteurs sécuritaires est également limité. Déjà, le lien entre alliance et ambivalence est pour nous problématique. Nous trouvons ce point de vue réducteur et pensons que leur modèle est un outil explicatif moins puissant pour évaluer la variation des politiques de sécurité des alliés des États-Unis. Il masque plus qu'il ne nous aide à appréhender la réalité, surtout quand vient le temps d'étudier les choix des alliés américains. Notre objectif reste en effet d'évaluer les politiques de sécurité adoptées par les États

¹⁶ Voir le tableau de l'annexe A pour une comparaison de certains travaux sur l'équilibrage.

¹⁷ La Grande-Bretagne et l'Allemagne ayant, par exemple, entretenu des relations économiques avant les deux conflits mondiaux tout en menant des politiques de réarmement typique d'une stratégie d'équilibrage interne (Barbieri et Levy, 1999 ; Karlsson et Hedberg, 2021).

secondaires à l'égard des grandes puissances et de voir si, tout en restant des alliés des États-Unis, ils développent des relations de sécurité plus étroites avec d'autres grandes puissances. Vu sous cet angle, un allié des États-Unis abondamment étudié dans la littérature comme pratiquant l'ambivalence, le Japon, (Ciorciari et Haacke, 2022 ; López i Vidal et Pelegrín, 2018 ; Matsuda, 2012 ; Wilkins, 2021) devrait plutôt être considéré comme équilibrant la Chine (Koga, 2016, 2018 ; Liff, 2019)¹⁸. C'est que la mobilisation de l'ambivalence comme concept pour analyser un État constitue en soit une problématique. La présence effective d'une stratégie d'ambivalence – manuelle pour reprendre la distinction faite plus haut - reste effectivement difficile à prouver car ces politiques sont rarement annoncées explicitement, notamment dans la documentation officielle (Wilkins, 2021, p. 10).

Le nombre de définitions contradictoires, mobilisant toutes une méthodologie qui leur est propre explique pourquoi l'ambivalence est toujours considérée comme trop vague pour avoir une réelle utilité analytique (Hamdi et Salman, 2020 ; Liff, 2016 ; Lim et Cooper, 2015). La littérature sur l'ambivalence est si large que Ciorciari (2010, p. 7) juge que le concept « is ubiquitous in the contemporary order ». Il représente plutôt un mot-valise tant des chercheurs le mobilisèrent pour décrire une myriade de comportements distincts (Smith, 2018, p. 2). Si, effectivement, tous les États ont recours à l'ambivalence d'une manière ou d'une autre, le concept ne peut donc pas différencier leurs politiques respectives. Wilkins (2021, p. 11) se demande, lui, s'il ne faut pas l'ambivalence comme l'état « par défaut » des puissances moyennes. Jerdén et Hagström (2012, p. 241) ajoutent que « the concept's analytical value seems quite limited – in short, what state with options does not hedge? » Ainsi, et de manière intéressante, plus de 15 ans après que Goh (2005, p. 3) ait publié son texte précurseur, le programme de recherche sur le sujet est toujours très proche de la description qu'elle en faisait à l'époque : « There is no satisfactory exposition of hedging as a strategy. What does hedging behavior look like? »

1.5 Conclusion

L'objectif principal de ce chapitre était de mettre en exergue les lignes de fractures qui persistent au sein de la littérature sur l'ambivalence stratégique tout en contrastant celle-ci avec l'état actuel du débat sur les deux principales stratégies du paradigme réaliste, soit l'équilibrage et le ralliement. En tentant de répondre à trois questions concrètes — définition(s), condition(s) permissive(s) et manifestation(s) desdites stratégies — il

¹⁸ Pour d'autres travaux soutenant cette avis, voir Pugliese et Patalano (2020) et Hughes *et al.* (2021).

ressort de ce chapitre, non pas de définitions précises, mais plutôt un portrait contrasté pour chacun de ces éléments.

D'abord, l'ambivalence stratégique est tantôt définie comme une stratégie portfolio et une position médiane entre ralliement et l'équilibrage qui se manifeste dans les domaines économique, politique et sécuritaire, tantôt comme une forme d'alignement qui se manifeste uniquement dans le domaine sécuritaire. Un consensus apparaît cependant autour de la définition de l'ambivalence comme stratégie de gestion du risque. Un autre débat persiste entre la prévalence des facteurs externes ou internes pour expliquer le recours à l'ambivalence par un État. Finalement, ce chapitre a fait ressortir que plusieurs avis cohabitent sur les conditions structurelles les plus permissives à l'ambivalence. L'unipolarité serait idéale pour que l'hégémon y ait recourt afin de contrer un futur compétiteur, tout comme pour une grande puissance souhaitant ni se rallier ou équilibrer l'hégémon. La multipolarité serait principalement permissive pour l'adoption de l'ambivalence par les grandes puissances. La bipolarité serait, quant à elle, le moins propice, car les États tiers ne posséderaient pas l'espace nécessaire. Ce sont surtout les périodes de transition entre deux types de systèmes qui pousseraient les États tiers à utiliser l'ambivalence, de par la prévalence du risque et de l'incertitude.

Ensuite, il a été possible de distinguer les diverses définitions de l'équilibrage. D'une part, il est généralement convenu que l'équilibrage se compose d'une facette interne et d'une autre externe. Plus débattue est la distinction faite entre l'équilibrage *hard* et *soft*. D'autre part, à la fois les classiques et les néo-réalistes le considèrent comme l'état « normal » des relations internationales. Les premiers y voient la politique optimale à poursuivre, alors que les seconds postulent la tendance naturelle du système à s'équilibrer. Les néoclassiques, au contraire, considèrent cette stratégie comme plutôt rare, car très coûteuse. Le néo-réalisme se divise entre les tenants de l'équilibrage de la puissance et de l'équilibre de la menace. Les néoclassiques arguent que ce sont plutôt les intérêts qui motivent l'équilibrage. Les néo-réalistes jugent que l'équilibrage sera présent, peu importe le type de système, mais sera sans équivoques dans un système unipolaire. Les néoclassiques, eux, considèrent cette stratégie comme la moins probable dans un système unipolaire et surtout possible dans un système multipolaire.

Puis, la stratégie de ralliement demeure une anomalie pour les néo-réalistes, qui y voit simplement le fait de céder à la puissance et/ou la menace. Les néoclassiques le considèrent plutôt comme une stratégie à part entière qui peut raisonnablement être poursuivie par l'exécutif d'un État. En effet, il viserait principalement à obtenir des gains. En ce sens, l'unipolarité serait le plus propice des systèmes au ralliement pour un État tiers. Par ailleurs, la transformation du système pourrait amener avec elle le ralliement de plusieurs États à

une puissance révisionniste. C'est alors la promesse de gains futurs qui motiverait ce type de ralliement opportuniste.

En conclusion, les résultats avancés dans ce chapitre illustrent surtout la sempiternelle difficulté d'en arriver à un consensus sur les principaux outils analytiques disponibles aux chercheurs en relations internationales. C'est pourquoi il est maintenant temps de s'atteler à la tâche de jeter les bases théoriques qui seront retenues afin de mener à bien cette recherche. Nous ancrerons celle-ci dans la théorie néoclassique du réalisme et le concept de grande stratégie.

CHAPITRE 2 – CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous jetterons les assises sur lesquelles cette recherche sera effectuée. Le chapitre précédent nous a permis de mettre en exergue la profonde dissension entourant les concepts que nous entendons mobiliser dans cette recherche. Effectivement, le champ d'études sur l'ambivalence se caractérise par plusieurs définitions contradictoires et/ou mutuellement exclusives mobilisant toutes une méthodologie qui leur est propre. À bien des égards, ce constat s'applique aussi au champ d'études sur l'équilibrage. Afin d'éclairer comment cette recherche entend y remédier, la première partie de ce chapitre présente le cadre théorique dans lequel s'ancre la recherche, la théorie RNC et l'idée de grande stratégie. Elle traite de son approche centrée sur l'étude des perceptions de l'exécutif de sécurité nationale et pourquoi elle s'avère idéale pour mener cette recherche à terme. Elle définira surtout les concepts centraux mobilisés et se conclura par l'énonciation des hypothèses de travail.

Dans la seconde partie de ce chapitre, la méthodologie de recherche sera présentée. Mobilisant une démarche déductive et empirique, cette recherche possède comme unité d'analyse les politiques étrangères et de défense de l'Australie et du Canada entre 2008 et 2022. Puisque notre démarche cherche à identifier et comparer les types de stratégies auxquels les États étudiés ont eu recours et la manière dont ces stratégies ont évolué, cette recherche recourt à une comparaison structurée et ciblée. Cette seconde section offre l'occasion d'élaborer cette méthode, ainsi que de détailler le choix des cas d'études, les données mobilisées et la manière dont elles seront traitées.

2.1 Considérations théoriques

La présente recherche s'inscrit dans la théorie RNC des relations internationales afin d'appréhender le phénomène qui retient notre attention, soit la manière dont les alliés américains perçoivent et réagissent au déclin des États-Unis et à la montée en puissance de la Chine. Plus précisément, en quoi l'Australie et le Canada adaptent-ils différemment leur politique de sécurité internationale face au déclin relatif des États-Unis ? De ce fait, cette section débute en explicitant pourquoi notre choix se fixe sur cette théorie et quelles en sont les implications. Par la suite, nous définirons ce qu'est la grande stratégie, en plus de présenter les trois types qui seront mobilisés dans la recherche et dont nous avons d'ores et déjà fait la revue de la littérature. Après, nous expliquerons de quelle manière s'articulera la relation entre les conditions structurelles du système international et les différentes grandes stratégies. Cela fait, il nous sera possible d'énoncer nos hypothèses qui cadreront la direction de la recherche dans les prochains chapitres.

2.1.1 Réalisme néo-classique

Cette section passera en revue le modèle explicatif du RNC. Les principaux éléments caractéristiques seront tout d'abord considérés, en prenant soin de les différencier du modèle structurel néoréaliste. Par la suite il sera question des variables structurelles et intervenantes du modèle RNC – qui agissent comme variables indépendantes de cette recherche. Le tout permettra ensuite de s'intéresser à la variable dépendante de cette recherche, la grande stratégie de politique étrangère et de défense de nos cas d'étude.

Mobiliser le RNC apparaît tout indiqué, car l'objectif de cette recherche est de faire ressortir les variations dans la politique étrangère d'États au cours du temps, ce qui est également au centre du projet du réalisme néo-classique (Taliaferro *et al.*, 2009). Cette branche du réalisme insiste sur le fait que les variables systématiques ont un impact sur les acteurs, mais que la pression du système anarchique et de la polarité, qui est l'unique variable explicative chez les néo-réalistes, doit être filtrée à travers des variables au niveau de l'État — la seconde image de Waltz (1959). L'approche structurelle du néo-réalisme ne nous serait d'aucune utilité ici, car elle permet difficilement d'expliquer les changements entre les diverses stratégies dans le temps. Selon elle, « any apparently intentional acts of grand-strategic articulation are merely epiphenomenal — in other words, they may reflect underlying factors but have no independent influence on observed outcomes. » (Lissner, 2018, p. 59)

A contrario, le RCN juge que c'est précisément à travers cette jonction de facteurs internes et externes qu'il est possible de comprendre les comportements de politique étrangère. Au sein de la seconde image, la théorie se penche sur deux facteurs : l'État et les perceptions des décideurs politiques (Macleod, 2010b, p. 120), qui sont constitués de l'exécutif, donc du chef d'État et/ou de gouvernement, des ministères et des responsables de la sécurité nationale (Taliaferro *et al.*, 2009, p. 25). L'anarchie demeure centrale, mais comprise comme une condition permissive plutôt que comme une variable indépendante (Taliaferro *et al.*, 2009, p. 7 ; Walt, 2002, p. 211). Comme le mentionne Macleod (2010b, p. 125), « les unités évoluent dans un système anarchique, qui établit les paramètres à l'intérieur desquels les décideurs disposent d'une certaine autonomie ». L'intérêt de s'intéresser aux décideurs plutôt qu'uniquement aux conditions structurelles est bien résumé par Wolfers (1962, p. 89-90) : « it is the goals pursued by the actors and the way they go about pursuing them that determine whether and to what extent the potentialities for power struggle and war are realized. »

Le RNC s'intéresse donc aux stratégies mises en place par les États, mais pas aux résultats desdites stratégies. En cela, le RNC est avant tout une théorie de la politique étrangère (Rose, 1998). Nous inscrivons justement ce projet de recherche au sein de la théorie RNC, car, suivant Schweller (1994, 1997, 2004, 2009), elle

considère l'équilibrage comme une stratégie parmi d'autres, permettant ainsi de ne pas voir l'ambivalence ou le ralliement comme une anomalie, mais comme une alternative plausible.

Au sein de la théorie RNC, les décideurs politiques occupent la position d'agent intermédiaire entre l'anarchie du système international — qui agit comme variable indépendante — et le comportement de politique étrangère — la variable dépendante. La perception des décideurs représente donc une variable intervenante (Ripsman *et al.*, 2016). L'intérêt est autant pour la manière dont les conditions systémiques affectent la politique étrangère des États, que pour la manière dont le contexte unique d'un État contribue à façonner ces conditions en résultats tangibles de politique étrangère (Reichwein, 2012). Pour Rose (1998), c'est précisément la perception des décideurs qui comptent, une variable indépendante qui sera central dans notre traitement de l'ambivalence.

Le RCN cible plusieurs variables systémiques d'importances dans l'étude de la politique étrangère des États.¹⁹ La première est la distribution relative de la puissance, ou polarité du système. La polarité fait ici référence au nombre de pôles de puissance présents dans le système international en fonction de leur contrôle des ressources matérielles nécessaires ainsi que des moyens politiques et bureaucratiques pour extraire et mobiliser ces ressources en cas de besoin (Brooks et Wohlforth, 2008, p. 12). L'unipolarité signifie la présence d'un seul État ayant ces capacités, alors que la bipolarité implique la présence de deux et la multipolarité la présence de trois États ou plus. Une autre variable systémique importante est la clarté de l'information disponible aux États (Ripsman *et al.*, 2009). Pour Ripsman *et al.* (2016, p. 46), la clarté se compose de 1) la facilité avec laquelle les menaces et les opportunités sont discernables, 2) les informations fournies par le système sur l'horizon temporel des menaces et des opportunités, 3) le caractère distinctif ou non des options stratégiques optimales.

En ce qui concerne le premier élément de la clarté de l'environnement stratégique, le RNC entend par menaces claires d'autres États qui possèdent trois attributs : (1) révisionniste ou hostile à l'intégrité territoriale ou aux intérêts fondamentaux de l'État ; (2) la capacité économique et militaire d'infliger des dommages à l'État, ce qui dépend à son tour de la géographie et de la technologie ; et (3) un sentiment

¹⁹ Voir l'annexe B pour des exemples des variables systémiques.

d'imminence (c'est-à-dire qu'il utilisera sa capacité d'infliger des dommages dans un court délai) (Ripsman *et al.*, 2016, p. 46).²⁰

Pour qu'il y ait des opportunités, il faut qu'il y ait des preuves de l'amélioration de l'équilibre des capacités d'un État par rapport aux autres États, ce qui lui confère un avantage incontestable sur un théâtre spécifique. Cela peut se produire, entre autres, en raison de l'amélioration rapide des capacités économiques et militaires de l'État, de la détérioration ou de l'effondrement des capacités d'un ou de plusieurs de ses adversaires, ou d'une combinaison des deux (Ripsman *et al.*, 2016, p. 47 ; Van Evera, 2013, p. 74-75). En règle générale, les opportunités claires impliquent trois éléments : (1) la preuve que les capacités relatives favorisent l'État en question ; (2) la preuve que les autres parties concernées n'ont pas la volonté politique de résister aux actions de l'État sur le théâtre en question ; et (3) la preuve qu'un équilibre favorable des capacités et de la volonté ne persistera pas indéfiniment, d'où l'importance d'agir dès que possible. Dans cet optique, l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 résulte d'une opportunité claire qu'a voulu saisir Saddam Hussein²¹.

Le deuxième élément de la clarté concerne l'horizon temporel. Il est souvent difficile pour les dirigeants d'estimer ce dernier, car ils nécessitent une connaissance précise des capacités et des intentions de l'adversaire. Toutefois, dans la mesure où le comportement de l'adversaire signale soit une attaque imminente, soit un retrait indéfini, cela atténue les dilemmes stratégiques auxquels un État est confronté. Le troisième élément, la clarté des options, est rare en politique internationale. Si le système international contraint les États et limite souvent leurs options, il indique rarement les réponses stratégiques optimales dans une situation donnée.

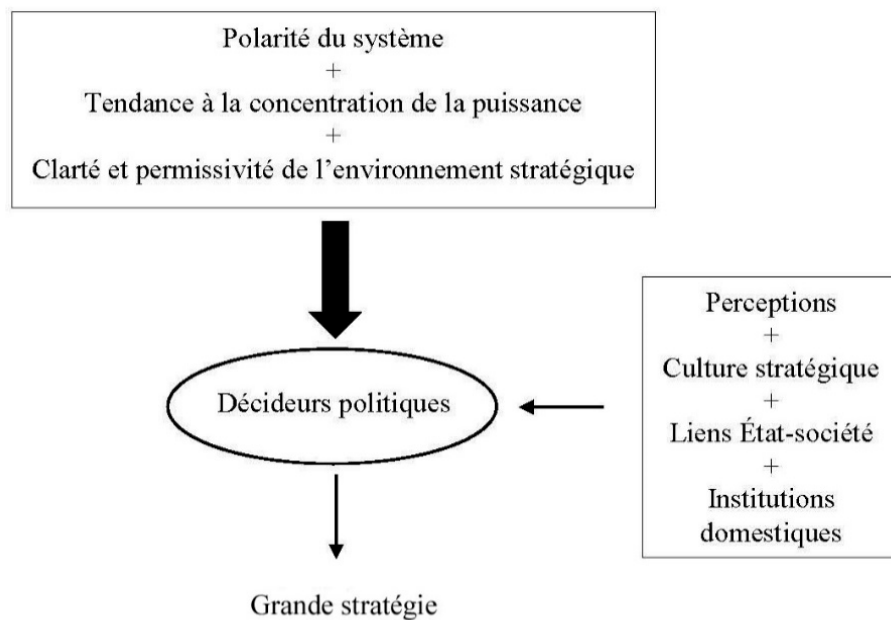
Si la nature des menaces et des opportunités auxquelles les États sont confrontés, le délai dans lequel elles devraient se concrétiser et les réponses politiques optimales sont clairs, la variance des choix politiques entre les États et entre les coalitions sociétales au sein des États devrait être faible. À l'inverse, moins il y a de clarté, plus les dirigeants, les partis et les États ont la possibilité de rechercher des solutions uniques en fonction de leurs préférences, de leurs intérêts particuliers ou de leurs cultures stratégiques (Ripsman, 2009 ; Ripsman *et al.*, 2016). La clarté de l'environnement stratégique représente donc une variable structurelle de première importance.

²⁰ Voir aussi Walt (1987, p. 22-28, 1996, p. 21-26).

²¹ À ce sujet, voire Duelfer et Dyson (2011).

La permissivité de l'environnement stratégique, soit le contenu de l'information disponible, plutôt que sa disponibilité, représente une autre variable structurelle. Ainsi, plus la menace sera imminente, plus l'environnement stratégique sera restrictif et inversement plus la menace sera éloignée, plus l'environnement sera permissif (Ripsman *et al.*, 2016, p. 52-53). Un élément important que nous devons ajouter aux variables déjà mentionnées est la tendance à la concentration de la puissance (Mansfield, 1993). Comme le mentionne Tessman (2012, p. 196) : « Ceteris paribus, structural incentives related to the current and projected global distribution of power will draw second-tier states toward a core strategy for that system type. » La figure 2.1 vient préciser le modèle néo-classique.

Figure 2.1 : Variables systémiques, variables intervenantes et choix stratégiques



Maintenant que nous avons détaillé les conditions structurelles de l'environnement international, procédons au même exercice avec les variables intervenantes. L'importance de la perception a déjà été mentionnée. Elle n'est cependant pas la seule variable intervenante dans les modèles néo-classiques. La culture stratégique, la relation entre l'État et la société et les institutions politiques intérieures en sont d'autres (Götz, 2021 ; Ripsman *et al.*, 2016, p. 34). Au sein du modèle RNC, ces variables interviennent sur les décideurs politiques et influent sur leur interprétation de l'environnement international et a fortiori, sur les décisions prises. Elles constituent en ce sens des variables intervenantes.

Plusieurs chercheurs RNC mobilisent la perception comme variables intermédiaires, qui affectent la manière dont les dirigeants évaluent l'équilibre des forces et les tendances de pouvoir anticipées (Lobell, 2009 ;

Rathbun, 2008 ; Schweller, 2004). Les réalistes néoclassiques font ainsi la distinction entre la distribution réelle ou effective de la puissance et la perception qu'ont les élites de l'équilibre du pouvoir à divers moments et en divers lieux. Aaron Friedberg, par exemple, examine comment les décideurs mesurent le pouvoir et s'adaptent aux changements dans la distribution de la puissance. Il remet en question le déterminisme matériel du néoréalisme et « [the] explanatory and predictive power of theories that move directly from international structure to state behavior. » (Friedberg, 1988, p. 7). Pour Leffler (1992), également, c'est la perception qu'avaient les décideurs américains de la puissance soviétique qui importait durant la guerre froide, plutôt que la distribution réelle de la puissance.

La culture stratégique représente la seconde des variables intervenantes. Elle comprend un ensemble de croyances, de normes et d'hypothèses interdépendantes qui façonne la compréhension stratégique des dirigeants politiques, des élites sociétales et même du grand public (Bloomfield, 2012). Elle n'est cependant pas un bloc monolithique. Plusieurs sous-cultures peuvent cohabiter et se concurrencer pour la prééminence au sein d'un État (Massie, 2009, 2010, 2013b). Par le biais de la socialisation et de l'institutionnalisation ces idées et attentes collectives deviennent profondément ancrées et limitent le comportement et la liberté d'action d'un État en définissant quels sont les choix stratégiques acceptables et inacceptables. La culture stratégique peut ainsi imposer des contraintes sévères sur la capacité des élites à entreprendre un ajustement stratégique aux changements systémiques. Plus précisément, comme l'observe Kupchan (1994, p. 33-104), les élites décisionnelles peuvent se retrouver piégées par la culture stratégique, ce qui peut les empêcher de réorienter la grande stratégie pour répondre aux impératifs internationaux et éviter un comportement autodestructeur.

La troisième variable intervenante est constituée des relations entre l'État et la société, définit comme le caractère des interactions entre les institutions centrales de l'État et divers groupes économiques et sociétaux (Ripsman *et al.*, 2016, p. 71). Les questions clefs concernent le degré d'harmonie entre l'État et la société, la mesure dans laquelle la société s'en remet aux dirigeants de l'État en matière de politique étrangère en cas de désaccord, la concurrence de répartition entre les coalitions sociétales pour s'emparer de l'État et de son butin, le niveau de cohésion politique et sociale au sein de l'État et le soutien public aux objectifs généraux de politique étrangère et de sécurité nationale. Ces facteurs peuvent influencer la capacité des dirigeants de l'État à extraire, mobiliser et exploiter la puissance de la nation (Zakaria, 1999). La nature des relations entre l'État et la société peut avoir un impact significatif sur le comportement stratégique des États. Comme l'affirme Schweller (2006, p. 11-13), le sous-équilibre (*underbalancing*) – lorsqu'un État n'adopte pas l'équilibre ou le fait de manière inefficace en réponse à un adversaire – se produit pour deux raisons internes : les préférences des dirigeants sont davantage influencées par des préoccupations nationales

qu'internationales ou les risques et coûts politiques internes potentiels d'un comportement d'équilibrage sont jugés trop élevés.

La dernière variable intervenante se cristallise dans les institutions nationales. Les institutions formelles, les routines et les processus organisationnels, et la surveillance bureaucratique, souvent établis par des dispositions constitutionnelles avec des règles et des réglementations clairement spécifiées, définissent les paramètres généraux dans le cadre desquels la concurrence intérieure sur la politique se produit (Levy, 1986). Par conséquent, ils déterminent qui peut contribuer à la formation de la politique, à quel stade du processus politique, et qui peut agir en tant que joueur de veto, en utilisant son pouvoir pour bloquer les initiatives politiques afin de remodeler les politiques gouvernementales. À cet égard, les différentes structures institutionnelles des États peuvent avoir un impact important sur leur capacité à répondre aux pressions systémiques (Ripsman *et al.*, 2016, p. 75).

Les variables institutionnelles importantes qui affectent la politique étrangère des démocraties comprennent le degré de concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif, les relations entre l'exécutif et le législatif, les systèmes de partis et le fait qu'il s'agisse d'un système bipartite ou multipartite, les règles de vote et le fait que le système électoral soit basé sur le vote majoritaire ou la représentation proportionnelle, ainsi que la qualité du gouvernement et sa compétence administrative. Ces variables auront une incidence sur la capacité des dirigeants de l'État à maîtriser la puissance de la nation, comme nous l'avons vu plus haut, et sur la capacité des États à s'ajuster et à s'adapter aux chocs extérieurs ou aux changements dans la répartition internationale de la puissance (Gourevitch, 2002, p. 312).

La revue des conditions permissives de l'environnement international et des variables intervenantes du model du RNC nous amène à se pencher sur la résultante des effets de ces variables sur les décideurs politiques, soit leurs décisions de politique étrangère. Nous résumerons ces dernières dans le concept de grande stratégie – que nous détaillerons ici-bas – et qui constitue la variable dépendante de cette recherche.

Dimension la plus large et la plus étendue de la stratégie (Platias et Koliopoulos, 2017), la grande stratégie est en soi l'objet d'un débat conceptuel (Betts, 2019 ; Gaddis, 2018 ; Milevski, 2016 ; Miller, 2016 ; Morgan-Owen, 2020), qui restera en dehors du centre de notre attention²². En suivant les travaux de Silove (2018, p. 9), nous optons pour une vision de la grande stratégie « comme plan ». En ce sens, elle fait référence à sa

²² Pour une revue exhaustive du débat, voir Lissner (2018).

définition classique, à savoir l'utilisation de tous les moyens disponibles dont dispose un État pour atteindre des objectifs politiques face à une menace et/ou un conflit réel ou potentiel (Hart, 1991). De plus, nous souscrivons aussi à l'idée avancée par Luttwak (2009, p. 409), voulant que « all states have a grand strategy, whether they know it or not ».

Mais pourquoi alors débiter ces considérations théoriques en parlant du concept de grande stratégie ? D'une part, parce qu'une grande stratégie est poursuivie principalement en temps de paix, et cherche à atteindre les objectifs souhaités, idéalement sans recourir à un conflit armé (Olsen et Gray, 2011). D'autre part, parce que le concept est le point de départ idéal pour tenter de décrire le changement (ou non) d'un processus continu, à savoir les actions que les décideurs politiques entreprennent pour assurer la sécurité de leur État (Morgan-Owen, 2020, p. 360). Bref, parce qu'elle dépend des conditions structurelles et de la perception qu'en ont les décideurs politiques.

Ayant situé ce projet de recherche dans la théorie RNC qui se veut surtout une théorie de politique étrangère (Rose, 1998) et qui s'intéresse aux stratégies mises en place par les États (Taliaferro, 2005), il apparaît inévitable de mobiliser le concept de grande stratégie. Une dernière question se pose, l'ambivalence peut-elle être qualifiée de grande stratégie ? Plusieurs raisons portent à le croire. Déjà, plusieurs chercheurs ont qualifié l'ambivalence comme étant une stratégie en bonne et due forme (Cornish et Dorman, 2012 ; Gray, 2014), bien que cette vision ne soit pas consensuelle (Hemmings, 2017 ; Jones et Jenne, 2021). De plus, la grande stratégie se différencierait de la stratégie par le fait que la première ne se concentre pas sur une seule question ou une région en particulier (Silove 2018). La stratégie, elle, se concentrerait uniquement sur l'enjeu central du maintien de la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté (Luttwak, 2009, p. 409). Ce dernier point est, nous le verrons plus loin, un aspect également central à l'ambivalence. Dans le cas d'une puissance moyenne, qui fait face à des pressions accrues pour s'aligner entre les États-Unis et la Chine dans un véritable piège de Thucydide (Job, 2020), les risques associés à la situation de ladite puissance moyenne en viendraient à dominer le contexte stratégique dans laquelle elle évolue et à conditionner les œillères au travers desquelles ses dirigeants perçoivent leur environnement international à un point tel qu'il apparaît pour nous juste et nécessaire de conclure que l'ambivalence peut être qualifiée de grande stratégie.

Cette courte section a donc permis de dépeindre en quoi mobiliser le réalisme néo-classique apparaît tout indiqué. En effet, l'objectif de cette recherche est de faire ressortir les variations dans la politique étrangère d'États au cours du temps, ce qui est également au centre du projet du réalisme néo-classique. Aussi, le RNC insiste sur le fait que les variables systématiques ont un impact sur les acteurs, mais que la pression du système anarchique et de la polarité doit être filtrée par des variables intervenantes, qui influent sur les

décisions prises par les décideurs politiques. Celles-ci sont regroupées dans le concept de grande stratégie qui représente la variable dépendante de notre modèle RNC. Les prochaines sections ont l'occasion de conceptualiser les trois types de grandes stratégies d'intérêt pour cette recherche : l'ambivalence, l'équilibrage et le ralliement.

2.1.2 Ambivalence

Comme mentionné antérieurement, le concept de grande stratégie est choisi comme point de départ pour encadrer cette étude, entre autres car elle est poursuivie principalement en temps de paix, et cherche à atteindre les objectifs souhaités, idéalement sans recourir à un conflit armé (Olsen et Gray, 2011). Nous avons d'ores et déjà ciblé l'ambivalence stratégique ainsi que ses deux alternatives traditionnelles – le ralliement et l'équilibrage – comme les grandes stratégies que nous étudierons. Après avoir réalisé une revue de la littérature sur le concept dans le chapitre précédent, la présente section détaillera la définition du concept d'ambivalence stratégique qui sera mobilisé dans cette recherche.

Notre compréhension de l'ambivalence se fonde sur un modèle empiriste et rationaliste du comportement politique international. Elle renvoie, dans le contexte de notre étude, à une stratégie d'alignement sécuritaire ou de sécurité nationale (Ciorciari et Haacke, 2019). En la matière, elle est comprise comme une politique résultant d'un calcul rationnel des décideurs politiques et poursuivant des objectifs liés entre eux par une logique d'ensemble. Nous postulons donc que les États poursuivent délibérément une telle stratégie, et que l'ambivalence ne doit pas être traitée comme une externalité résiduelle des comportements en politique étrangère.²³ Plus précisément, l'ambivalence stratégique est constituée de plusieurs éléments jugés essentiels. Il s'agit ainsi d'une stratégie de temps de paix, mutuellement exclusive de ses alternatives, utilisée pour faire face à un risque, stratégiquement ambiguë entre différentes grandes puissances, qui est coûteuse en termes d'autonomie et/ou de sécurité, et finalement qui est axée sur la défense et la sécurité.

D'abord, cette recherche comprend l'ambivalence comme stratégie *de temps de paix*. Cette compréhension du phénomène se base sur l'idée qu'au début d'un conflit, l'ambivalence cesse d'exister comme alternative. Elle est alors remplacée par la neutralité comme stratégie de temps de guerre, souvent surnommée *neutralité traditionnelle* (Chadwick, 2002). N'étant pas dans le cadre de cette étude, nous ne plongerons pas dans les divers types de neutralité (Abbenhuis, 2014 ; Agius et Devine, 2011), mais précisons que nous écartons

²³ Cela pour demeurer cohérent avec notre postulat de la rationalité de l'État. Comme l'indique Verba (1961, p. 108) « assumptions of rationality imply 'the criterion of consciousness' ».

l'utilisation de l'ambivalence comme synonyme de neutralité en temps de paix, ou *neutralité permanente* (Neuhold, 1982), qui reste en pratique, comme le dit Rothstein (1968) un « mythe éternel », étant donné la pression exercée par les superpuissances sur les plus petites pour qu'elles s'alignent.

Ensuite, nous situons l'ambivalence comme une stratégie à part entière, qui se veut donc mutuellement exclusive du ralliement et de l'équilibrage. La clef de la distinction se trouve pour nous dans la différence entre risques et menaces. Conformément à la définition qu'elle possède en finance²⁴ (Ciorciari, 2019 ; Manning et Przystup, 1999 ; Pempel, 2010), l'ambivalence est un moyen pour les États de faire face aux risques et aux incertitudes inhérents à la politique internationale (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Heng, 2006, 2018 ; Koga, 2016, 2018). C'est donc en quelque sorte une « politique d'assurance » (Foot, 2006 ; Lake, 1996 ; Medeiros, 2005 ; Tessman et Wolfe, 2011 ; Tunsjø, 2013).

Bien que régulièrement mobilisés en relations internationales, les concepts de risque et de menace ne sont pas toujours bien différenciés et/ou traités comme synonymes (Brauch, 2011 ; Dijkstra *et al.*, 2018 ; Stein, 2013). Pour le bien de ce projet de recherche, nous retiendrons la définition que donne Heng (2006, p. 44) du risque comme d'un « phenomena that have the potential to deliver substantial harm, regardless of whether probability of harm is estimable », tout en lui adjoignant celle d'Hameiri et Kuhn (2011, p. 275), qui voient le risque comme un danger potentiel et futur. L'importante notion de perception demeure également valide en ce qui a trait au concept de menace. En effet, la définition que nous adopterons de ce concept sera celle mobilisée par Wallander et Keohane (2003, p. 91), qui conserve l'idée de perception : « Threats pertain when there are actors that have the capabilities to harm the security of others and that are perceived by their potential targets as having intentions to do so. ». Revenant aux travaux de Heng (2006, 2018) nous distinguons également risque et menace sur la base des réponses qu'ils entraînent. D'un, l'aspect linéaire de la réponse à une menace directe et non ambiguë — qui conduit à l'équilibrage ou à un ralliement — et de deux, l'aspect cyclique de la réponse à une menace diffuse, latente et incertaine — qui implique une réévaluation et une adaptation. En bref, comme le mentionne Betts (2000, p. 9), « strategic choices depend on estimates about risks ». Nous adoptons donc ce courant de penser qui postule qu'une menace claire et certaine amènera les dirigeants à privilégier une stratégie de ralliement ou d'équilibrage, alors qu'une perception de risque ou d'une menace potentielle dans le futur amènera à préférer l'ambivalence.

²⁴ Se tourner vers cette discipline pour y puiser un fondement conceptuel s'inscrit en droite ligne avec le réalisme néo-classique. « The *neo* in *neoclassical* then signifies most definitely [...] an attempt to integrate [...] insights developed in our and other social sciences disciplines [...] with the actor-centric ontology so typical of classical realism » (Sterling-Folker, 2009a, p. 6).

Puis, une grande stratégie d'ambivalence apparaît également comme délibérément ambiguë. En effet, elle vise à éviter de devoir choisir de s'aligner fermement sur une grande puissance aux dépens d'une autre (Ciorciari, 2010 ; Goh, 2005 ; Kuik, 2020 ; Lim et Cooper, 2015). Suivant l'idée de gestion de risques, elle implique de cultiver une position de remplacement ou de retrait (Kuik et Rozman, 2015) au regard de l'incertitude qui prévaut dans l'environnement international. Entretenir une position ambiguë entre deux grandes puissances implique une combinaison de politiques contradictoires incorporant des éléments de coopération et de confrontation (Goh, 2005 ; Koga, 2018 ; Kuik, 2008, 2016a ; Tunsjø, 2017). De ce fait, l'ambivalence se traduit par l'agrégation de signaux d'alignements mixtes qui créent une ambiguïté (Kuik, 2020). Cet alignement se situe donc entre les pôles de l'équilibrage et du ralliement (Koga, 2018 ; Kuik, 2016). Ces derniers sont considérés, suivant Walt (1987), comme des formes d'alignements où un État se range décidément derrière un autre. En cela, cette recherche s'inscrit dans un courant dominant du champ d'études sur l'ambivalence.²⁵ Plus concrètement, il s'agit d'une stratégie qui permettrait à un État tiers de nouer une relation de coopération avec une puissance qui pourrait *potentiellement* devenir menaçante afin de parer aux éventuels risques qui lui sont associés (Ciorciari, 2019 ; Tessman et Wolfe, 2011).

Aussi, l'ambivalence stratégique doit être circonscrite au domaine de la défense et de la sécurité. En restreignant de cette manière les variables indépendantes utilisées, cette définition offre un moyen de distinguer effectivement les États qui sont réputés être ambivalents de ceux qui ne le sont pas. Par ailleurs, il devient également possible de venir circonscrire ce qui rend l'ambivalence distinctivement différente de l'équilibrage et du ralliement (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Fortier et Massie, 2023 ; Liff, 2016, 2019 ; Lim et Cooper, 2015).

Enfin, cette vision plus restreinte de l'ambivalence stratégique s'explique par le dernier élément considéré essentiel, la nécessité de faire face à des coûts. Un aspect important de l'ambivalence est la nécessité pour un État de faire face à des coûts réels lorsqu'il fait des choix d'alignement, coûts auxquels les États ne sont pas nécessairement confrontés dans les sphères politiques et économiques. Lim et Cooper (2015, 703) définissent ainsi l'ambivalence comme « a class of behaviors which signal ambiguity regarding great power alignment, therefore requiring the state to make a trade-off between the fundamental (but conflicting) interests of autonomy and alignment. » À la base de ce raisonnement se trouve l'idée que les États chercheront toujours à maintenir leur indépendance et une autonomie d'action (Wolfers, 1962), mais que dans le domaine sécuritaire, la perte d'autonomie représente le coût normalement encouru en échange de la

²⁵ Ciorciari et Haack (2022) représentent à cet effet une exception, critiquant l'assimilation faite entre ambivalence et alignement.

protection d'une plus grande puissance (Morrow, 1991, 1993). Bref, l'ambivalence vise la préservation de l'autonomie, entraînant un coût en matière de sécurité.

2.1.3 Équilibrage et ralliement

La définition de l'équilibrage mobilisée dans cette étude est tirée des travaux de Schweller et Walt. Un État tiers cherchera à faire contrepoids à une grande puissance jugée menaçante (Walt, 1987), envers ledit État tiers, mais également envers ses acquis au sein de l'ordre international en place. L'équilibrage est ainsi une stratégie de « self-preservation and the protection of values already possessed » (Schweller, 1994, p. 74) exigeant qu'un État cible son matériel militaire sur un autre en vue d'une guerre potentielle. Suivant la définition de Liff (2016, p. 435), l'équilibrage sera compris comme 1) restreint au domaine militaire, 2) une réponse à une menace militaire perçue à la sécurité ou aux intérêts d'un État par un autre, et 3) caractérisé par des efforts pour rehausser les capacités militaires d'un État en vue de dissuader ou vaincre un agresseur potentiel dans un conflit militaire.

En ce qui a trait au ralliement, la définition donnée par Schweller sera retenue ainsi qu'une portion de celle de Walt. Le ralliement implique donc un échange inégal, où l'État le plus faible accepte un rôle subordonné et réalise des concessions asymétriques envers son allié dominant, qui pourrait autrement représenter une menace (Walt, 1987). Mais plus encore, un État tiers se ralliera à une grande puissance dans le but d'obtenir des gains (Schweller, 1994).

2.1.4 Conditions structurelles et grandes stratégies

Terminons en clarifiant les conditions systémiques favorables à l'adoption des trois grandes stratégies mobilisées. Le tableau 2.1 illustre quel type de stratégie est la plus adaptée pour chaque système. Rappelons que, comme le mentionne Walt (1987), les stratégies restent des idéaux types, et rarement un État pourrait-il être qualifié purement comme se ralliant ou équilibrant une puissance. En outre, les coûts prohibitifs que certaines stratégies impliquent dans certains types de systèmes ne signifient pas pour autant qu'elles sont impossibles, simplement moins probables.

Tableau 2.1 : Stratégie la plus permissive pour les États tiers dans divers types de systèmes

	Processus de concentration de la puissance	Processus de diffusion de la puissance
Système unipolaire	Ralliement	Ambivalence stratégique
Système multipolaire	Équilibre	Ambivalence stratégique

Suivant plusieurs auteurs au sein de la littérature, cette recherche postule qu'un système unipolaire favorise le plus une stratégie d'ambivalence (Korolev, 2019 ; Tessman et Wolfe, 2011), principalement un système connaissant une période de diffusion de la puissance (Salman, 2017 ; Salman et Geeraerts, 2015 ; Tessman, 2012). Dans ce dernier cas, un État-tiers adoptera l'ambivalence stratégique pour naviguer l'incertitude croissante de l'environnement international créé par l'ascension de nouveau pôle de puissance et le déclin relatif de la puissance prépondérante. Ce que nous avons appelé entretenir une position ambiguë entre deux grandes puissances impliquant une combinaison de politiques contradictoires incorporant des éléments de coopération et de confrontation.

Nous suivons également l'avis de plusieurs néo-classiques qui perçoivent l'unipolarité comme le type de système le moins favorable à l'équilibre (Brooks et Wohlforth, 2008 ; Levy, 2004 ; Monteiro, 2014 ; Nexon, 2009). Tout compte fait, c'est dans un système multipolaire que l'équilibre est le moins coûteux et donc le plus susceptible d'être adopté (Tessman, 2012). Dans un système multipolaire, la parité relative entre les grandes puissances abaisse le coût associé à l'équilibre pour les États-tiers. De plus, les bénéfices associés à cette stratégie augmentent également dans un système multipolaire puisque les États-tiers auront un poids relatif plus important au sein d'une potentielle coalition. Rappelons que si les néoréalistes postulent que les États équilibreront toujours la puissance prépondérante, le modèle néoclassique que nous adoptons juge que la perception de la menace guidera envers qu'une stratégie d'équilibre sera adoptée.

Finalement, un système unipolaire connaissant une concentration de la puissance apparaît le plus apte à générer du ralliement, car c'est à ce moment que les gains potentiels sont les plus importants pour les États tiers. Comme le mentionne Schweller (1994 a, p. 107) « bandwagons roll [...] when a new order is being imposed. ». C'est également celui où les coûts associés à l'équilibre seront les plus élevés.

2.1.5 Hypothèse de recherche

Suivant ce que nous avons établi comme les stratégies les mieux adaptées en fonction des types de systèmes, nous posons ces hypothèses en fonction du type de système prévalant : H1) face à une transition de la puissance menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'équilibrage des puissances révisionnistes; H2) face à une transition de la puissance non menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'ambiguïté stratégique face aux États-Unis et aux puissances révisionnistes. Pour ce qui est de la variable temporelle, nous tenterons par le fait même de vérifier empiriquement le moment-clef de la transition et du changement, ou non, d'alignement.

Cette première section a détaillé donc en quoi mobiliser le réalisme néo-classique apparaît tout indiqué. En effet, l'objectif de cette recherche est de faire ressortir les variations dans la politique étrangère d'États au cours du temps, ce qui est également au centre du projet du RNC. Ainsi, cette théorie insiste sur le fait que les variables systématiques ont un impact sur les acteurs, mais que la pression du système anarchique et de la polarité doit être filtrée par des variables intervenantes – perceptions des décideurs, culture stratégique, liens État-société et institutions domestiques – qui influent sur les décisions prises par les décideurs politiques. Par la suite, nous avons élaboré sur ce qu'est une grande stratégie, à savoir l'utilisation de tous les moyens disponibles dont dispose un État pour atteindre des objectifs politiques face à une menace et/ou un conflit réel ou potentiel. Il s'agit donc du résultat des décisions prises par l'exécutif d'un État. Trois grandes stratégies nous intéressent dans le cadre de cette recherche : l'ambivalence, l'équilibrage et le ralliement. L'ambivalence stratégique serait donc probablement adoptée par un État-tiers dans un système unipolaire connaissant une diffusion de la puissance, un système unipolaire marqué par la concentration de la puissance favoriserait plutôt le ralliement. L'équilibrage, quant à lui, devrait le plus vraisemblablement être adopté dans un système multipolaire. S'il reste que ces définitions et les méthodes qui les sous-tendent — présentées dans la section subséquente — sont contestées, nous arguons qu'elles offrent la meilleure compréhension sur l'ambivalence, l'équilibrage et ce qui les rend mutuellement exclusives. Les retenir conduit à la fois à une contribution scientifique concrète en permettant la falsification et à une réflexion intéressante sur le plan politique.

2.2 Méthodologie

Cette section sera l'occasion d'élaborer sur la manière dont les concepts et variables identifiés dans la première partie du chapitre seront opérationnalisés. Dans le même temps, notre cadre méthodologique sera édicté. Celui-ci procède d'une comparaison structurée et ciblée (Bennett et Elman, 2007 ; George *et al.*, 2005 ; Gerring, 2004) des politiques étrangères et de défense de l'Australie et du Canada. Trois indicateurs

seront utilisés à cette fin : la perception de la menace, les positions diplomatiques et les politiques de défense — inspiré du modèle RCM développé par Liff (2016). La présentation des données qui seront mobilisées suivra, à la suite de laquelle il sera question des limites engendrées par nos choix en matière méthodologique.

Le cadre théorique dans lequel s'inscrit cette recherche, le RNC, ne possède pas de programme de recherche cohérent et unique (Sterling-Folker, 2009a). Son caractère éclectique sur le plan épistémologique et méthodologique (Macleod, 2010b, p. 117 ; Sterling-Folker, 2009a, p. 209) nous permet de nous inscrire en son sein tout en restant cohérent avec le sous-champ d'études sur l'ambivalence. La mobilisation de cette théorie par un large pan des chercheurs dans l'étude de l'ambivalence (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Kuik, 2016a ; Marston, 2023b ; Smith, 2018) illustre sa pertinence et nous permettra de dialoguer avec les acteurs du champs d'étude. Notre recherche se fonde sur un rationalisme que l'on pourrait décrire, dans les mots de Taliaferro *et al.* (2009, p. 21), de « mou ». La préférence méthodologique du RNC pour les approches qualitatives comme les études de cas indique une préférence pour une épistémologie empiriste (Macleod, 2010b, p. 117), ce que nous retiendrons aussi. Cette posture empiriste est elle-même en accord avec la posture dominante dans le sous-champ d'études sur l'ambivalence (Jones et Jenne, 2021, p. 2). Il est donc également possible d'adopter une vision de l'État comme un acteur rationnel²⁶, bien que ce postulat soit remis en question par certains auteurs néo-classiques (Schweller, 2003 ; Sterling-Folker, 2009a ; Taliaferro, 2000).

2.2.1 Comparaison structurée et ciblée

Afin de confirmer ou infirmer notre hypothèse, nous procéderons à une comparaison structurée et ciblée (George *et al.*, 2005) à l'aide d'une méthodologie mixte (Lieberman, 2005) et fondée sur une approche déductive.

La comparaison que nous nous proposons de réaliser dans la présente étude contrastera les stratégies adoptées par deux puissances moyennes alliées des États-Unis, à savoir l'Australie et le Canada. L'approche comparatiste adoptée amène dans son sillage une gamme de difficultés inhérentes à cette méthode. L'on pointerait tour à tour l'inexistence d'un consensus sur la méthode et les objectifs de la méthode comparative

²⁶ Depuis les Lumières, la norme occidentale du rationalisme en politique consiste en un calcul économique universel basé sur la maximisation consciente des bénéfices par rapport aux coûts (Oakeshott, 1967).

(Gazibo, 2002). Notre leitmotiv sera alors d'inscrire notre démarche dans le sillon de Sartori (1994, p. 20), pour qui « la recherche comparative ne consiste pas comparer, mais à expliquer. »

L'une des préoccupations principales qui motivèrent la sélection des cas d'étude est d'inscrire la recherche en dialogue avec le champ d'études de manière à assurer une cumulation du savoir. Bien que les critères de sélection des cas associés aux approches quantitatives possédant des échantillons importants ne sauraient représenter un calque pour nous (King *et al.*, 1994), l'objectif plus large de toute recherche en sciences sociales reste évidemment de permettre la production incrémentale de système de compréhension des phénomènes sociaux. Se pose alors le défi de développer rigoureusement la méthode afin d'éviter le piège dans lequel les « case studies [...] have become in many cases a synonym for freeform research where everything goes » (Maoz, 2002) et dans lequel plusieurs chercheurs en relations internationales tombent.

La comparaison que nous entreprenons se veut « structurée et ciblée ». George et al. (2005) ciblent des facteurs importants afin de réaliser ce genre de comparaison ; facteurs qui nous apparaissent remplis. D'une part, nous avons identifié clairement un phénomène à l'étude : l'adhésion à l'hégémonie américaine de ses alliés dans un contexte de compétition hégémonique. D'autre part, un objectif de recherche tout aussi circonscrit. Dans notre cas, il s'agit de clarifier le concept d'ambivalence stratégique et de l'appliquer à deux cas d'études. Finalement, les études de cas doivent utiliser des variables d'intérêt théorique qui permettent aux décideurs politiques de prendre des décisions. Cette vision « orientée vers les politiques » est, elle aussi, bien présente dans le choix des cas que nous avons pu faire. La comparaison dans laquelle nous nous lançons requiert une connaissance approfondie des cas. Ouvrir la boîte noire et rendre compte de la manière dont les États perçoivent, appliquent et réagissent aux changements de puissance permet cependant une appréciation plus multiforme de la politique étrangère et de la politique internationale (Bennett et Elman, 2007, p. 180). Cette approche nécessite néanmoins « a close, creative engagement with cases » (Collier, 1999, p. 5). Tout compte fait, ces considérations restent fidèles à la façon dont Gerring (2004, p. 341) définit l'étude de cas, soit « an intensive study of a single unit with an aim to generalize across a larger set of units. »

La méthode est appliquée à deux cas d'étude : l'Australie et le Canada. Parmi l'ensemble des alliés américains, ils apparaissent comme des cas particulièrement intéressants sur lesquels s'attarder. Sélectionner ces États avaient effectivement beaucoup de sens, en fonction de leur capacité à révéler de l'information, aux découvertes qu'ils permettront de réaliser à terme (Roy, 2009, p. 215) et, aussi, puisqu'ils offrent l'opportunité d'étudier un phénomène social, le recourt à l'ambivalence stratégique. En choisissant ces derniers, nous prenons en compte l'état actuel de la littérature (Yin, 1994, p. 24). Nous nous écartons

effectivement de l'essentiel de la littérature sur l'ambivalence qui a surtout étudié l'ambivalence chez les États asiatiques (Goh, 2005 ; Haacke, 2019 ; Jackson, 2014 ; Kuik, 2008 ; Wu, 2019). Ce choix a été fait pour plusieurs raisons. Premièrement, nous nous concentrons sur les alliés des États-Unis plutôt que sur les États géographiquement proches de la Chine. Si cette région est certainement l'épicentre de la confrontation stratégique entre les États-Unis et la Chine (Foot, 2020 ; Medcalf, 2020 b, 2020a ; Montgomery, 2014), la confrontation aura également lieu dans toutes les régions du globe (Mahbubani, 2020 ; Patey, 2021 ; Zhang et Lebow, 2020). En outre, la stratégie de primauté poursuivie par Biden (Wertheim, 2021) rend intéressante la comparaison d'alliés sur des continents distincts qui ne sont pas liés aux mêmes questions de sécurité vis-à-vis la tension sino-américaine. Néanmoins, chaque allié jouera un rôle déterminant dans le succès ou l'échec de la future politique internationale américaine (Massie et Paquin, 2020).

Enfin, les deux États partagent une série de similitudes qui rendent la comparaison que nous avons l'intention d'établir solide sur le plan méthodologique (Blaxland, 2006). En effet, ces pays sont tous des démocraties libérales, qui connaissent un niveau de richesse similaire — mesuré en produit intérieur brut (PIB) brut et en PIB par habitant (The World Bank, 2021) —, de dépenses militaires — à la fois en pourcentage de leur PIB et en part des dépenses militaires mondiales totales (Silva *et al.*, 2022)²⁷ — en plus d'être liées par la culture et l'histoire (von Hlatky, 2013, p. 12-13). En ce sens, la sélection de ces cas a été réalisée sur la base de la méthode des cas les plus semblables (Gerring, 2009, p. 648). Par ailleurs, et il s'agit là d'une considération peut-être prosaïque, la variable de la langue est névralgique. Compte tenu du temps, de l'espace et du budget impartis à cette recherche (Patton, 2014), l'accès à des documents officiels en anglais est essentiel, ce qui, conjugué aux facteurs susmentionnés, rendait le choix de ces États évident.

L'étude de l'ambivalence dans la grande stratégie australienne et canadienne s'effectuera sur la période 2008-2022. Plusieurs raisons motivent ce choix. D'une part, cette plage temporelle est suffisamment grande pour permettre d'observer les possibles changements au sein des politiques étrangères et de défense des deux cas d'étude. Elle donne ainsi accès à plusieurs changements de gouvernements. La possible continuité desdites politiques ne saurait donc être attribuable à une question partisane. D'autre part, et de manière concomitante, elle constitue une période assez restreinte pour assurer la faisabilité de l'étude comparative, tout en permettant une analyse approfondie de chacun des cas d'étude.

²⁷ Ils figurent aux 12^e et 13^e rangs dans le dernier rapport du SIPRI.

Le choix de débiter l'étude en 2008 s'explique du fait que la crise économique, et la récession qui l'a suivie sont largement perçues comme la fin du moment unipolaire et de l'amorce du déclin de l'hégémonie américaine (Layne, 2012, 2018 ; Tozzo, 2018). La période étudiée s'est également avérée le théâtre de « l'émergence du reste », qui doit mener à un monde post-américain (Kupchan, 2013 ; Zakaria, 2012). L'importance croissante des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) représente bien cette tendance des grands États émergents à voir leur puissance croître à un rythme plus soutenu que celui des États-Unis. La Chine constitue, bien sûr, la principale puissance émergente et un challenger à l'hégémonie américaine. Comme le soutiennent Massie et Paquin (2020), la perception et les actions des alliés démocratiques, des États-Unis accéléreront ou ralentiront leur déclin. S'intéresser à la période qui va de 2008 à 2022 permettra donc d'étudier comment les alliés américains perçoivent et s'ajustent à ce changement tectonique au sein du système international.

2.2.2 Cadre d'analyse

En fonction de ce qui a été présenté dans les sections précédentes, le tableau 2.2, présente les indicateurs qui permettront de différencier entre les trois stratégies, et a fortiori de comparer nos deux cas d'étude. À cette fin, nous mobilisons une méthodologie inspirée de celles développées par Haack (2019), Liff (2016), Lim et Copper (2015) ainsi que Fortier et Massie (2023). Dans notre cadre méthodologique, l'ambivalence se trouve au centre d'un continuum entre le ralliement et l'équilibrage. La distinction entre ces stratégies sera faite en fonction, surtout, de la perception des décideurs politiques. Pour Stein (2013), la perception des intentions et des capacités constitue précisément l'élément central quand vient le temps de porter un jugement sur un risque ou une menace. Cette procédure d'analyse est quant à elle comprise comme « a very particular aspect of the large and complex process of defence policy-making » (Oren et Brummer, 2020, p. 723).

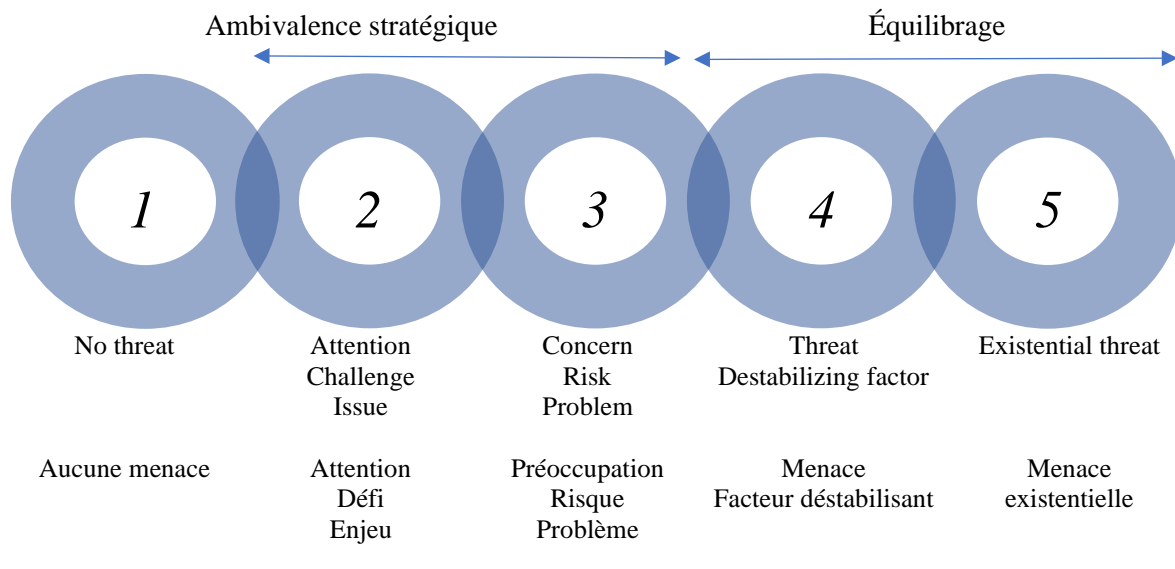
Pour évaluer la perception de la menace, nous nous tournons vers les documents officiels de sécurité et de politique étrangère, les remarques publiques publiées soit par le pouvoir exécutif, soit par les ministères et/ou agences concernés. Les livres blancs, les stratégies de sécurité nationale, les déclarations de politique générale, etc., offrent un aperçu inestimable de la sécurité d'un État et de la perception des menaces à un moment précis. L'intérêt est donc placé sur la perception officielle des menaces. Il ne s'agit donc pas de savoir ce que les individus à la tête des États pensent réellement, mais plutôt de faire ressortir la position qu'il souhaite présenter aux autres acteurs du système (Morin et Paquin, 2018, p. 17-68). Tout compte fait, pour qu'un État-tiers soit qualifié de stratégiquement ambivalent, il ne doit percevoir ni la grande puissance émergente – la Chine – ni la grande puissance en déclin relatif – les États-Unis – comme une menace claire et immédiate pour sa sécurité. Les dirigeants de l'État devraient plutôt mettre l'accent sur l'incertitude de

l'équilibre de la puissance, la complexité de ses implications pour les intérêts nationaux de la puissance moyenne, ainsi que sur des menaces générales et vagues.

Suivant Oren et Brummer (2020), la perception de la menace sera analysée en fonction du langage utilisé dans les documents. Nous nous concentrerons donc sur la manière dont les enjeux de sécurité « [are] described in the document and what words are used to denote the danger associated with the issue. » (Oren et Brummer, 2020, p. 729) Étant donné la manière souvent euphémique dont les menaces perçues peuvent être décrites dans ces documents, nous ne chercherons pas seulement des mentions explicites, mais aussi des descriptions plus larges des menaces.

Dans le cas de la perception de risques, les mentions de défis, de tendances, d'incertitudes vaguement décrits serviront à confirmer la manifestation de l'ambivalence. La chronologie associée est également importante. En effet, alors que la dichotomie classique équilibre/ralliement sert à faire face à une menace imminente, l'ambivalence ne peut intervenir que lorsqu'un État vise à contrer un risque ou une menace future potentielle. Pour permettre de clarifier notre recherche et notre analyse, l'échelle d'Oren et Brummer (2020) est retenue afin de poser la distinction entre l'absence de menace et la menace existentielle et/ou imminente. Comme l'illustre la figure 2.2, l'ambivalence est associée aux trois premiers échelons, alors que les échelons quatre et cinq renvoient à l'équilibre.

Figure 2.2 Classification des termes associés à l'ambivalence et l'équilibre²⁸



²⁸ Inspirée de l'adaptation d'Oren et Brummer (2020, p. 724) faite par Chalivet (2022, p. 43). Les termes sont inscrits en anglais et en français, représentant les langues dans lesquelles sont rendus disponibles les documents officiels australiens et canadiens. Les termes anglais sont tirés de Chalivet (2022) et la traduction française est de l'auteur.

Le premier indicateur agit comme condition nécessaire, mais non suffisante afin de pouvoir décrire un État comme ambivalent. Qui plus est, ce premier indicateur nous renseignera sur les divergences entre nos cas d'étude. L'intérêt est de pouvoir identifier la suite logique entre les perceptions des décideurs politiques et les choix faits en matière de politique étrangère et de défense. Comme le spécifient Ciorciari et Haack (2022, p. 15): « Two states with similar alignment profiles therefore may hedge against different perceived risks and in quite different ways. Being explicit about the major risks that governments perceive and the specific ways in which they seek to address each risk are important for clarifying real-world policy choices. »

Tableau 2.2 : Résumé des indicateurs pour chaque grande stratégie

	Équilibrage	Ralliement	Ambivalence
Perception de la menace	La grande puissance émergente est perçue comme une menace claire et pressante.	La grande puissance émergente est perçue comme une menace claire et pressante.	La grande puissance émergente est perçue comme un risque sécuritaire ou une potentielle menace dans le futur.
Signaux diplomatiques sur des contentieux sécuritaires	Critique explicite de la position d'une grande puissance.	Soutien public et approbation de la position d'une grande puissance.	Absence de position publique sur une question litigieuse Position ambivalente sur une question litigieuse
Politiques de renforcement des capacités militaires (RCM)	Renforcement des capacités militaires pour dissuader, ou vaincre si nécessaire, une menace reconnue dans un conflit militaire.	Approfondir le partenariat et la coopération en matière de sécurité avec une grande puissance.	Absence d'alignement sécuritaire sur une grande puissance. Alignement sécuritaire contradictoire sur différentes grandes puissances.

En tant que stratégie d'alignement sécuritaire, l'ambivalence devrait se traduire par des positions ambiguës de la part des puissances moyennes sur des questions de sécurité internationale contentieuse entre grandes puissances. C'est ce que Teo et Koga (2021) avancent quand ils identifient la « diplomatie équilibrée » comme un indicateur d'ambivalence. Les signaux diplomatiques émis par un État secondaire sur des questions de sécurité clés où les grandes puissances s'affrontent constituent donc le second indicateur. En

nous appuyant sur les travaux de Lim et Cooper (2015) et Fearon (1994, 1997), nous postulons que les signaux diplomatiques doivent être pris en compte lorsqu'il impose un coût que l'État secondaire doit supporter.

Pour les besoins de cette étude, deux questions de sécurité jugées suffisamment cruciales pour représenter à la fois une confrontation entre grandes puissances et poser un choix aux États secondaires qui prennent position. Les deux premiers problèmes sont la situation de Taïwan ainsi que les tensions croissantes en MCS et en mer de Chine de l'Est (MCE). Ces deux questions sont largement considérées comme susceptibles de conduire à un conflit ouvert entre les États-Unis et la Chine (Allison, 2017 a ; Fangyin, 2016 ; Feng et He, 2018 ; Liu, 2020 ; Zhao, 2019). Les tensions liées à l'indépendance de Taïwan et à la souveraineté de la mer de Chine (MC) sont certainement appelées à s'accroître, car Xi Jinping a clairement indiqué qu'il avait l'intention de prendre le contrôle de Taïwan et de faire de l'Armée Populaire de Libération (APL) une force de classe mondiale d'ici 2049, pour le 100e anniversaire de la prise du pouvoir du Parti Communiste Chinois (Allison, 2017b). Ces deux questions urgentes sont pertinentes pour cette étude, car elles impliquent un jeu à somme nulle évident entre deux grandes puissances (Heginbotham, 2015 ; O'Hanlon, 2020 ; Pasandideh, 2021). Parce que plusieurs des alliés des États-Unis sont concernés, directement ou non, ils sont de plus en plus poussés à prendre parti et à en supporter les coûts. En outre, la sélection de cas géographiquement diversifiés, à savoir l'Australie, le Canada, permet de comparer les positions de deux démocraties libérales alliées aux États-Unis, par ailleurs similaires, sur des enjeux à la fois proches et éloignés de leurs côtes. L'adoption d'une stratégie d'ambivalence diplomatique devrait s'avérer plus coûteuse sur des questions proches, ce qui constitue un test crucial pour l'ambivalence (Gerring, 2009). Comme pour le premier indicateur, nous nous pencherons sur les documents officiels et les déclarations émanant des décideurs pour mesurer le second indicateur.

Le troisième et dernier indicateur est la politique de sécurité des États. Nous cherchons à évaluer les politiques de sécurité adoptées par les États secondaires à l'égard des grandes puissances et voir si, tout en restant des alliés des États-Unis, ils développent des relations de sécurité plus étroites avec la Chine et/ou réduisent celle qu'ils possèdent avec les États-Unis.

Suivant Hacck (2019, p. 394), les mesures d'amélioration des capacités militaires d'un État pratiquant l'ambivalence stratégique « should be [...] appropriate to ascertain and mitigate security risks », soit « normal surveillance capabilities and limited effort to enhance interoperability ». Fortier et Massie (2021, p. 5), quant à eux, arguent que les politiques de sécurité d'un État ambivalent « combine national and international mobilization of military power against a latent security threat while cooperating with the latter

to mitigate the risk that it becomes an immediate danger ». En d'autres termes, l'ambivalence se manifestera sous la forme d'une stratégie de sécurité incongrue.

Nous poursuivons les travaux de Liff (2016) en examinant le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, coopération et exercices militaires internationaux) pour évaluer les politiques de sécurité des puissances moyennes. Ce modèle se nomme politique de RCM²⁹. La combinaison de ces mesures quantitatives et qualitatives permet de déterminer leurs objectifs, leur amplitude et leur variation dans le temps. Il s'agit de considérations essentielles étant donné que l'ambivalence vise à minimiser les risques en épousant des politiques de sécurité ambiguës.

Comme nous nous concentrons sur des alliés des États-Unis, qui ont développé une interopérabilité étendue avec les forces armées américaines au cours des dernières décennies, l'adoption de politiques de sécurité ambivalente devrait s'avérer coûteuse et, par conséquent, délibérée. Par ailleurs, le cadre RCM permet de dépasser les limites de la mesure traditionnelle de l'équilibrage (interne et externe), en le remplaçant par des éléments internes et externes du développement des forces et de l'emploi de la force (Liff, 2016, p. 435). À ce titre, un exemple récent d'ambivalence serait la Turquie (Ciorciari et Haacke, 2022). Bien que ses signaux d'alignement concernant la crise ukrainienne soient clairement du côté des États-Unis, l'achat du S-400 de fabrication russe et le resserrement lent, mais constant de la coopération en matière de sécurité avec Moscou ont amené quelques observateurs à conclure qu'Ankara montre des signes d'ambivalence (Buhari Gulmez, 2020 ; Dalay, 2019 ; Kardaş, 2019). Sachant que l'ambivalence stratégique implique qu'une puissance moyenne maintienne une forme de coopération en matière de sécurité, il importe de pouvoir mesurer en quoi un type de coopération se compare à un autre.

Dans son *opus magnum*, Lindholm (1965, p. 27) définit la coopération comme survenant quand « actors adjust their behavior to the actual or anticipated preferences of others, through a process of policy coordination ». Comme le mentionne Chalivet (2022), le consensus sur la définition n'aide cependant pas à définir quand un événement observable est bel et bien de la coopération. Pour y voir plus clair, il est bon de se tourner vers D'Orazio (2013), qui distingue entre la coopération institutionnelle et la coopération comportementale. Si la première est « [an] observed event in which the cooperation is not present before or

²⁹ Le tableau disponible en annexe C donne un aperçu détaillé des spécificités de l'indicateur.

after », la seconde est plutôt « a signed agreement, treaty, or mutual affiliation in an organization designed to enhance security cooperation » (D’Orazio, 2013, p. 57).

L’angle mort de travaux comme ceux de Liff et D’Orazio est cependant l’absence d’échelle ordinale permettant de comparer plusieurs cas d’études et ainsi de mesurer lequel est plus étroitement aligné que l’autre sur une grande puissance. La constante inflation des termes peu précis décrivant les relations de coopération en défense que deux États entretiennent ne fait que compliquer la situation.³⁰ La littérature scientifique sur la théorie des alliances (Fedder, 1968 ; Russett, 1971 ; Walt, 1987 ; Ward, 1982), que nous avons mobilisée plus haut, ne saurait être que de peu d’utilité pour clarifier ce point, la clarification conceptuelle qu’elle offre sur l’alignement et la coopération en matière de sécurité demeurant incomplète (Wilkins, 2012). Korolev (2020) offre, lui, une échelle pertinente — quoiqu’embryonnaire — permettant de mesurer le niveau de coopération sécuritaire entre des États. Tel que présenté au tableau 2. 3, son échelle de coopération se compose de sept indicateurs répartis en 3 classes : initiale, modérée et avancée.

Les mesures de renforcement de la confiance (MRCO) sont le premier indicateur d’une tendance à la coopération. Il s’agit d’un indicateur d’alignement faible, car, en mettant en œuvre des MRCO, les parties tentent de surmonter des degrés de méfiance initialement élevés ou de résoudre des questions litigieuses, par exemple des différends frontaliers, et donc de les retirer des agendas bilatéraux (Korolev, 2020, p. 767). Les premières mesures de confiance de bas niveau peuvent être des « contacts d’urgence » visant, par exemple, à prévenir les activités militaires dangereuses ou à résoudre les différends frontaliers. Lorsque ces problèmes sont résolus et que la coopération progresse, les MRCO de niveau supérieur peuvent inclure des mesures de démilitarisation d’une frontière commune ou des mécanismes de résolution des conflits.

Les mécanismes de consultations intermilitaires suivent les MRCO comme indicateurs d’alignement initial. Il améliore la compréhension mutuelle et augmente la prévisibilité de la dynamique intra-alignement, ce qui peut être un atout important lorsque des actions conjointes sont nécessaires. Snyder (1997, p. 350-362) en faisait d’ailleurs un élément indispensable d’une alliance. Le passage des mesures de confiance aux consultations régulières est marqué par un changement d’ordre du jour, qui passe des problèmes existants entre les parties consultantes à des questions de politique plus larges (Korolev, 2020, p. 767-768). Le passage d’un niveau de coopération faible à un niveau élevé se produit, par exemple, lorsque les parties

³⁰ On parlera tour à tour de *strategic partnership* (Kay, 2000 ; Wilkins, 2008 ; Ying, 2018), *comprehensive strategic partnership* (Bing, 2015), *limited defensive strategic partnership* (Li, 2007), etc.

commencent à créer des plateformes uniques qui permettent des réunions régulières et une coopération plus approfondie.

Le troisième indicateur, marquant le début du stade modéré de la coopération stratégique est la coopération militaro-technique (CMT), s’accompagnant d’échanges réguliers de personnel militaire. La CTM accroît la dépendance mutuelle et la compatibilité du matériel militaire, ce qui peut s’avérer crucial pour les alliés en temps de guerre, lorsque le partage des équipements et du soutien logistique et technologique peut déterminer les performances de l’alliance (Leeds et Anac, 2005). En même temps, l’exposition à l’expertise technologique exige un degré de confiance considérable (Schaller, 2020, p. 161). Par ailleurs, l’échange actif de personnel militaire qui accompagne le CTM exige également une grande confiance dans le partenaire. Le passage d’un niveau de coopération faible à élevé au sein d’un CTM pourrait être indiqué par la transition de la simple fourniture d’une formation et d’une assistance techniques liées à l’achat d’armes à de véritables transferts de technologie militaire et à des projets à long terme de conception conjointe et de production d’armes et de leurs composants. En ce qui concerne les échanges personnels, la progression vers des niveaux plus élevés se manifeste par le passage de visites à court terme pour la formation technique à des programmes d’éducation militaire conjoints (Korolev, 2020, p. 768).

Tableau 2.3 : Échelle de la coopération militaire



7	Politique de défense commune	Élevé	} Avancé
		Bas	
6	Placement de troupes conjointes/bases militaires	Élevé	
		Bas	
5	Commandement militaire intégré	Élevé	
		Bas	
4	Exercices militaires conjoints réguliers	Élevé	
		Bas	
3	Coopération militaro-technique/échanges de personnels	Élevé	
		Bas	
2	Mécanisme de consultations régulières	Élevé	} Initial
		Bas	
1	Mesures de renforcement de la confiance	Élevé	
		Bas	

Le quatrième indicateur est la tenue régulière d’exercices militaires conjoints (EMC). Parfois appelé « war games », il s’agit de « any activity involving the operation of actual military forces in a simulated hostile environment. » (Perla, 2018, p. 45) Ceux-ci sont importants pour mesurer l’alignement, car ils reflètent un

degré spécifique de compatibilité et d'interopérabilité militaire, augmentent la coordination et pratiquent des techniques conjointes (D'Orazio, 2013, p. 25-26 ; Kuo et Blankenship, 2021). Ainsi, ils ouvrent la porte à des formes plus avancées de coopération militaire (McManus et Nieman, 2019). Le passage d'un niveau faible à un niveau élevé s'effectue par des changements dans la portée géographique et le contenu des exercices militaires (Korolev, 2020, p. 768). Par exemple, le fait d'étendre la portée géographique des exercices de l'environnement géopolitique immédiat des parties à des mers lointaines, en particulier en réponse à de nouveaux développements dans la politique internationale, indiquerait un progrès significatif. De même, le passage de simples manœuvres conjointes à la création de formes d'interopérabilité traduirait un niveau élevé de coopération.

Le commandement militaire intégré, premier indicateur d'un alignement élevé, fournit le cadre organisationnel pour l'accomplissement de tâches militaires conjointes par les parties alignées. Dans ces circonstances, les forces militaires de chaque pays deviennent disponibles pour les opérations conjointes et sont placées sous la responsabilité des commandants de l'une des parties ou d'une structure de commandement conjointe sur une base convenue (Rice, 1997). Parmi les exemples de commandement militaire intégré, on peut citer l'introduction d'un système commun de codes de commandement ou l'adoption d'un langage opérationnel permettant la transmission d'ordres et de communications entre les armées concernées (Korolev, 2020, p. 769).

Les déploiements conjoints et le partage de bases constituent un pas en avant, car ces mesures incluent des questions sensibles de souveraineté territoriale. L'établissement de bases militaires à l'étranger permet à un pays de projeter sa puissance dans le pays destinataire et d'y influencer les événements politiques (Klin, 2020). En outre, l'existence de bases à l'étranger implique des droits sur les installations militaires dans le territoire étranger. Il s'agit en général de questions très sensibles (Vine, 2019 ; Yeo, 2011). Un faible degré de partage des bases se produit lorsque les déploiements mutuels sont de faible ampleur et ne comprennent pas de forces aériennes ou d'autres armes sophistiquées, tandis qu'un partage des bases de haut niveau se produit lorsque la taille du contingent déployé est importante et s'accompagne de l'attribution significative de matériel militaire avancé (Korolev, 2020, p. 769-770).

La forme la plus élevée de coopération militaire est une politique de défense commune aux niveaux exécutif et stratégique. Elle requiert les engagements les plus contraignants entre alliés dans le but d'accomplir conjointement les missions militaires les plus exigeantes (Korolev, 2020, p. 770). Cela implique également la mise en commun des ressources pour l'acquisition d'équipements de défense ainsi que l'obligation de fournir des unités de combat pour des missions planifiées conjointement dans un délai déterminé. Plus

important encore, ce niveau de coopération exige des actions synchronisées et harmonisées en ce qui concerne la sécurité nationale des parties alliées (Ojanen, 2006). Cet indicateur peut également se manifester à des degrés plus ou moins élevés, en fonction de l'ampleur et du contenu de la coopération. La décision de passer à ce stade nécessite des incitations et une détermination forte de la part des décideurs, et ne peut intervenir sans avoir atteint au préalable un degré élevé de coopération sur les indicateurs plus modérés décrits ci-dessus.

Un dernier point sur la mesure de l'ambivalence est qu'il doit y avoir une logique causale sous-jacente entre les indicateurs (Gerring, 2005). S'aligner et se positionner contre une puissance montante ou déclinante par le biais de signaux diplomatiques et de politiques sécuritaires doit être guidée par une perception de risque plutôt que de menace. En tant que tel, le premier indicateur représente une condition nécessaire, mais non suffisante dans la mesure de l'ambivalence (Ciorciari et Haacke, 2019 ; Haacke et Ciorciari, 2022). La perception de menaces imminentes, associée à des politiques diplomatiques ou de sécurité ambivalente, ne constitue pas de l'ambivalence. Inversement, les perceptions de risques qui se traduisent exclusivement par un comportement d'équilibre suggèrent l'existence d'informations privées non divulguées par l'exécutif de sécurité nationale sur les intentions agressives de l'État cible, et donc de l'équilibre. À cet effet, d'autres stratégies de sous-équilibre peuvent mieux rendre compte de ce comportement (Schweller, 2004). De la même manière, les perceptions du risque qui sont accompagnées d'un comportement de ralliement équivalent à du ralliement. Enfin, les perceptions du risque rencontrées par des signaux diplomatiques ou des politiques sécurité incongrues - comme une combinaison d'équilibre militaire et d'ambivalence diplomatique, ou vice versa - ne répudient pas l'occurrence de l'ambivalence, définie comme l'adoption d'un comportement stratégique incongru pour atténuer les risques.

2.2.3 Données

Afin de mesurer la perception de la menace ainsi que le positionnement et les signaux diplomatiques, nous nous tournons vers les documents officiels de sécurité et de politique étrangère, les remarques publiques du pouvoir exécutif, des ministères et/ou des agences concernées. Plus spécifiquement, nous avons compilé un corpus qui comprend des livres blancs, des stratégies de sécurité nationale, des déclarations de politiques, des rapports de commissions parlementaires, etc. Les annexes D et E présentent les principaux documents mobilisés afin de mesurer les premiers indicateurs. Y seront additionnés de nombreux communiqués de presse et nouvelles concernant les prises de position des exécutifs de sécurité nationale. Afin de pallier au potentiel manque d'information, nous comptons également nous appuyer sur des sources secondaires qui auront compilé des données qui ne sont pas disponibles au grand public.

Le troisième indicateur sera mesuré grâce à trois principales sources. Tout d'abord, les banques de données du SIPRI³¹ nous permettront de comparer l'évolution des dépenses militaires et des transferts d'armes entre nos cas d'études et les deux grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine. Le SIPRI est un institut international indépendant qui se consacre à la recherche sur les conflits, les armements, le contrôle des armes et le désarmement. La qualité et la validité des données qu'il propose en font une source de choix pour cette recherche.

De plus, le projet COW sera mobilisé pour ce qui touche aux capacités matérielles des États, à la coopération en matière de défense et aux disputes entre États, pour lesquelles le COW possède des bases de données.³² COW est une initiative indépendante et autogérée qui cherche à faciliter la collecte, la diffusion et l'utilisation de données quantitatives précises et fiables dans le domaine des relations internationales. Les principes clés du projet comprennent un engagement envers les principes scientifiques standard de reproduction, de fiabilité des données, de documentation, de révision et de transparence.

Finalement, nous nous appuyerons sur les données compilées par l'IISS dans leur série *MB+* pour ce qui est des types d'armements, des déploiements et de la coopération militaire largement comprise. Basé à Londres, l'IISS est un think tank fondé il y a 60 ans. *MB+* est une étude réalisée annuellement par l'IISS sur les capacités militaires et les économies de défense de 171 pays dans le monde. Les données du *MB+* sur les exercices militaires conjoints, qui sont compilées de 2014 à 2021, seront bonifiées des banques de données mises sur pied par Bernhardt (2021) et D'Orazio (2013), qui couvrent la période allant de 2008 à 2016.

2.2.4 Limites de la recherche

Un tel programme de recherche ne sera, cependant, probablement pas parfait. Il apparaît nécessaire d'être explicite quant aux imperfections possibles et à leurs effets sur la recherche. La méthode retenue, l'étude de cas, fait en effet l'objet de nombreuses critiques. Ces dernières sont de deux ordres, en matière de validité interne et externe.

Dans le premier cas, la critique porte sur la nature subjective de l'étude de cas, soit que la méthode ne permet pas de réellement représenter la réalité du cas étudié. La liberté laissée aux chercheurs qui peut alors décider

³¹ Le SIPRI a été créé en 1966 sur la base d'une décision du Parlement suédois et reçoit une partie importante de son financement sous la forme d'une subvention annuelle du gouvernement suédois.

³² *Defence Cooperation Agreement Dataset, Militarized Interstate Dispute, National Material Capabilities.*

de mettre l'accent sur les discours de certains groupes qui confirment leur thèse. Le résultat final de la recherche déformerait donc la réalité sociale. Dans le second cas, la critique porte sur la représentativité des cas sélectionnés. On ne pourrait donc pas généraliser à partir de deux cas, surtout quand ceux-ci ne sont pas choisis au hasard.

Sur le plan méthodologique, analyser la perception des menaces n'est pas sans poser problème. Certains dirigeants peuvent faire pression en faveur d'un « heightened or reduced level of threat assessment » (Stein, 2013, p. 340) avec l'intention de faire avancer leurs intérêts dans l'institution ou le gouvernement. Ces personnes peuvent chercher à tirer profit d'une inflation de la menace ou de l'inverse (Kaufmann, 2004). Par exemple, le ministère de la Défense peut tirer profit d'une évaluation accrue de la menace, car elle pourrait conduire à une augmentation de la part du budget consacré à l'armée. L'intérêt institutionnel est la première limite, une limite que je ne pourrai pas contrer en raison de la nature de mes sources, mais que je dois garder à l'esprit. C'est aussi la raison pour laquelle des sources diverses sont mobilisées, et non pas seulement auprès des trois principaux pôles de décision : le ministère de la Défense, le ministère des Affaires étrangères et les membres de l'exécutif.

Il est vrai que la collecte de données sur laquelle repose la réalisation de cette recherche possède des limites et souffre d'insuffisances en ce qui concerne l'accès à de l'information systématique en matière de sécurité nationale. D'une part, l'ensemble des positions des exécutifs de sécurité nationale ne sont pas rendues publiques, et ne peuvent être potentiellement connues qu'a posteriori à travers des entrevues. Le temps imparti à cette recherche empêche de mener à bien ce genre de collecte de données. Par ailleurs, le nombre de documents officiels pour chaque cas d'études et la répartition chronologique desdits documents reflètent un déséquilibre dans la disponibilité dans le cas canadien, ce qui restreint notre capacité à « découvrir » la réalité sociale. Dans l'optique où cette recherche postule que les États étudiés poursuivent *délibérément* l'ambivalence stratégique, il devient très ardu de démontrer que l'absence d'action sur un sujet est effectivement délibérée et non pas due à d'autres facteurs.

Le modèle utilisé pour mesurer et analyser le troisième indicateur n'est également pas sans fautes. Dans les mots de Korolev (2020, p. 767):

This framework, while consisting of generalizable and objective measures of military cooperation, can offer only a rough assessment of military alignment. [...] The [...] limited goal here is to take the first step of systematically identifying and operationalizing the indicators of military cooperation with rough ordinal weights, which establishes a baseline typology that can be built upon in subsequent work.

Une fois ses considérations prises en compte, il apparaît judicieux d'aller de l'avant avec son modèle qui, bien d'embryonnaire, représente un tremplin pour justement participer — autant que faire ce peu — à l'avancement de la recherche dans ce champ d'études.

Cela étant une question demeure. Quelle sorte d'inférence et de généralisation pouvons-nous raisonnablement être en droit d'attendre de cette recherche ? Le caractère régulièrement *sui generis* des phénomènes à l'étude en relations internationales (Bennett et Elman, 2007) suggère la précaution en ce qui a trait à l'extrapolation des résultats obtenus, surtout compte tenu de l'échantillon réduit à une comparaison binaire (Glynn et Ichino, 2016). Il n'est donc pas question ici de prétendre que le champ d'application de notre recherche permettra de conclure avec certitude si l'adhésion à l'hégémonie américaine est forte à travers le monde. Tout au plus sera-t-il possible d'en tirer une généralisation pour l'Anglosphère et les alliés américains.

Sur le plan théorique, les choix faits dans nos définitions entraînent également des angles morts qu'il faut de nouveau mentionner. La conceptualisation de l'ambivalence qui est retenue, qui préconise de réduire sa définition pour ne conserver que l'élément de sécurité, diverge effectivement d'une portion significative de la littérature sur le sujet. La majorité des chercheurs mobilise effectivement des éléments plus importants de politique, de diplomatie (Fortier, 2019) et d'économie. L'un de leurs arguments est que, contrairement aux États-Unis, la puissance de la Chine s'exerce principalement dans le domaine économique (Doğan, 2021 ; Robertson et Sin, 2017), voire son *soft power* (Chantal, 2020 ; Halper, 2012 ; Larson, 2020). Supprimer ces dimensions reviendrait donc à biaiser la recherche menée et nuirait à la reconnaissance de la place importante jouée par la Chine chez les États étudiés et de leur alignement sur celle-ci. Le principal défaut de cette définition demeure néanmoins son opérationnalisation complexe en tant que stratégie distincte du ralliement et de l'équilibrage. La combinaison de ces variables brouille la frontière entre ce qu'est l'ambivalence et ce qu'elle n'est pas. Nous continuons pourtant d'affirmer que l'aspect le plus important de l'ambivalence est la nécessité de faire face à des coûts lors des choix de sécurité de l'alignement. Nous pensons qu'elle offre la meilleure vision de l'ambivalence, de l'équilibrage et de ce qui les rend mutuellement exclusifs. Nous pensons donc que l'angle mort potentiel en écartant l'élément économique est compensé par une plus grande précision analytique.

Finalement, un mot doit être dit en matière de biais cognitif comme limite dans la réalisation de cette recherche. Depuis les balbutiements de ce projet, les tensions opposantes Washington et Beijing ont été en augmentant (Danastri, 2020). Il en résulte qu'il s'agit maintenant de l'enjeu de politique étrangère le plus saillant de l'heure dans les médias (Bi *et al.*, 2021 ; Breuer et Johnston, 2019 ; Chen et Garcia, 2016 ; Zhang,

2007), un enjeu qui devient de plus en plus polarisant et où la nuance est de moins en moins présente. À cet effet, le cadrage de la compétition entre les États-Unis, leurs alliés, et la Chine, est construit — discursivement (Pan, 2004) — comme une confrontation entre les démocraties libérales et le totalitarisme (Yan, 2018), voire un conflit identitaire entre types de sociétés (Golan *et al.*, 2021 ; Gries, 2005). Une importante charge subjective (Solomon, 2015) est donc non seulement présente dans les travaux lus et mobilisés, mais également dans le discours public, ce qui pourrait constituer un important biais cognitif inconscient quand vient le temps d'analyser la politique étrangère et de défense des alliés américains. Il s'agit d'un angle mort dont il faudra tenir compte afin de tendre vers une objectivité dans les résultats de la recherche.

2.3 Conclusion

Ce chapitre cherchait à jeter les fondations théoriques et méthodologiques permettant de réaliser cette recherche, dont la question est en quoi l'Australie et le Canada adaptent-ils différemment leur politique de sécurité internationale face au déclin relatif des États-Unis ? Sur le plan théorique, cette dernière s'appuie sur la théorie réaliste néoclassique des relations internationales. Puisqu'elle considère que les facteurs systémiques sont filtrés par les perceptions des décideurs politiques, il s'agit du cadre théorique le plus approprié sur lequel asseoir notre réflexion. Dans ce cadre large, l'ambivalence, l'équilibrage et le ralliement sont conçus comme de grandes stratégies distinctes et restreintes au domaine sécuritaire. L'ambivalence y est définie comme une stratégie de temps de paix, utilisée par un État pour faire face à un risque sécuritaire, qui est stratégiquement ambiguë en combinant des éléments de confrontation et de coopération, et qui implique un coût en termes d'autonomie et d'alignement entre différentes grandes puissances. Face à cela, l'équilibrage constitue une réponse à une menace militaire perçue à la sécurité ou aux intérêts d'un État par un autre, et est caractérisée par des efforts pour rehausser les capacités militaires d'un État en vue de dissuader ou vaincre un agresseur potentiel dans un conflit militaire. Finalement, le ralliement implique un échange inégal, où l'État le plus faible accepte un rôle subordonné et réalise des concessions asymétriques envers son allié dominant, dans le but d'obtenir des gains.

D'un point de vue systémique, les systèmes multipolaires sont les plus propices à une stratégie d'équilibrage, alors qu'un système unipolaire dans un processus de concentration de la puissance favoriserait le ralliement. L'ambivalence, quant à elle, serait adoptée dans un système unipolaire où la puissance se diffuse. À partir de ce cadre théorique, nous retenons deux hypothèses que H1) face à une transition de la puissance menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'équilibrage des puissances révisionnistes ; H2) face à une transition de la puissance non menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'ambiguïté stratégique face aux États-Unis et aux puissances révisionnistes.

Sur le plan méthodologique, trois variables seront retenues pour mesurer et distinguer les grandes stratégies que nous avons détaillées. D'une part, la perception de la menace et du risque sert de variable nécessaire, mais insuffisante pour déterminer si un État recourt à l'ambivalence. Le risque étant associé à l'ambivalence et la menace à l'équilibrage et au ralliement. D'autre part, une variable sera les signaux diplomatiques sur des enjeux sécuritaires à somme nulle entre grandes puissances et qui impose un coût que l'État secondaire doit supporter. La question des revendications en MC et de Taiwan représente ici les enjeux diplomatiques retenus. La dernière variable se résume dans les politiques de renforcement des capacités militaires, dont les deux grands indicateurs sont le déploiement des forces et l'emploi des forces. À cet effet, une grande stratégie d'ambivalence se traduit par des politiques militaires délibérément ambiguës. En effet, elle vise à éviter de devoir choisir de s'aligner fermement sur une grande puissance aux dépens d'une autre. Les données utilisées pour mesurer les deux premières variables sont réunies dans un corpus comprenant les documents officiels de sécurité et de politique étrangère, les remarques publiques du pouvoir exécutif, des ministères et/ou des agences concernées. En ce qui a trait aux politiques de renforcement des capacités militaires, les données mobilisées proviendront de nombreuses banques de données spécialisées.

Il a ensuite été question des angles morts inévitables que comportait notre cadre théorique et méthodologique. Après les avoir admises comme des faiblesses possibles et les avoir défendues comme des compromis acceptables nous concluons ce chapitre, car mener une recherche parfaite en sciences sociales reste une entreprise impossible. Maintenant que les considérations théoriques et que le cadre mythologique sont complétés, les prochains chapitres serviront à appliquer ceux-ci à nos deux cas d'études, l'Australie et le Canada.

CHAPITRE 3 – LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE DÉFENSE DE L’AUSTRALIE

“Every morning from daylight until the sun
sunk, did we sweep the horizon, in
hope of seeing a sail.”

Watkin Tench (1998, p. 31)

Dans ce chapitre, il sera question de mobiliser le cadre théorique qui a été développé au chapitre précédent et de l’appliquer au premier des deux cas de cette recherche, soit l’Australie. L’objectif est de déterminer si cette dernière a eu recours à l’ambivalence stratégique vis-à-vis des États-Unis et de la Chine entre 2008 et 2022, durant une période de transition de la puissance au niveau du système international, ou si elle a plutôt eu recours à ses alternatives classiques, nommément le ralliement et l’équilibrage.

La première partie de ce chapitre se penchera sur la perception de la menace des décideurs politiques australiens, variable nécessaire, mais non suffisante, afin de distinguer les trois types de stratégies. Cela se fera en étudiant les documents et discours officiels des dirigeants. La deuxième partie s’intéressera aux signaux diplomatiques de l’Australie quant à deux enjeux sécuritaires saillants entre les États-Unis et la Chine, la question de la MCS et de Taiwan, ce qui sera fait en mobilisant les mêmes sources que pour la perception de la menace. Finalement, la dernière partie analysera les politiques de renforcement des capacités militaires, soient le développement et l’emploi de la force à l’aide de bases de données compilées par des chercheurs et institutions de recherches réputés et qui seront présentées en temps voulu.

3.1 Perception de la menace

La façon dont l’Australie envisage l’ordre international pour la période 2008-2022 est intrinsèquement liée aux changements structuraux qui se sont produits dans le système international au même moment. Pour Canberra, cela se cristallise dans la relation et la rivalité stratégiques qui se développe entre les États-Unis et la Chine au cours de la période couverte par cette recherche. En matière de perception de la menace, rappelons qu’un État ambivalent tiendra un discours où la grande puissance révisionniste est perçue comme un risque sécuritaire ou une *potentielle menace dans le futur* alors qu’un État ayant recours à l’équilibrage ou au ralliement percevra ladite grande puissance comme une *menace claire et pressante*. Reprenant l’échelle d’Oren et Brummer (2020), nous tenterons d’analyser de quelle manière les grandes puissances sont décrites.

Cette première section procédera par ordre chronologique afin d'analyser les mandats des premiers ministres successifs durant la période qui nous intéresse : les travaillistes Kevin Rudd (2007-2010) et Julia Gillard (2010-2013), les libéraux³³ de Tony Abbott (2013-2015), Malcom Turnbull (2015-2018) et Scott Morrison (2018-2022), et le travailliste Anthony Albanese depuis mai 2022. Notre démonstration reposera principalement sur l'étude des livres blancs publiés par les ministères de la Défense (Department of Defence, ci-après DoD) et des Affaires étrangères et du Commerce (Department of Foreign Affairs and Trade, ci-après DFAT)³⁴. Ce corpus est complété par la mobilisation des mémoires de certains premiers ministres, d'articles scientifiques et surtout d'articles de presse. De manière générale, si l'alliance américaine continue d'être décrite en termes positifs tout au long des documents, la perception qu'a l'Australie de la Chine s'est définitivement dégradée avec le temps.

3.1.1 Kevin Rudd : 2008-2010

La période du premier ministre Rudd au pouvoir offre un portrait contrasté même si ce dernier se décrit lui-même comme « a [...] brutal realist on the risks and challenges of China's rise in the world » (Callick, 2010). Il fut à cet effet le premier Premier ministre australien à commander un rapport complet au cabinet sur la Chine et à définir une stratégie réfléchie sur la menace qu'elle représentait. Dans son étude récente, Fitzsimmons (2022), qui s'appuie sur une série d'entrevues d'anciens politiciens et d'officiels, indique que le rapport en question mettait en évidence l'ingérence et l'influence croissante de la Chine dans les affaires politiques intérieures de l'Australie, à différents niveaux du gouvernement et de la société. En coulisse, Rudd se serait donc montré stratégique en soulignant les implications de la montée en puissance de la Chine dans le monde et la façon dont cela affectait la sécurité de l'Australie.

Dès sa première année au pouvoir, Rudd souligna clairement l'importance croissante qu'il accordait à la Chine durant une entrevue sur les ondes radio de l'*Australian Broadcast Corporations* (ABC) : « the important thing is to take our current relationship with China to a new level...in terms of our political relationship » (Rudd, 2008a). Cette ambition fut particulièrement palpable dans le discours que Rudd donna à Beijing en avril 2008 et, plus tard, à la *Morrison Lecture* prononcée à l'Université Nationale australienne

³³ Même s'il possède un nom similaire, les partis libéraux australien et canadien ont des programmes politiques très différents. Le parti libéral australien est idéologiquement plus près des conservateurs canadiens, voire plus à droite encore: « The Canadian Conservatives are seen as roughly in the same place as their British and New Zealand counterparts; the Australian Liberals seem furthest right » (Johnston, 2013, p. 300).

³⁴ La liste complète est disponible à l'annexe D.

en 2010. Dans les deux cas, il suggéra une troisième voie dans la relation sino-australienne, « between conflict and kowtow » (Rudd, 2008b, 2010).

Toujours en 2008, Kevin Rudd présenta sa vision de politique étrangère dans son National Security Statement. Après avoir réitéré son appui à l'ANZUS et l'importance des grandes organisations multilatérales internationales, il déclara que son gouvernement allait « promote an international environment, particularly in the Asia-Pacific region, that is stable, peaceful and prosperous, together with a global rules-based order which enhances Australia's national interests » (Rudd, 2008c). Ce discours témoigne que, publiquement, la perception australienne de la Chine et de l'environnement international n'en est pas une de menace.

Un changement survient avec la publication du livre blanc de la défense en 2009. Le gouvernement australien y note l'émergence de la Chine (DoD, 2009, p. 9). Celle-ci, et d'autres puissances (ex : la Russie, l'Inde) sont décrites comme des acteurs ayant des degrés d'influence variables dans les affaires internationales. C'est surtout la vitesse et l'ampleur du processus de modernisation des forces armées chinoises qui suscitent des interrogations. En conséquence, l'une des stratégies de l'Australie consiste à « engage China as a responsible stakeholder in support of our common desire to see stable, prosperous and well-governed nations in our immediate region » (DoD, 2009, p. 95). En effet, les actions entreprises par la Chine pour moderniser ses forces armées sont considérées comme ayant « the potential to give its neighbours cause for concern » (DoD, 2009, p. 34) et cette dernière « needs to do more » pour expliquer le but de la modernisation de son armée. En cela, l'Australie reconnaît qu'il existe « a small but still concerning possibility of growing confrontation between some of these powers » (DoD, 2009, p. 33).

En 2009 déjà, l'Australie indique voir apparaître « the end of the so-called unipolar moment », une période marquée par « the pre-eminence of our principal ally, the United States » (DoD, 2009b, p. 9). C'était la première fois qu'un document officiel australien tirait une telle conclusion. Parler de la fin de l'unipolarité américaine n'empêche tout de même pas l'Australie d'écrire que « the United States will remain the most powerful and influential strategic actor over the period to 2030 », soit que « no other power will have the military, economic or strategic capacity to challenge US global primacy over the period » (DoD, 2009b, p. 32). Dans l'ensemble, Washington y reste par ailleurs présenté comme le plus important allié de l'Australie et un élément essentiel à sa sécurité.

En tout et pour tout, le livre blanc de 2009 fut perçu à Beijing comme étant hostile (Goodman, 2017). Au-delà des propos sur la militarisation de la Chine, c'était dû au fait que l'Australie reconnaissait qu'elle « might have to contend with major power adversaries operating in [its] approaches » comme un risque « not

so remote as to be beyond contemplation » (DoD, 2009b, p. 65). Cela, combiné à la remarque du premier ministre Rudd, rendue publique, voulant qu'il « did not trust the bastards » (Toohey, 2010).

3.1.2 Julia Gillard : 2010-2013

Le changement de direction du parti travailliste — Rudd étant remplacé par Julia Gillard à la suite d'un putsch interne — s'est accompagné d'un changement de discours à l'égard de la Chine, rejetant le ton et le pessimisme qui sous-tendait le livre blanc de 2009. Au cours de ces années, l'Australie affiche clairement sa confiance dans le fait que la Chine deviendra un acteur responsable des affaires internationales, entre autres, en fournissant davantage de biens publics mondiaux (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 234). L'essor de la Chine est « welcomed » (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 234 ; DoD, 2013, p. 11) et sa militarisation acceptée comme un résultat naturel et légitime de cet essor (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 228). Par conséquent, l'Australie a estimé qu'elle n'avait pas à choisir un camp plutôt que l'autre. De plus, l'Australie déclare explicitement que « [it] did not see China as an adversary » (DoD, 2013, p. 11). À ce moment-là, l'avenir probable, pour le gouvernement australien, est celui où les États-Unis et la Chine entretiennent une relation impliquant à la fois coopération et concurrence (DoD, 2013, p. 9). Une concurrence qui ne cesse néanmoins d'être qualifiée d'« inevitable » (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 7, 2013, p. 33 ; DoD, 2013, p. 9).

Le livre blanc de 2013 énumère les futurs risques stratégiques contre lesquels l'Australie « needs to hedge » (DoD, 2013, 39). Il s'agit notamment des relations entre grandes puissances dans la région Indopacifique et des points de tension sur la péninsule coréenne, le détroit de Taïwan et les mers de Chine orientale et méridionale. Comme ils sont tous liés à la Chine, on a de nouveau le sentiment qu'elle est considérée comme une menace potentielle, bien que non imminente.

Dans son discours annonçant la publication de la Stratégie de sécurité nationale (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2013), Julia Gillard déclara que l'Australie « enters a new era of national security priorities. » (Gillard, 2013) La déclaration mentionnait bien sûr les risques et les dangers de malentendus en Asie et elle avertit que l'Australie ne devait pas faire preuve de complaisance. Mais le changement de ton est clair, tout comme l'utilisation répétée du mot « positif » pour décrire « the relatively benign global landscape ». Cette déclaration en est un exemple clair : « our strategic outlook is largely positive. We live on one of the safest and most cohesive nations in the world. We have a strong economy. A major war is unlikely. » (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2013)

Au cours de ces années, le discours australien sur la montée en puissance de la Chine est généralement plus favorable que celui du livre blanc de 2009, qui était plus alarmiste. On peut s'interroger sur une éventuelle sous-estimation des relations entre les États-Unis et la Chine et de leur nature conflictuelle — et pas seulement concurrentielle. Si la Chine est décrite en des termes moins connotés qu'en 2009, elle est toujours mise en avant comme un état dont l'essor est « felt in Southeast Asia » et dont « [m]any states are concerned by [...] since 2009. » (DoD, 2013, p. 11)

3.1.3 Tony Abbott et Malcolm Turnbull: 2013-2018

Au cours du mandat d'Abbott, il y a une reconnaissance progressive que les relations entre l'Australie et la Chine allaient inévitablement se compliquer, et que les États-Unis devaient mieux comprendre et apprécier la position difficile de l'Australie entre les États-Unis et la Chine (Kenny, 2014). M. Abbott pensait néanmoins que les changements potentiels en matière de sécurité provoqués par la montée de la Chine n'ébranleraient pas la domination mondiale de l'Anglosphère (Abbott, 2013). Ainsi, l'Australie n'aurait pas à choisir entre la Chine et les États-Unis ou à prendre parti. À cet égard, Abbott se situe fermement dans la lignée de sa prédécesseure.

L'arrivée au pouvoir de Malcolm Turnbull marqua un tournant dans la perception de la Chine, qui transparait clairement dans les Livres blancs de 2016 et 2017. Certes, ils supposent toujours que « cooperation, not conflict, will dominate the relationship » (DoD, 2016b, p. 43) avec la Chine, mais il y est affirmé pour la première fois que les intérêts chinois et australiens différeront (DoD, 2016, p. 44) en raison des différences de valeurs, de systèmes juridiques et politiques (DFAT, 2017, p. 40). Pour ce qui est de la relation sino-américaine, elle est vue comme un mélange de coopération et de compétition. C'est d'ailleurs le facteur qui façonnera le plus l'environnement stratégique de l'Australie selon les documents.

À partir de cette période, l'ordre libéral international, jugé nécessaire pour assurer la sécurité de l'Australie, est perçu comme étant remis en question par certains États. De la même manière, le terme « ruled-based » est mentionné une douzaine de fois. Donc, des États qui utilisent des « measures short of war » (DFAT, 2017, p. 24), et par des changements plus larges dans l'équilibre du pouvoir mondial. Bien qu'aucun État ne soit nommé, la Chine est clairement reconnaissable. Cette dernière est présentée comme un État qui, par son comportement coercitif et agressif, viole le droit international. (DFAT, 2017, p. 81). Ce passage l'illustre bien:

While it is natural for newly powerful countries to seek greater influence, they also have a responsibility to act in a way that constructively contributes to global stability, security, and prosperity. However, some countries ... have sought to challenge the rules that govern actions

in the global commons of the high seas, cyberspace and space in unhelpful ways, leading to uncertainty and tension. (DoD, 2016b, p. 45-46)

Autrement dit, selon l'Australie, si la Chine limite ses ambitions et accepte l'ordre international libéral établi fondé sur les règles, la sécurité et la paix pourront prévaloir dans la région.

La Chine reste pourtant encore présentée comme un risque sécuritaire à long terme. Ainsi l'Australie indique que « navigating the decade ahead will be hard because, as China's power grows, our region is changing in ways without precedent in Australia's modern history. » (DFAT, 2017, p. 4) Le défi est immense, mais reste un risque à long terme. Cela tient possiblement au fait que les documents de cette période assument encore que les États-Unis, « will remain the pre-eminent global military power for the next two decades » (DoD, 2016b, p. 41).

La période 2017-2018 est importante dans la mesure où l'Australie commença visiblement à s'inquiéter davantage de la montée en puissance de la Chine. Dans un discours prononcé au Shangri-La Dialogue à Singapour, le premier ministre Turnbull mentionna spécifiquement la Doctrine Monroe en référence aux prétentions chinoises dans la région Asie-Pacifique. Il y exprima sa confiance dans la capacité des États-Unis à résister aux ambitions de la Chine (Turnbull, 2017). Des propos similaires furent tenus la même année par la ministre des Affaires étrangères Julie Bishop (2017). L'Australie n'utilisa cependant pas le même vocabulaire que son allié américain pour décrire la Chine. Cette année-là, la nouvelle stratégie de sécurité nationale publiée par les États-Unis identifie la Chine comme une rivale stratégique (Trump, 2017). Au début du mois de janvier 2018, on demanda à Turnbull s'il approuvait ce langage, ce à quoi il répondit « no, we don't see China that way » (Crowe, 2018). Il conserva ce discours pour le reste de son mandat.

3.1.4 Scott Morrison : 2018-2022

Le Defence Strategic Update de 2020 formule des conclusions significatives sur le contexte international, les menaces qui apparaissent et sur le fait que l'Australie doit y être attentive. La raison de sa publication est énoncée dès les premières pages : « Australia's strategic environment has deteriorated more rapidly than anticipated » (DoD, 2020a, p. 3). En effet, un conflit interétatique dans la région n'est pas seulement plausible, il y a une plus grande possibilité que les forces australiennes y soient impliquées (DoD, 2020a, p. 3-6). Surtout, il existe un risque aigu que ce conflit oppose les États-Unis et la Chine (DoD, 2020a, p. 14). Canberra est également préoccupée par les menaces régionales actuelles telles que l'utilisation de la coercition, des forces militaires plus actives et plus compétentes, et le déploiement extensif de capacités de

déni d'accès et d'interdiction de zone (A2/AD)³⁵ (DoD, 2020, p. 27). L'Australie court donc le risque de perdre l'avantage technologique qui permettait à ses forces armées de conserver la capacité de répondre aux défis sécuritaires dans la région Indopacifique.

Il s'agit de la matérialisation d'un risque prévu et reconnu dans le passé (DoD, 2009b, p. 27, 2013, p. 14) par Canberra, à savoir la perte des avantages traditionnels de l'Australie en matière de capacités stratégiques. Le *Defence Update* ne concerne qu'un seul pays, la Chine, qui plane sur l'ensemble du document, bien que rarement nommé. Au sein de ce nouvel environnement stratégique, le document indique clairement que les États-Unis demeurent l'allié de choix pour Canberra.

Une évolution discursive significative apparue au sein de l'exécutif australien à la suite de la publication du *Defence Update*. En 2020, le premier ministre Morrison dit que les tensions en Indopacifique lui rappelaient l'Europe des années 1930 (Roggeveen, 2022), ajoutant qu'un « arc of autocracy » menaçait le monde (Morrison, 2022a). Le vice-premier ministre de l'époque, Barnaby Joyce, accusa la Chine d'être en train d'encercler l'Australie avec des bases militaires (Tillett, 2022). Lors des célébrations de l'*ANZAC Day* 2021, le ministre de l'Intérieur, Mike Pezzullo, averti dans un discours que l'on pouvait de nouveau entendre « the drums of war beat » (Daley, 2021). Pour sa part, le ministre de la Défense, Peter Dutton (2022), mentionna à deux reprises que l'Australie devait se préparer à une guerre rendue plausible par la menace chinoise grandissante (Dingwall et Jervis-Bardy, 2022).

3.1.5 Anthony Albanese : depuis 2022

Le sentiment d'urgence croissant vis-à-vis la Chine qui apparaissait dans le *Defence Update* était transpartisan. Ainsi, après l'élection du parti travailliste d'Anthony Albanese en mai 2022, ce dernier indiqua que la position de l'Australie à l'égard de la Chine restait inchangée (Albanese, 2022a). « We need to stay the course » a-t-il déclaré à propos de la relation entre Canberra et Beijing (Collinsson et Bell 2022). Il a ensuite souligné que la Chine devait maintenant « come to terms with Australia standing up » (Hevesi, 2022).

Dans son discours au Shangri-La Dialogue en juin 2022, le ministre de la Défense et vice-premier ministre, Richard Marles, a bien résumé la position du nouveau gouvernement travailliste d'Anthony Albanese vis-à-vis les États-Unis et la Chine. Dans son discours, il a indiqué que l'alliance avec les États-Unis n'a jamais

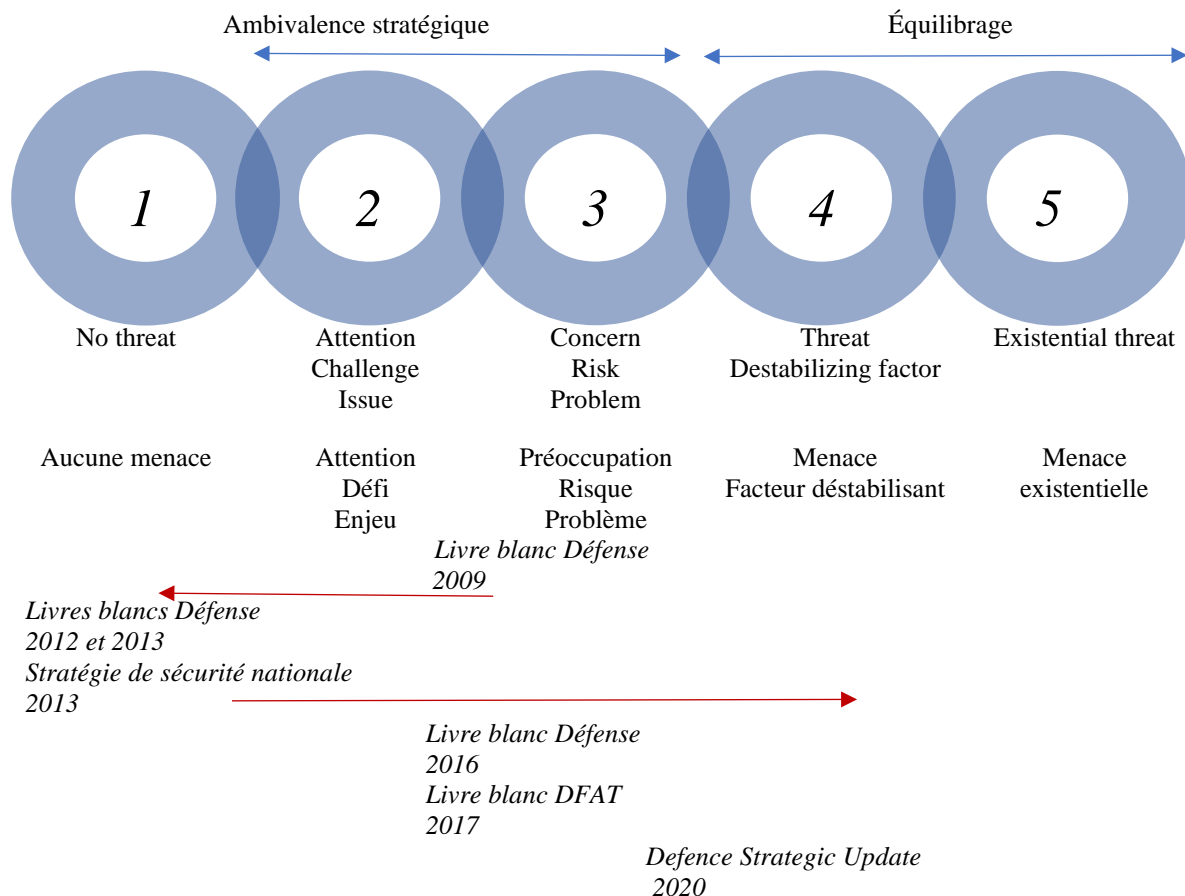
³⁵ Anti-Access/Area Denial

été aussi importante pour l’Australie. Il appela aussi à une retenue de la part de la Chine, soulignant que « the acceptance of such restraints by great powers is the key to any successful and durable international order. » (Marles, 2022) Par ailleurs, il ajouta que la montée en puissance de la Chine devait être accompagnée par des mesures visant à rassurer ses voisins, seule combinaison capable de réduire leurs insécurités et donc une course à l’armement en Indopacifique.

Si, sur le fond, le gouvernement Albanese ne modifie pas foncièrement l’approche de son prédécesseur, la forme est toute de même grandement modifiée. La vision divergente du gouvernement Albanese est encore une fois décrite par Richard Marles (2022) dans son discours : « It is in the character of Australians to be frank. We will always be forthright in articulating our national interest and in advocating for our region’s security. But this Government will be respectful, including with countries where we have complex relationships. This includes China. »

3.1.6 Sous-conclusion

Figure 3.1 Évolution de la perception australienne de la menace chinoise



De manière générale, l'évolution du traitement réservé à la Chine dans les discours et documents officiels australiens reflète bien un passage du risque vers la menace, tel illustrée dans la figure 3.1. De 2008 à 2016, la perception de la Chine reste ancrée dans celle d'un risque à long terme. Les années 2010-2013, qui correspondent à la parution de plusieurs documents représentent bien une exception car la Chine n'y est même pas traitée comme une menace. Les Livres blancs de 2016 et 2017, eux, introduisent bien un léger changement dans la manière de parler des relations sino-australiennes, mais rien qui dévie de la notion du risque. Ce n'est qu'avec le *Defence Update* de 2020 que l'on note une réelle volonté de décrire la Chine comme une menace à la sécurité de l'Australie, ce qui est corroboré par les propos du premier ministre Morrison et de plusieurs de ses ministres. Pour revenir à l'échelle d'Oren et Brummer (2020), la perception australienne de la Chine a donc évolué pour passer d'un *risque potentiel* (niveau 2-3) dans le futur à une *menace claire* (niveau 4). Le maintien de cette ligne — en essence, si la forme diffère — sous le gouvernement d'Anthony Albanese confirme la présence d'un véritable consensus au sein de la classe politique sur la menace que représente la Chine.

3.2 Signaux diplomatiques

En tant que stratégie d'alignement sécuritaire, l'ambivalence devrait se traduire par des positions ambiguës de la part des puissances moyennes sur des questions de sécurité internationale contentieuse entre grandes puissances. C'est ce que Teo et Koga (2021) qualifient de « diplomatie équidistante ». En ce sens, les signaux diplomatiques émis par un État secondaire sur des questions de sécurité clefs où les grandes puissances s'affrontent constituent un indicateur important. Un État tiers ambivalent maintiendra soit une position ambiguë sur une question litigieuse ou une absence de position publique sur la question. A contrario, un État pratiquant l'équilibre critiquera explicitement la position d'une grande puissance et un État ayant recourt au ralliement soutiendra publiquement la position d'une grande puissance.

Pour les besoins de cette étude, deux questions de sécurité sont jugées suffisamment cruciales pour représenter à la fois une confrontation entre grandes puissances et poser un choix aux États secondaires qui prennent position. Il s'agit de la situation de Taïwan ainsi que des tensions croissantes en MCS. Cette section cherchera à analyser l'évolution de la position australienne sur ces enjeux entre 2008 et 2022. Le même corpus de sources primaires que pour le premier indicateur sera mobilisé dans cette section.

3.2.1 Mer de Chine

La question de la MC a rapidement été abordée dans la politique étrangère australienne quand le sujet commença à s'imposer comme un enjeu régional important. En septembre 2011, lors de la consultation

ministérielle annuelle entre l'Australie et les États-Unis, les alliés abordèrent le sujet de la liberté de navigation en MCS :

[We] reiterate that the United States and Australia, ...have a national interest in freedom of navigation, the maintenance of peace and stability, respect for international law, and unimpeded lawful commerce in the south China sea [and we] reaffirm that we do not take a position on the competing territorial claims in the south China sea and call on governments to clarify and pursue their territorial claims and accompanying maritime rights in accordance with international law, including the law of the sea Convention (Office of the Spokesperson, 2011)

Par la suite, c'est dans son Livre blanc de 2012 que l'Australie remit de l'avant sa position officielle qui est qu'elle « does not take a position on the competing claims » (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 42), encourageant les parties à clarifier leurs positions et de les poursuivre à travers le mécanisme de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). C'est aussi à cette époque que le différend sur les îles Senkaku/Diaoyu entre la Chine et le Japon en MCE s'imposait comme une question litigieuse saillante dans les affaires internationales. À la même période, le différend territorial entre la Chine et plusieurs de ses voisins sur la souveraineté d'îlots et récifs en MCS commença à prendre une place plus importante dans la géopolitique de la région (Tisdall, 2012). Dans le Livre blanc de la défense 2013 et le Livre blanc 2012, la MC est décrite comme un « flashpoint » qui « raise the cost of miscalculation » entre les acteurs régionaux (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 227 ; DoD, 2013, p. 11). Ainsi, si le sujet est abordé, l'absence de prise de position est conforme à une stratégie d'ambivalence.

En 2013, ces différends territoriaux impliquant la Chine ont commencé à être sérieusement pris en compte par l'Australie. En octobre de la même année, durant la rencontre du dialogue stratégique trilatéral Australie-Japon-États-Unis, les trois États s'opposèrent à toutes actions modifiant le statu quo en MCE (Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2013). Cette déclaration faisait référence au contentieux entre le Japon et la Chine sur la souveraineté des îles Senkaku/Diaoyu en MCE, que le Japon contrôle (Reuters, 2013).

Un autre point de tension dans la relation avec la Chine sur ce sujet eut lieu en novembre 2013, lorsque Julie Bishop (2013), ministre des Affaires étrangères, critiqua l'annonce par la Chine d'une zone d'identification de défense aérienne au-dessus de la MCE. Le premier ministre Abbott refusa de désavouer les propos de sa ministre sur la Chine (Taylor et Kaiman, 2013). Ce désaccord public mis en évidence la relation de plus en plus conflictuelle de l'Australie et de la Chine concernant la situation en MC.

Cette même année, le ministre de la Défense du gouvernement Abbott, David Johnston, affirma lors d'une interview télévisée en direct que l'ANZUS³⁶ n'obligerait pas l'Australie à intervenir dans un conflit où les États-Unis enverraient des forces pour soutenir le Japon au sujet des îles contestées Senkaku/Diaoyu en MCE. Personne, y compris le premier ministre, ne clarifia les commentaires de Johnston (Switzer, 2014). Michael Danby, du Parti travailliste australien, critiqua à l'époque Johnston pour avoir « pull[ed] the rug from under the feet of our mutual defence obligations to the US » en signalant à la Chine « a deep reticence within the highest levels of the current Australian government over whether we would come to America's aid in some future conflict. » (Danby, 2014) Si les propos du gouvernement Abbott furent dans l'ensemble plutôt critiques envers la Chine sur la question de la MCE, il reste qu'une ambiguïté persista quant aux actions à prendre face à cette question.

Dans son livre blanc de la défense de 2016, l'Australie a tenu des propos assez clairs à l'encontre de la Chine. Canberra indiqua qu'elle « opposes the use of artificial structures in the South China Sea for military purposes » et qu'elle appelle « all South China Sea claimants to halt land reclamation and construction activities ». Surtout, l'Australie se dit « particularly concerned by the unprecedented pace and scale of China's land reclamation activities. » (DoD, 2016b, p. 58). Elle demeure cependant à la limite de l'accusation en ne liant pas explicitement les deux énoncés précédents.

Le livre blanc 2016 se différencie effectivement des deux précédents dans l'accent qui y est mise sur la MC On y indique que « Australia's reliance on maritime trade with and through South East Asia », signifie que « the security of our maritime approaches and trade routes within South East Asia must be protected, as must freedom of navigation [...] provides for the free flow of maritime trade in international waters » (DoD, 2016b, p. 69). Dans la région de l'Australie, la liberté de navigation n'est nulle part remise autant en question qu'en MCS. C'est la première fois que l'importance de la sécurité en MCS est liée à la prospérité et la sécurité de l'Australie. Cet aspect différencie le livre blanc de 2016 des précédents.

C'est également en 2016 que la Cour permanente d'arbitrage (CPA) a rendu son jugement dans le cas des Philippines contre la Chine portant sur le non-respect de la CNUDM par cette dernière. Rappelons que cet

³⁶ Le *Australia, New Zealand and United States Security Treaty*, ou ANZUS, est un pacte militaire signé à San Francisco le 1^{er} septembre 1951, entrent l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis pour collaborer à la sécurité dans le Pacifique. Le traité ne prévoit qu'un engagement vague en matière de défense commune, l'article IV stipule que « each Party recognizes that an armed attack in the Pacific Area on any of the Parties would be dangerous to its own peace and safety and declares that it would act to meet the common danger in accordance with its constitutional processes » (Dean *et al.*, 2016, p. 109-110). Voir aussi, *inter alia*, Frühling (2018), Cohen et O'Neil (2015) et Taylor (2016).

arrêt de juillet 2016 stipule entre autres que « there was no legal basis for China to claim historic rights to resources within the sea areas falling within the ‘nine-dash line.’ » (CPA, p. 2) Le jour de la décision prise par la CPA, l’Australie a appelé « the Philippines and China to abide by the ruling, which is final and binding on both parties » (DFAT, 2016). L’année suivante, la position officielle du gouvernement australien est réitérée dans le livre blanc des Affaires étrangères de 2017 : « the Permanent Court of Arbitration’s ruling on the Philippines South China Sea Arbitration is final and binding on both parties. » Il mentionne également que l’Australie « is concerned about the potential for the use of force or coercion in the East China Sea and Taiwan Strait » (DFAT, 2017, p. 47).

Dans le *Defence Update* de 2020, l’Australie ne mentionne pas explicitement les actions chinoises, mais note l’augmentation d’actions coercitives et la militarisation de la MCS tout en s’en inquiétant (DoD, 2020a, p. 5, 12). Durant l’été 2020, l’Australie déposa une Note verbale auprès du secrétaire général des Nations Unies où elle présente clairement sa position sur la question des revendications territoriales et des activités chinoises en MCS. De façon large, il s’agit d’un rejet of « any claims by China that are inconsistent with the 1982 UNCLOS, in particular, maritime claims that do not adhere to its rules on baselines, maritime zones and classification of features. » (DFAT, 2020, p. 1). Cette note suit celle déposée par les États-Unis, où ils présentaient un argument sensiblement identique. C’est bien une confirmation que l’Australie ne se présente plus comme neutre sur cet enjeu et qu’elle s’aligne sur les États-Unis.

En 2022, le premier ministre Morrison (2022a) rappela dans un discours que l’Australie « [is] concerned at the militarisation of disputed features in the South China Sea, where international law should apply. » Suite aux élections de mai 2022, le ministre de la Défense et vice-premier ministre du nouveau gouvernement travailliste, Richard Marles (2022a, 2022b), a tenu des propos similaires dans des discours donnés au Sangri-La Dialogue à Singapour et devant le Center for Strategic and International Studies à Washington.

3.2.1.1 Opération de liberté de navigation

Contrairement aux États-Unis, l’Australie n’a pas de programme officiel d’opérations de liberté de navigation (FONOP)³⁷ et a rarement suivi l’exemple des États-Unis qui protestent officiellement contre les « revendications excessives » en termes de juridiction maritime (Kraska et Pedrozo, 2013, p. 201-203). Cependant, l’Australie mène régulièrement des FONOP de facto, par exemple en ne notifiant pas

³⁷ D’après l’expression en anglais : *Freedom of Navigation Operation*.

préalablement de l'entrée des navires de la Royal Australian Navy (RAN) dans des eaux territoriales (Bateman, 2015, p. 62).

Après la décision de la CPA, les FONOP américaines sont devenues plus fréquentes dans les 12 milles nautiques des îlots chinois. L'Australie a résisté aux encouragements des administrations Obama et Trump pour qu'elle mène des opérations similaires. Les gouvernements australiens depuis celui de Malcolm Turnbull ont bien exprimé leur soutien aux FONOP américaines en MC et l'Australie a été l'un des rares pays à soutenir systématiquement le tribunal d'arbitrage des Philippines pour contester les revendications de la Chine en MC. L'ancien premier ministre Malcolm Turnbull (2020a) note dans son autobiographie qu'il a « considered undertaking such FONOP, but was unsure whether the Americans, under Barack Obama, would actually back us if we did » (cité dans Sheridan, 2020).

Cette décision ne fait cependant pas l'unanimité parmi la classe politique australienne, et ce, dans chacun des grands partis du pays. Des voix de part et d'autre du parlement ont appelé l'Australie à s'engager plus fréquemment dans des FONOP. Le lendemain de la publication de la décision de la CPA, le critique de l'Opposition pour la Défense, le sénateur travailliste Stephen Conroy, appela la RAN à naviguer à moins de 12 milles nautiques des îlots contrôlés par la Chine (Henry, 2019). Cependant, peu de temps après, l'opposition sembla adoucir cette position (AAP, 2016). Les défenseurs des FONOP australiennes se sont fait entendre à l'extérieur de la chambre parlementaire. Le 7 mars 2018, l'ancien ministre à la Défense Dennis Richardson déclara publiquement : « I believe we should be conducting freedom of navigation exercises through territorial seas claimed by China, generated by man-made features [...] they don't have a right to create man-made features and seek to assert territorial waters from those. » (Grigg et Murray, 2018) La ministre des Affaires étrangères Bishop répondit : « We will continue to exercise our rights to freedom of navigation, pursuant to international law, as we have always done and we will continue to do so. What we won't do is unilaterally provoke an increase in tensions in the South China Sea. » (cité dans Collinson, 2018) La position du nouveau gouvernement d'Albanese reste la même. Le premier ministre l'a d'ailleurs réitéré le printemps dernier lorsqu'un avion de reconnaissance de la Royal Australian Air Force a été intercepté par un chasseur chinois au-dessus de la MCS (Wu, 2022).

L'évolution de la position australienne sur les enjeux en MC est allée rapidement dans le sens d'une critique des revendications chinoises. Cette évolution est cohérente avec le changement dans la perception australienne de la menace. Si dans les premières années où l'enjeu fut soulevé, l'Australie a maintenu une position de neutralité, elle a ensuite rapidement soutenu, d'une part, le Japon sur la question des îles Senkaku-Dioyiudao et, d'autre part, les Philippines dans leur recours juridique devant la CPA. L'Australie

soutient aujourd'hui une position plus ferme à partir de 2020, à savoir qu'en vertu de la CNUDM, les nombreuses revendications de Beijing n'ont aucune base juridique. En cela, l'on dénote une posture définitivement alignée sur la position américaine. Même si l'Australie ne reconnaît pas la légitimité des activités de la Chine en MCS, elle ne suit pas l'exemple des États-Unis en faisant transiter ses navires à l'intérieur des 12 milles nautiques des nouvelles îles, se contentant de traverser la « 9 dash line ». Pour l'Australie, il semble que les risques d'une confrontation militaire ouverte avec la Chine soient trop importants pour être ignorés.

3.2.2 Taiwan

Pendant des décennies, l'approche de l'Australie vis-à-vis Taïwan a reposé sur une contorsion diplomatique pratique quoique délicate. L'Australie ne reconnaissait pas Taïwan comme un État, sans non plus affirmer qu'elle faisait partie de la Chine. Les termes de la relation entre l'Australie, la Chine et Taïwan ont été définis en 1972 dans le communiqué conjoint signé par le gouvernement australien avec la République populaire de Chine. Canberra, par conséquent, « does not recognise the ROC [Republic of China] as a sovereign state and does not regard the authorities in Taiwan as having the status of a national government. » (DFAT, 2022a) Par ailleurs, il convient de noter que l'Australie a voté en faveur de Taïwan en vertu de la résolution 2758 de l'ONU en 1971 — donc pour que Taïpei conserve le siège de la « Chine » (Atkinson, 2011). Autrement, les décideurs australiens ont rarement évoqué la perspective d'un conflit avec Taïwan. Cela relève probablement en partie d'une stratégie délibérée de discrétion, étant donné l'importance des relations entre l'Australie et la Chine.

Dans le livre blanc de 2009, l'Australie énonce sa position officielle d'une seule Chine, tout en rappelant que Taïwan « remain a source of potential strategic miscalculation » (DoD, 2009b, p. 34). Par ailleurs, la modernisation de l'armée chinoise — que nous avons abordé plus haut — est jugée comme préoccupante « particularly as [it] appears potentially to be beyond the scope of what would be required for a conflict over Taiwan » (DoD, 2009b, p. 34). Il s'agit donc d'un élément tout de même pris en considération à l'époque par l'Australie dans son analyse de l'environnement international.

Dans le Livre blanc de 2012, Taïwan se retrouve mentionné 31 fois, bien qu'une seule de ces mentions possède une portée stratégique. Cette mention renvoie au « cost of miscalculation » associé aux tensions dans le détroit de Taïwan (Dept. of the Prime Minister and Cabinet, 2012, p. 227). Les risques entourant la question de Taïwan, qui pourrait déstabiliser toute la région, sont aussi mentionnés dans le livre blanc de 2013 (DoD, 2013, p. 11). La Stratégie de sécurité nationale, publiée la même année, ne mentionnait cependant pas Taïwan comme un enjeu saillant. Cela est aussi vrai du livre blanc de la Défense de 2016. Le

livre blanc des Affaires étrangères, publié l'année suivante, signal, lui, que l'Australie « is concerned about the potential for the use of force or coercion in the [...] Taiwan Strait » (DFAT, 2017, p. 47).

Lors de son mandat, Tony Abbott fit plusieurs déclarations publiques s'opposant à la position chinoise concernant Taïwan et le Tibet (Goodman, 2017) Abbott a également exprimé le désir d'améliorer les relations avec Taïwan, par exemple en rétablissant les visites ministérielles annuelles, sans que cela ne soit mis en place. De même, aucun membre actif du parlement australien n'a réalisé de visite sur l'île depuis le début des années 2010 (Herscovitch, 2022). La relation Australie-Chine connut néanmoins une période d'instabilité, en 2013, dans la foulée de ces annonces d'Abbott (Fitzsimmons, 2022, p. 121).

En 2021, plusieurs membres du gouvernement de Scott Morrison, principalement le ministre de la Défense, Peter Dutton, y allèrent d'une série de propos très chargés sur la situation dans le détroit de Taïwan. Ainsi, lors d'une interview accordée à l'occasion de l'Anzac Day, Dutton a déclaré qu'il ne pensait pas qu'un conflit militaire pour Taïwan « should be discounted » (Kelly, 2021). Plus tard la même année, le ministre Dutton mentionna, concernant l'impact d'une intervention australienne en cas d'un conflit pour Taïwan, « Yes there would be a terrible price of action, but the analysis must also extend to the price of inaction. If Taiwan is taken, surely the Senkakus are next. » (Nicholson, 2021) Ces propos furent appuyés par le premier ministre qui les caractérisa comme étant « spot on when it comes to the uncertain environment in which we live » (Collinson, 2021). Morrison rajouta, quelques mois plus tard « we are concerned about growing tensions in the Taiwan Strait. » (Morrison, 2022a) Le ministre de la Défense, Peter Dutton, ajouta en mars 2022 que l'Australie pourrait envoyer des armes à Taïwan dans l'éventualité d'une agression chinoise, comparant la situation de Taïwan face à la Chine à celle de l'Ukraine envahie par la Russie (Belot et Norman, 2022).

C'est cependant d'autres propos que Dutton a tenus en entrevue à propos de la réaction australienne en cas de conflit militaire entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taïwan, qui firent grand cas. Il dit : « it would be inconceivable that we wouldn't support the US in an action if the US chose to take that action [...] maybe there are circumstances where we wouldn't take up that option, [but] I can't conceive of those circumstances. » (Bramston, 2021) Sa déclaration suivait celle du président américain, Joe Biden, qui avait déclaré sur les ondes de CNN que les États-Unis iraient défendre Taïwan en cas d'agression chinoise (Liptak, 2021).

Cela fit vivement réagir l'ancien premier ministre travailliste Paul Keating qui dit « Peter Dutton, by his incautious utterances, persists in injecting Australia into a potentially explosive situation [...] a situation

Australia is not in any position to manage or control, let alone to succeed and prosper in. » (Hurst, 2021) Il élabora plus longuement sur la position que l’Australie devrait tenir sur la question taiwanaise : « Taiwan is not a vital Australian interest. We have no alliance with Taipei [...] We do not recognise it as a sovereign state. [...] ANZUS commits us to consult in the event of an attack on US forces but not an attack by US forces. » (Keating, 2021) Cela amena aussi une réaction du porte-parole de l’opposition officielle en matière de défense, Brendan O’Connor, qui déclara : « the Defence minister made a mistake [...] I don’t recall any defence minister in our history [...] that would ever answer a question in the positive about a hypothetical question about whether we would find ourselves engaged in a full-blown war with a nuclear superpower. » (Belot et Norman, 2022)

Au cours de cette période, d’anciens politiciens participèrent aussi à l’inflation du discours australien sur la situation dans le détroit de Taiwan. En 2020, l’ancien premier ministre Malcom Turnbull prononça un discours virtuel lors d’un forum organisé par la *Taiwan-Asia Exchange Foundation*, dans lequel il fit part de ses préoccupations concernant la Chine, « which has become more authoritarian at home and more aggressive abroad ». Il y souligna les valeurs communes de l’Australie et de Taïwan. Il ajouta, « We must work together in the region as a mesh of countries with shared values to protect our sovereignty » (Turnbull, 2020b). En 2021, c’est un autre ancien premier ministre, Tony Abbott, qui se prononça sur la question taiwanaise lors d’une visite sur l’île. Il déclara que le meilleur moyen pour aider Taiwan était de montrer à Beijing que « Taïwan has friends ». Il affirma aussi qu’« America could [not] stand by and watch Taiwan swallowed up...[and] I don’t think Australia should be indifferent to the [its] fate » (Abbott, 2021). Bien que ces propos n’engagent pas le gouvernement australien, le fait que deux anciens premiers ministres prennent parole lors d’événements organisés à Taiwan en dit long sur la normalisation de la question taiwanaise dans le discours public australien. Abbott indiqua d’ailleurs que « two years back I hesitated to attend this conference lest that provoke China », prouvant qu’il s’agit d’une évolution récente des mentalités. Le premier ministre et le chef de l’opposition de l’époque sortirent rapidement pour préciser que Tony Abbott s’exprimait en qualité de simple citoyen et ne représentait pas le gouvernement (Anthony Albanese, 2021 ; Reuters Staff, 2021). Sur le fond, Abbott rejoignait pourtant le ministre Dutton, que le premier ministre Morrison avait soutenu.

L’accent mis sur Taiwan se retrouve également dans les communiqués conjoints issus des rencontres bilatérales de l’Australie. Cela ne saurait être plus évident que dans la déclaration commune des consultations ministérielles Australie–États-Unis (AUSMIN) de 2021, où un langage particulièrement fort fut utilisé :

Both sides stated their intent to strengthen ties with Taiwan, which is a leading democracy and a critical partner for both countries [...] emphasised their support for Taiwan's meaningful participation in international organizations [...] reiterated continued support for a peaceful resolution of Cross-Strait issues without resorting to threats or coercion. The American and Australian counterparts expressed their shared commitment to enhance donor coordination with Taiwan in the Pacific. (Payne *et al.*, 2021a)

Le langage est nettement plus chargé sur le plan rhétorique que la déclaration de la rencontre précédente de AUSMIN 2020 :

[They] re-affirmed Taiwan's important role in the Indo-Pacific region as well as their intent to maintain strong unofficial ties with Taiwan and to support Taiwan's membership in international organizations where statehood is not a prerequisite. [...] [They] highlighted that recent events only strengthened their resolve to support Taiwan. They reiterated that any resolution of Cross-Strait differences should be peaceful and according to the will of the people on both sides, without resorting to threats or coercion. (Payne *et al.*, 2020)

Le tout est particulièrement frappant si l'on considère que les déclarations AUSMIN des années antérieures ne mentionnaient pas du tout Taïwan.

L'importance croissante de Taïwan en politique étrangère australienne est également visible dans les relations de l'Australie avec certains partenaires clefs telles que la France, le Japon et le Royaume-Uni. La toute première consultation ministérielle « 2+2 » entre l'Australie et la France, en août 2021, appela à une « peaceful resolution of cross-Strait issues » (Le Drian et Parly, 2021), tout en soutenant une participation accrue de Taipei aux organisations internationales. En outre, une déclaration commune publiée à l'issue de la réunion 2+2 du 9 juin de la même année a indiqué pour la première fois que les deux États « underscore the importance of peace and stability across the Taiwan Strait and encourage the peaceful resolution of cross-Strait issues » (Payne *et al.*, 2021b). De la même manière, la déclaration commune publiée à l'issue des consultations ministérielles Australie-Royaume-Uni (AUKMIN) 2022, comprenait le paragraphe suivant sur Taïwan :

Ministers underscored the importance of peace and stability across the Taiwan Strait and encouraged the peaceful resolution of Cross-Strait issues without the threat or use of force or coercion. They expressed support for Taiwan's meaningful participation in international organisations. (Payne *et al.*, 2022)

Dans la foulée des élections de mai 2022, Albanese et plusieurs ministres furent questionnés sur la situation à Taïwan. Le premier ministre, interrogé sur la possibilité d'une action militaire américaine en faveur de Taïwan au sommet du QUAD à Tokyo le 24 mai, répondit : « I confirm there's no change in Australia's position... [T]here should be no unilateral change to the status quo. Our position has not changed. »

(Albanese et Wong, 2022) Cette déclaration faisait suite aux propos tenus la veille par le président Joe Biden, qui avait déclaré que les États-Unis étaient prêts à défendre militairement Taïwan (Meredith, 2022).

L'ambiguïté reste donc entière. S'il n'y a pas de changement à la position australienne, est-ce donc dire qu'elle a toujours été celle de défendre militairement Taiwan comme le laissait entendre le gouvernement Morrison ? Pressé de nouveau sur cette question quelques jours plus tard, Albanese répondit qu'il allait « use diplomatic language and not to go down that route. » (Albanese, 2022b) La révision des termes utilisés par Albanese suivait par ailleurs le démenti de la Maison-Blanche concernant les propos de Biden (Davidson, 2022).

Le mois suivant, le vice-premier ministre et ministre de la Défense, Richard Marles, fut interrogé par *Al Jazeera* et *Bloomberg* sur la possibilité d'une intervention militaire australienne en cas de proclamation d'indépendance par Taiwan. Il répondit : « I'm not going to get into hypotheticals... [O]ur policy in respect of Taiwan and China hasn't changed. We have a One-China policy. We do not support Taiwanese independence. We don't support any unilateral action on either side of the Taiwan Strait, which would change the status quo. » (Marles, 2022b, 2022c) Ces propos furent réitérés par la ministre Wong quelques jours plus tard lors d'une conférence de presse avec son homologue néo-zélandaise : « Our long-standing position is very clear. We support the status quo and we would urge there be no unilateral changes which would disrupt the status quo in relation to the status of Taiwan. » (Wong et Mahuta, 2022)

L'évolution dans les déclarations provenant de l'exécutif australien n'a cependant pas été suivie d'un changement dans le déploiement militaire dans le détroit de Taiwan. La dernière opération unilatérale remonte à 2018, quand le HMAS³⁸ Melbourne traversa le détroit. Autrement, des navires australiens participent annuellement à des transits aux côtés de navires américains. Les données disponibles n'indiquent pas une augmentation significative des transits de vaisseaux de la RAN dans les dernières années.

L'attitude que l'on pouvait auparavant qualifier de timide de Canberra sur la question taiwanaise a évolué. Il apparaît que le gouvernement Albanese souhaite maintenir l'ambiguïté stratégique concernant sa position sur Taiwan. La politique d'une seule Chine continue, donc, d'être la ligne officielle. Cependant, il devient visiblement de plus en plus difficile d'arguer que la position australienne n'a pas changé. L'Australie a rejoint les voix internationales exprimant leur soutien au renforcement des liens avec Taïwan, considéré

³⁸ *Her/His Majesty's Australian Ship*

maintenant comme un « critical partner » et une « leading democracy », au moment où s'installe un discours qui oppose les démocraties aux autocraties (Galloway, 2021 ; Murphy, 2022). Si le nouveau gouvernement travailliste d'Albanese semble mesurer ses propos, il semble s'agir surtout d'une divergence sur la forme entre la Coalition libérale et les travaillistes. Les éléments présentés dans cette section suggèrent que la tendance récente est de dire en public ce qui, il y a 20 ans, ne se disait que derrière des portes closes³⁹. Le changement perceptible depuis 2019-2020 est cohérent avec le changement dans la perception de la menace. Il est difficile de penser que la position australienne n'est pas, aujourd'hui, plutôt du côté d'une intervention en cas d'actions engagées par les forces américaines.

3.2.3 Sous-conclusion

La place qu'occupe l'Australie entre les États-Unis et la Chine a souvent contraint Canberra à adopter une politique stratégiquement ambiguë sur les questions de la MCS et Taiwan. En ce qui a trait à la MCS, la volonté affichée au début des années 2010 de ne pas prendre parti dans ce dossier — qui est caractéristique d'une stratégie d'ambivalence — a laissé place à des prises de position répétées, à partir de 2016, qui ont progressivement critiqué les revendications chinoises. Cela témoigne du passage de l'ambivalence vers l'équilibrage de la Chine. Dans le cas de Taiwan, l'absence de mention de l'île dans les principaux documents et discours des décideurs politiques illustrent le peu de cas que l'Australie faisait de cette question. À partir de 2019, il a été possible d'observer non seulement une augmentation de la place qu'occupe Taiwan dans la politique étrangère australienne, mais également dans les propos de plus en plus clairs concernant sa position sur la question. Il est indéniable que le gouvernement d'Albanese est plus mesuré dans ses propos publics que ceux de son prédécesseur. Mais il apparaît que c'est plutôt un changement sur la forme que sur le fond. Sur Taiwan, l'importance que les États-Unis ont jouée pour faire changer la position australienne sur le sujet semble indéniable. Canberra se situe donc présentement clairement aligné sur Washington. Elle est donc « a dependable ally » (Bell, 1984) en matière des signaux diplomatiques qu'elle envoie sur la question de MCS et de Taiwan. En cela, le changement dans le discours apparaît en corrélation avec le changement dans la perception de la menace chinoise.

³⁹ La fuite d'un câble diplomatique américain de 2006 par Wikileaks en 2011 révéla une conversation entre le chef de l'Opposition travailliste de l'époque, Kim Beazly, et l'ambassadeur américain en Australie. Le premier affirmait : « In the event of a war between the United States and China [over Taiwan], Australia would have absolutely no alternative but to line up militarily alongside the U.S. » (McCallum, 2011) Beazly (2016) indiqua ultérieurement qu'il avait également fait prévenir l'ambassade de Chine de sa position.

3.3 Politiques de renforcement des capacités militaires

Le troisième et dernier indicateur de notre étude du cas australien est sa politique de sécurité, ou politique de RCM⁴⁰. Nous cherchons à évaluer les politiques de sécurité adoptées par Canberra à l'égard des grandes puissances et voir si, tout en restant des alliés des États-Unis, elle développera des relations de sécurité plus étroites avec la Chine et/ou réduisent celle qu'elle possède avec les États-Unis. En d'autres termes, l'ambivalence se manifestera sous la forme d'une stratégie de sécurité incongrue (Fortier et Massie, 2023).

Nous poursuivons les travaux de Liff (2016) en examinant le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, déploiements, coopération et exercices militaires internationaux) pour évaluer les politiques de sécurité. Afin d'y voir plus clair, nous mobiliserons également l'échelle de la coopération militaire⁴¹ développée par Korolev (2020) qui permettra de comparer la coopération australienne avec les États-Unis et avec la Chine. La démonstration reposera sur des données provenant du *Military Balance+* de l'IISS, du SIRPI, du COW Project et des bases de données développées par D'Orazio (2013) et Bernhardt (2021).

3.3.1 Dépenses militaires

Le livre blanc de 2009 cible de maintenir de budget de la défense à 2 % du PIB (DoD, 2009b, p. 29). Il prévoyait aussi la production d'un livre blanc à chaque cinq ans afin d'assurer un financement connu et prévisible à la Défense. Ce document présentait un plan ambitieux pour la modernisation et l'expansion de des forces armées australiennes (ADF). En termes de financement, une croissance réelle de 3 % fut promise jusqu'en 2017-18, puis de 2,2 % jusqu'en 2030. En outre, un *Strategic Reform Program* de dix ans fut lancé dans le but de dégager 20 milliards de dollars d'économies pour investir dans les capacités militaires (DoD, 2009c, 2010).

Le début de la crise financière mondiale à la fin de l'année 2008 et son approfondissement en 2009-2010 a suscité une inquiétude croissante quant à la viabilité financière de ce plan. En effet, à peine le nouveau programme avait-il été lancé que le financement commença à être réduit pour dégager un excédent le budgétaire. Malgré un certain succès initial dans la réduction des coûts de soutien, la crédibilité du

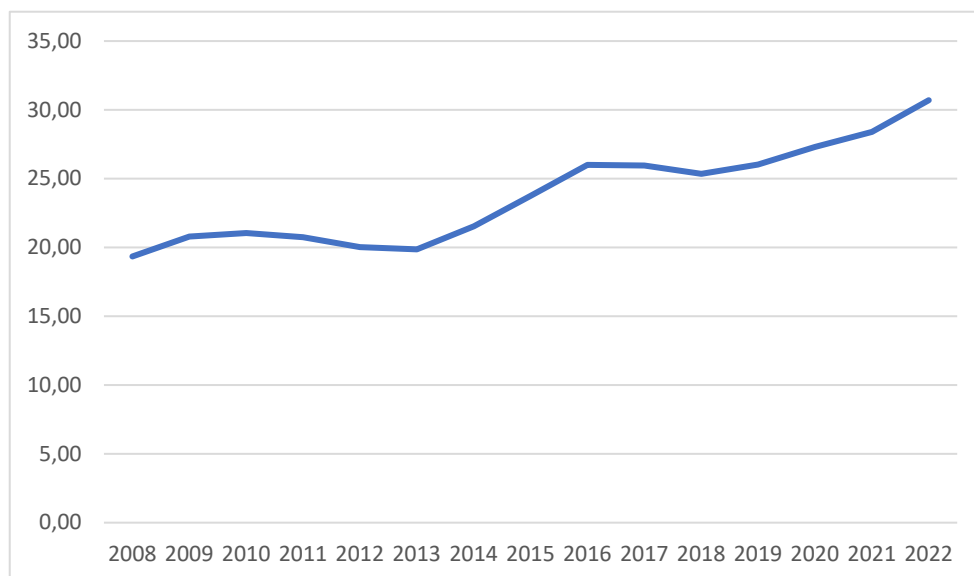
⁴⁰ Le tableau disponible en annexe C donne un aperçu détaillé des spécificités de l'indicateur.

⁴¹ Voir le tableau 2.3 à la page 50.

programme de réforme stratégique a été compromise par des déclarations exagérées d'économies. En 2012, le programme fut finalement abandonné. Donc, entre 2009 et 2012, environ 20 milliards de dollars de financement promis ont donc été perdus. Un phénomène illustré aux figures 3.2 et 3.3.

Le livre blanc de 2013 du gouvernement Gillard adoptait, comme nous l'avons vu précédemment, un raisonnement de fond stratégiquement moins urgentiste que son prédécesseur sur l'évolution de l'environnement international. Surtout, le livre blanc de 2013 abandonnait la cible du 2 % (DoD, 2013, p. 72), mais reprenait certaines cibles budgétaires de 2009 en relançant la croissance du financement de la Défense. Mais cette croissance se fit à partir d'une base plus faible, et la différence entre le financement promis en 2009 et celui annoncé en 2013 représente un déficit d'environ 33 milliards de dollars pour la période 2009-2022. « It follows that, with less money than its predecessor, the 2013 White Paper is underfunded. » (Thomson, 2013, p. 51) En d'autres termes, la baisse en termes de dépenses suivit le changement rhétorique au sein du même livre blanc que nous avons noté dans la première partie de ce chapitre. Ce changement de cap ne fut pas bien accueilli par Washington, qui se plaignit en privé auprès du gouvernement australien « over the changes in strategic guidance and the reduction in the Australian defence budget » (Rudd, 2018, p. 525). Le sujet fut même commenté au Congrès américain (Shearer, 2013). S'en suivit une discussion publique importante en Australie (Joye, 2012 ; Sheridan, 2013 ; Stephens, 2012), témoin de l'importance que prends l'alliance américaine dans la classe politique australienne.

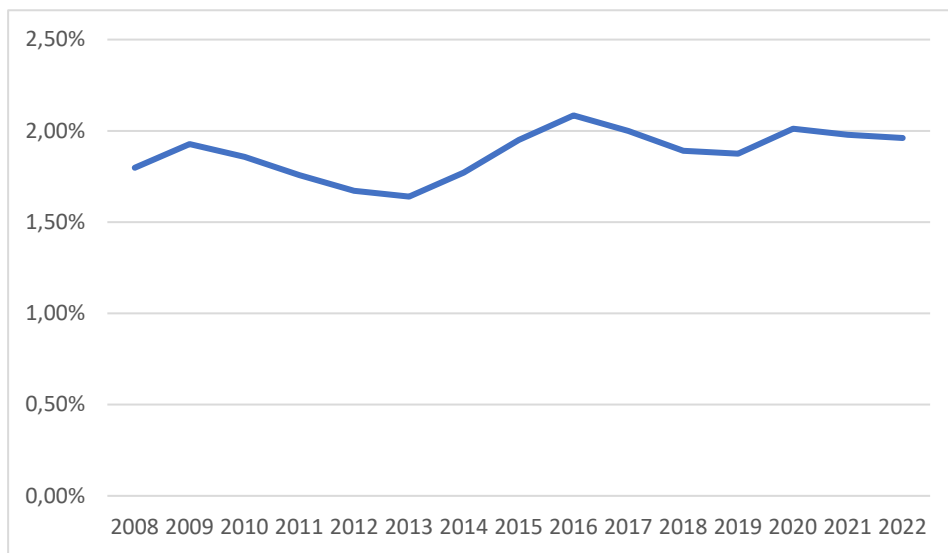
Figure 3.2 Évolution des dépenses militaires australiennes entre 2008 et 2022, exprimées en millions de dollars US (USD) (constant, 2020)



Dans la période précédant les élections fédérales australiennes de 2013, les deux principaux partis politiques s'engagèrent à augmenter considérablement les dépenses en défense. L'un des coups rhétoriques les plus efficaces de la Coalition fut d'affirmer que les dépenses de défense de l'Australie étaient tombées à leur niveau le plus bas depuis 1938. En retour, la Coalition s'engageait à augmenter les dépenses de défense à 2 % du PIB, si elle remportait les élections de 2013. C'est vraiment à partir de ce moment que l'objectif d'un budget de la Défense qui s'établit à 2 % du PIB s'est cimenté dans le débat public australien (Carr et Dean, 2013). Cela est visible aux figures 3.2 et 3.3, qui illustrent bien l'augmentation des dépenses suite à l'élection de la Coalition libérale en 2013.

Le Livre blanc de 2016 prévoyait l'expansion et la modernisation la plus ambitieuse de l'ADF « since at least the Menzies build-up in the early 1960s » (Thomson, 2016, p. 65). Pour soutenir ce plan, le gouvernement s'engageait à suivre une décennie de directive explicite en matière de financement, qui verrait les dépenses de défense atteindre 2 % du PIB en 2020-21 et passer à 2,2 % en 2026-27. On note cependant que les dépenses partent ensuite à la baisse — autant en termes réels que relatifs — à partir de 2016 avant de remonter à partir de 2018. L'analyse de l'*Australian Strategic Policy Institute* (ASPI) avance qu'il s'agirait d'une erreur de projection dans l'évolution des revenus du gouvernement australien, l'enveloppe financière du Livre blanc 2016 ayant été fixée à des fins de planification au début 2014 (Thomson *et al.*, 2016, p. vii).

Figure 3.3 Évolution des dépenses militaires australiennes entre 2008 et 2022, exprimées en pourcentage du PIB



L'arrivée de Scott Morrison au pouvoir amena avec elle une importance renouvelée pour les questions de défense. La mise à jour de la défense en 2020 a été soutenue par un investissement de 187 milliards USD dans de nouvelles capacités au cours de la prochaine décennie, ce qui est aussi ambitieux que possible compte tenu de la pression exercée sur les finances publiques, au cours d'une année marquée d'abord par les feux de brousse, puis par la pandémie. Il y est aussi planifié que le budget de la Défense passe pour passer de 29 à 51 milliards USD d'ici dix ans.

Avec son arrivée au pouvoir, le gouvernement Albanese a déclaré son soutien pour le modèle de financement décennal défini dans le livre blanc sur la défense de 2016 et reconfirmé dans la mise à jour de 2020. Les dépenses de défense de l'Australie pour l'année 2022 atteindront 30,7 milliards USD, soit 1,96 % du PIB, a annoncé le 25 octobre le gouvernement travailliste du pays dans son premier budget (Dept. of the Treasury, 2022a). Bien que le financement soit légèrement supérieur au montant prévu par le gouvernement précédent dans son budget de mars (Dept. of the Treasury, 2022b), le pourcentage du PIB a diminué par rapport aux 2,11 % prévus en raison d'une croissance économique plus élevée que prévu (Kerr et MacDonald, 2022). L'augmentation du budget en termes réels continue néanmoins la tendance entamée depuis 2018 et reflète le changement dans la perception de la menace de l'élite politique australienne.

3.3.2 Acquisitions et développements technologiques

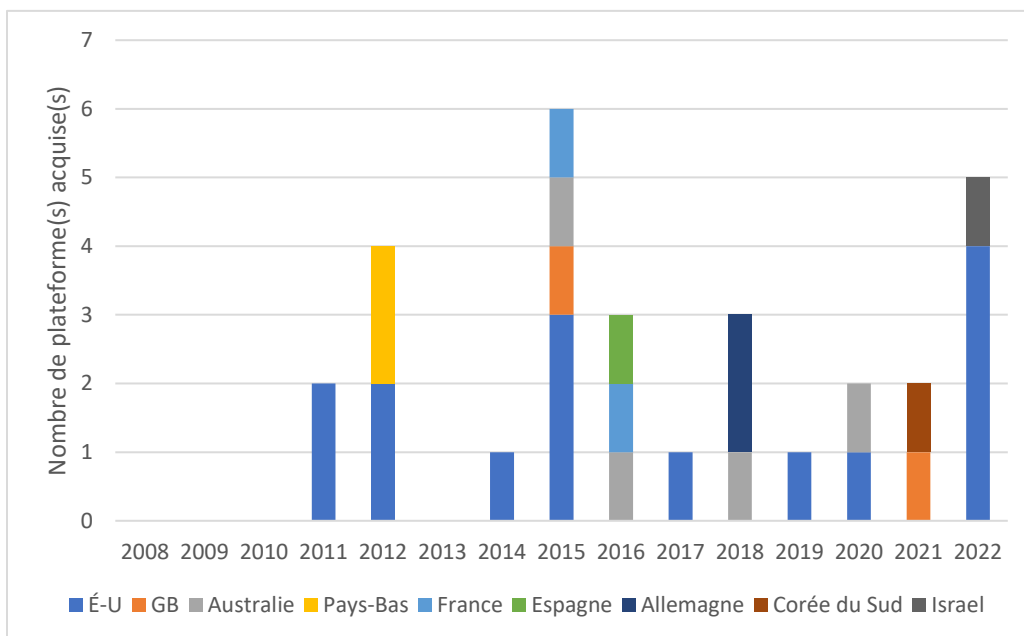
En termes d'acquisitions militaires réalisées par l'Australie, il est indéniable que la priorité fut longtemps — et est encore — de maintenir l'interopérabilité entre l'ADF et l'armée américaine (Lockyer, 2013 ; Roughead, 2012 ; Warner, 2002). L'équipement et le renforcement des capacités de l'Australie sont en grande partie acquis aux États-Unis, comme il est possible de le voir à la figure 3.4. Le programme de sous-marins de classe *Attack* qui devait être originalement être acquis en France (avant AUKUS) représentait l'exception qui confirme la règle. Il existe en effet de nombreux programmes conjoints de développement des capacités entre les deux pays, et ce, dans toutes les branches des forces armées.

Au-delà de la dimension quantitative, c'est la nature des achats qui marque l'importance des États-Unis et de l'interopérabilité. Cela est visible dans tous les domaines. En matière d'aéronefs, l'écrasante majorité des nouvelles plateformes acquises sur la période à l'étude — chasseurs F35, PC-21 d'entraînement, EA-18G de guerre électronique, P8A de guerre anti-sous-marine, B-737-700 de détection précoce et de contrôle aéroporté — proviennent des États-Unis. C'est également le cas pour les hélicoptères — MH-60R Seahawk pour des opérations anti-sous-marines et les UH-60 Black Hawk de transport — ainsi que pour les drones — MQ-4C Triton de renseignement, surveillance et reconnaissance. C'est également le cas dans l'achat récent de 75 nouveaux chars Abrams, toujours aux États-Unis (Shukla, 2022).

Hormis le projet d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire que nous avons mentionnée, la seule plateforme d'envergure qui n'a pas été acquise aux États-Unis est la nouvelle classe de Frégate *Hunter*, pour laquelle le gouvernement a choisi le modèle Type-26 de l'entreprise britannique BAE Systems. Cela reste tout de même lié à un choix en matière d'interopérabilité. En effet, il s'agit du même modèle qu'acquerront les marines canadienne et britannique, deux autres proches alliés. L'idée sous-entendue étant que ces trois alliés déploieront leur marine aux côtés des Américains.

L'importance des États-Unis dans le domaine des acquisitions militaires et des partenariats de développement technologique est présente dans l'ensemble des documents étudiés. Dans le livre blanc de 2009 par exemple, l'Australie reconnaît que « [w]ithout access to US capabilities, technology, and training, the ADF simply could not be the advanced force that it is today, and must be in the future, without the expenditure of considerable more money. » (DoD, 2009b, p. 93-94) Le document va jusqu'à dire dans certains domaines comme les sous-marins et les capacités de frappes de longue distance « US technology will be absolutely essential for Australia's future ». Il mentionne notamment « prime areas for engagement [with the United States] will be in ISR, cyber warfare, EW, underwater warfare and networked systems. » (DoD, 2009b, p. 136)

Figure 3.4 Pays d'origine des acquisitions militaires réalisées par l'Australie entre 2008 et 2022



Le *Defence Capability Plan*, qui accompagne le livre blanc de 2009, indique l'importance des États-Unis pour assurer la réparation et la mise à niveau des frégates de classe *Anzac* de la RAN (DoD, 2009a, p. 183) ainsi que la primauté accordée à l'interopérabilité dans le domaine du développement des capacités (DoD,

2009a, p. 17). Ces idées sont également présentes dans le *Defence Capability Development Handbook* de 2012 (DoD, 2012, p. 16).

Ce point est encore plus clair lorsqu'on examine le projet de coopération en matière de sécurité entre l'Australie et les États-Unis dans le livre blanc de 2013. L'objectif de l'Australie est « [to] strengthen interoperability through regular training, exercising, exchanges, intelligence cooperation, improved ICT connectivity, and implementation of the Defense Trade Cooperation Treaty. » Canberra souhaite aussi « [to] acquire and sustain interoperable and complementary capabilities. » (DoD, 2013, p. 41) Le document de 2013 parle plus que son prédécesseur des cybermenaces et indique que le centre opérationnel de cybersécurité, cogéré avec les États-Unis « has allowed the development of a comprehensive understanding of the cyber threat environment and coordinated responses to malicious cyber events that target government networks. » (DoD, 2013, p. 21) Pour faire face aux cybermenaces, l'Australie prévoit travailler dans le cadre de ses relations traditionnelles en matière de défense et de renseignement et de sécurité nationale au sens large. À cet égard, l'Australian Signals Directorate est partie prenante des développements en matière de cyberguerre aux États-Unies et en Grande-Bretagne (Ball et Waters, 2013).

Entre 2013 et 2016, la crainte d'une perte de capacité semble croître au fil du temps dans les documents. L'objectif du livre blanc de 2016 est donc « maintains a regionally superior ADF with the highest levels of military capability and scientific and technological sophistication ». All to provide a “future force” that “will be more capable, agile and potent”.(DoD, 2016b, p. 18) Cela se traduit par un intérêt croissant pour l'acquisition de capacités dans de nouveaux domaines et leur développement avec leur allié américain. Cela est vrai dans le domaine de l'espace (DoD, 2016b, p. 87) et des missiles balistiques et de croisières (DoD, 2016a, p. 97). Pour se faire, le gouvernement australien a donc établi un groupe de travail avec les É-U pour développer un système intégré de défense aérienne et antimissile, ainsi qu'élargir l'accès de l'Australie aux informations sur la connaissance de la situation, y compris les systèmes spatiaux (DoD, 2016c, p. 95).

Le *Force Structure Plan* de 2020 de l'Australie souligne la nécessité de disposer de capacités habilitantes essentielles et d'une intégration dans tous les domaines (DoD, 2020b, p. 17-19). Le *Defence Update* de la même année précise la nécessité de disposer de nouvelles capacités, telles que les cyberarmes, les capacités A2AD et de frappe à longue portée, afin de répondre aux menaces en zone grise et mettre en échec les forces et les infrastructures adverses plus éloignées de l'Australie (DoD, 2020a, p. 12). Il stipule que le nouveau programme de frégates se concentrera sur la lutte anti-sous-marine plutôt que sur la multifonctionnalité générale, ce qui renvoie au développement des capacités sous-marines chinoises. Elle identifie en outre les capacités clés nécessaires pour faire face à un environnement immédiat difficile,

comme les mines sous-marines dotées de capacités intelligentes, les véhicules sans pilote en surface et sous la surface, et une nouvelle classe de sous-marins. Les capacités amphibies sont également appelées à être renforcées, vraisemblablement pour intervenir dans les archipels au nord de l’Australie. Dans le domaine aérien, l’accent est mis sur les capacités de frappe à grande vitesse et à longue portée (Reynolds, 2020). Dans le domaine spatial, des investissements sont prévus pour assurer un accès autonome à l’espace, un changement paradigmatique pour l’Australie. Enfin, dans le domaine cyber, la Stratégie de cybersécurité 2020 prévoit des investissements dans les infrastructures matérielles et logicielles, une collaboration accrue avec le secteur privé, et la possibilité de mener des opérations dans les domaines du cyber, de l’électronique et de l’information, tant sur le plan défensif qu’offensif (Dept. of Home Affairs, 2020). À cela s’ajoutent des plans de transformation et d’innovation scientifique de la défense pour acquérir des technologies de pointe capables de conférer un avantage à l’ADF dans un potentiel conflit de haute intensité (DoD, 2020d, 2020c).

Bref, oui l’interopérabilité avec les forces armées américaines est présente à travers les documents de la période à l’étude comme facteur de première importance en matière d’acquisition et de développement de nouvelles capacités. Le changement présent en 2020 en ajoute une couche, celle de la crainte d’une perte de l’avantage technologique des capacités australiennes au moment où elle doit avoir les moyens d’intervenir dans un conflit de haute intensité – vraisemblablement contre la Chine. Ce changement est symptomatique du changement dans la perception de la menace, mais également de l’augmentation dans les dépenses militaires, qui vient concrétiser les nouveaux besoins annoncés de l’ADF.

3.3.3 AUKUS

L’accord AUKUS signé en septembre 2021 cristallise à lui seul la transformation dans l’emploi et le développement de la force qui est survenue en Australie et est caractéristique du changement dans la perception de la menace des élites politiques du pays dans les dernières années. Il importe donc de s’y pencher en détail d’en le but d’en faire ressortir les principaux éléments.

À la suite de la Mise à jour stratégique de 2020, il est apparu clairement au gouvernement Morrison que les sous-marins conventionnels étaient inadaptés aux besoins opérationnels de l’Australie. En conséquence, il décida d’abandonner l’accord avec le Groupe Naval français et a demandé l’aide de Londres pour obtenir la technologie des sous-marins à propulsion nucléaire (SSN) américaine. Bien qu’elle n’ait pas été mentionnée lors de son lancement, le pacte semble viser à contrer la montée en puissance de la Chine dans l’Indopacifique, puisque les trois alliés décrivent l’AUKUS comme un moyen de « help sustain peace and stability in the Indo-Pacific » et « protect our shared values and promote security and prosperity. » (United

States of America et al., 2021) Le changement de gouvernement n'a pas fait vaciller l'AUKUS. Lors d'un échange téléphonique avec Boris Johnson le lendemain de sa prise de fonction, le nouveau premier ministre Anthony Albanese a réitéré son engagement envers le pacte (Harris et Crowe, 2022).

Concrètement, l'AUKUS implique une nouvelle architecture de réunions entre les hauts responsables de la défense et de la politique étrangère pour partager les perspectives et aligner les points de vue. Cependant, il s'agit surtout d'approfondir l'interopérabilité et la collaboration sur le développement de capacités conjointes dans de nombreux domaines : cyber, IA, technologies quantiques, capacités de frappe hypersonique et à longue portée, et sous-marins nucléaires. À ce propos, Tom Tugendhat, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des Communes britanniques, a commenté :

bringing together the military-industrial complex of these three allies together is a step-change in the relationship. We've always been interoperable, but this aims at much more. From artificial intelligence to advanced technology the US, UK and Australia will now be able to cost save by increasing platform sharing and innovation costs. Particularly for the smaller two, that's game-changing. (Tugendhat, 2021)

Quant aux capacités de frappe hypersoniques et à longue portée, les trois alliés ont annoncé le début du développement conjoint en avril 2022 (Reuters, 2022). Canberra va également acquérir des missiles Tomahawk, principalement utilisés sur ses destroyers. La RAN envisage maintenant d'équiper ses sous-marins actuels de tomahawks. L'armée de l'air a également commandé de nouveaux missiles air-sol pour équiper ses F/A-18F Super Hornet et F35 (Newdick et Trevithick, 2021).

Ces acquisitions dotent l'Australie de nouvelles et puissantes capacités d'attaque terrestre et de frappe maritime à longue portée, ce qui accroît sa capacité de projection de sa puissance sur des distances considérables. En outre, elles donnent à l'Australie de nouvelles capacités de dissuasion A2AD, lui permettant ainsi de mieux répondre aux défis d'adversaires potentiels, tels que la Chine, dans son immense zone économique exclusive. De même, la RAN sera mieux équipée pour atteindre des cibles à distance dans des zones contestées, comme la MCS.

Toutefois, la partie la plus importante d'AUKUS implique le partage sa technologie SSN, ce qu'il n'a fait qu'avec la Grande-Bretagne dans le passé. L'objectif est que l'Australie acquière au moins huit SSN pour remplacer sa flotte actuellement conventionnelle et vieillissante. Ce projet pourrait coûter jusqu'à 171 milliards de dollars australiens, selon un rapport de l'ASPI (Nicholls *et al.*, 2021, p. 71). En abandonnant l'accord de 90 milliards conclu en 2016 avec la France pour l'acquisition de sous-marins conventionnels au profit de SSN, Canberra exprime clairement de nouvelles priorités stratégiques, à savoir sa volonté de voir

la RAN opérer plus loin de ses côtes, par exemple en MCS ou dans le détroit de Taïwan. Elle s'inscrit également dans la stratégie de « dissuasion intégrée » des États-Unis (US Department of Defense, 2021). Des analystes américains ont en effet émis l'hypothèse que les sous-marins nucléaires pourraient permettre de nouvelles tâches fonctionnelles en collaboration avec la marine américaine, comme tenter d'immobiliser les sous-marins chinois en MCS en cas de conflit (Hartcher, 2021).

Alors qu'ils marquaient le premier anniversaire du pacte, les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie ont déclaré avoir fait des « progrès significatifs » en vue de l'acquisition par l'Australie de sous-marin à propulsion nucléaire (United States of America *et al.*, 2022). Pourtant, des questions subsistent quant à la manière dont l'Australie va acquérir ses nouveaux sous-marins. À l'heure actuelle, elle ne possède ni l'infrastructure ni le savoir-faire pour les construire, les entretenir et les exploiter.

Sur le plan des infrastructures, le premier ministre Morrison a annoncé au printemps 2022 la construction d'une nouvelle base navale sur la côte est australienne, tandis que la base existante sur la côte ouest serait modernisée pour accueillir le nouveau SSN. Le DoD australien a estimé le coût total de cet investissement à 7,4 milliards USD (Fildes, 2022). Les travaux initiaux, notamment la sélection du site de la base de la côte est, devraient se terminer à la fin de l'année prochaine.

En ce qui concerne la formation du personnel, le groupe de travail AUKUS du Congrès américain a introduit l'*Australia-US Submarine Officer Pipeline Act* pour créer un programme de formation des sous-mariniers australiens en juin 2022 (Cranston, 2022). Dans le cadre de ce programme, un minimum de deux officiers sous-mariniers australiens sera sélectionné chaque année pour participer à une formation avec l'US Navy. Nous avons également appris que les membres d'équipage australiens ont commencé à s'entraîner sur le tout nouveau navire de la classe *Astute* avec leurs homologues britanniques en août 2022 (Ministry of Defence, 2022). Cependant, une crainte subsiste quant au manque de marins australiens qualifiés pour équiper les futurs SSN. Cela a incité certains à proposer que des marins américains et britanniques soient amenés à servir sur les navires australiens pour compenser leur manque de main-d'œuvre.

Le modèle spécifique de sous-marin que l'Australie va acquérir est également encore inconnu. Un groupe de travail a été chargé de recommander le meilleur choix. Leur décision concernant le choix de la classe *Virginia* américaine ou de la classe *Astute* britannique sera connue au printemps 2023. Concernant cette dernière, le secrétaire d'État britannique à la Défense, Ben Wallace, a déclaré qu'une fois le dernier vaisseau livré, « that's it [...] We are on to our next design and our new one. » (Marles et Wallace, 2022) Ce qui laisse entendre que la classe *Virginia* serait probablement le choix de Canberra.

Quel que soit le choix de Canberra, la composante industrielle d'AUKUS reste leur plus grand défi. Comme l'Australie ne dispose pas actuellement de l'infrastructure nécessaire pour construire des SSN, une stratégie palliative est envisagée, selon laquelle la production commencerait aux États-Unis ou au Royaume-Uni et serait transférée en Australie. Des questions subsistent précisément sur la capacité de l'Australie à moderniser ses installations de production à temps pour produire des SSN. Une étude récente suggère qu'elle ne sera pas en mesure de construire des SSN avant les années 2040 (Donnellan, 2021). L'Australie pourrait ainsi être confrontée à un manque de capacités sous-marines si elle n'obtient pas son premier SSN d'ici 2040, lorsque sa flotte actuelle commencera à être mise hors service. En attendant la mise en service de son nouveau SSN de classe *Attack*, l'Australie a envisagé d'acheter et/ou de louer des vaisseaux à ses partenaires afin d'éviter un déficit de capacité. Peter Dutton, alors ministre de la Défense, a également indiqué que les sous-marins américains et britanniques augmenteraient leur présence dans les eaux australiennes pour assurer une force de dissuasion (Donnellan, 2021). Le communiqué conjoint de la réunion AUSMIN 2021 a confirmé ce point, en promettant « increase logistics and sustainment capabilities of US surface and subsurface vessels in Australia » (United States of America and Australia 2021). Quel que soit le choix, il semble donc que l'Australie sera plus dépendante de ses alliés pour sa propre sécurité. Il s'agit donc d'un signe fort d'intégration de la RAN au sein du dispositif de dissuasion intégrée américain. Dans un premier temps, des sous-marins américains assureraient ce rôle et ensuite, la flotte australienne permettrait à la marine américaine d'être déployée ailleurs. Canberra prend donc une part du fardeau sur ses épaules et vient minimiser la redondance tactique l'ADF et l'armée américaine.

Avec AUKUS, l'Australie n'a pas seulement pris une décision entre la technologie américaine et française. Il s'agit d'un choix conscient d'approfondir et de consolider son alignement avec les États-Unis contre la Chine. Ainsi, en termes de posture de défense, l'Australie s'est orientée vers une stratégie d'équilibre conforme à sa perception de la menace croissante que représente le révisionnisme de la Chine. Cette évolution est cohérente avec les objectifs du *Defence Update* de 2020. Elle est en outre conforme à sa culture stratégique. AUKUS permet à Canberra de réaffirmer et d'approfondir son alliance avec Washington et Londres, ses deux patrons historiques en matière de sécurité (Legrand, 2019a). La tradition anglosphérique profondément enracinée de l'Australie (Cheeseman, 1999 ; Cox *et al.*, 2023 ; Vucetic, 2011a) est devenue la réponse « évidente » à un moment où cette dernière est à nouveau confrontée à une « peur de l'abandon » (Gyngell, 2017), nourrie par une menace chinoise émergente.

3.3.4 Structure et posture de l'ADF

La posture et la structure des forces sont deux éléments essentiels de la planification stratégique des forces armées (Borzillo *et al.*, 2021). L'actuel gouvernement australien décrit la posture des forces comme

l'adaptation à l'évolution de l'environnement sécuritaire et stratégique, à son impact sur l'endroit où l'ADF est basée et sur les installations, et à la façon dont l'ADF est affectée par les questions nationales et démographiques (Albanese et O'Connor, 2021), alors que la structure des forces est plutôt de déterminer ce qui devrait être dans l'ADF (Hellyer, 2022). Cela reprend en grande partie les définitions données dans la littérature (Bunn, 2004 ; Cancian, 2022 ; Hurt, 2021 ; Khan, 2020).

Dans le cas australien, des historiens ont souligné le rôle important que ses alliés traditionnels ont historiquement joué dans la conscience politique du pays (Curran, 2006 ; Curran et Ward, 2010 ; Ward, 2001). La relation entre l'Australie et ses patrons a entraîné sa peur de l'abandon (Gyngell, 2017) et le développement d'une politique de défense vers l'avant (Dennis *et al.*, 2008). La défense vers l'avant est une politique visant à contrer les menaces perçues pour la sécurité australienne aussi loin que possible des côtes australiennes. En pratique, cela implique le déploiement des forces armées australiennes à l'étranger. Bien que, dans un sens, la politique de défense australienne soit basée sur la défense vers l'avant depuis la Fédération (Evans, 2005), le terme est généralement associé à la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, lorsque la défense australienne n'était plus intégrée à celle de l'Empire britannique (Auton, 2008 ; Lee, 2021 ; Reynolds, 1999).

Cette stratégie a bien fonctionné pendant la période de l'après-guerre froide lorsqu'il n'y avait pas ou peu de menaces directes contre le territoire australien de la part d'une grande puissance. Canberra pouvait compter sur de longues périodes d'alerte stratégique pour se préparer à toute menace émergente et appuyait les coalitions américaines en Afghanistan et en Irak pour continuer à la sécurité mondiale (Blaxland *et al.*, 2020 ; Vucetic, 2011a). Cela correspond aux premières années de la période que nous étudions et cela transparaît dans les documents publiés, autant le livre blanc que le *Force Posture Review* de 2012 (DoD, 2009b ; Hawke et Smith, 2012). Même le plan de restructuration de l'Armée de 2011, publié dans la foulée du retrait australien d'Irak, ne remet pas en cause la posture de défense vers l'avant, mais cherche plutôt à rendre l'Armée plus agile en créant de nouvelles brigades multi-rôles, dans le but d'être plus efficace, entre autres au sein des coalitions internationales (Bickell, 2013). L'ADF reste donc principalement structurée pour des opérations de défense de l'Australie loin de ses côtes tout en cherchant à maintenir l'ensemble du spectre des capacités.

Un changement discursif arrive en 2013. L'Australie annonce qu'elle procédera à un « refocus [on its] own region » (DoD, 2013, p. 45). Cela signifie-t-il une ambition réduite en matière de projection de puissance ou, au contraire, une politique plus affirmée dans le monde proche ? Le Livre blanc semble aller dans cette dernière direction lorsqu'il s'engage à contribuer à la sécurité de la région « [by] assisting Southeast Asian

partners with external challenges » et « playing a role in keeping sea lanes secure » (DoD, 2013, p. 25, 31). L'accent est donc clairement mis sur l'Asie du Sud-Est. Il faut surtout y voir le résultat du pivot vers l'Asie des États-Unis plus qu'une réelle volonté de réinvestir sa région. Ainsi, l'Australie a rapidement redéployé des troupes au Moyen-Orient dans la coalition contre l'État islamique, chose qu'il est possible de voir à la figure 3.5 Le même phénomène survient avec le livre blanc de 2016 (DoD, 2016b, p. 68-69). Cela témoigne de l'alignement de Canberra sur Washington.

Le *Defence Update* de 2020 réduit, lui, les principaux intérêts stratégiques de l'Australie pour « focus on [its] immediate region: ranging from the north-eastern Indian Ocean, through maritime and mainland South East Asia to Papua New Guinea and the South West Pacific. » (DoD, 2020a, p. 21) Elle fixe également de nouveaux objectifs stratégiques : façonner l'environnement de l'Australie, dissuader les actions contre les intérêts de l'Australie et répondre par une force militaire crédible. La Mise à jour indique clairement que, même si l'ADF doit rester prête à intervenir au niveau mondial, au sein d'une coalition dirigée par les États-Unis par exemple, cela n'est plus aussi important que le fait de garantir des capacités de dissuasion crédibles dans sa région immédiate.

Le Plan de structure des forces de 2020 de l'Australie, quant à lui, souligne la nécessité de disposer de capacités habilitantes essentielles et d'une intégration dans tous les domaines. Ainsi, aux domaines conventionnels (Air, Terre, Mer) s'ajoute maintenant l'espace, d'une part et l'information et le cyber, d'autre part. L'objectif est de transformer l'ADF en une force imbriquée capable des réaliser des opérations pandomaines (DoD, 2020b, p. 18).

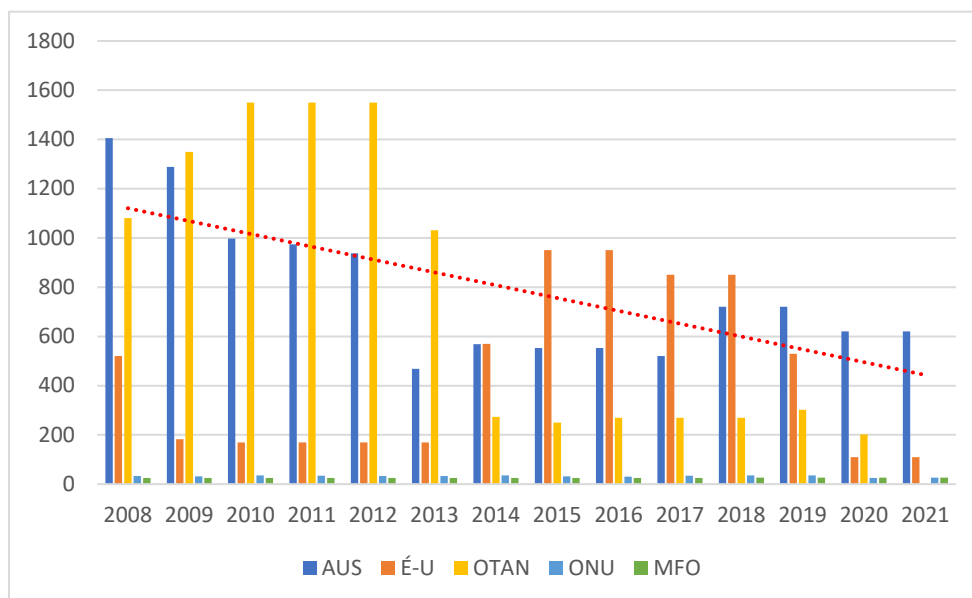
En termes de personnel, la constante dans l'ensemble des documents est de viser une augmentation des effectifs de l'ADF. Le livre blanc de 2009 ciblait des effectifs à temps plein de 57 800 personnes (DoD, 2009b, p. 113). Celui de 2013, qui tempérerait pourtant les dépenses et la perception de la menace de son prédécesseur indique que la nouvelle cible à atteindre et maintenir pour l'ADF est de 59 000 personnels en uniforme (DoD, 2013, p. 99). Leur nombre est pourtant seulement de 58 000 quand est publié le livre blanc de 2016, qui lui augmente la cible à 62 400, ce qui aurait rehaussé les effectifs de l'ADF à son plus haut niveau depuis la fin de la Guerre froide (DoD, 2016b, p. 146). Le Strategic Update de 2020, s'il ne mentionne pas de cible claire, indique que le personnel en uniforme devra dépasser la cible du livre blanc de 2016 pour répondre aux besoins croissants de l'ADF (DoD, 2020a, p. 41). Dans le dernier budget de la Défense du gouvernement Morrison, la cible est rehaussée à 64 532 pour l'année 2025-26 (Brangwin et Watt, 2022, p. 3). Ce chiffre fut rehaussé à 80 000 personnels en uniformes à temps plein à l'horizon 2040. La justification pour cette décision est précisément les menaces auxquelles l'Australie doit faire face, bien que cette dernière

ne soit pas mentionnée (Morrison, 2022b). L'augmentation croissante des effectifs de l'ADF se comprend cependant surtout par l'augmentation des missions que le gouvernement australien confie à l'ADF et l'augmentation de ses domaines d'action. S'il y a corrélation entre l'inflation de la perception de la menace et celles des effectifs de l'ADF, la causalité entre les deux phénomènes n'est pas visible sur l'ensemble de la période, mais certainement dans le *Defence Update* de 2020 et le dernier budget du gouvernement Morrison.

La posture australienne a donc changé. Loin de se trouver stratégiquement à l'arrière-plan, l'Australie est désormais un État en première ligne, sur le plan géographique, stratégique et politique. Cela entraîne un changement fondamental dans le dispositif de forces de l'Australie, qui passe d'une posture défensive à une posture plus offensive. En d'autres termes, l'Australie s'oriente vers une dissuasion par la punition en plus de la dissuasion traditionnelle par interdiction (White, 2020). Le raisonnement qui sous-tend un tel changement est qu'une force principalement défensive est insuffisante pour dissuader les attaques contre l'Australie.

3.3.5 Déploiements militaires

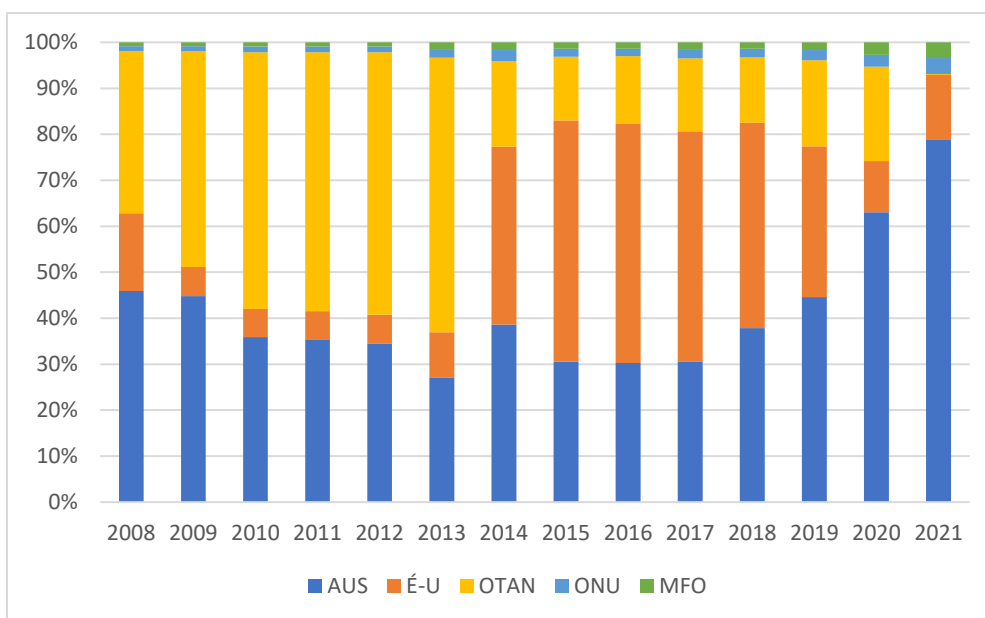
Figure 3.5 Déploiements de l'ADF entre 2008 et 2021 selon le commandement des opérations, exprimés en nombre de troupes déployées⁴²



⁴² Les données pour 2022 sont indisponibles.

Les déploiements militaires australiens durant la période étudiée illustrent bien l'importance que joue l'alliance américaine dans leur politique de défense ainsi que la posture de défense vers l'avant qui a été mentionnée plus haut. La figure 3.5 permet de voir que la fin du déploiement australien en Irak – sous commandement américain – en 2009 a entraîné ensuite une hausse du déploiement de troupes en Afghanistan (Davis, 2009) – sous commandement de l'OTAN jusqu'en 2014, après quoi l'opération se transforma en mission de formation nécessitant un personnel réduit. Le retour d'un nombre élevé de troupes déployées sous commandement américain en 2015 correspond à la participation de l'Australie à la coalition contre l'État islamique. Cela a aussi impliqué le maintien d'une importante opération de soutien logistique depuis la base d'Al Minhad aux Émirats arabes unis et explique la constance dans le nombre de troupes déployé sous commandement australien.

Figure 3.6 Déploiements de l'ADF entre 2008 et 2021 selon le commandements de opérations, exprimés en pourcentages des forces déployées⁴³



La figure 3.6 permet de voir encore mieux le changement de mentalité dans la posture de défense australienne. L'idée de la défense vers l'avant est progressivement abandonnée au profit de la défense du territoire national et de la région immédiate. Avec la reconnaissance de la Chine comme menace, le modèle

⁴³ Les données pour 2022 sont indisponibles.

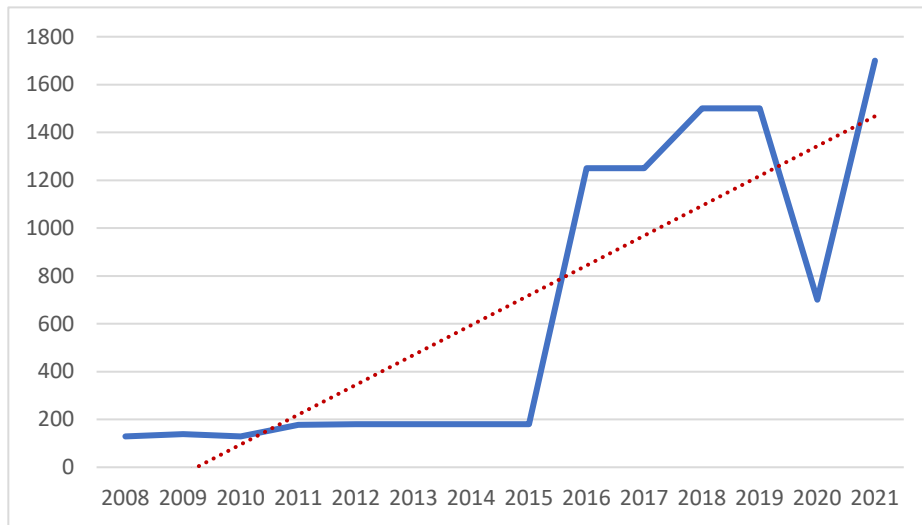
expéditionnaire devient caduc. Évidemment, cela correspond aussi à la baisse générale de l'intérêt américain – et donc australien – pour la région du Moyen-Orient. En réduisant le nombre de troupes déployées et en déployant la grande majorité d'entre elles sous commandement national, l'Australie se garantit également une plus grande autonomie pour faire face aux nouvelles menaces perçues.

3.3.6 Forces américaines basées en Australie

Plusieurs « installations de défense conjointes » (Dennis *et al.*, 2008) sont présentes en Australie. Ce sont des installations américaines basées en Australie dans lesquelles le gouvernement australien joue un rôle égal ou significatif, en fournissant du personnel et des ressources pour leur fonctionnement. Les trois installations les plus importantes sont la station de communication navale Harold E. Holt de North West Cape en Australie occidentale, l'installation de recherche spatiale de la défense de Pine Gap et la station de communication spatiale de la défense conjointe de Nurrungar en Australie-Méridionale. L'ensemble de ses bases ont été établis durant la Guerre froide (Beazley, 2017) et explique le niveau constant de troupes américaines basées en Australie au début de la période qui nous intéresse, comme on peut voir à la figure 3.7.

Avec le temps, et en raison de sa situation stratégique entre les océans Indien et Pacifique, l'Australie est devenue un partenaire de plus en plus prisé par les États-Unis, notamment parce qu'elle sert de tête de pont contre les capacités A2AD de la Chine (Green *et al.*, 2015). C'est ainsi qu'en 2011, l'Australie a accepté de commencer à accueillir sur une base rotative un contingent des Marines américains (Hartcher, 2011). Cette entente fut élargie avec l'accord de posture des forces de 2014 qui inclut la rotation d'une présence de l'US Air Force (Commonwealth of Australia et United States of America, 2014 ; DoD, 2023b). Cela explique l'augmentation abrupte des forces armées américaines basées en Australie qui peut être observée, toujours à la figure 3.7. Dans les mêmes années, l'idée d'une base aérienne sur les îles Cocos, situées au large de l'Australie dans l'océan Indien où l'US Air Force aurait ses quartiers commença à être discutée (Coorey, 2012 ; DoD, 2013, p. 50).

Figure 3.7 Évolution du nombre de troupes américaines basées en Australie entre 2008 et 2021⁴⁴



Avec l'importance croissante accordée à de nouveaux domaines, des plans furent aussi faits pour « the establishment of the space surveillance C-band radar operated jointly by Australia and the United States, and the relocation of a United States optical space surveillance telescope to Australia. » (Department of Defence, 2016, p. 87) C'est aussi à cette époque que les États-Unis et l'Australie rehaussèrent leur coopération dans le domaine de la cyber-sécurité, à un tel point que la base de Pine Gap fut décrite comme le « fulcrum of developments in cyber warfare » (Ball *et al.*, 2015). Un enjeu qui devint d'importance croissante fut également la présence de forces dites « stratégiques ». Ainsi, en 2015, le secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis déclara au Congrès que des bombardiers et d'autres avions de surveillance seraient basés en Australie (Medhora, 2015). L'année suivante, le commandant américain des forces aériennes du Pacifique révéla que des discussions sur l'installation temporaire de B-1 étaient toujours en cours (Gady, 2016). En 2019, puis à nouveau en 2020, le secrétaire à la Défense des États-Unis de l'époque, Mark Esper, spécula sur l'installation de missiles à portée intermédiaire dans des pays alliés en Asie (Esper, 2020 ; Gibbons-Neff, 2019). Lorsque ces propositions furent rendues publiques, le premier ministre australien, Scott Morrison, s'empessa de les réfuter (Packham, 2019). Cependant, la déclaration commune de la rencontre AUSMIN 2021 parla d'améliorer le dispositif des forces américaines sur le sol australien. Cette annonce comprenait « the rotational deployment of US aircraft of all types in Australia », ainsi que des plans visant à établir « a combined logistics, sustainment and maintenance enterprise to support high-end

⁴⁴ Les données pour 2022 sont indisponibles.

warfighting and combined military operations in the region» (Office of the Spokeperson, 2021b) Finalement, des bombardiers stratégiques B-2 américains furent déployés temporairement en Australie à l'été 2022 (Kadidal, 2022) et des plans pour stationner six bombardiers B-52 dans le nord de l'Australie seraient encore en discussion (Jose et Jackson, 2022). Le projet d'une base aux îles Cocos est toujours en chantier (DoD, 2021 ; Levick, 2021) mais l'accès qu'en auraient les forces américaines demeure inconnu.

La tendance en la matière est claire sur la période qui nous intéresse. Plus le temps passe et plus la présence de troupes américaines en Australie augmente, autre que pour l'année 2020 qui s'explique par la COVID-19. Cela est directement corrélé avec l'évolution dans la perception de la menace de l'Australie. Cette tendance devrait, par ailleurs, continuer à s'intensifier d'après le communiqué conjoint de la rencontre AUSMIN 2022 (Ali et Stewart, 2022 ; Office of the Spokeperson, 2022).

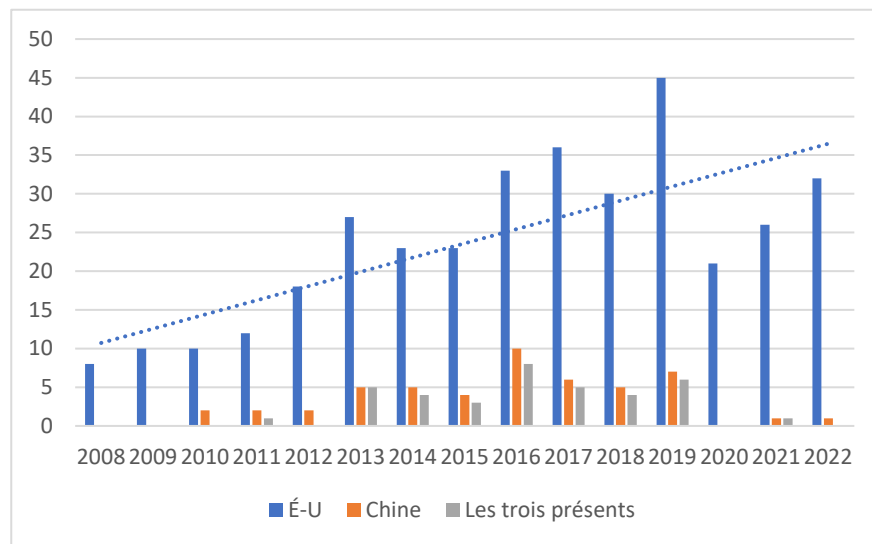
3.3.7 Exercices militaires conjoints

Étudier les EMC que l'Australie a réalisés en compagnie de la Chine et des États-Unis permet de bien faire ressortir l'évolution des relations de défense entre Canberra et ces deux grandes puissances. En effet, un EMC, également appelé « war game », désigne « any activity involving the operation of actual military forces in a simulated hostile environment » (Perla, 2018, p. 45). Cela peut aller de l'entraînement au combat aux opérations de secours en cas de catastrophe ou aux simulations de passage de porte-avions. Les EMC sont donc un « indicator of military cooperation that has the potential to reveal much about the nature of the international system's underlying relationships » (D'Orazio, 2013, p. 24). Ils constituent un élément pratique à intégrer dans l'analyse, car, comme l'explique Bernhardt (2020, p. 50), les EMC « signal a willingness to cooperate, but there are not nearly as visible and binding as things like signing an alliance ».

La figure 3.8 illustre la tendance claire à la hausse des EMC entre l'Australie et les États-Unis. Une première hausse marquée est discernable en 2013, au moment où les Américains implémentent leur Pivot vers l'Asie (Milot-Poulin *et al.*, 2021 ; Shambaugh, 2013). Une autre survient après l'arrivée de Trump au pouvoir, quand ce dernier prit une position plus confrontationnelle que son prédécesseur vis-à-vis Beijing (Dollar *et al.*, 2019 ; Li, 2017). Surtout, l'année 2017 correspond à la relance du QUAD, dont l'une des principales activités pour signaler le rapprochement des membres face à la politique régionale plus agressive de la Chine a été l'organisation ou l'élargissement d'EMC (Johnson, 2020 ; Palocaren, 2021). Le nombre élevé d'exercices réalisés par l'Australie dans les années 2010, avec les États-Unis et la Chine, suit par ailleurs une tendance mondiale d'augmentation significative des EMC selon l'étude réalisée par Bernhardt (2021).

La décennie 2010 correspond également à la période où les rapprochements entre l’Australie et la Chine en termes de défense furent les plus intenses, comme nous pourrions le voir plus amplement dans la prochaine section sur l’échelle de coopération militaire. L’accroissement du nombre d’EMC participe à ce rapprochement entre les deux États. Au-delà du nombre d’EMC à proprement parlé — et qui nous révèle au final bien peu sur la nature réelle de la collaboration entre Canberra et Beijing — plusieurs facteurs militent pour une lecture prudente quant à leurs effets sur les relations sino-australiennes. D’une part, la majorité des EMC à laquelle l’Australie et la Chine ont participé ensemble comptaient également la présence américaine. En revenant à notre définition de l’ambivalence en matière de politiques de RCM comme d’une politique de défense incongrue, il s’avère que le comportement australien n’apparaît pas incongru. En participant à des exercices avec la Chine et les États-Unis, elle donne l’impression d’agir avec l’assentiment de ces derniers et donc pas de manière ambivalente. Ce qui amène, d’autre part, au faible nombre d’exercices bilatéraux qui ont été réalisés entre l’Australie et la Chine, signe du niveau de confiance peu élevé entre les deux États. En effet, parmi les EMC auxquels l’Australie et la Chine ont participé sans les États-Unis, la très grande majorité était multilatérale.

Figure 3.8 Nombre d'exercices militaires réalisés par l'Australie avec les États-Unis et/ou de la Chine entre 2008 et 2022

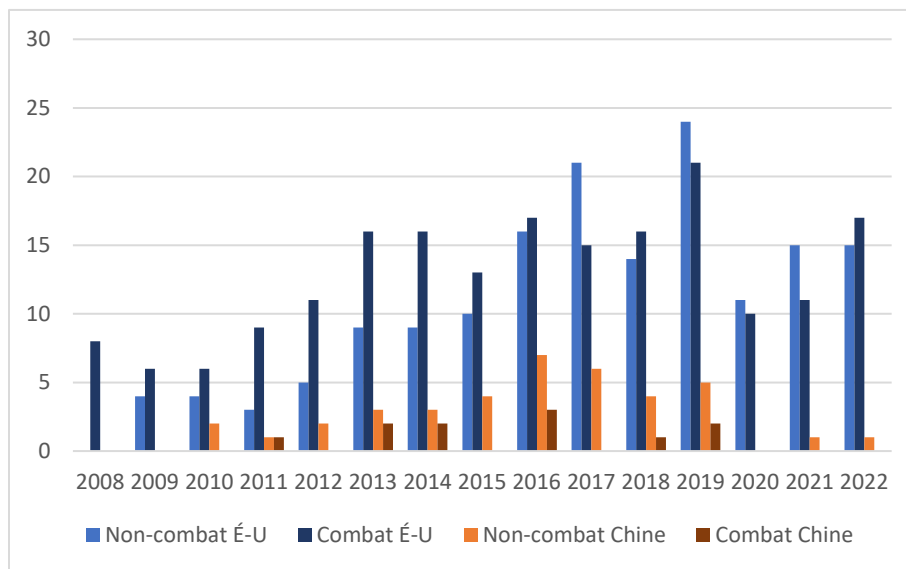


En effet, au-delà du nombre d’EMC réalisée et du nombre de participants, le type d’EMC en dit également beaucoup sur le degré de coopération entre l’Australie et les deux grandes puissances. L’entraînement à intervenir en cas de catastrophe humanitaire n’a pas la même signification que des exercices impliquant des tirs réels. En ce sens, la majorité des exercices qui rassemblent l’Australie et la Chine ne comprenaient pas de phase de combats, mais étaient plutôt orientés vers l’aide humanitaire, les missions de maintien de la paix, etc. Les principaux EMC entre l’Australie, la Chine et les États-Unis sont, à cet effet, illustratifs. Il

s'agit de l'exercice Kowari, qui réunit des troupes des trois États depuis 2014 et l'exercice bilatéral Pandaroo, qui se déroule en alternance en Chine et en Australie depuis 2015. S'il s'agit a priori d'une « good news story in Australia's strategic relations » (Medcalf, 2014), ça semble être avant tout d'un coup de publicité pour les trois États (Keck, 2014). En effet, la nature des exercices — un entraînement à la survie en forêt — et le nombre limité de soldats impliqués sont très éloignés du type d'exercices qu'effectuent ensemble les États-Unis et l'Australie, où le véritable objectif est d'augmenter la préparation au combat et de renforcer l'interopérabilité. Ces deux exercices ont par ailleurs été arrêtés depuis le début de la pandémie de COVID-19, au moment où les tensions étaient les plus vives entre Beijing et Canberra.

Pour conclure, l'analyse des données permet d'arguer que la participation australienne à des EMC témoigne d'une période de rapprochement avec la Chine, mais surtout d'un alignement progressif sur les États-Unis, surtout en réalisant des EMC en Indopacifique, signalant leur capacité à opérer ensemble dans le même environnement que celui d'un possible conflit avec la Chine. En cela, cette évolution est en corrélation avec l'évolution dans la perception australienne de la menace chinoise, d'une part, et avec les autres éléments de RCM d'autre part.

Figure 3.9 Répartition des types d'exercices réalisés par l'Australie avec les États-Unis et/ou la Chine entre 2008 et 2022



3.3.8 Partenariats et ententes

La manière dont l’Australie a tissé des partenariats et des ententes avec la Chine et les États-Unis entre 2008 et 2022 reflète, à bien des égards, l’évolution dans la perception de la menace, mais également celle dans le développement plus général de la coopération militaire que nous avons vue précédemment.

Ainsi, même si le gouvernement Rudd avait une longueur d’avance sur les gouvernements qui lui ont succédé en identifiant la Chine comme un défi pour la sécurité de l’Australie dans son livre blanc de 2009, les États-Unis étaient alarmés par l’engagement plus étroit de l’Australie avec la Chine dans la région à cette époque. Comme le mentionne Bob Carr, ancien ministre des Affaires étrangères travailliste, « I think there has been intense American pressure on Australia and I also think America was very alarmed about what they saw as Australian engagement with China during the Rudd period ». Il ajoute, « it was not by any means a bad relationship, but nor was it the strongest relationship with the US. » (cité dans Fitzsimmons, 2022, p. 86, 96)

Le gouvernement Rudd a effectivement pris l’initiative de créer un dialogue stratégique annuel entre l’Australie et la Chine en 2008 sous la forme d’une rencontre entre les ministres de la Défense et les chefs d’état-major des forces armées (DoD, 2009 b, p. 96). Cette politique d’engagement bilatéral fut complétée par une proposition de stratégie d’engagement régional et multilatéral dans laquelle une nouvelle communauté Asie-Pacifique (Rudd, 2008c) serait créée pour aider à améliorer le dialogue entre les grandes puissances et les puissances émergentes et aiderait à « engage these countries across the spectrum of [...] political and security issues. » (DoD, 2009 b, p. 96) Si ce projet ne dépassa jamais la phase embryonnaire, il va dans le sens de la vision de Rudd (2018, p. xiv), qui voulait présenter l’Australie comme intermédiaire entre la Chine et les États-Unis.

Surtout, Kevin Rudd (2019) mit délibérément et unilatéralement de côté le QUAD qu’il voyait trop agressif envers la Chine. Ce geste fut perçu, à juste titre, comme une politique d’accommodement face à Beijing (Bagchi, 2008 ; Flitton, 2020 ; He, 2012 ; Howard, 2010 ; IISS, 2022, p. 226 ; Wyeth, 2017). Qui plus est, le retrait australien du QUAD fut annoncé par le ministre des Affaires étrangères du moment, Stephen Smith, dans une conférence de presse conjointe faite avec son homologue chinois (Smith et Jiechi, 2008), dont la position public anti-QUAD était bien connue. Cette décision va dans le sens d’une stratégie d’ambivalence de la part du gouvernement Rudd.

Sous le gouvernement de Tony Abbott, l’Australie intensifia ses actions pour coopérer plus étroitement avec la Chine. En 2013, leur relation fut d’abord élevée au niveau de « strategic partnership », puis à celui de

« comprehensive strategic partnership » en 2014. Ces décisions furent justifiées par « the importance both countries attach to our expanding political [and] strategic [...] ties » (DoD, 2016b, p. 44). En 2014, un premier dialogue inaugural de haut niveau eut lieu, visant à améliorer les échanges bilatéraux entre les hauts représentants des gouvernements australien et chinois avec les dirigeants d'entreprises, les universitaires et les leaders sociaux (DFAT, 2022b). Les actions entreprises pour approfondir et améliorer la relation entre les deux États peuvent être considérées comme contradictoires et manquantes d'authenticité au vu de l'approfondissement concomitant des liens entre l'Australie et les États-Unis. À la même période, ces derniers ont en effet signé le *Defence Trade Cooperation Treaty* en 2013 et le *Force Posture Agreement* en 2014. On pourrait y voir une tentative d'ambivalence de la part de l'Australie.

Durant le mandat de Malcolm Turnbull, le QUAD fit son retour. En 2017, il apparait que le double défi d'une Chine plus agressive et les préoccupations quant à la solidité de l'engagement de l'administration Trump en Indopacifique poussèrent l'Australie, l'Inde et le Japon à chercher une relance du QUAD (Nilsson-Wright, 2017, p. 20 ; Satake, 2020, p. 52). Pour l'administration Trump, le QUAD s'alignait avec son approche de plus musclée vis-à-vis la Chine (O'Neil et West, 2020, p. 27). Le minilatéral a, entre autres, été revampé pour inclure un sommet annuel entre les chefs d'États et de gouvernements.

En 2018, le *Pacific Security Cooperation Dialogue* entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis a aussi été mis en place pour identifier les questions de préoccupation commune et les capacités complémentaires dans la région (Office of the Spokeperson, 2018). Bien que l'efficacité de cette démarche et des mesures qui y sont liées fasse débat, l'engagement accru de l'Australie dans le Pacifique Sud avec les États-Unis constitue une véritable tentative d'équilibrer la présence accrue de la Chine dans la région (Köllner, 2021, p. 413 ; Wallis et Powles, 2021, p. 1064). Finalement, le partenariat AUKUS fut signé en 2021, comme nous l'avons d'ores et déjà vu. Cela marqua un pas significatif vers l'équilibrage de la Chine de la part de Canberra.

Les rapprochements entre l'Australie et la Chine se sont donc multipliés entre 2008 et 2014, mais ils furent tout de même conjugués à des ententes entre l'Australie et les États-Unis durant les mêmes années. En cela, l'Australie apparait avoir un comportement ambivalent, surtout en ce qui a trait au retrait du QUAD en 2008. Reste que dans les dernières années, la mise en place de nombreux partenariats et ententes significatifs entre Canberra et Washington témoigne d'un changement progressif dans la stratégie australienne, ne choisissant pas simplement de rallier leur patron, mais bien d'équilibrer la puissance chinoise.

3.3.9 Sous-conclusion

Les nombreux éléments analysés dans les dernières pages dépeignent une évolution progressive de la posture australienne, passant du ralliement avec les États-Unis à l'équilibrage de la Chine dans les dernières années. La posture et la structure de l'ADF sont ainsi passées de la force expéditionnaire engagée dans de nombreux déploiements aux côtés des États-Unis à une qui doit jouer un rôle de dissuasion renforcée capable de mener une guerre de haute intensité dans sa région. De même, les acquisitions et le développement de technologies militaires — qui étaient d'abord motivés par la nécessité d'être interopérable avec les États-Unis — ont ensuite été conjugués à la capacité de tenir tête à une grande puissance dans un conflit de haute intensité.


Les années 2008-2015, quand des instances de coopérations sécuritaires avec la Chine – somme toute non négligeable et donc certaines peuvent se rapprocher d'une forme d'ambivalence australienne – ne peuvent tout de même pas supplanter le niveau de collaboration entre Canberra et Washington en matière de sécurité et dont témoigne le tableau ci-dessous. L'Australie a effectivement développé et maintenu une forme de coopération militaire avec la Chine et les États-Unis pendant un certain temps, mais la coopération en matière de défense apparaît – à bien des égards – performative, un corollaire du développement des relations économiques entre les deux États. En cela, la relation de défense est loin d'avoir la substance des autres que l'Australie a conclues.

3.4 Conclusion

À la lumière de l'analyse de nos trois variables — perception de la menace, signaux diplomatiques et renforcement des capacités militaires — comment pouvons-nous décrire l'évolution de la grande stratégie australienne entre 2008 et 2022 ? Déjà, l'évolution du traitement réservé à la Chine dans les discours et documents officiels australiens reflète bien un passage du risque vers la menace. De 2008 à 2016, la perception de la Chine reste ancrée dans celle d'un risque à long terme, le Livre blanc de 2009 restant ici l'exception qui confirme la règle. Les Livres blancs de 2016 et 2017 introduisent bien un léger changement dans la manière de parler des relations sino-australiennes, mais rien qui dévie de la notion du risque. Ce n'est qu'avec le *Defence Update* de 2020 que l'on note une réelle volonté de décrire la Chine comme une menace à la sécurité de l'Australie, ce qui est corroboré par les propos du premier ministre Morrison et de plusieurs de ses ministres. La perception australienne de la Chine a donc évolué pour passer d'un risque sécuritaire potentiel dans le futur à une réelle menace. Le maintien de cette ligne — en essence, si la forme diffère — sous le gouvernement d'Anthony Albanese confirme la présence d'un véritable consensus au sein de la classe politique sur la menace que représente la Chine. La perception de la menace, qui a été identifiée

comme une variable nécessaire, mais non suffisante renvoie donc à une évolution possible de l’ambivalence vers l’équilibrage.

Tableau 3.1 : Échelle de la coopération militaire de l’Australie avec les États-Unis et la Chine



7	Politique de défense commune	Élevé	} Avancé États-Unis	
		Bas		
6	Placement de troupes conjointes/bases militaires	Élevé		
		Bas		
5	Commandement militaire intégré	Élevé		
		Bas		
4	Exercices militaires conjoints réguliers	Élevé		} Modéré Chine
		Bas		
3	Coopération militaro-technique/échanges de personnels	Élevé		
		Bas		
2	Mécanisme de consultations régulières	Élevé	} Initial	
		Bas		
1	Mesures de renforcement de la confiance	Élevé		
		Bas		

En ce qui a trait aux signaux diplomatiques, la volonté affichée par Canberra au début des années 2010 de ne pas prendre parti dans le dossier de la MCS — caractéristique d’une stratégie d’ambivalence — a laissé place à des prises de position répétées, à partir de 2016 et du jugement de la CPA, qui ont progressivement critiqué de manière plus marquée les revendications chinoises. Cela témoigne du passage de l’ambivalence vers l’équilibrage. Dans le cas de Taiwan, l’absence de mention de l’île des principaux documents et des prises de paroles des décideurs politiques durant la majorité de la période étudiée illustre le peu de cas que l’Australie faisait de cette question. À partir de 2019, il a été possible d’observer non seulement une augmentation de la place qu’occupe Taiwan dans la politique étrangère australienne, mais des propos de plus en plus clairs concernant sa position sur la question. Il est indéniable que le gouvernement actuel est plus mesuré dans ses propos publics que ceux de son prédécesseur. Mais il apparaît que c’est plutôt un changement sur la forme que sur le fond. Sur Taiwan, l’importance que les États-Unis ont jouée pour faire changer la position australienne sur le sujet est indéniable. À défaut de caractériser son changement discursif initial de suivisme, les propos suggérant le recours à la force pour défendre Taiwan font dire que Canberra

prend réellement position contre la Chine dans ce dossier. En ce qui a trait aux signaux diplomatiques, Canberra se situe donc présentement clairement aligné sur Washington.

L'analyse des politiques de RCM dépeint une évolution progressive en matière de développement et d'emploi de la force qui passe du ralliement sur les États-Unis pendant la majorité de la période étudiée à un équilibrage de la Chine dans les dernières années. La posture et la structure de l'ADF sont ainsi passées de la force expéditionnaire engagée dans de nombreux déploiements aux côtés des États-Unis à une qui doit jouer un rôle de dissuasion renforcée capable de mener une guerre de haute intensité dans sa région. De même, les acquisitions et le développement de technologies militaires — qui étaient d'abord motivés par la nécessité d'être interopérable avec les États-Unis — ont ensuite été conjugués à la capacité de tenir tête à une grande puissance dans un conflit de haute intensité. Les années 2008-2015, quand des instances de coopérations sécuritaires avec la Chine — non négligeables et dont certaines peuvent se rapprocher d'une forme d'ambivalence australienne — et d'éloignement des États-Unis — pensons au retrait du QUAD en 2008 — ne peuvent tout de même pas supplanter le niveau de collaboration entre Canberra et Washington en matière de sécurité. L'Australie a effectivement développé et maintenu une forme de coopération militaire avec la Chine et les États-Unis pendant un certain temps. Cependant, les EMC réalisés avec la Chine — pour ne prendre que cet exemple — s'apparentent d'une certaine manière au partenariat stratégique sino-australien, qui, comme nous l'avons vu, est loin d'avoir la substance des autres que l'Australie a conclus.

Donc, l'Australie a-t-elle eu recours à l'ambivalence stratégique entre 2008 et 2022 ? Difficile de répondre positivement. Dans l'ensemble, l'Australie semble effectivement demeurer un « depend ally » (Bell, 1984). La seule période qui pourrait s'en rapprocher est le premier mandat de Kevin Rudd, entre 2008 et 2010. Même si le livre blanc de 2009 parle de la Chine de manière plus chargée que les documents publiés par après, elle reste décrite comme un risque potentiel. Cela ne permet donc pas de franchir le seuil nécessaire pour parler d'ambivalence stratégique. L'analyse de l'Australie étant terminée, le prochain chapitre s'intéressera à l'évolution de la grande stratégie de son cousin stratégique canadien.

CHAPITRE 4 – LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE DÉFENSE DU CANADA

« It would help us get a little way on the road if we had a clearer idea of where we wanted to go »

Macmillan (1961)⁴⁵

Dans ce chapitre, le cadre théorique développé au deuxième chapitre sera mobilisé et appliqué à notre second cas d'étude, le Canada. L'objectif sera de déterminer s'il a eu recours à l'ambivalence stratégique vis-à-vis les États-Unis et de la Chine entre 2008 et 2022, une période de transition de la puissance au niveau du système international, ou s'il a plutôt eu recours à ses alternatives classiques, nommément le ralliement et l'équilibrage.

La première partie de ce chapitre se penchera sur la perception de la menace des décideurs politiques canadiens, variable nécessaire, mais non suffisante, afin de distinguer les trois types de stratégies. Ce sera fait en étudiant les documents officiels et discours de dirigeants politiques canadiens. La deuxième partie s'intéressera aux signaux diplomatiques du Canada quant à deux enjeux sécuritaires saillants entre les États-Unis et la Chine, à savoir les revendications territoriales en MC la question de Taiwan, ce qui sera fait en mobilisant les mêmes sources que pour la perception de la menace. Finalement, la dernière partie analysera les politiques de renforcement des capacités militaires, soient le développement et l'emploi de la force à l'aide de bases de données compilées par des chercheurs et institutions de recherches réputés et qui seront présentées en temps voulu.

4.1 Perception de la menace

En matière de perception de la menace, rappelons qu'un État ambivalent tiendra un discours où la grande puissance révisionniste est perçue comme un risque sécuritaire ou une *potentielle menace dans le futur* alors qu'un État ayant recouru à l'équilibrage ou au ralliement percevra ladite grande puissance comme une *menace claire et pressante*. Reprenant l'échelle d'Oren et Brummer (2020), nous tenterons d'analyser de quelle manière les grandes puissances sont décrites.

⁴⁵ cité dans Ricketts (2021, p. 228)

Cette première section procédera par ordre chronologique afin d'analyser les mandats des premiers ministres successifs durant la période qui nous intéresse : les conservateurs de Stephen Harper entre 2008 et 2015 et les libéraux de Justin Trudeau jusqu'en 2022. L'analyse de la perception de la menace du Canada repose surtout sur l'étude de documents et de discours provenant du ministère de la Défense nationale (MDN), d'Affaires mondiales Canada (AMC), des Forces armées canadiennes (FAC), ainsi que sur des rapports provenant de commissions parlementaires⁴⁶. Cela a représenté un défi initial. En effet, au Canada « sources of public written guidance are few and far between [...] Even internally, written policy guidance is sparse ». L'analyse des lettres de mandats permet en partie de pallier ce problème puisqu'elle « provide some insight into the prime minister's expectation of the Global Affairs Minister, the Defence Minister and other relevant cabinet-level officials who impact defence strategy. » (Rodman, 2020, p. 275) Cependant, nous n'avons eu accès qu'à celles de l'époque Trudeau, puisque Stephen Harper a décidé de les garder confidentielles (Giorno, 2021). Ce corpus est complété par la mobilisation d'articles scientifiques et surtout d'articles de presse.

4.1.1 Stephen Harper : 2008-2015

C'est en 2008 que le Canada fit paraître sa stratégie de défense *Le Canada d'abord*. La Chine n'y est pas du tout mentionnée, mais le document reconnaît que l'Asie-Pacifique abrite une croissance « des forces conventionnelles » qui pourrait « avoir un impact important sur la stabilité internationale au cours des prochaines années » (MDN, 2008, p. 6). Les États-Unis, eux, sont décrits comme le « plus proche allié du Canada ». Plus encore, on spécifie que « le Canada et les États-Unis ont des besoins communs en matière de sécurité » (MDN, 2008, p. 8). Le document reflète la préoccupation du Canada à l'époque, à savoir le terrorisme islamique, les États faillis et la prolifération des armes de destruction massive. Même si le document dit clairement que les « Canadiens vivent dans un monde instable et imprévisible » (MDN, 2008, p. 6), les menaces qui relèvent directement de la distribution de la puissance en sont complètement évacuées. Il y a sans doute là présomption d'une unipolarité persistante des États-Unis. Reste que la période de l'unipolarité n'a jamais été identifiée comme telle par le Canada dans ses énoncés politiques depuis les années 1990 (Roussel *et al.*, 2018).

En ce qui concerne l'Arctique, le gouvernement Harper a émis, en 2009, la *Stratégie pour le Nord du Canada*, qui place la coopération et la collaboration avec les États-Unis au premier plan de la stratégie canadienne (Affaires indiennes et du Nord canadien, 2009). Le Comité permanent de la défense nationale

⁴⁶ La liste complète est disponible à l'annexe E.

(CPDN) énonçait, en 2010, qu'il n'y avait pas de « menace militaire imminente à l'égard des territoires canadiens dans l'Arctique ou dans le passage du Nord-Ouest » et que les « enjeux auxquels l'Arctique est confronté ne sont pas de nature militaire classique » (CPDN, 2010, p. 5).

De 2009 à 2015, le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (CSPAECI) a publié des rapports sur l'émergence des pays de l'Asie-Pacifique et des implications pour le Canada. Ces rapports sont axés sur les volets économique et commercial, incitant le Canada à diversifier ses partenaires et à prendre sa place dans cette région. Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense (CSPSND), pour sa part, n'a pas produit de rapport sur l'émergence de la Chine ou encore la montée en puissance d'autres États de la région Asie-Pacifique. En 2014, dans son rapport sur la défense antimissile balistique, le CSPSND présentait seulement l'Iran et la Corée du Nord comme des menaces pour la sécurité de l'Amérique du Nord.

En juin 2015, le CPDN a produit un rapport sur la défense nord-américaine, dans lequel il détaille les menaces auxquelles le territoire canadien fait face. Reconnaisant que la Chine et la Russie augmentent drastiquement leurs dépenses militaires, le Comité rapporte cependant que le Canada et les États-Unis ne craignent pas de menace imminente de guerre. Plusieurs témoins entendus dans le cadre du rapport ont mentionné la Corée du Nord, l'Iran, la Chine et la Russie comme étant des menaces émergentes ou potentielles. Bien que ces deux derniers pays ne menacent pas directement l'Amérique du Nord, le Comité rapporte que le Canada et les États-Unis « doivent continuer de surveiller de près ce que font la Chine et la Russie » (CPDN, 2015, p. 8), démontrant un changement de perception de la menace. Au niveau des menaces aériennes, le Comité fait état de la surveillance accrue du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) en ce qui concerne les activités de l'aviation militaire russe, mais aussi de l'inquiétude suscitée par les menaces asymétriques. Rappelant les nouvelles capacités militaires nord-coréennes, le Comité mentionne la menace que présentent les missiles balistiques. Au niveau maritime, le risque d'affrontement naval avec un autre pays est mince même si les sous-marins étrangers inquiètent également le Comité (CPDN, 2015, p. 9-12).

Il est notable que peu de documents conséquents aient été produits en matière de politique étrangère durant la période Harper. Selon Heinbeck (2010), il y avait un manque indéniable d'expertise en politique étrangère aux échelons supérieurs lorsque le Parti conservateur est arrivé au pouvoir. M. Harper lui-même avait indiqué que la politique étrangère n'était pas un sujet auquel il s'était beaucoup intéressé avant de devenir premier ministre (Bratt, 2022, p. 165). Un autre facteur important était la suspicion de la loyauté des fonctionnaires responsables de l'administration des relations du Canada avec la Chine au sein du ministère

des Affaires étrangères. L'administration des relations avec la Chine par le ministère des Affaires étrangères était donc fortement limitée par les directives du cabinet du premier ministre. En même temps, ce dernier n'avait pas suffisamment de ressources pour consacrer beaucoup d'attention aux affaires étrangères (Burton, 2015, p. 47-48). Au final, le ministère se serait retrouvé largement écarté du rôle de formulation de politiques et n'aurait pas pu faire approuver par le Cabinet deux versions d'une stratégie sur la Chine qu'il avait préparée à la fin du mandat de Jean Chrétien (Evans, 2014, p. 66). Cette tension entre la fonction publique et le gouvernement aurait donc freiné la formulation d'une position plus explicite du Canada sur la Chine.

Reste que le gouvernement Harper a eu de la difficulté à développer une vision claire de la Chine et de la relation qu'il souhaitait entretenir avec cette dernière. En effet, les prises de position publiques du premier ministre Harper et de ses ministres des Affaires étrangères prirent des tangentes bien différentes, surtout dans les dernières années du mandat conservateur. Ainsi le premier a affirmé, concernant la relation sino-canadienne : « We know that on a level of values, democratic values, on a level of security threats and interests, there are some very real challenges in this relationship », ajoutant que « those challenges cannot just be pretended away. » (Chase, 2014) De son côté, le ministre John Baird décrivait, lui, la Chine à la fois comme une amie, une partenaire stratégique et une alliée (Clark et Hume, 2011).

En résumé, durant la période au pouvoir de Harper, la Chine est pratiquement absente de l'imaginaire sécuritaire canadien tel qu'on peut le retrouver dans ses politiques déclaratoires. Le Canada a ainsi surtout porté son attention sur le terrorisme islamique, suivant en ce sens la perception de la menace qui prévalait aux États-Unis et non pas sur des considérations concernant la distribution de la puissance (Deslongchamps, 2019 ; Massie et Brizic, 2014).

4.1.2 Justin Trudeau : 2015-2022

Les lettres de mandat du ministre de la Défense nationale, Harjit Sajjan, et du ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, de novembre 2015 ne font pas état de menaces en bonne et due forme, mais leurs priorités révèlent quelques pistes, qui seront plus tard concrétisées dans *Protection, sécurité, engagement* (PSE) en 2017. Notamment, la priorité accordée à la surveillance et au contrôle du territoire canadien en Arctique et la protection contre les cybermenaces sont énoncées (Trudeau, 2015b). Y sont également mentionnés la nécessité d'améliorer la relation avec les États-Unis et de donner un nouveau souffle à l'engagement canadien dans le multilatéralisme, particulièrement dans la participation à des missions de maintien de la paix (Trudeau, 2015a).

En juillet 2016, à l'occasion d'un discours lors de la Conférence postministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et du Canada, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a énoncé qu'un de leurs défis communs est le terrorisme, et que la « collaboration s'avère donc essentielle pour pouvoir à la fois combattre les groupes terroristes et prévenir l'extrémisme violent à sa source » (AMC, 2016b). La perception de la menace reste donc en continuité avec la période Harper.

Toujours en 2016, le CPDN, dans son rapport sur la défense de l'Amérique du Nord, fait état de « changements dans l'équilibre des forces internationales » et des « discours et comportements agressifs de la Chine, de l'Iran, de la Corée du Nord, de la Russie » (CPDN, 2016, p. 5). La Chine y est maintenant nommée en premier et explicitement, ce qui représente un revirement majeur dans la politique déclaratoire canadienne de la perception des menaces. Le Comité atteste que le milieu du renseignement et de la défense est particulièrement préoccupé « par la prolifération et l'utilisation potentielles des armes de destruction massive, par la mise au point de missiles balistiques et de croisière capables d'atteindre l'Amérique du Nord, ainsi que par le terrorisme et les menaces cybernétiques » (CPDN, 2016, p. 7). Le Comité annonce cependant qu'aucune menace classique directe ne pèse sur le Canada. Même si la Chine apparaît maintenant comme un risque certain, elle demeure moins citée que la Russie, et, lorsqu'elle est citée, c'est en tandem avec la Russie (« la Russie ou la Chine »), jamais seule, ce qui n'est pas le cas pour la Russie.

L'année 2017 voit la publication de la politique de défense du Canada, PSE. Le Canada dit évoluer dans une « ère de multipolarité accrue », où « les États-Unis demeurent sans aucun doute l'unique superpuissance réelle. La Chine est une puissance [...] en plein essor qui exerce une importante puissance militaire régionale » et « un certain niveau de concurrence entre les principales puissances caractérise de nouveau le système international. » (MDN, 2017, p. 50). Le gouvernement Trudeau apparaît donc conscient des changements qui s'opèrent dans l'ordre international. PSE marque, en ce sens, l'apparition de la rivalité entre grandes puissances dans la politique déclaratoire de la période Trudeau. Reste que la politique reste muette sur la désignation claire de menaces et sur une quelconque priorisation des efforts à mettre en œuvre (Rodman, 2020).

La question arctique est aussi plus abordée dans PSE que dans la Stratégie de 2008, mais l'accent reste toujours mis sur les menaces non conventionnelles — comme les changements climatiques — et il n'y a pas de désignation d'une menace spécifique pour le Canada. Les efforts annoncés dans la politique ne représentent pas de grandes innovations par rapport à la stratégie de 2008 et se situent plutôt dans la continuité de l'approche adoptée par le gouvernement Harper (Lajeunesse et Lackenbauer, 2020). La Chine

et l'Asie sont mentionnées, mais pas comme des menaces et plutôt comme des occasions de développer des partenariats (MDN, 2017, p. 92). Si menace il y a, c'est plutôt la Russie.

En ce qui concerne les États-Unis, PSE est très clair sur le partenariat durable qui unit le Canada son voisin du sud : « Le partenariat canado-américain en matière de défense demeure indispensable à la sécurité continentale, et les États-Unis demeurent l'allié militaire le plus important du Canada » (MDN, 2017, p. 60). Ce partenariat passe par le NORAD, une alliance formelle au sein de laquelle le Canada entend travailler « en parfaite harmonie » avec les États-Unis (MDN, 2017, p. 57). C'est donc dire que la perception canadienne de la menace est — consciemment ou non — alignée sur celle des États-Unis. À ce titre, le Canada ne fait pas mention du déclin de la puissance américaine dans PSE, malgré la réapparition de la rivalité entre grandes puissances qu'il mentionne au début du document.

2017 voit aussi Chrystia Freeland être nommée ministre des Affaires étrangères. Dans sa lettre de mandat, l'importance primordiale accordée à la relation avec les États-Unis est claire. Parmi les priorités énoncées, les deux premières sont de « maintenir des relations constructives avec les États-Unis, le plus proche allié du Canada et son plus important partenaire en matière d'économie et de sécurité » et de « renforcer la coopération trilatérale nord-américaine avec les États-Unis et le Mexique » (Trudeau, 2017). La politique étrangère canadienne de cette époque est donc très concentrée sur son voisin du sud, ce qui est sans doute lié à l'élection de Trump (Blank et Gattinger, 2018 ; Gagnon et Cloutier-Roy, 2020 ; Huebert, 2018).

Dans son énoncée de politique étrangère, prononcé aux Communes le 6 juin, la ministre Freeland mentionne clairement le déclin de la puissance américaine, contrairement aux propos de PSE. Elle dit ainsi : « Le fait que notre ami et allié met en doute la valeur de son leadership mondial fait ressortir plus nettement le besoin pour le reste d'entre nous d'établir clairement notre propre orientation souverainiste. Pour le Canada, cette stratégie doit consister à renouveler, en fait à renforcer, l'ordre multilatéral de l'après-guerre » (Freeland, 2017), mais même si elle enjoint le Canada de penser pour lui-même, Freeland rappelle, tout au long de son discours, la relation qui lie le Canada et les États-Unis. Elle déclare ainsi à ces derniers « qu'il est dans leur intérêt national [et] dans celui du reste du monde libre, de continuer d'exercer un leadership international » (Freeland, 2017). L'accent est aussi mis sur l'importance de maintenir un ordre international fondé sur les règles, une constante du gouvernement Trudeau, ce qui démontre la menace perçue de la montée des valeurs illibérales et le retour de la rivalité entre grandes puissances. La ministre Freeland aborde aussi l'émergence de l'Asie et particulièrement de la Chine, mais en s'y attardant seulement sur les préoccupations économiques qui s'y rattachent et sur la nécessité de coopérer, entre autres dans la lutte contre les changements climatiques. La Chine est donc encore perçue comme une source d'opportunités.

Le rapport du CPDN de 2017 sur la disponibilité opérationnelle des forces navales s'inscrit dans le continuum de celui de 2016. Il s'inquiète plus particulièrement de la Chine et de la Russie qui continuent d'investir tout autant dans leurs forces maritimes en Asie. Il soulève une appréhension face aux différends maritimes et territoriaux entre la Chine et les États voisins en MCS et MCE depuis quelques années. La Chine pourrait menacer de plus en plus les intérêts occidentaux dans le domaine maritime et le Comité fait état d'une « course à l'armement naval sans précédent » dans la région Indo-Asie-Pacifique. C'est ainsi que les Chinois, au cours des 25 dernières années, « se sont dotés de l'équivalent de 22 fois la Marine royale canadienne [MRC], de bout en bout » (CPDN, 2017, p. 11). La Chine et la Russie sont donc les deux grandes préoccupations du Canada dans le domaine naval selon ce rapport. Cependant, dans la mesure où ces États sont préoccupants, il s'agit bien de *risques potentiels* et non pas de *menaces claires*.

À la suite de la réélection du Parti libéral en 2019, le portefeuille des Affaires étrangères fut octroyé à François-Philippe Champagne alors que le ministre Sajjan conservait son poste à la Défense. Dans la lettre de mandat de ce dernier, on note encore une fois un accent continental. La lettre mentionne ainsi comme priorité d'augmenter « les capacités de surveillance (notamment le renouvellement du Système d'alerte du Nord) de défense et d'intervention rapide dans le Nord et dans les zones d'approche maritimes et aériennes du Canada afin de renforcer la défense continentale, protéger les droits et la souveraineté du Canada » (Trudeau, 2019a). La modernisation des installations du NORAD, de la flotte de la MRC et de la flotte chasseurs figure également parmi les priorités établies et qui sont jugées essentielles afin de surmonter les défis actuels et à venir. La majorité des propos se retrouve également dans la lettre de mandat du ministre Champagne, si ce n'est l'accent qui est mis dans cette dernière à « défendre avec vigueur l'ordre fondé sur des règles » (Trudeau, 2019b). Cependant, si l'ordre international doit être défendu, il n'est pas clair contre quoi il doit l'être.

Lors d'un discours devant le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) en 2020, le ministre Champagne a déclaré : « nous assistons à l'émergence d'un monde multipolaire avec de nouveaux épicentres d'influence et de concurrence sur les idées et les modèles de gouvernance », ajoutant que « l'ordre international fondé sur des règles est aujourd'hui menacé. » Attestant d'un monde complexe et « de plus en plus imprévisible », il a aussi fait état de la montée du pouvoir économique, politique et diplomatique de l'Occident envers l'Asie. Surtout, le ministre parla de la Chine, avec qui le Canada aurait une relation « difficile et complexe » (Champagne, 2020a).

Plus tard la même année, lors d'une allocution devant le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes, le ministre Champagne affirma : « je ne pense pas que quiconque dirait que c'est une relation facile [avec

la Chine]. » Il y décrit la Chine de 2020 comme étant très différente de celle de 2015 ou même de 2018, rappelant que son émergence « a entraîné des menaces troublantes pour les droits de la personne, les accords d'autonomie de longue date pour Hong Kong [...] la liberté d'expression et les institutions internationales qui sous-tendent l'ordre fondé sur des règles dont le Canada est un ardent défenseur » (Champagne, 2020b).

Finalement, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a refusé lors d'une entrevue avec La Presse canadienne le 20 décembre 2020 de qualifier la Chine comme un adversaire. L'expansion de la Chine dans d'autres régions du monde préoccupait tout de même le ministre, cette inquiétude étant « fonder sur la façon dont ils traitent les petits pays et sur la façon dont ce soutien a créé ce type de dépendance économique » (MDN, 2020f).

En résumé, entre 2019 et 2020, le Canada est surtout opposé à la Chine au niveau des droits humains — principalement en lien avec l'arrestation des deux Michaels. Cela fait écho à une période similaire entre 2008 et 2010. L'accent est mis sur la volonté canadienne de préserver l'ordre international libéral, mais il est clair qu'il ne souhaite pas faire de compromis sur ses liens économiques avec la Chine. Les préoccupations de rivalité entre grandes puissances sont mentionnées, mais ne ressortent pas clairement comme des priorités dans la politique déclaratoire. En fait, le Canada se positionne de manière décisive sur les enjeux de droits humains, mais laisse de côté les enjeux potentiels en matière de sécurité.

En 2021, le général Jonathan Vance, chef d'État-major des FAC, affirmait en entrevue que « the rise of great-power competition from Russia and China and the uncertainty of American leadership to maintain alliances and shape new ones » (Fife, 2021) faisait du monde un endroit dangereux. Il affirme aussi qu'une tendance des récentes années est la multiplication ou l'addition des menaces. Le général a également déclaré : « We are dealing with certainty of emerging great-power competition and the unique position that the Western alliances have been in, where there was some uncertainty about where the U.S. was going to manage this and how they were going to manage this » (Fife, 2021). Le général a aussi avancé que les dirigeants politiques occidentaux doivent élaborer une « grande stratégie » pour faire face à l'expansionnisme chinois, mais que la Russie reste la plus grande menace pour le Canada.

De la même manière, la stratégie de modernisation de l'Armée canadienne mentionne sa préoccupation face aux tensions montantes en Asie, ainsi qu'aux capacités et désirs de la Chine « de projeter son influence et son pouvoir au-delà de ses frontières » (MDN, 2021, p. 5) qui explique, entre autres, la multipolarité du système international. Un ton similaire est utilisé par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) qui, dans ses deux derniers rapports (SCRS, 2021, 2022), cible la Chine comme l'un des

gouvernements étrangers hostiles à mener des activités d'espionnages et « suscitant des préoccupations considérables » (SCRS, 2021, p. 22). On observe donc un décalage entre les propos des décideurs politiques et ceux émanant des institutions de sécurité nationale, ces dernières utilisant un vocabulaire plus prononcé pour décrire la Chine.

L'année 2021 vit les postes de ministre de la Défense et des Affaires étrangères changer à deux reprises, en janvier et en décembre. Les lettres de mandat émises en début d'année se concentrent principalement sur la COVID-19 tout en reprenant les grandes lignes des lettres précédentes (Trudeau, 2021b). Celle du ministre de la Défense parle aussi beaucoup des enjeux de diversité et d'inclusion au sein des FAC (Trudeau, 2021a). Toujours rien, donc, sur l'Asie et/ou la Chine. Les lettres émises en fin d'année mentionnent, elles, le travail sur une stratégie pour l'Indopacifique, mais loin derrière des priorités de défense continentale, de lutte à la COVID-19 et de diversité et d'inclusion dans les FAC (Trudeau, 2021c, 2021d).

En septembre 2021, à la suite de la libération des deux Michaels de Chine, le ministre des Affaires étrangères Marc Garneau tenu des propos qui laissait entrevoir un changement de cap dans la manière dont le Canada la percevait. Il mentionnait à cette occasion que le gouvernement canadien possédait maintenant une approche en quatre points : « coexist, compete, co-operate, and challenge. » (Paas-Lang, 2021) Ainsi, le premier ministre mentionnait en fin d'année 2021 que le Canada « remains committed to working [...] with allies to confront China » (Blanchfield, 2021). La Chine n'est donc plus — seulement — la source de partenariat comme en 2017, mais s'avère être un réel défi avec lequel le Canada devra compétitionner quand il le faudra.

Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie à la fin du mois de février 2022, un nouveau discours opposant plus systématiquement les démocraties et les autocraties apparaît, discours dans lequel le Canada et la Chine se retrouvent dans des camps diamétralement opposés. En la matière, le discours prononcé en octobre 2022 par la vice-première ministre Freeland à la Brookings Institution de Washington mentionnait précisément ce point. Bien que son discours traitait surtout de la Russie, elle mentionnait également « il n'y a pas que la Russie. La Chine aussi instrumentalise [...] ses liens économiques avec nous pour atteindre ses objectifs géopolitiques. » La Chine, justement, fait partie des États devenus « plus coercitifs », entre autres avec sa diplomatie du loup qu'elle « applique de façon de plus en plus agressive » (Freeland, 2022). À la fin de l'année 2022, lors d'un discours au CORIM, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly reprenait, en partie les propos de Freeland. Elle caractérisait ainsi la Chine comme « une puissance qui bouleverse de plus en plus l'ordre international ». Puisque son objectif est de façonner l'ordre international pour « qu'il soit plus permissif pour des intérêts et des valeurs qui s'éloignent de plus en plus des nôtres » (Joly, 2022).

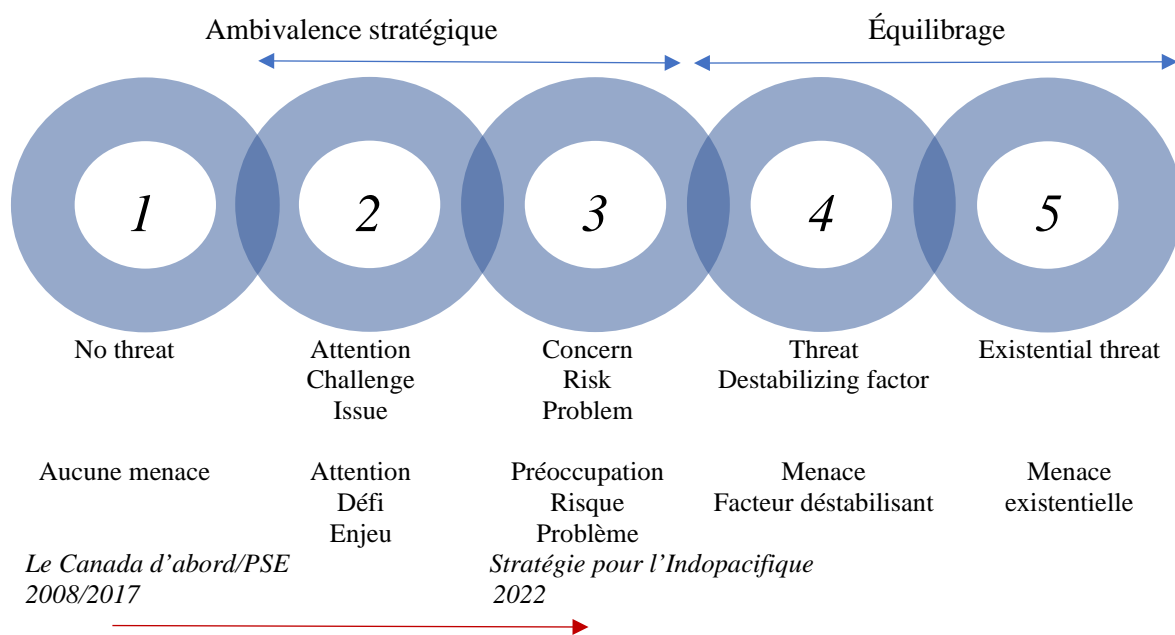
La stratégie du Canada pour l'Indopacifique, publiée en décembre 2022, vient en quelque sorte cimenter le changement de ton vis-à-vis la Chine progressivement perceptible depuis 2021. La stratégie est assez claire dans sa manière de traiter la Chine, qui est décrite comme un État qui « méprise de plus en plus » l'ordre international (AMC, 2022, p. 7). Plus encore, le Canada note que « la modernisation rapide et spectaculaire » de l'armée chinoise attire l'attention, tout comme ses « revendications unilatérales, son ingérence étrangère et le traitement de plus en plus coercitif qu'elle réserve à d'autres pays » (AMC, 2022, p. 3 ; 15). Tout cela explique que « la paix et la prospérité sont menacées » et que la région a été le théâtre d'« affrontements aux frontières entre l'Inde et la Chine et [de] l'escalade des tensions dans les mers de Chine méridionale et de Chine orientales, et dans le détroit de Taïwan » (AMC, 2022, p. 3). Le revirement que cette stratégie représente pour la politique déclaratoire canadienne a fait dire « the stark wording on China varies substantially from the engagement vocabulary of the past 50 years. » (Evans, 2022) À la lumière de ces points, la stratégie dit clairement qu'« il y a aussi des pays dans la région avec lesquels le Canada est fondamentalement en désaccord » et que « le Canada doit être lucide quant aux menaces et aux risques que ces pays présentent. » (AMC, 2022, p. 6) Les États en question ne sont cependant pas mentionnés, mais il semble clair qu'il s'agit de la Chine. Finalement, il advient que la stratégie du Canada pour l'Indopacifique représente une évolution fondamentale en ce qui a trait à sa politique déclaratoire et sa perception de la menace que représente la Chine.

4.1.3 Sous-conclusion

En conclusion, l'analyse des documents officiels et des discours d'officiels canadiens offre un portrait assez clair de l'évolution dans la perception de la menace du Canada. D'une part, la période du gouvernement Harper est marquée par l'absence presque complète de la Chine dans l'imaginaire sécuritaire canadien tel qu'on peut le retrouver dans ses politiques déclaratoires. Si des mentions ponctuelles sont faites de risques sécuritaires liés à la Chine, d'autres font mention du pays comme d'un partenaire, une amie et une alliée. On sent cependant que la Chine reste une source d'opportunités. D'autre part, ce discours perdura avec l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir. Le plus important document produit par son gouvernement est sans doute PSE, paru en 2017 et qui n'indique aucunement que la Chine est même un risque sécuritaire pour le pays. Un changement n'est survenu que tout récemment, à la suite de la libération des deux Michael, et n'est vraiment cimenté qu'avec la stratégie pour l'Indopacifique. Ce qui ressort de l'évolution des priorités canadiennes est un alignement avec les orientations stratégiques américaines. Le terrorisme domine la période Harper, la Russie s'installe à partir de 2014 comme menace claire et la Chine n'est vraiment présentée comme un risque sécuritaire que très récemment.

En revenant à l'échelle d'Oren et Brummer (2020) qui a été détaillée au deuxième chapitre pour définir quel type de stratégie un État adopte en fonction des termes utilisés dans les politiques déclaratoires, il apparaît que le Canada n'en vient jamais à atteindre le statut d'équilibre. La figure 4.1 présente l'évolution dans la perception canadienne de la menace. Le Canada passe ainsi du niveau 1, l'absence de menace durant la période Harper – surtout dans la stratégie *Le Canada d'abord*, pour se conclure au niveau 3 dans la plus récente *Stratégie pour l'Indopacifique* où la Chine est clairement présentée comme un risque et une préoccupation pour la sécurité du Canada.

Figure 4.1 Évolution de la perception canadienne de la menace chinoise



4.2 Signaux diplomatiques

Une puissance moyenne ayant recourt à l'ambivalence stratégique devrait maintenir une posture diplomatique floue lorsqu'elle est confrontée à des enjeux sécuritaires majeurs. Teo et Koga (2021) appellent cela une « diplomatie équidistante ». Les déclarations diplomatiques d'une nation, face aux conflits entre grandes puissances, sont donc révélatrices. Un pays ambivalent pourrait soit rester évasif, soit s'abstenir publiquement de prendre position. À l'opposé, un pays en équilibre critiquera une superpuissance, tandis qu'un pays rallié la soutiendra ouvertement.

Pour notre analyse, nous nous concentrons sur deux enjeux majeurs : la situation à Taïwan et les tensions en Mer de Chine méridionale. Notre objectif est d'examiner la posture canadienne sur ces sujets entre 2008 et 2022, en utilisant les mêmes sources primaires que pour notre précédente évaluation.

4.2.1 Mer de Chine

Historiquement, l'impartialité perçue du Canada sur les questions de sécurité régionale en Asie-Pacifique a permis à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), en collaboration avec des universitaires canadiens, de soutenir les dialogues sur la MCS organisés par l'Indonésie dans les années 1990 (MacDonald, 2013). Il s'agissait d'une importante mesure de renforcement de la confiance à l'époque et de la seule réunion où toutes les parties prenantes en MCS, y compris Taïwan, étaient présentes. Le rôle important du Canada en tant que médiateur a été démontré par le fait, qu'à l'époque, la Chine a déclaré préférer le financement canadien au financement américain ou japonais pour les futurs ateliers (Snyder *et al.*, 2001, p. 13).

Durant les années Harper, le Canada est resté muet sur la question de la MCS. Ce silence a été particulièrement frappant lors du Forum régional de l'ASEAN⁴⁷ de 2011, alors que les questions de sécurité maritime dominaient l'ordre du jour (ASEAN, 2011). Le silence du Canada contraste fortement avec ses critiques virulentes d'autres cas de comportement violent d'État en Asie comme les actes de guerre de la Corée du Nord contre la Corée du Sud en 2010 et les violations des droits de l'homme au Myanmar. Des pressions diplomatiques discrètes auraient été exercées sur le Canada par ses alliés et partenaires de la région pour qu'il s'implique dans le sujet de la MCS (Manicom, 2012b). Cependant, Ottawa a toujours semblé réticent à intervenir dans les questions de sécurité entourant la Chine, probablement afin de ne pas l'aliéner (Manicom, 2012a, p. 6).

La seule exception durant les années Harper est survenue en 2013. Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a soulevé la question de la MCS lors du Shangri-La Dialogue, où il a noté « the incipient development » de capacités navales afin de supporter les intérêts stratégiques et économiques (MDN, 2013b). En outre, il a réitéré aux États d'Asie du Sud-Est l'engagement du Canada envers les principes d'un ordre international fondé sur des règles, les architectures de sécurité et les mécanismes de gouvernance, et a indiqué spécifiquement la capacité des FAC à contribuer à la sécurité maritime. Durant une rencontre bilatérale, que le ministre a eue avec son homologue chinois au cours du même voyage, il a soulevé la question du conflit

⁴⁷ Association des États d'Asie du Sud-Est (en anglais : Associations of South-East Asia Nations).

en MCS et « called upon [his] colleague to work more constructively with other countries, including Canada and internationally, in moving towards a more rules-based forum and mechanism, including submitting to arbitration through UNCLOS to solve sovereignty claims. » (Clark, 2013) Cet épisode ne constitue pas une critique particulière de la position chinoise puisque le ministre ne mentionne pas le rôle dans la Chine dans la montée des tensions en MCS. La demande de travailler avec tous les États impliqués à travers les mécanismes prévus par le droit international ne reflète nullement une critique de la Chine. Le fait est que le Canada resta silencieux sur la question de la MCS durant la période de Stephen Harper au pouvoir, ce qui est fidèle à une stratégie d'ambivalence.

Le sujet de la MCS s'imposa peu à peu comme sujet durant les mandats de Justin Trudeau au pouvoir. Le Sénat canadien adopta, à cet effet, plusieurs motions. En 2016, il a ainsi débattu une motion exhortant le gouvernement à s'attaquer aux activités hostiles de la Chine en MCS (Sénat du Canada, 2016). La motion ne fut pas adoptée à l'unanimité, certains sénateurs remettant en question les avantages d'une action gouvernementale accrue pour les intérêts canadiens et/ou le bien-fondé d'une action accrue par rapport à ce qui était déjà fait. La grande majorité des votes favorables provenaient des conservateurs, tandis que la plupart des votes s'y opposant provenaient de sénateurs indépendants ou libéraux. La motion ne fut ensuite jamais discutée à la Chambre des communes. De manière similaire, en 2018, le Sénat canadien a adopté une motion critiquant la Chine pour ses actions en MCS (Viray, 2018), mais ne reçut pas, là non plus de réponses du gouvernement.

Autrement, la question de la MCS n'est mentionnée qu'une seule fois dans l'ensemble de la politique de défense *PSE* publiée en 2017. Le Canada y indique que les activités en MCS « soulignent le besoin pour tous les États de la région de gérer et de résoudre les conflits dans la paix, conformément aux lois internationales, et d'éviter la coercition et les autres mesures qui pourraient donner lieu à l'escalade de la tension. » (MDN, 2017, p. 50) Encore une fois, le gouvernement ne mentionne pas la Chine directement et se réfère à tous les États, bien que cette politique ait été publiée un an après le verdict de la CPA. C'est un autre signe sérieux de l'ambivalence canadienne sur la question.

L'exécutif a effectivement limité son implication dans l'affaire et a généralement réitéré les commentaires de la bureaucratie sur l'importance de faire respecter le droit international et sur la volonté du Canada de voir la question se résoudre pacifiquement. En ce sens, il apparaît que Justin Trudeau a voulu éviter de se positionner afin de ne pas s'aliéner la Chine. Les déclarations du premier ministre sur la MCS se sont inscrites dans le cadre des communiqués de sommet du G7 depuis 2016 (AMC, 2015). En fait, le Canada a également suivi les ministres des Affaires étrangères du G7 depuis 2016 en appelant les parties à respecter

le jugement de La Haye et en les encourageants à négocier un code de conduite en MCS fondé sur la CNUDM.

De son côté, en septembre 2020, le ministre de la Défense nationale, M. Sajjan, a prononcé un discours lors de la 12e Conférence annuelle sur la MCS, dans lequel il a déclaré que « le Canada cherchera toujours à travailler avec ses alliés et partenaires de confiance pour faire respecter l'ordre international fondé sur des règles dans la région Indopacifique, y compris en Asie du Sud-Est. Le Canada privilégie une approche multilatérale pour résoudre les problèmes et soutient le dialogue et la coopération, fondés sur le respect mutuel entre les nations. » (MDN, 2020f) De plus, lors de son audience devant le Comité spécial de la Chambre sur les relations Canada-Chine en avril 2021, le ministre Sajjan a déclaré que « le Canada s'oppose aux projets de récupération de terres et à la construction d'avant-postes dans les zones contestées à des fins militaires [...] et nous continuerons à soutenir nos alliés et partenaires dans la [...] région, en particulier face aux actions unilatérales qui sapent la paix et la stabilité. » (MDN, 2021d) On note donc une évolution discursive. Si la Chine n'est pas mentionnée par le ministre dans ces occasions, elle est implicitement pointée du doigt puisque les comportements décriés sont seulement le fait de cette dernière.

Un changement plus important survint en juillet 2021. Lors de la commémoration du 5e anniversaire de la décision de la CPA, le Canada a souligné la nécessité d'une résolution pacifique des différends territoriaux conformément au droit international. Mais surtout, il a dit être « particulièrement préoccupé par les actions d'intensification et de déstabilisation de la Chine dans les mers de Chine orientale et méridionale, y compris, récemment, au large des côtes des Philippines, et par la militarisation des éléments contestés et l'utilisation de navires de la marine, de la garde côtière et de la milice maritime pour intimider et menacer les navires d'autres États. » (AMC, 2021) Il s'agit d'une évolution, particulièrement en comparaison avec la déclaration faite en 2016 à la suite du jugement de la CPA, dans laquelle le gouvernement encourageait plutôt tous les demandeurs à respecter le droit international, à se conformer au jugement et à s'abstenir de réclamer des terres sans toutefois appeler la Chine par son nom (AMC, 2016a).

Ce n'est qu'en 2022 que le discours canadien connut une transformation significative. Dans sa Stratégie pour l'Indopacifique, le Canada indique qu'il travaillera « avec ses partenaires pour repousser toute action unilatérale menaçant le statu quo [...] dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale. » (AMC, 2022a, p. 9) De plus, le Canada y critique « l'arrogance exprimée par la Chine à l'égard des décisions des Nations Unies concernant les différends en mer de Chine méridionale » ainsi que « les mesures prises par la Chine pour militariser davantage cette région et contester la validité des droits de navigation et de survol. » (AMC, 2022a, p. 7). Ces propos furent réitérés la même année lors des rencontres entre le premier ministre

Trudeau et son homologue japonais (Trudeau et Fumio, 2022a, 2022b). Par ailleurs, si le Canada a déployé régulièrement des navires en MCS — seul ou avec des pays partenaires — il minimise également ces déploiements, officiellement appelés « patrouilles de présence » plutôt que FONOP comme le font les États-Unis (Yar, 2019).

L'évolution de la prise de position canadienne sur la question des revendications chinoises en MC suit une courbe similaire à celle de la perception de la menace qui a été abordée dans la section précédente. L'absence de mentions et d'actions sur cet enjeu dans la politique étrangère canadienne représentant la norme pour la majorité de la période à l'étude. Si l'enjeu a été de plus en plus discuté à partir de 2016, ce n'est véritablement qu'en 2022 que le Canada a commencé à critiquer la Chine.

4.2.2 Taiwan

Le Canada a toujours adopté une position prudente à l'égard de la Chine et de Taiwan. Il suit officiellement la politique d'une seule Chine, une position inchangée depuis les années 1970. Il a toujours réussi à éviter un conflit avec la Chine au sujet de Taïwan en respectant cette politique d'une seule Chine tout en gérant une série d'activités avec la République de Chine (Taiwan) par l'intermédiaire du Bureau commercial canadien à Taipei (AMC, 2020).

Le cas de la Loi sur les affaires taiwanaises illustre bien cet évitement de la question taiwanaise par les gouvernements canadiens. Alors qu'il était dans l'opposition, le député conservateur Jim Abbott a déposé, en 2005, cette loi qui avait obtenu le soutien d'environ 150 députés provenant de tous les partis — bien que non soutenus comme tel par le Parti libéral au pouvoir — et qui aurait permis au Canada de traiter Taïwan comme un État dans le droit canadien. Cette loi n'a pas été complétée avant la dissolution du Parlement et n'a pas été reconsidérée sous le gouvernement conservateur suite à son élection (Simon, 2022, p. 161).

Le gouvernement conservateur a ainsi changé son fusil d'épaule une fois qu'il prit le pouvoir. Il a donc reconnu l'importance de la relation diplomatique que le Canada entretient avec la République populaire de Chine. Le Canada a signalé le maintien du statu quo à l'égard de la République populaire de Chine le 12 mars 2008 dans un discours prononcé devant les chefs de mission de la région Asie-Pacifique à Ottawa par le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier (2008). Dans le discours, ce dernier a fait référence à l'adhésion du gouvernement du Canada au principe d'une seule Chine et a réitéré l'engagement à développer des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine et Taïwan à l'intérieur du principe d'une seule Chine. Bref, cet incident démontre bien qu'à l'époque, le gouvernement ne déroge pas de la formule voulue par Beijing.

Autrement, durant leur temps au pouvoir, la présence enthousiaste de députés conservateurs à la représentation taiwanais à Ottawa durant des évènements aurait fait l'objet de nombreuses critiques. Cela a été dénoncé par l'ambassade de Chine au Canada comme une violation des pratiques diplomatiques passées et une offense à la République populaire de Chine (Taiwan Ministry of Foreign Affairs, 2012). Encore là, l'effort fut fait pour apaiser les tensions avec Beijing. Reste que pour la grande majorité de la période à l'étude, Taiwan fut tout simplement absent de l'agenda de la politique étrangère canadienne.

En 2019, Stephen Harper devint le premier ex-premier ministre canadien à se rendre à Taiwan. Il s'y est rendu pour discuter de son livre et en a, entre autres, profité pour rencontrer la présidente Tsai Ing-wen. Aucune déclaration sur les liens entre le Canada et Taiwan ne fut faite, le *Globe and Mail* mentionnant qu'Harper avait seulement fait une « thinly veiled critique of China » (Vanderklippe, 2019). La différence dans la nature des propos est donc frappante si l'on compare avec ceux tenus par les anciens premiers ministres australiens qui visitèrent l'île à la même période.

Ce n'est qu'avec le renouvellement des tensions dans le détroit durant la présidence de Trump que l'enjeu fit son apparition au Canada, sans pour autant que ce dernier ne change réellement sa position sur la question. En 2021, le forum d'Halifax sur la sécurité internationale avait prévu d'annoncer qu'il remettait à la présidente taiwanaise Tsai le prix John McCain pour le leadership dans le service public lors de l'évènement virtuel du forum en novembre. Mais ses plans ont été abandonnés à la dernière minute lorsque les responsables du ministère canadien de la Défense eurent menacé de retirer le ministre de la Défense Harjit Sajjan de la participation au forum, ainsi que d'annuler son financement de l'évènement si l'annonce était faite (Swan et Blatchford, 2021). Devant le scandale que cette révélation a créé, la Chambre des communes a adopté une résolution qualifiant la présidente taiwanaise de candidate idéale pour le prix McCain et demandant au gouvernement libéral de continuer à financer le Forum d'Halifax même après avoir honoré Tsai (Rogin, 2021). La volonté du gouvernement à ne pas contrarier Beijing est donc palpable, même si le Forum est une entité indépendante.

Cet incident détone avec les propos tenus par le Général Vance, chef d'État-major des FAC qui a avancé, la même année, que l'Occident devait établir clairement un plan pour que Beijing soit conscient des conséquences en cas d'usage de la force contre Taiwan (Fife, 2021). Ce décalage entre les dirigeants politiques et militaires est le même que celui observé au niveau de la perception de la menace. Il faut noter, par ailleurs que depuis 2018, des navires de la MRC ont transité par le détroit de Taiwan au moins une fois par an dans le cadre d'opérations visant à faire appliquer les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies à l'encontre de la Corée du Nord ou aux côtés de navires américains (Montgomery, 2019 ; Moritsugu,

2022 ; Sevastopulo, 2022). Le Canada considère le détroit de Taïwan comme des eaux internationales (MDN, 2021e). Toutefois, la Chine semble de plus en plus disposée à recourir à la coercition militaire face à la présence canadienne dans cette zone. En mai 2022, les interactions entre l'ARC et l'APL ont forcé les avions militaires canadiens en mission de l'ONU dans l'espace aérien international à dévier de leur trajectoire de vol prévue, compromettant ainsi la sécurité de l'équipage à plusieurs reprises (MDN, 2022d).

Au début 2022, le gouvernement continuait de maintenir sa position sur la politique d'une seule Chine. À la fin d'un débat d'une journée sur l'ajournement des travaux du Comité spécial sur les relations Canada-Chine (Chambre des Communes, 2021), le député libéral Ken McDonald s'est concentré sur Taïwan pour expliquer la position des libéraux. Il a fait valoir que les questions traitées par le comité, y compris le détroit de Taïwan, sont déjà discutées dans des comités existants. Il a déclaré : « nous restons déterminés à défendre nos intérêts auprès de Taïwan dans le cadre de la politique de longue date du Canada. » (Chambre des Communes, 2022, p. 1641) De même, Weldon Epp, directeur général de l'Asie du Nord chez Affaires mondiales, a résumé les liens du Canada avec Taïwan dans le cadre de la politique d'une seule Chine. En répétant que le Canada ne cautionnait ni ne contestait la revendication de la Chine sur Taïwan, il a déclaré que ce fondement reste inchangé. Il a aussi réitéré le soutien du Canada à la participation effective de Taïwan aux organisations internationales. Il a fait valoir que « Canadian engagement with Taiwan is multi-faceted and has, on its own merits, an important role to play in advancing Canadian interests. The value to our two societies goes beyond the cross-strait security question » (House of Commons, 2022, p. 2). Autant le parti au pouvoir que les représentants du ministère des Affaires étrangères tenaient donc, encore au début 2022, des propos qui venaient surtout rappeler l'adhésion du Canada à la politique d'une seule Chine.

Il semble que c'est à travers la participation à des forums plus importants que le Canada se positionne plus sur la question. Par exemple, dans le communiqué des dirigeants du G7 de 2022, le Canada a réitéré son désir commun de paix et de stabilité dans le détroit de Taïwan (G7, 2022, p. 18). Similairement, à la suite de la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, Mélanie Joly rappela que sa visite faisait partie du déroulement normal de la diplomatie (Berthiaume, 2022) et publia par la suite un communiqué conjoint avec les ministres des Affaires étrangères du G7 qui réaffirmait leur « engagement commun à maintenir l'ordre international fondé sur des règles, la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et au-delà. » (AMC, 2022b) Il apparaît que c'est surtout en coalition avec des alliés que le Canada réagit aux actions chinoises (exercices militaires, vols dans la zone d'identification aérienne de Taïwan), mais qu'il ne le fait pas vraiment autrement.

La visite d'un groupe de parlementaires canadiens à Taïwan, où ils ont rencontré la présidente Tsai (Office of the Spokesperson, 2022a), a donné une autre occasion pour le gouvernement de se prononcer sur la

question. Questionné sur le voyage, le premier ministre Trudeau a rappelé que le choix des députés n'engageait qu'eux, tout en se disant inquiet de l'agressivité croissante de la Chine à l'égard de Taïwan (La Presse canadienne, 2022). Comme le rappelaient les médias à cette occasion « when parliamentarians go to visit Taiwan, they don't do it with Canadian funding, they end up doing it with Taiwanese funding because there's a fear that Canada funding those trips would upset China » (Somos, 2021). Ces visites restent cependant rares et n'impliquent jamais des membres du gouvernement. Effectivement, la dernière visite d'un ministre canadien à Taiwan remonte à 1998 (Blackwell, 2022).

Taiwan occupe une place non négligeable dans la Stratégie du Canada pour l'Indopacifique. Les propos reflètent les prises de position antérieures du gouvernement en 2022. On y indique ainsi que « sans aller à l'encontre de sa politique d'une seule Chine, le Canada poursuivra son engagement à multiples facettes avec Taïwan » et cherchera à approfondir les partenariats existants. Le Canada dit également qu'il continuera à « travailler avec ses partenaires pour repousser toute action unilatérale menaçant le statu quo dans le détroit de Taïwan, ainsi que dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale. » (AMC, 2022a, p. 9) Dans un contexte de tensions croissantes, le Canada réitère sa position historique et ménage la chèvre et le chou.

L'annonce de l'ouverture prochaine d'un consulat taiwanais à Montréal, qui viendrait s'ajouter à ceux déjà présents à Toronto et Vancouver (Chung, 2022), apparaît comme un exemple du rapprochement entre le Canada et Taiwan dont parle la Stratégie. Pour l'ancien représentant canadien à Taiwan, Mario Sainte-Marie « it reflects a change of attitude on the part of the Canadian government toward Taiwan because I don't think they would have opened it without the okay from the Government of Canada » (Chase, 2023).

4.2.3 Sous-conclusion

Se plonger dans les prises de position canadiennes sur les revendications territoriales en MCS et sur la question de Taiwan a permis de faire ressortir la tendance lourde des gouvernements canadiens de rester silencieux sur ces enjeux. L'absence de mentions et d'actions concernant la MCS dans la politique étrangère canadienne représente la norme pour la majorité de la période à l'étude. Si l'enjeu a été progressivement discuté à partir de 2016, ce n'est véritablement qu'en 2022 que le Canada commença à critiquer la Chine. Dans ce cas, il apparaît donc que la posture d'ambivalence n'a cédé le pas à un équilibrage de la Chine que très récemment.

Pour ce qui est de la position canadienne sur la question taiwanaise, cette dernière a bien peu évolué entre 2008 et 2022. La politique d'une seule Chine est mainte et maintes fois énoncées et ce n'est que très récemment que des décideurs politiques soulèvent leurs inquiétudes quant à la sécurité dans le détroit de

Taiwan. Cela a d'ailleurs surtout été fait conjointement avec des proches alliés. L'analyse des documents et discours semble surtout témoigner d'une ambivalence canadienne sur la question. Ottawa dit les bonnes choses au bon moment — c'est-à-dire quand ses plus proches alliés font de même — pour paraître engagé dans le soutien de Taiwan, tout en continuant de spécifier clairement le maintien de la politique d'une seule Chine. Le temps dira si le Canada mettra en place des actions concrètes pour se rapprocher de Taiwan, ce qui représenterait un réel changement dans la position canadienne. En tout et pour tout, les signaux diplomatiques du Canada concernant la MCS et Taiwan apparaissent cohérents avec l'évolution dans sa perception de la menace posée par la Chine. Ceci étant fait, l'étude des politiques de renforcement des capacités militaires dans la prochaine section permettra de conclure notre étude du cas canadien.

4.3 Politiques de renforcement des capacités militaires

Le troisième et dernier indicateur du cas canadien est sa politique de sécurité, ou politique de RCM⁴⁸. Nous cherchons à évaluer les politiques de sécurité adoptées par Ottawa à l'égard des grandes puissances et voir si, tout en restant des alliés des États-Unis, elle a développé des relations de sécurité plus étroites avec la Chine et/ou réduit celle qu'elle possède avec les États-Unis. En d'autres termes, l'ambivalence se manifestera sous la forme d'une stratégie de sécurité incongrue (Fortier et Massie, 2023).

Nous poursuivons les travaux de Liff (2016) en examinant le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, déploiements, coopération et exercices militaires internationaux) pour évaluer les politiques de sécurité. Afin d'y voir plus clair, nous mobiliserons également l'échelle de la coopération militaire⁴⁹ développée par Korolev (2020) qui permettra de comparer la coopération australienne avec les États-Unis et avec la Chine. La démonstration reposera sur des données provenant du *Military Balance+* de l'IISS, du SIRPI, du COW Project et des bases de données développées par D'Orazio (2013) et Bernhardt (2021).

4.3.1 Dépenses militaires

Élu en 2006, le gouvernement Harper a produit en 2008 la stratégie de défense *Le Canada d'abord* dont les ambitions étaient considérables. Les chiffres donnés dans le document énonçaient une augmentation de

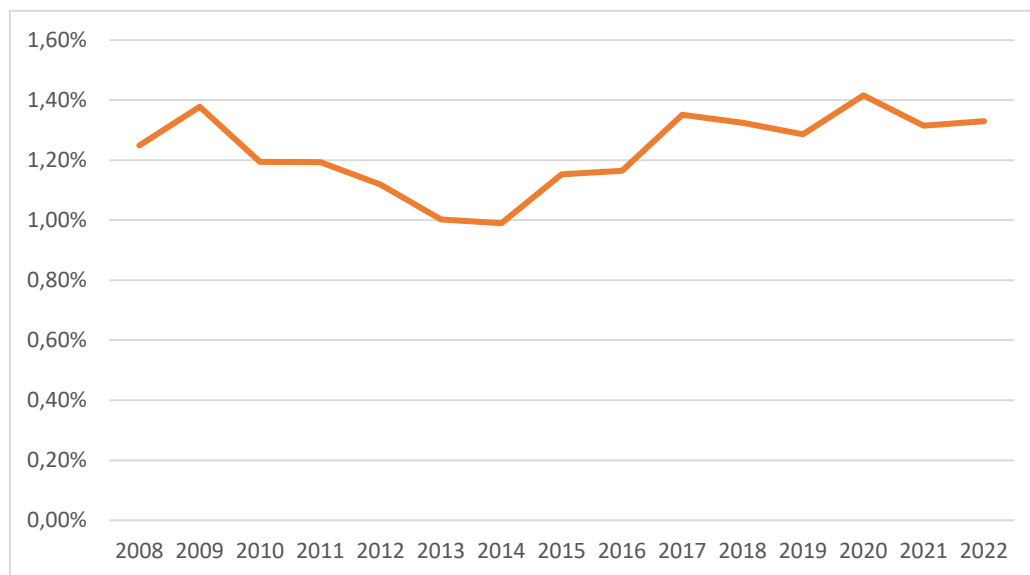
⁴⁸ Le tableau disponible en annexe C donne un aperçu détaillé des spécificités de l'indicateur.

⁴⁹ Voir le tableau 2.3 à la page 50.

l'indexation budgétaire annuelle du MDN (une augmentation annuelle planifiée) de 1,5 à 2 % à partir de 2011-2012. En conséquence, le MDN était censé bénéficier d'un « financement stable et prévisible de la défense » (MDN, 2008, p. 3), ce qui aurait pour effet de « réparer les dommages causés par les importantes réductions du budget de la défense dans les années 1990 » (MDN, 2008, p. 11). Concrètement, on peut voir que le budget de la dépense augmenta — tant d'un point de vue nominal qu'en pourcentage du PIB — entre 2008 et 2009.

La stratégie de 2008 innovait, car le Canada établissait le budget de la défense sur une base de 20 ans, répartis entre les principales catégories de dépenses (Perry, 2020, p. 64-65). Cela participait à la volonté du gouvernement Harper d'assurer un financement connu et prévisible au MDN. Cependant, la crise financière mondiale de 2008 et ses répercussions réduisirent à néant les ambitions des conservateurs en matière de défense.

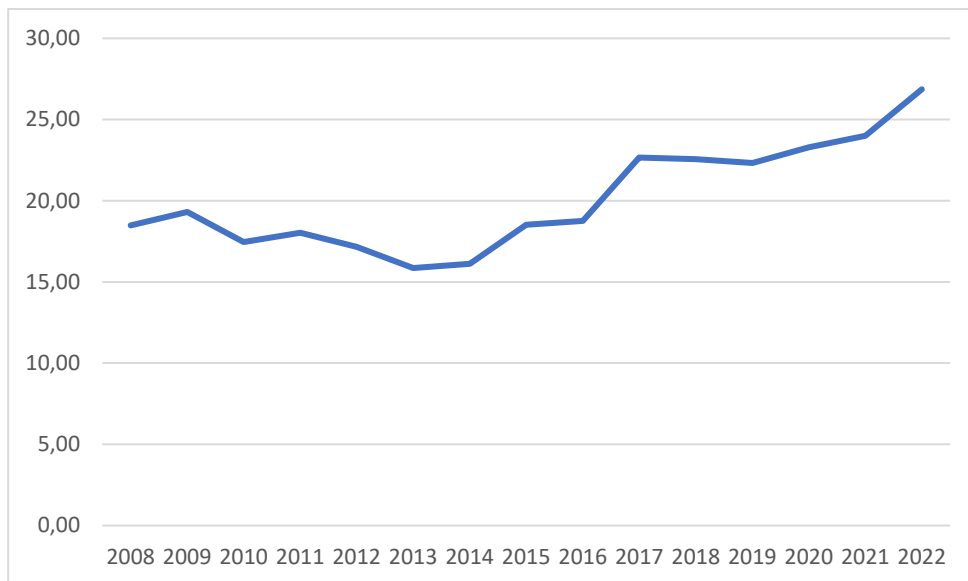
Figure 4.2 Évolution des dépenses militaires canadiennes entre 2008 et 2022, exprimées en pourcentage du PIB



Le budget du ministère subit donc une réduction annuelle récurrente d'un milliard de dollars jusqu'en 2014-2015. Alors que l'ensemble du gouvernement fédéral était soumis à un gel du budget de fonctionnement, le MDN a été le seul ministère à voir son budget réduit en 2010 (Perry, 2016, p. 94), un geste qui a renversé l'engagement symbolique des conservateurs envers la défense. Et plus tard, après l'élection fédérale de 2011 d'un gouvernement conservateur majoritaire, les dépenses en défense ont en fait stagné, conduisant à une diminution des dépenses de défense en 2013 qui n'avait pas été vue depuis 1999 (Rice et von Hlatky, 2022, p. 126).

Le budget de mai 2015 promettait de mettre fin au déclin du financement de la défense en annonçant une nouvelle augmentation des dépenses. Si elle avait été pleinement mise en œuvre, cette politique aurait finalement permis au MDN de retrouver les niveaux de financement annuels prévus par la stratégie de 2008. Entre-temps, le ministère a contribué à hauteur d'environ 30 milliards de dollars à la réduction du déficit entre 2009 et 2015, et les conservateurs de Harper n'ont pas hésité, de 2012 à 2015, à aller chercher 20 % de toutes leurs réductions de déficit auprès du MDN et des FAC. Le budget de la défense, corrigé pour l'inflation, était en fait moins élevé à la fin de l'ère Harper qu'il ne l'était avant le lancement de la stratégie *Le Canada d'abord* (Perry, 2015), ce qui est clairement observable à la figure 4.3. Malgré la rhétorique, les dépenses de défense ne changèrent donc pas radicalement sous les conservateurs. Son gouvernement a suivi une tendance historique de longue date consistant à sacrifier les dépenses de défense en faveur d'un budget équilibré.

Figure 4.3 Évolution des dépenses militaires canadiennes entre 2008 et 2022, exprimées en milliards USD (constant 2020)



L'arrivée des libéraux de Justin Trudeau au pouvoir entraîna la publication d'une nouvelle politique de sécurité *PSE*, qui avançait de nouveaux objectifs budgétaires. Dans les remarques préliminaires à la politique de défense, le ministre de la Défense indique que *PSE* « est un plan entièrement financé et à long terme qui privilégie les personnes. » (MDN, 2017, p. 6) Le gouvernement s'y engageait à augmenter le budget de la défense pour atteindre 24,6 milliards de dollars selon la méthode de la comptabilité d'exercice ou 32,7 milliards de dollars selon la méthode de la comptabilité de caisse d'ici 2026-2027. La politique indique que « la Défense aura au cours des 20 prochaines années accès à 497 milliards de dollars selon la comptabilité d'exercice ou 553 milliards de dollars selon la comptabilité de caisse » (MDN, 2017, p. 43).

Selon PSE, les dépenses militaires du Canada en pourcentage du PIB atteindraient 1,40 % d'ici 2024-2025, huit ans après l'adoption de la politique. Même si, globalement, l'augmentation nominale des dépenses se chiffre à 67 %, les sommes déboursées par le Canada en part du PIB n'ont que faiblement augmenté d'environ 40 % (Directeur parlementaire du budget, 2022), et ont pratiquement stagné entre 2017 et 2022. Ce taux de croissance globale inférieur s'explique par l'expansion continue de l'économie canadienne et la progression correspondante du PIB.

Cela pourrait être amené à changer. Dans son budget 2022, la ministre des Finances, Chrystia Freeland, a annoncé de nouveaux investissements de 8 milliards de dollars en matière de défense au cours des cinq prochaines années (Bellavance, 2022). Ainsi, les dépenses militaires totales devraient augmenter de 36,3 milliards de dollars en 2022-2023 à 51,0 milliards en 2026-2027 et leur pourcentage du PIB devrait passer de 1,33 % à 1,59 % au cours de la période. (Directeur parlementaire du budget, 2022, p. 8) Malheureusement, ce n'est pas la première fois que l'on promet aux FC un financement stable à long terme dans le cadre d'une politique de défense, et nombreux sont ceux qui doutent de la concrétisation de ce financement (Stone et Solomon, 2020, p. 144).

En effet, le MDN a souvent été la première cible des réductions budgétaires, comme en témoigne le revirement rapide des dépenses de défense après l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire en mai 2011 (Rice et von Hlatky, 2022, p. 137). Le MDN aurait, selon David Perry (2020, p. 73), une « culture fiscale » qui envisage avant tout les dépenses de défense dans le contexte de pressions budgétaires. Suivant cette idée, « no absolute level of defence spending, despite enunciated defence policy, is likely to be sacrosanct » (Treddenick, 1995, p. 414). À quelques exceptions près, c'est la perspective de la culture fiscale qui dominerait l'élaboration du budget de la défense au Canada. Les adeptes de ce point de vue soutiennent que « Defence policy in Canada usually does not originate from a strategic idea but rather from the dynamics of the annual federal budget » (Bland, 1995, p. 158).

De ce fait, il est difficile de voir dans l'évolution des dépenses militaires canadiennes une logique autre que celle dictée principalement par les considérations budgétaires. Relativement au PIB, les dépenses du Canada stagnent entre 2008 et 2022. Les dernières annonces des ministres Freeland et Anand sur le réinvestissement en défense se produisent bien évidemment dans un contexte de guerre en Ukraine. Reste que rien ne suggère une stratégie d'équilibrage en analysant les dépenses militaires. On voit plutôt la pérennité d'une tendance à investir afin d'assurer le maintien de capacités minimales permettant de respecter ses engagements auprès de ses alliés. Cela est en ligne avec la quasi-absence de menaces perçues au Canada et l'assurance que les États-Unis garantissent sa défense, ce qui est caractéristique d'une stratégie de ralliement.

4.3.2 Acquisitions et développements technologiques

Les alliances du Canada avec les États-Unis et au sein de l'OTAN influencent les décisions en matière d'acquisitions militaires. C'est surtout le cas de la relation que le Canada entretient avec son voisin. En effet, dans le cadre de la « defence against help » (Ørvik, 1984), le Canada accepte de sécuriser sa partie du continent en échange de la promesse des États-Unis de protéger le Canada contre une puissance hostile. Selon l'historien Desmond Morton, « [o]ur priority is to do what we must do to make the Americans feel secure on their northern frontier » (cité dans Collins, 2021, p. 282). Il permet aux dirigeants politiques canadiens de consacrer moins d'argent en défense. En même temps, le fait d'appartenir à cette alliance oblige le Canada à dépenser « juste ce qu'il faut » en matière de défense pour respecter ses engagements et, le cas échéant, déployer des forces à l'étranger (Jockel et Sokolsky, 2009). Cependant, cette optique implique que les sommes dépensées par le Canada doivent être surtout consacrées à l'achat d'équipements interopérables avec les forces américaines. Pour ces raisons, les Forces armées canadiennes restent l'une des rares armées au monde à pouvoir s'intégrer aussi facilement à leurs homologues américaines (Collins, 2021).

De manière générale, les acquisitions militaires du Canada semblent être faites afin d'honorer ses engagements et ses alliances (OTAN, NORAD, ONU) plutôt qu'en raison de menaces perçues (Auger, 2020, p. 14). Plusieurs rapports et documents officiels soulignent que la nécessité d'assurer l'interopérabilité avec l'armée américaine est une variable importante dans le choix des acquisitions canadiennes — tous domaines confondus (voire *inter alia* : Bureau du vérificateur général du Canada, 2018 ; CPDN, 2016 ; MDN, 2013, 2014 ; SPAC, 2014)⁵⁰.

Durant la période du gouvernement Harper, plusieurs acquisitions sont faites dans le but de permettre au Canada de participer à des coalitions internationales. Annoncés en 2008, quinze hélicoptères Chinook sont commandés en 2009 et livrés jusqu'en 2014. La mission principale du CH-147F Chinook consiste à assurer le transport tactique d'équipements et de personnel dans le cadre d'opérations nationales ou de déploiement et l'acquisition de ces quinze hélicoptères permet aux FAC d'augmenter leur capacité de se déployer rapidement et d'effectuer des opérations nationales et à l'étranger – comme en Afghanistan (MDN, 2018). Dix-sept avions tactiques CC-130 Hercules sont aussi livrés en 2010. Ces avions de transport permettent au Canada de disposer de capacités logistiques significatives. Cela permet, entre autres, au Canada de supporter la France et les Nations Unies au Mali et ailleurs en Afrique entre 2018 et 2023 (Défense nationale, 2018).

⁵⁰ SPAC : Services publics et Approvisionnement Canada

Au niveau de l'armée, un projet de modernisation de 550 véhicules blindés légers est annoncé en 2009. Ces blindés fournissent au Canada la capacité d'intervenir de manière efficace dans l'ensemble du spectre des opérations militaires, donc surtout pour soutenir les efforts d'une coalition internationale (MDN, 2019a).

L'un des grands projets d'acquisitions du Canada durant la période étudiée est la stratégie nationale de construction navale du gouvernement Harper, annoncée en 2010. Cette dernière comprenait notamment la construction de navires pour l'Arctique et de navires de combat pour équiper la MRC (SPAC, 2016). Le gouvernement Harper promettait déjà en 2008 des acquisitions pour l'Arctique et la défense de l'Amérique du Nord. À savoir, à compter de 2015, 15 navires pour remplacer les destroyers et les frégates de la MRC (MDN, 2008, p. 17).

Lancé en 2010, le projet des futurs navires de soutien interarmées (NSI) de la classe *Protecteur* comprendra deux nouveaux navires de ravitaillement pour la MRC. Les NSI appuieront les opérations en mer et à terre, qu'il s'agisse de combat, d'aide humanitaire ou de secours en cas de catastrophe. Ces navires appuieront les groupes opérationnels navals en livrant du carburant et d'autres fournitures essentielles aux navires en mer. Comme pour les autres plateformes, des documents notent l'importance de leurs acquisitions pour que MRC effectue ses missions et remplissent ses obligations auprès de ses alliés (Bureau du vérificateur général du Canada, 2021, p. 4 ; SPAC, 2019b).

La Stratégie nationale de construction navale a été perpétuée par le gouvernement Trudeau. Ce dernier a ainsi relancé le projet de brise-glace polaire qui stagnait depuis 2012. Le gouvernement a ainsi annoncé la construction de deux brise-glaces polaires, dont le premier est souhaité pour 2030 (Garde côtière canadienne, 2021). Le gouvernement Trudeau s'est aussi engagé à faire l'acquisition de six navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique, dont le premier navire a été livré à l'été 2020.

Le gouvernement Trudeau s'était aussi engagé à poursuivre l'acquisition des 15 nouvelles frégates annoncée par Harper en 2008 (MDN, 2017, p. 13). En février 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait officiellement choisi le modèle de navire de combat mondial de type 26 de BAE Systems pour les 15 nouveaux navires de guerre (MDN, 2022a). Même-là, l'idée de l'interopérabilité, voire de l'intégration des forces navales entre alliés est au cœur du choix du MDN et des FAC (Bureau du vérificateur général du Canada, 2021, p. 5 ; CAF, 2019 ; Lockheed Martin, 2021). D'une part, le même modèle a été sélectionné par les marines australiennes et britanniques pour remplacer leur propre classe de frégates. D'autre part, le CSC a également été conçu pour intégrer le *Cooperative Engagement Capability* développé par les États-Unis, avec ses capteurs intégrés, ses systèmes radars, ses équipements de partage et de distribution des

données et ses systèmes d'armes associés (Middlemiss et Stairs, 2021, p. 22). Cela permettra aux frégates canadiennes de s'insérer facilement dans les groupes aéronavals américains. Plus largement, le CSC permettra à la MRC de mener à bien les mandats qui lui sont confiés en vertu de la politique de défense du Canada, *PSE* (SPAC, 2019a). Le CSC intègre aussi le système de radar le plus avancé du monde, le SPY-7 de Lockheed Martin (2021) et aura des capacités de défense aérienne et de frappes, avec des missiles Tomahawk qui lui octroieront une capacité antinavire ainsi qu'une capacité de guidage de précision contre des cibles terrestres (Dunlop, 2022).

Le gouvernement Trudeau a aussi investi au cours des dernières années dans les capacités pour faire face à la guerre sous-marine, une préoccupation qui va de pair avec les perceptions de la menace et le retour de la compétition entre grandes puissances. Cela comprend le remplacement du système de guerre électronique navale sous-marine des sous-marins de la classe *Victoria*, la modernisation de la gamme de capteurs de guerre sous-marins sur les frégates de la classe *Halifax* et la mise en place d'un système télécommandé de chasse et de neutralisation de mines marines (MDN, 2020a, 2020d, 2020c). En outre, le développement de systèmes d'aéronefs télépilotés, de même que l'achat de 28 hélicoptères CH-148 Cyclone (MDN, 2020b) serviront également à la lutte anti-sous-marine.

Les acquisitions navales du gouvernement Trudeau vont de pair avec les nouvelles menaces perçues : la lutte anti-sous-marine, la souveraineté en Arctique et l'environnement de compétition entre grandes puissances. Cependant, il ne faut pas minimiser le retard accusé dans la modernisation et l'acquisition des capacités militaires canadiennes — qu'elles soient terrestres, navales, aériennes — qui rattrape le gouvernement Trudeau à une ère de retour de la rivalité entre grandes puissances. La plupart des choix d'acquisitions militaires soulevés, autant sous le gouvernement Harper que le gouvernement Trudeau, apparaissent surtout issus d'un besoin de moderniser l'arsenal canadien après le ralentissement de la décennie 1990 et la crise économique de 2008.

Outre la stratégie nationale de construction navale, le principal dossier d'acquisition de la période 2008-2022 est celui du remplacement des chasseurs CF-18. Le gouvernement Harper prévoyait, dans sa stratégie de 2008, remplacer à compter de 2017 la flotte existante par 65 nouveaux avions de chasse (MDN, 2008, p. 17). Le MDN estimait que le rôle prédominant du remplaçant du CF-18 serait de protéger la souveraineté du territoire canadien et de s'acquitter des obligations découlant du NORAD (MDN, 2014d). Dans son rapport de 2014 sur l'Évaluation des options de remplacement de la flotte de CF-18, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC, 2014) précise :

Puisque le Canada et les États-Unis ont établi un solide partenariat pour faire face aux besoins nationaux et continentaux en matière de défense et de sécurité, les Forces armées canadiennes doivent assurer l'interopérabilité avec les forces américaines. De plus, 80 % des missions auxquelles la flotte de chasseurs a participé étaient liées à la capacité de protéger l'espace aérien du Canada contre les intrusions.

Dans la même veine, un rapport du CPDN de 2016 insiste sur la nécessité d'une interopérabilité dans le choix du nouveau chasseur. En effet, pour que le nouvel avion soit en mesure de participer aux missions du NORAD et puisse s'intégrer aux systèmes aériens et aérospatiaux du NORAD, notamment ceux qui appartiennent aux Américains, l'interopérabilité représentait bien une nécessité (CPDN, 2016, p. 47-48).

Parmi les cinq chasseurs participant à l'étude de marché initial — évalués selon leur sensibilisation, leur capacité de survie, leur portée, leur capacité de réaction, leur puissance de destruction et leur interopérabilité — le F-35 ressortait du lot (SPAC, 2014). Plusieurs raisons motivaient son acquisition. Il s'agissait en effet du seul avion de cinquième génération disponible, il allait être utilisé par les États-Unis et bon nombre d'alliés du Canada, ce qui en faisait le chasseur tout adéquat pour la défense de l'Amérique du Nord (Nossal, 2019). En fait, l'acquisition du F-35 se présentait avant tout comme l'occasion pour le Canada de renforcer sa réputation d'allié fiable des États-Unis plutôt qu'une réponse à de potentielles menaces fondamentales (Massie, 2011).

Le gouvernement Harper a annoncé qu'il procéderait à l'acquisition de 65 F-35 en 2010 (Clark et Chase, 2010). Cependant, face à la controverse politique créée par les coûts et le manque de transparence du processus, le gouvernement Harper dû reculer et laisser tomber le projet (Nossal, 2016). Ce qui se transforma en crise politique amena Justin Trudeau à promettre, durant les élections fédérales de 2015, que son gouvernement lancerait un appel d'offres qui exclurait le constructeur des F-35. La lettre de mandat du ministre de la Défense nationale de novembre 2015 mentionnait d'ailleurs l'appel d'offres pour remplacer les CF-18 comme priorité (Trudeau, 2015b).

Le gouvernement Trudeau réaffirmait en 2017, dans *PSE*, son engagement d'acquérir de nouveaux avions de chasse : « L'Aviation royale canadienne acquerra 88 chasseurs sophistiqués afin d'exercer la souveraineté du Canada et de respecter les engagements du Canada à l'égard du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). » (MDN, 2017, p. 13) Ce point est particulièrement pertinent. L'OTAN *et* le NORAD sont maintenant mentionnés ensemble, contrairement au gouvernement Harper qui ne mentionnait que le NORAD explicitement en 2008.

En attendant de choisir un remplaçant pour les CF-18 et pour répondre à ses « besoins immédiats », le gouvernement du Canada a aussi signé un accord d'approvisionnement en novembre 2018 avec le gouvernement de l'Australie pour 18 chasseurs F-18 provisoires. Même là, la question de l'interopérabilité fut soulevée. Ces appareils étaient jugés adéquats, car étant du même type que la flotte actuelle de CF-18 et pouvant donc être intégrés rapidement à celle-ci (MDN, 2019b, p. 18). Ce plan fut vivement critiqué par le vérificateur général qui a exprimé de sérieuses inquiétudes quant à la capacité des FAC à maintenir ses objectifs opérationnels pour l'OTAN et le NORAD avec des avions dont le cycle de vie est déjà de quarante ans et qui doit continuer à être exploités jusqu'en 2035 (Bureau du vérificateur général du Canada, 2018). Finalement, le gouvernement a annoncé, le 28 mars 2022, qu'il entamerait le processus d'acquisition Lockheed Martin (Brewster, 2022a). Le passage de 65 à 88 chasseurs est significatif d'une évolution dans la stratégie employée par le Canada. Derrière cette augmentation des capacités aérienne se cache l'intention de potentiellement participer activement à des conflits de haute intensité à l'aide des chasseurs au sein de missions de l'OTAN, si cela s'avère nécessaire, d'autant plus que les F-35 seront équipés de missiles air-air (Gros *et al.*, 2020, p. 24).

Au final, l'interopérabilité des appareils a été au centre des différentes versions du projet de remplacement des CF-18 proposée par les gouvernements Harper et Trudeau (Dumas, 2021). L'ensemble du processus a eu des ramifications et des implications militaires et stratégiques évidentes, mais a aussi été lourdement chargé de considérations économiques (Howlett *et al.*, 2022 ; von Hlatky et Rice, 2018 ; Vucetic et Nossal, 2012 ; Vucetic et Tago, 2015).

Au niveau du domaine spatial, le Canada reconnaît dans PSE que de nouvelles menaces planent sur le Canada, parmi lesquelles les diverses armes antisatellites qui pourraient menacer l'accès et l'utilisation des capacités spatiales (MDN, 2017, p. 71). En ce sens, le Canada s'était engagé à acquérir des capacités spatiales destinées à accroître la connaissance de la situation et le ciblage, notamment le remplacement du système RADARSAT actuel afin d'améliorer l'identification et le suivi des menaces ainsi que la connaissance de la situation en ce qui concerne la circulation régulière sur le territoire canadien (MDN, 2017, p. 39).

L'importance du domaine cybernétique a été, elle, reconnue par l'investissement de sommes significatives pour renforcer les capacités, surtout du Centre de la sécurité des télécommunications, mais également du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières et du Bureau du Conseil privé (Boutilier, 2022). Les projets ne comportent pas de capacités offensives, mais sont tous en lien avec le ciblage et la surveillance, notamment pour assister les forces canadiennes dans les domaines aériens, navale et terrestre.

La modernisation du NORAD est un autre élément qui fit son apparition dans PSE. Le projet est cependant resté sans engagements concrets pendant plusieurs années. En janvier 2022, le général VanHerck, commandant du NORAD et du United States Northern Command, avançait que la modernisation du NORAD être urgente compte tenu des nouvelles menaces auxquelles les États-Unis et le Canada devaient faire face, au premier chef desquelles se trouvait la Chine (VanHerck, 2022, p. 7). Techniquement, beaucoup a déjà été fait pour déterminer ce qui est à moderniser et quelles sont les priorités. Par exemple, la mise à niveau du Système d'alerte du Nord (SAN), l'importance d'une dissuasion intégrée et le besoin urgent de renforcer les capacités en matière de connaissance du domaine (domain awareness), de surveillance et de contrôle, notamment dans l'Arctique, sont tous déjà établis comme des priorités pour la prochaine évolution du NORAD. De leur côté, les États-Unis veulent moderniser leurs capacités afin de contrer les nouvelles technologies chinoises, comme les missiles hypersoniques, qui sont difficiles à détecter et neutraliser (Raymond, 2022). Les capacités du NORAD restent en ce sens sont très limitées (Raymond et Munier, 2021). C'est donc notamment pour équiper le NORAD de la capacité de détecter, dissuader et vaincre les menaces maritimes et aérospatiales modernes qu'il doit être modernisé, et le tout est exacerbé par le contexte actuel de la montée de la Chine et du révisionnisme russe. Comme l'énonce la ministre de la Défense Anita Anand (2022) : « Alors que des régimes autocratiques menacent l'ordre international fondé sur des règles qui nous protègent depuis des décennies, et que nos rivaux élaborent de nouvelles technologies comme des armes hypersoniques et des missiles de croisière avancés, il est impératif de moderniser les capacités du NORAD au Canada ». Le Canada a donc annoncé, en juin 2022, des investissements d'un total de 38,6 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années. Il a également annoncé l'acquisition de nouveaux systèmes de radar transhorizon dans l'Arctique et un nouveau système de capteurs de détection (Anand, 2022). La modernisation du NORAD démontre l'intention du Canada d'améliorer ses capacités de dissuasion notamment pour faire face aux nouvelles menaces de l'ère de la compétition entre grandes puissances.

Une étude des acquisitions militaires réalisées par le Canada entre 2008 et 2022 en fonction des données du MB+ illustre que les États-Unis sont la source principale de matériels militaires achetés par le Canada à l'étranger. La plupart des achats réalisés par Ottawa dans le marché domestique ont par ailleurs été réalisés auprès de filières d'entreprises américaines. La seule plateforme d'importance ne provenant pas d'un fournisseur américain est la future frégate (le navire de combat de surface canadien [CSC]) pour laquelle Ottawa a sélectionné le Type 26 de la Britannique BAE System.

Bref, en ce qui a trait au Canada, l'appartenance à des alliances conditionne en grande partie ses choix en matière d'acquisition. À cet effet, la politique du Canada repose sur l'obligation de maintenir

l'interopérabilité des FACS avec les forces de ses alliés, au premier titre desquelles celles des États-Unis. Les acquisitions du Canada démontrent donc plutôt un ralliement avec les États-Unis, en raison de l'importance du poids des alliances dans ses choix d'acquisitions, mais aussi parce ses choix reflètent ses engagements internationaux qui sont alignés avec la puissance américaine. Comme la Chine n'est pas perçue comme des menaces, le Canada ne choisit pas une stratégie d'équilibrage, mais plutôt une stratégie de ralliement avec les États-Unis. Qui plus est, durant la période qui nous intéresse, la grande majorité des projets d'acquisition militaire, tant sous le gouvernement Harper que sous le gouvernement Trudeau, découlent de la nécessité de moderniser l'arsenal du Canada après la récession des années 1990. En la matière, la période Harper peut être qualifiée « d'intervalle d'indécision » en matière d'acquisitions militaires, entre autres du fait des frictions interdépartementales dans le processus d'acquisition et des mesures de réduction du déficit (Dempster, 2020, p. 340). En somme, les acquisitions sont généralement faites pour que les FAC mettent à jour leurs capacités pour pouvoir faire face aux menaces émanant des nouvelles technologies plutôt que pour leur permettre spécifiquement de mener des conflits de haute intensité ce qui serait caractéristique d'une stratégie d'équilibrage. Les acquisitions militaires canadiennes font donc état d'une stratégie de ralliement sur les États-Unis.

4.3.3 Structure et posture des FAC

La posture et la structure des forces sont deux éléments essentiels de la planification stratégique des forces armées (Borzillo *et al.*, 2021). Si la posture des forces est constituée de l'adaptation à l'évolution de l'environnement sécuritaire et stratégique, à son impact sur l'endroit où les FAC sont basées et sur les installations, et à la façon dont les FAC sont affectées par les questions nationales et démographiques, alors que la structure des forces est plutôt de déterminer ce qui devrait être dans les FAC (Bunn, 2004 ; Cancian, 2022 ; Hurt, 2021 ; Khan, 2020).

La posture des forces du Canada reste guidée par trois objectifs de politique étrangère énoncés dans les Livres blancs et les déclarations de politique de défense successive : défendre la souveraineté du pays, défendre l'Amérique du Nord en alliance avec les États-Unis et soutenir la sécurité internationale (MDN, 2008, p. 3, 2017, p. 6). En cela, les documents officiels de la période 2008-2022 n'innovent pas, mais suivent les mêmes objectifs que ceux mentionnés dans les documents antérieurs, remontant jusqu'aux années 1960 (Collins, 2021, p. 275). Dans les faits, cela implique qu'au-delà de l'engagement des FAC dans le NORAD pour participer à la défense de l'Amérique du Nord, le soutien à la sécurité et la stabilité internationale se concrétise par la participation à des coalitions internationales. Concernant ce dernier point, le Canada a d'ailleurs une posture similaire à l'Australie (Blaxland, 2006). De la participation à la mission de l'OTAN en Afghanistan à celle de la présence avancée de l'Alliance en Europe de l'Est, le Canada

continue de suivre ce modèle pendant toute la période étudiée. En termes de posture, la récente stratégie pour l'Indopacifique annonce une présence militaire accrue des FAC dans la région, en particulier en ce qui a trait à la MRC (AMC, 2022a, p. 16). Mais rien pour l'instant ne laisse présager un changement dans la manière dont cette dernière structure ses forces — maintenant des forces proportionnellement réparties entre les flottes de la côte Est et de la côte ouest. C'est donc dire que l'Indopacifique restera, à terme, un théâtre d'opérations qui restera subordonné à l'Europe. C'est le signe que le Canada ne cherche pas à équilibrer la Chine, mais plutôt à suivre ses alliés, surtout son partenaire américain.

Pour autant, cela ne signifie pas que les FAC n'ont pas évolué. La prise en compte des nouveaux domaines que représentent le cyber et l'espace témoigne d'une volonté de conserver des capacités de haute technologie de s'adapter aux nouvelles réalités de la guerre. L'année 2020 marque en cela un changement important avec la publication du Concept pandomaine (DND, 2020) et de la Stratégie de modernisation de l'Armée (MDN, 2021a) qui, ensemble, reflète l'idée d'une intégration horizontale – entres domaines – et verticales – du groupe-brigade jusqu'au soldat (DND, 2020, p. 4 ; MDN, 2021a, p. 19). C'est donc dire que le Canada reconnaît que la frontière entre guerre et paix se retrouve brouillée et que les FAC doivent pouvoir répondre aux activités en zone grise. La volonté de voir les groupes-brigades devenir plus intégrés, agiles et interopérables ne remet cependant pas en cause leur rôle de force expéditionnaire au sein d'une coalition. De plus, la lecture de ces documents nous renvoie surtout l'image d'une MDN qui souhaite se mettre à niveau pour être efficace sur l'ensemble du spectre, mais qui ne planifie tout de même pas prendre part à un conflit de haute intensité à proche ou moyen terme (MDN, 2021a, p. 17).

Les investissements dans les nouveaux domaines ne semblent pas non plus entraîner une réelle restructuration des FAC. Ainsi, même si les FAC ont créé un Centre des opérations spatiales du Canada en 2012 — intégré à l'ARC — pour coordonner la connaissance du domaine spatial (MDN, 2020e) et qu'il s'est joint à ses alliés du Groupe des cinq pour fonder l'initiative Opérations spatiales interalliées (CSpO) en 2014 (CSpO, 2022), le MDN indique que seuls 35 membres des FAC effectuent des tâches concernant la connaissance du domaine spatial (MDN, 2021b).

Dans le domaine cyber, le Centre canadien pour la sécurité a bien été créé en 2018 pour réunir l'expertise opérationnelle de plusieurs éléments civils au sein de l'administration publique. Cependant, les FAC restent peut impliquer dans ce domaine (MDN, 2021b). Ce qui est notable, cependant, est le changement de posture qui semble s'être produit depuis l'invasion russe de l'Ukraine. En effet, le Canada semble chercher à avoir une posture plus assertive en matière de capacité cyber (Cossette et Boutilier, 2022), pointant vers un passage à dissuasion par punition — sans que celle-ci soit spécifiquement mentionnée — alors que la posture

précédente semblait plutôt être, implicitement, une dissuasion par déni, voire par la résilience (Hammer *et al.*, 2020 ; Mazarr, 2018).

En matière d'effectif les FAC ont maintenu une certaine constance durant la période à l'étude. La stratégie *Le Canada d'abord* de 2008 visait l'atteinte de 68 000 personnes dans la force régulière — plutôt que les 64 000 au moment de la publication du document — et de 26 000 dans la réserve, avec l'objectif final d'atteindre 70 000 personnes dans la force régulière et 30 000 dans la réserve, pour un total de 100 000 militaires à la fin de la décennie 2020 (MDN, 2008, p. 14-15). La stratégie *PSE* prévoyait quant à elle d'augmenter les effectifs respectivement à 71 500 et 30 000 pour la force régulière et la force de réserve (MDN, 2017, p. 19). Malgré cela, on sait que les FAC sont depuis longtemps incapables d'atteindre les cibles d'effectif (Bureau du vérificateur général du Canada, 2016), le problème ayant commencé à se creuser dès 2013 pour devenir alarmant aujourd'hui (Brewster, 2022b). L'absence d'une politique d'augmentation plus significative de l'effectif des FAC semble aller à l'encontre de l'idée d'une stratégie d'équilibrage face à une quelconque menace à laquelle le Canada devrait faire face. En cela, le Canada semble plutôt en mode « business as usual », ce qui pointe vers un ralliement sur les États-Unis.

La posture et la structure des FAC restent donc stables durant la période. Le Canada ne cherche pas à faire ou être autre chose qu'un intervenant au sein de coalitions internationales, tout en protégeant son territoire et l'Amérique du Nord. Les transformations au sein des FAC vise à adapter leurs capacités aux nouvelles réalités de la guerre sans pour autant chercher à se préparer à un conflit de haute intensité. Les investissements dans les nouveaux domaines ne cherchent pas non plus à développer des capacités offensives ou de dissuasion par la punition. L'évolution des effectifs n'indique pas non plus que les FAC se préparent à un engagement de haute intensité, tant s'en faut. Donc, rien n'indique que le Canada cherche à équilibrer la Chine d'une quelconque façon.

4.3.4 Déploiements militaires

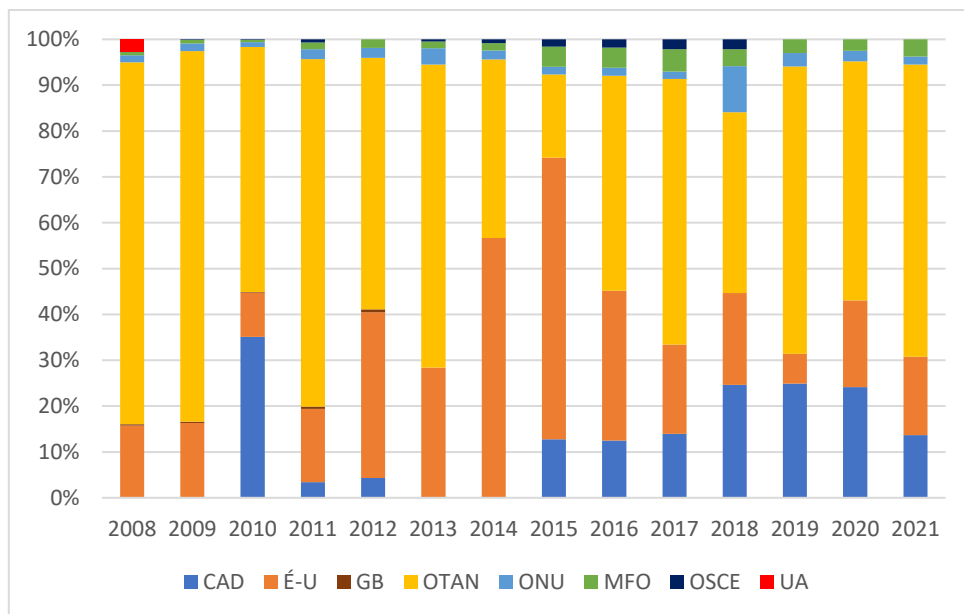
Entre 2008 et 2022, le Canada a principalement déployé des troupes au sein de coalitions dirigées, du moins en partie, par les États-Unis et l'OTAN, comme en Afghanistan et en Libye. Plus récemment, il a été présent en Europe de l'Est, en Ukraine et en Irak. On voit clairement cette tendance, autant en terme nominal que relative, aux figures 4.3 et 4.4. Les déploiements au sein d'autres structures multilatérales comme l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union africaine (UA) ou la Force multilatérale d'observateurs (MFO) restent minimales. En cela, l'intervention canadienne en Haïti en 2010 (Rivard Piché, 2017) est l'exception qui confirme la règle.

Le plus important déploiement des FAC durant la période est l’Afghanistan (MDN, 2016), dans un rôle de combat au sein de la Force internationale d’assistance à la sécurité (FIAS) jusqu’en 2011 (MDN, 2014a), puis dans un rôle de formation de l’armée et de la police afghane de 2011 à 2014 (MDN, 2014b). La contribution du Canada à la FIAS, en s’engageant dans la province de Kandahar a également été l’un des plus importants contingents militaires déployés par les membres de la coalition (Zyla, 2011). Cela est intéressant pour notre étude, car la littérature retient que la participation canadienne en Afghanistan repose sur une volonté de rehausser son statut d’allié auprès de Washington (Massie, 2013 ; Massie et Zyla, 2018).

Le Canada a aussi été l’un des huit alliés de l’OTAN à participer à des missions de frappes aériennes contre les forces de sécurité libyennes de Kadhafi en 2011, à la suite de la répression militaire du soulèvement populaire contre son régime (MDN, 2014c). De manière similaire à ce qu’il a fait en Afghanistan, le Canada a été l’auteur d’une quantité disproportionnée de frappes aériennes en comparaison avec le nombre de chasseurs déployés (Paquin *et al.*, 2017, p. 198).

Autrement, l’une des opérations d’importance des FAC à partir de 2014 est IMPACT (MDN, 2022b) qui s’inscrit dans la coalition internationale contre l’État islamique. De 2014 à 2016, les FAC ont participé à la campagne de frappes aériennes au sein de l’opération Inherent Resolve des États-Unis (US Central Command, 2023). Ensuite, les FAC ont — et continuent — de participer à la missions de formation des troupes irakiennes au sein de la mission de l’OTAN (2023).

Figure 4.3 Déploiements des FAC entre 2008 et 2021 selon le commandements de opérations, exprimés en pourcentages des forces déployées⁵¹



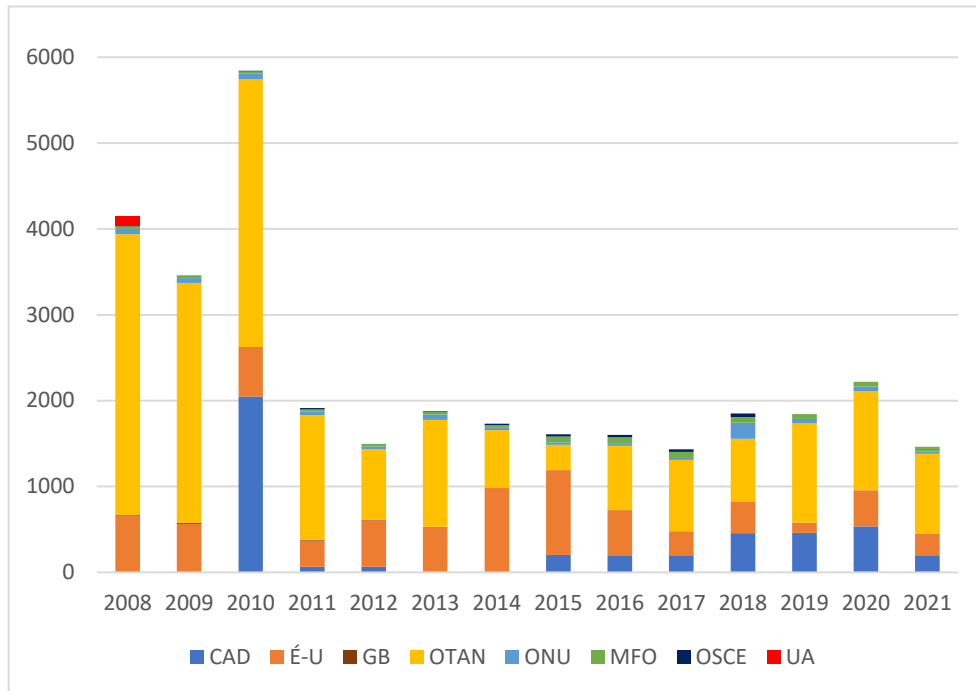
Le Canada participe aussi à l'opération de formation UNIFIER (MDN, 2023a) dans le cadre de la Commission mixte multinationale aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Pologne, de la Lituanie et du Danemark. L'opération vise, depuis 2015 à réformer l'armée et la police ukrainiennes. Dans la même veine, le Canada déploie des troupes en Europe de l'Est depuis 2014 dans le cadre de l'opération Reassurance des FAC (MDN, 2022c), qui s'inscrit dans l'opération Enhanced Forward Presence de l'OTAN (NATO, 2022a, 2022b). Son implication dans celle-ci fut d'ailleurs rehaussée suite à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 (MDN, 2023b).

En s'intéressant aux déploiements de troupes par les FAC entre 2008 et 2022, il ressort que le Canada reste étroitement aligné sur son allié américain. Les FAC sont effectivement régulièrement en actions au sein d'une opération dirigée par les forces armées américaines. La seule divergence est la participation active du Canada dans les opérations de l'OTAN. Par ailleurs, il est notable que la majorité des opérations auxquelles a participé le Canada aient été effectuées dans le grand Moyen-Orient — surtout contre le terrorisme international — et en Europe, pour répondre à la menace russe. Rien, dans les déploiements canadiens, ne pointe vers une augmentation des opérations en Indopacifique qui pourraient servir à rehausser la

⁵¹ Les données pour 2022 sont indisponibles.

préparation des FAC en cas de conflit avec la Chine. Au contraire, c'est plutôt ce qui arrive vis-à-vis la Russie.

Figure 4.4 Déploiements des FAC entre 2008 et 2021 selon le commandement des opérations, exprimés en nombre de troupes déployées⁵²



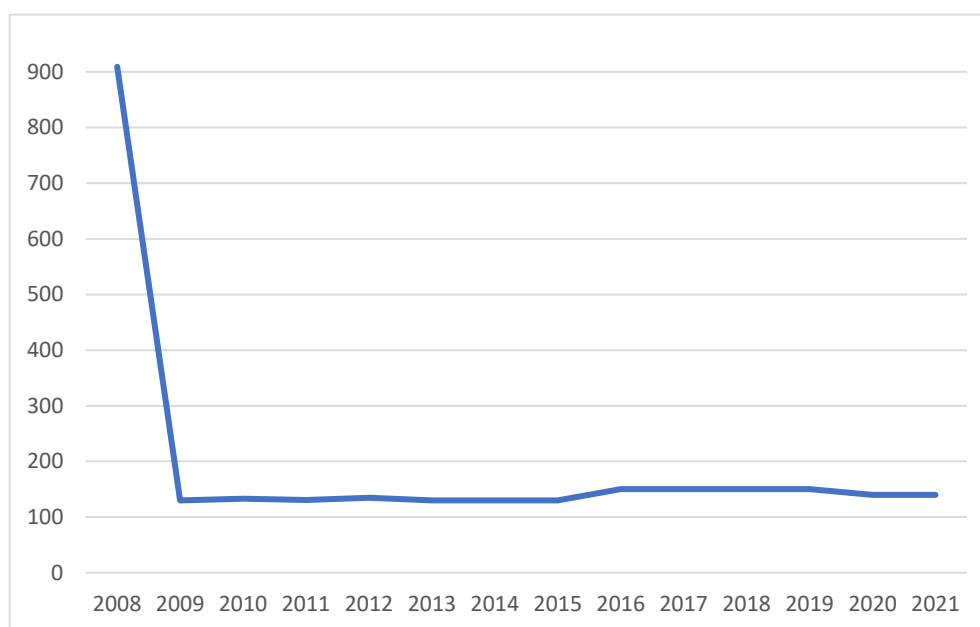
Il faut conclure que les déploiements canadiens pointent vers un ralliement du Canada sur son allié américain. Cela renvoie à la conclusion d'autres experts voulant que la volonté du Canada d'entrer en guerre soit principalement déterminée par le désir de renforcer sa crédibilité auprès des États-Unis et plus généralement de renforcer la cohésion de l'OTAN. Les menaces pesant sur la sécurité nationale ne semblent pas influencer significativement sur les décisions des Canadiens de participer à des coalitions internationales (Massie, 2019 ; von Hlatky et Massie, 2019). En ce sens, il semble que les propos de Leuprecht et Sokolsky (2015, p. 552) résonnent toujours : « Successive Canadian governments have had an image of the military as an instrument of alliance politics ».

⁵² Les données pour 2022 sont indisponibles.

4.3.5 Forces américaines basées au Canada

Outre l'exception de l'année 2008, qui représente une aberration, le graphique 4.5 témoigne de la constance dans le nombre de troupes américaines basées au Canada. Les États-Unis n'ont pas de bases à proprement parler sur le territoire canadien, mais ont plutôt du personnel intégré au sein d'unités canadiennes dans le cadre du NORAD. C'est, par exemple, le cas du détachement de la First Air Force américaine intégrée à la 22^e escadre canadienne basée à North Bay en Ontario (US Air Force, 2023). Bref, le nombre de force armées américaines basées au Canada ne nous apprend pas grand-chose sur la stratégie canadienne. Cela contraste avec la situation australienne. Reste que la présence continue et stable de troupes américaines au Canada va dans le sens d'une stratégie de ralliement de ce dernier sur son voisin du sud.

Figure 4.5 Évolution des forces armées américaines basées au Canada entre 2008 et 2021⁵³



4.3.6 Exercices militaires conjoints

Étudier les EMC que le Canada a réalisés en compagnie de la Chine et des États-Unis, entre 2008 et 2022, permet de bien faire ressortir l'évolution des relations de défense entre Ottawa et ces deux grandes puissances. En effet, un EMC, également appelé « wargame », désigne « any activity involving the operation of actual military forces in a simulated hostile environment » (Perla, 2018, p. 45). Cela peut aller de

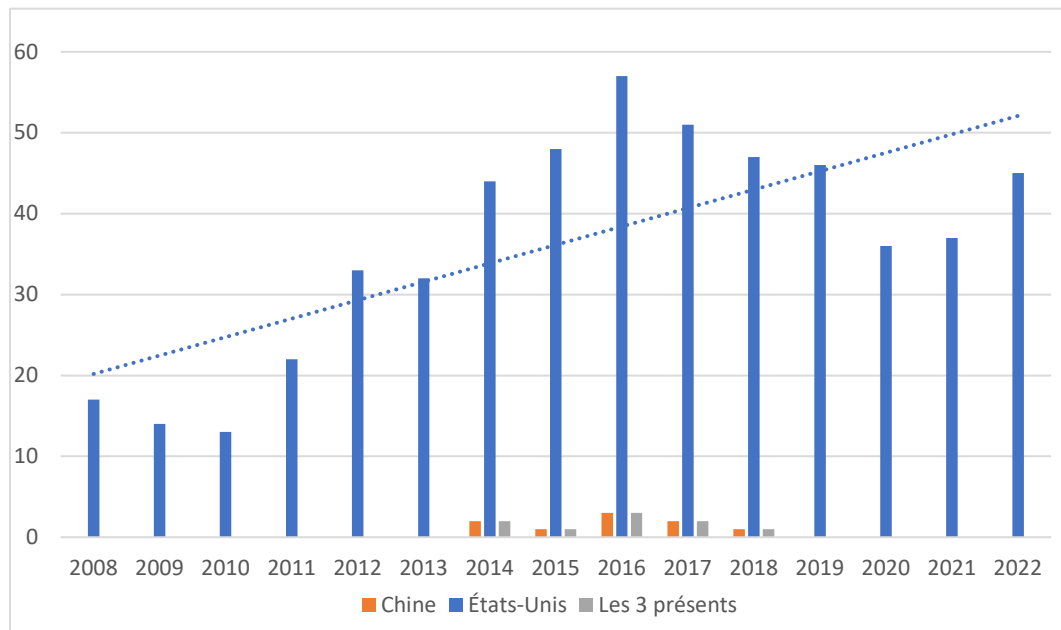
⁵³ Les données pour 2022 sont indisponibles.

l'entraînement au combat aux opérations de secours en cas de catastrophe ou aux simulations de passage de porte-avions. Les EMC sont donc un « indicator of military cooperation that has the potential to reveal much about the nature of the international system's underlying relationships » (D'Orazio, 2013, p. 24). Ils constituent un élément pratique à intégrer dans l'analyse, car, comme l'explique Bernhardt (2020, p. 50), les EMC « signal a willingness to cooperate, but there are not nearly as visible and binding as things like signing an alliance ».

Le nombre d'EMC mené par le Canada avec les États-Unis s'inscrit directement dans la recherche d'interopérabilité et d'intégration de leurs forces armées. Les EMC du Canada entre 2008 et 2022 montrent sans contredit — tel qu'on peut le voir au graphique 4.6 — que ce dernier est bien aligné sur son allié américain. La tendance claire sur la période est à l'augmentation du nombre d'EMC réalisée par le Canada en compagnie des États-Unis. Cela ne correspond pas uniquement aux EMC bilatéraux, mais bien aux EMC auxquels le Canada et les États-Unis ont participé, même si cela est fait dans un cadre multilatéral plus large. Ceci représente d'ailleurs la norme, dans le cadre de l'OTAN, avec les autres membres des Five Eyes ou au sein de groupes *ad hoc*. L'importance de l'OTAN se reflète aussi dans la localisation géographique des EMC auxquels le Canada participe. Ceux-ci sont en général réalisés dans la région Euro-Atlantique avec comme objectif de tester l'interopérabilité entre les membres de l'Alliance. A contrario, le Canada réalise encore peu d'EMC dans la région Indopacifique, même si leur nombre est en augmentation entre 2008 et 2022. Si c'était le cas, cela pourrait être interprété comme une volonté canadienne de se préparer avec d'autres États à un éventuel conflit dans la région.

L'augmentation du nombre d'EMC réalisé par le Canada dans les années 2010, autant avec les États-Unis et la Chine, suit par ailleurs une tendance mondiale d'augmentation significative des EMC selon l'étude réalisée par Bernhardt (2021). Reste que le volume total d'exercices du Canada en présence des États-Unis est impressionnant. Sur la période étudiée, ce n'est ainsi qu'une infime quantité du Canada qui ont été conduits sans la présence américaine, signe de l'alignement canadien sur son voisin.

Figure 4.6 Exercices militaires réalisés par le Canada en compagnie des États-Unis et de la Chine entre 2008 et 2022



La décennie 2010 correspond également à une période de rapprochements entre le Canada et la Chine en termes de défense. L'accroissement du nombre d'EMC participe à ce rapprochement entre les deux États. Cependant, les EMC auxquels le Canada a participé en compagnie de la Chine comprenait toujours également les États-Unis. Cela témoigne ou bien du faible niveau de confiance entre Ottawa et Beijing, ou bien du faible intérêt à réaliser un rapprochement en matière de défense. Les exercices n'ayant seulement eu lieu entre 2014 et 2018, il s'agit d'une période de coopération très brève. La coopération militaire s'est conclue en 2020 (MDN, 2021c), dans la foulée de la crise dans les relations sino-canadiennes suite à la détention arbitraire des deux Michael par la Chine. Rappelons que cette situation est survenue suite à l'arrestation de Meng Wanzhou, cadre de Huawei, par le Canada suite à un mandat d'extradition américain. Ainsi, en 2019, le général Vance avait annulé les exercices qui devaient avoir lieu cette année-là entre les FAC et l'armée chinoise. L'année suivante, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a déclaré que le Canada ne conduirait plus d'EMC en compagnie de la Chine (Ho, 2020). Selon le *Globe and Mail*, c'est aussi sous la pression des États-Unis que les exercices militaires et les interactions avec la Chine ont cessé (Fife et Chase, 2020).

À la lecture des données sur les EMC auxquels le Canada participe, il ne fait pas de doute que ceux-ci s'inscrivent dans une stratégie de ralliement aux États-Unis qui est constante au cours de la période étudiée. Ce constat reflète la perception canadienne des États-Unis comme son plus proche et plus important allié.

4.3.7 Partenariats et ententes

L'une des principales politiques de sécurité du Canada est celle de partenaire et d'allié des États-Unis, ce qui se traduit généralement par un alignement sur les positions de Washington en matière de sécurité. Les États-Unis sont décrits comme l'allié le plus proche et le plus important du Canada (MDN, 2017, p. 60). Le Canada reconnaît également qu'il est dans son intérêt d'être un partenaire fiable en matière de défense continentale (MDN, 2008, p. 8). Le Canada et les États-Unis entretiennent des relations étroites sur la plupart des questions de sécurité.

Le début de cette étroite relation en matière de défense remonte au Serment de Kingston. En août 1938, lors de la crise des Sudètes, le président Roosevelt se rend au Canada et prononce un discours à l'université de Queen's. Il y affirme que : « I give you assurance that the people of the US will not stand idly by if domination of Canadian soil is threatened by another Empire. » (cité dans Swanson, 1975, p. 42-44) Le premier ministre Mackenzie King répondit que le Canada avait, lui, l'obligation de ne pas permettre que son territoire soit utilisé pour menacer les États-Unis. Le serment de Kingston fut mis sur papier en 1940 par l'Accord Ogdensburg (AMC, s. d.), qui définit un plan permanent de défense mutuelle à l'étranger entre les États-Unis et le Canada et établit la Commission permanente canado-américaine de défense (AMC, 2023). S'ajouta à cela le plan de sécurité de base de l'après-guerre pour la défense de l'Amérique du Nord et la déclaration commune sur la collaboration en matière de défense (Blaxland, 2006, p. 219). Le Canada et les États-Unis sont également liés en vertu du Traité de Washington de 1949 qui mit sur pied l'OTAN. Qui plus est, le Canada est sans doute l'État qui collabore le plus étroitement avec les États-Unis en matière de défense puisqu'il est intégré à la défense du territoire américain à travers le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), créé en 1958 pour répondre à la menace soviétique (NORAD, 2023).

Les forces armées canadiennes et américaines — conjuguées avec leurs homologues de l'Anglosphère — sont en quête permanente d'une plus grande interopérabilité. Cela remonte au programme ABC de 1947, créé pour harmoniser les forces armées des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni (Young, 2003, p. 100). Le programme ABC a été mis à jour et approfondi depuis lors pour intégrer l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Aucun traité multinational n'est venu confirmer ce programme, il n'a pas non plus été doté d'un quartier général ou d'un personnel permanent. Pourtant, il ne fait aucun doute que l'ABCA a été aussi important que l'OTAN pour les membres des deux organisations (Vucetic, 2011b, p. 63). En pratique, ce programme s'exprime dans une série de forums militaires composés d'officiers des États membres. Ils permettent aux forces armées des pays de l'Anglosphère d'entamer des recherches et de mettre en œuvre des politiques. La portée des forums militaires s'étend au-delà de l'établissement de la politique militaire,

impliquant le personnel dans un vaste réseau de groupes permanents (Pedley, 2022, p. 290). Une évolution parallèle a été faite au niveau du renseignement. Sur ce plan, l'accord UKUSA de 1946 est finalement devenu une institution regroupant cinq États, connue, avec plus ou moins de précision, sous les noms d'Echelon (Vucetic, 2011a, p. 28), Five Eyes (Pfluke, 2019), Quinquépartite Partnership (Banham, 2017), AUSCANZUKUS et ABCANZ (Legrand, 2019b).

L'ensemble de ces accords, traités et programmes ont vus le jour bien avant la période qui nous intéresse, mais permettent de comprendre l'importance et l'étendue de la coopération de défense entre le Canada et les États-Unis. Reste qu'entre 2008 et 2022 des développements eurent lieu. En 2009, un Groupe d'examen des politiques de haut niveau fut créé et réunit annuellement des représentants du département d'État et d'AMC au niveau sous-ministériel pour discuter d'un « range of issues that reflect the breadth of our partnership and common interests in security » (Office of the Spokeperson, 2021c). Plus encore, en 2013, les deux États ont signé le *Cadre de coopération Canada–États-Unis en matière de politique de défense pour l'Asie-Pacifique* (Parrish, 2013). Ce cadre s'inscrit dans le travail de la Commission permanente canado-américaine de défense et vise à faciliter les actions de renforcement des deux États avec des alliés tiers régionaux. Finalement, la Stratégie du Canada pour l'Indopacifique mentionne qu'Ottawa organisera, en 2023, le premier Dialogue stratégique Canada–États-Unis sur l'Indopacifique afin de développer la coopération dans cette région (AMC, 2022a, p. 26).

Le Canada a également développé une collaboration avec la Chine en matière de défense durant la période à l'étude. Ainsi, en 2013, le ministre de la Défense nationale Peter Mackay a rencontré à Beijing son homologue chinois, le général Chang Wanquan, pour signer une Initiative de plan de coopération (IPC). Il s'agit d'un accord non contraignant visant à renforcer les relations entre le Canada et la Chine en matière de défense et à entretenir un dialogue avec ce pays sur les questions de sécurité régionale et internationale (MDN, 2013c). Concrètement, l'IPC a pavé la voie à une série de Dialogue de coordination de Défense, organisée en alternance au Canada et en Chine, en 2013, 2014, 2016 et 2018. Ces réunions réunissaient l'État-major interarmées stratégique des FAC et son homologue chinois (MDN, 2021f).

Plusieurs initiatives furent mises en place après l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir. En 2016, lors de la visite du premier ministre chinois Li Keqiang à Ottawa, les deux États annoncèrent la création d'un *Dialogue annuel des dirigeants Canada-Chine*, qui avaient vocation à réunir les premiers ministres (Bureau du premier ministre, 2018). À ce dialogue entre les premiers ministres s'est aussi greffé un *Dialogue de haut niveau Canada-Chine sur la sécurité nationale et la primauté du droit*, coprésidé par le secrétaire général de la Commission centrale sur les questions politiques et juridiques de la République populaire de Chine

ainsi que le conseiller à la sécurité nationale auprès du premier ministre du Canada (Bureau du premier ministre, 2016b, 2016a). Ces dialogues se sont tenus annuellement entre 2016 et 2018. Cette dernière année, les deux premiers ministres se sont également entendus sur l'établissement d'un partenariat stratégique renforcé (Bureau du premier ministre, 2018). Ce partenariat avait été lancé en 2005 par le premier ministre Paul Martin et le président Hu Jintao (CBC, 2005) puis renforcé en 2012 par les premiers ministres Stephen Harper et Wen Jiabao (Bureau du premier ministre, 2012).


En somme, la période 2008-2022 nous offre un portrait contrasté. D'une part, les gouvernements canadiens successifs ont établi une série d'initiatives bilatérales et de mesures de renforcement de la confiance avec la Chine. La période où ces mesures sont poussées à leur paroxysme est entre 2016 et 2018 et a vraisemblablement pris fin avec l'arrestation de Meng Wenzhou et des deux Michael. Ils demeurent que ces initiatives sont de portées très réduites. D'autre part, le Canada a mis sur place quelques mesures visant à rehausser la coordination en matière de défense avec les États-Unis, particulièrement pour ce qui est de la région Indopacifique. Elles n'ont pas abouti sur des réalisations significatives. Néanmoins, ces initiatives démontrent bien que le Canada cherche toujours à bâtir davantage sur l'importante collaboration déjà existante avec les États-Unis. En ce sens, il est apparent que le Canada poursuive son ralliement sur les États-Unis.

4.3.8 Sous-conclusion

Qu'est-il possible de conclure en examinant le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, déploiements, coopération et exercices militaires internationaux) dans l'évaluation des politiques de sécurité du Canada ? Les divers éléments analysés dépeignent un État qui reste ancré dans son ralliement sur les États-Unis. Les FAC sont encore pensées et organisées pour s'insérer au sein de coalitions internationales, pour lesquelles le leadership américain est implicitement assumé par Ottawa.

Ainsi, les acquisitions du Canada sont motivées par l'interopérabilité avec les États-Unis et le développement des technologies l'est par la nécessité de jouer son rôle au sein du NORAD et de l'OTAN. Les dépenses militaires ne pointent pas non plus vers une soudaine volonté de rehausser de manière significative les capacités des FAC. Rien n'indique que le Canada se prépare à faire face à une menace à sa sécurité nationale. En cela, les politiques de renforcement des capacités militaires du Canada sont en lignes avec sa perception de la menace.

Tableau 4.1 : Échelle de la coopération militaire du Canada avec les États-Unis et la Chine



7	Politique de défense commune	Élevé	} Avancée États-Unis
		Bas	
6	Placement de troupes conjointes/bases militaires	Élevé	
		Bas	
5	Commandement militaire intégré	Élevé	
		Bas	
4	Exercices militaires conjoints réguliers	Élevé	
		Bas	
3	Coopération militaro-technique/échanges de personnels	Élevé	
		Bas	
2	Mécanisme de consultations régulières	Élevé	} Initiale Chine
		Bas	
1	Mesures de renforcement de la confiance	Élevé	
		Bas	

Notre analyse mobilise également l'échelle de la coopération militaire développée par Korolev (2020) qui permet de comparer la coopération australienne avec les États-Unis et avec la Chine. En ce qui a trait aux EMC, ainsi qu'aux ententes et initiatives bilatérales, le Canada est très clairement aligné sur les États-Unis. Les contacts avec la Chine sont de faibles intensités et ne s'étendent réellement que sur une bien courte période durant les années 2010. Cela pointe, au mieux, vers un manque de confiance du Canada vis-à-vis la Chine. Le tout n'indique en rien que le Canada aurait eu une politique de défense incongrue en collaborant à la fois avec Washington et Beijing. En somme, le Canada demeure aligné sur son allié américain, poursuivant en la matière une stratégie de ralliement.

4.4 Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de déterminer si le Canada a eu recours à l'ambivalence stratégique vis-à-vis des États-Unis et de la Chine entre 2008 et 2022, durant une période de transition de la puissance au niveau du système international, ou s'il a plutôt eu recours à ses alternatives classiques, notamment le ralliement et l'équilibrage. Le premier indicateur étudié était la perception de la menace. L'analyse des documents officiels et des discours de dirigeants canadiens révèle que, d'une part, la période du gouvernement Harper

est marquée par l'absence presque complète de la Chine dans l'imaginaire sécuritaire canadien. Si des mentions ponctuelles sont faites de risques sécuritaires liés à la Chine, d'autre font mention du pays comme d'un partenaire, une amie et une alliée. On sent cependant que la Chine reste une source d'opportunités. D'autre part, ce discours perdura avec l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir. Le plus important document produit par son gouvernement est sans doute *PSE*, paru en 2017 et qui n'indique aucunement que la Chine est un risque sécuritaire pour le pays. Un changement n'est survenu que tout récemment, suite à la libération des deux Michael, et n'a été vraiment cimenté qu'avec la stratégie pour l'Indopacifique. Cette dernière ne va toutefois pas jusqu'à la présenter comme une menace. La Chine n'est donc jamais perçue comme telle par le Canada.

Le deuxième indicateur était les signaux diplomatiques du Canada sur deux enjeux sécuritaires saillants, les revendications territoriales en MC et la question de Taiwan. L'absence de mentions et d'actions concernant la MCS dans la politique étrangère canadienne représente la norme pour la majorité de la période à l'étude. Si l'enjeu a été progressivement discuté à partir de 2016, ce n'est véritablement qu'en 2022 que le Canada commença à critiquer la Chine. Dans ce cas, il apparaît donc que la posture d'ambivalence n'a cédé le pas à un équilibrage de la Chine que très récemment. Pour ce qui est de la position canadienne sur la question taiwanaise, cette dernière a bien peu évolué entre 2008 et 2022. La politique d'une seule Chine est mainte fois énoncée et ce n'est que très récemment que des décideurs politiques soulèvent leurs inquiétudes quant à la sécurité dans le détroit de Taiwan. Cela a d'ailleurs surtout été fait conjointement avec de proches alliés. L'analyse des documents et discours semble surtout témoignée d'une ambivalence canadienne sur la question.

Le troisième indicateur était les politiques de RCM. L'analyse dans le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, déploiements, coopération et exercices militaires internationaux) dépeignent un État qui reste ancré dans son ralliement sur les États-Unis. Les FAC sont encore pensées et organisées pour s'insérer au sein de coalitions internationales, pour lesquelles le leadership américain est implicitement assumé par Ottawa. Ainsi, les acquisitions du Canada sont motivées par l'interopérabilité avec les États-Unis et le développement des technologies l'est par la nécessité de jouer son rôle au sein du NORAD et de l'OTAN. Les dépenses militaires ne pointent pas non plus vers une soudaine volonté de rehausser de manière significative les capacités des FAC. Rien n'indique que le Canada souhaite se préparer à faire face à une menace à sa sécurité nationale. Les contacts avec la Chine sont de faibles intensités et ne s'étendent réellement que sur une bien courte période durant les années 2010. Le tout n'indique en rien que le Canada aurait eu une politique de défense incongrue en collaborant à la fois avec Washington et Beijing.

Sur la base de nos trois indicateurs, la tendance fondamentale reflète le ralliement du Canada aux États-Unis. Bien que la perception de la menace chinoise ne soit pas explicite et que les signaux d'Ottawa concernant ces deux questions ne soient pas des plus résolus, le Canada n'envoie pas de signaux d'alignement suffisamment ambigus pour qu'on puisse soutenir qu'il a adopté une stratégie d'ambivalence.

CHAPITRE 5 – DISCUSSION ET CONCLUSION

Nos deux cas d'études ayant été analysés dans les deux chapitres précédents, les pages qui suivent reviendront d'abord sur l'objectif de cette recherche, ainsi que sur la question et les hypothèses qui ont été initialement formulées. Les conclusions de la revue de la littérature ainsi que les cadres théorique et méthodologique de ce mémoire seront ensuite rappelés. Ce faisant, il sera ensuite possible de détailler les conclusions des chapitres trois et quatre où l'analyse de nos cas d'étude a été réalisée. Du même trait, les principales conclusions seront discutées et laisseront ensuite place à une réflexion sur les pistes de recherche futures qu'ouvre cette recherche. Une courte section offrira par la suite quelques dernières observations qui viendront clore ce mémoire.

5.1 Retour sur l'argument

Le système international est marqué par un retour de la compétition entre grandes puissances. Notamment, la Chine a été aux prises avec l'Inde dans l'Himalaya, a menacé le Viêt Nam, a étendu sa présence militaire en MC, a écrasé l'autonomie de Hong Kong et investit dans des capacités militaires pour prendre Taïwan par la force. Pour y faire face, le président américain, Joe Biden, appelle à une primauté durable des États-Unis. Le succès de cette stratégie reposera en grande partie sur la légitimité politique et militaire que lui confèreront ses alliés.

Par conséquent, les alliés des États-Unis possèdent une importance névralgique quand vient le temps d'aborder le déclin relatif des États-Unis. Bien qu'ils ne soient pas à l'origine d'un changement dans la distribution de la puissance, le soutien politique de ces pays à la puissance montante ou déclinante est essentiel à un changement de pouvoir et à la réalisation d'une transition de puissance ultérieure. Le type de grande stratégie que les alliés privilégient et l'alignement diplomatique qu'elle implique revêtent donc une grande importance pour l'avenir de l'hégémonie américaine.

Parmi l'ensemble des alliés américains, l'Australie et le Canada apparaissent comme des cas particulièrement intéressants. En plus d'être deux des principaux alliés américains (Haglund, 2009 ; Katz et Quealy, 2017 ; Paul, 2015), il advient qu'un débat s'y tient, autant sur la nature de leur stratégie actuelle (Clarke, 2022 ; Kawasaki, 2016 ; Paltiel, 2016 ; Roussel *et al.*, 2018) que sur celle qu'ils devraient adopter (Blaxland, 2017 ; Greber et Smith, 2019 ; Holland, 2021 ; Potter, 2021 ; Raby, 2020). Dans ce contexte, plusieurs suggèrent de se maintenir à équidistance des États-Unis et de la Chine, adoptant en quelque sorte

une voie mitoyenne entre les deux grandes puissances (Bisley, 2020 ; Chan, 2019 ; Kawasaki, 2021). Une stratégie que l'on nomme l'ambivalence stratégique (*hedging*).

Dans ce contexte, ce mémoire a tenté de répondre à une question centrale : en quoi l'Australie et le Canada adaptent-ils différemment leur politique de sécurité internationale face au déclin relatif des États-Unis ? Trois options ont été évalués — l'ambivalence stratégique, le ralliement et l'équilibrage — pour lesquelles ont été posés deux hypothèses : H1) face à une transition de la puissance menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'équilibrage des puissances révisionnistes ; H2) face à une transition de la puissance non menaçante, les alliés des États-Unis adopteront une politique d'ambivalence stratégique face aux États-Unis et aux puissances révisionnistes. La confirmation de cette première hypothèse permettant de postuler la pérennité de l'hégémonie américaine, du moins en ce qui a trait à ces deux alliés, dans la mesure où aucun d'entre eux n'est jugé maintenir une posture d'ambivalence stratégique. A contrario, la confirmation de la seconde suggérerait un effritement de l'hégémonie américaine au sein de ses plus proches alliés.

Cette recherche a donc poursuivi un double objectif. Dans un premier temps, il s'agissait de contribuer à la conversation scientifique sur le concept d'ambivalence en relations internationales en venant, à travers un processus rigoureux, raffiner ce qui en est connu, entre autres en questionnant les principales convictions de la littérature pertinente. Le mémoire entendait déterminer 1) quels sont les éléments constitutifs de l'ambivalence, 2) quelles en sont les conditions permissives, et 3) comment se manifeste une telle stratégie au sein du système international. Du même souffle, il a cherché à mettre en évidence en quoi l'ambivalence se distingue des alternatives classiques en relations internationales, à savoir le ralliement et l'équilibrage. Dans un second temps, il voulait analyser si la stratégie mise en place par l'Australie et le Canada peut être caractérisée comme de l'ambivalence.

L'étude de l'ambivalence dans la grande stratégie australienne et canadienne a été effectuée sur la période 2008-2022. Ce choix relevait du fait que la crise économique, et la récession qui l'a suivie sont largement perçues comme la fin du moment unipolaire et de l'amorce du déclin de l'hégémonie américaine (Layne, 2012, 2018 ; Tozzo, 2018). Aussi, et comme le soutiennent Massie et Paquin (2020), la perception et les actions des alliés démocratiques des États-Unis accéléreront ou ralentiront leur déclin. S'intéresser à la période qui va de 2008 à 2022 a donc permis d'étudier comment les alliés américains perçoivent et s'ajustent à ce changement tectonique au sein du système international.

Sur le plan théorique, ce mémoire s'est appuyé sur la théorie réaliste néoclassique des relations internationales. Puisqu'elle considère que les facteurs systémiques sont filtrés par les perceptions des décideurs politiques, il s'agissait du cadre théorique le plus approprié. Dans ce cadre large, l'ambivalence, l'équilibre et le ralliement sont conçus comme de grandes stratégies distinctes et restreintes au domaine sécuritaire. Après avoir réalisé une revue de la littérature, l'ambivalence a été définie comme une stratégie de temps de paix, utilisée par un État pour faire face à un risque sécuritaire, qui est stratégiquement ambiguë en combinant des éléments de confrontation et de coopération, et qui implique un coût en termes d'autonomie et d'alignement entre différentes grandes puissances. Face à cela, l'équilibre fut défini comme une réponse à une menace militaire perçue à la sécurité ou aux intérêts d'un État par un autre, et est caractérisée par des efforts pour rehausser les capacités militaires d'un État en vue de dissuader ou vaincre un agresseur potentiel dans un conflit militaire. Finalement, le ralliement a été décrit comme impliquant un échange inégal, où l'État le plus faible accepte un rôle subordonné et réalise des concessions asymétriques envers son allié dominant, dans le but d'obtenir des gains. D'un point de vue systémique, le mémoire a convenu que les systèmes multipolaires seraient les plus propices à une stratégie d'équilibre, alors qu'un système unipolaire dans un processus de concentration de la puissance favoriserait le ralliement. L'ambivalence, quant à elle, serait adoptée dans un système unipolaire où la puissance se diffuse.

Sur le plan méthodologique, le mémoire a statué sur trois variables pour mesurer et distinguer les grandes stratégies que nous avons détaillées. D'une part, la perception de la menace et du risque a été définie comme variable nécessaire, mais insuffisante pour déterminer si un État recourt à l'ambivalence. Le risque a été associé à l'ambivalence et la menace à l'équilibre et au ralliement. D'autre part, les signaux diplomatiques sur des enjeux sécuritaires à somme nulle entre grandes puissances et qui impose un coût que les États tiers doivent supporter ont été la seconde variable. Les enjeux diplomatiques retenus ont été la question des revendications en MC et de Taiwan. La dernière variable était les politiques de renforcement des capacités militaires, dont les deux grands indicateurs sont le déploiement des forces et l'emploi des forces. À cet effet, une grande stratégie d'ambivalence devait se traduire par des politiques militaires délibérément ambiguës et qui devaient viser à éviter de devoir choisir un alignement fermement sur une grande puissance aux dépens d'une autre. Les données utilisées pour mesurer les deux premières variables ont été réunies dans un corpus comprenant des documents officiels de sécurité et de politique étrangère, des remarques publiques du pouvoir exécutif, des ministères et/ou des agences concernées. En ce qui a trait aux politiques de renforcement des capacités militaires, les données mobilisées provenaient de nombreuses banques de données spécialisées, notamment le *Military Balance+* de l'IISS, du SIRPI, du COW Project, ainsi que des bases de données développées par D'Orazio (2013) et Bernhardt (2021).

5.2 Discussion

À la lumière de l'analyse de nos trois variables — perception de la menace, signaux diplomatiques et renforcement des capacités militaires — comment pouvons-nous décrire l'évolution des grandes stratégies australienne et canadienne entre 2008 et 2022 ?

Déjà, l'évolution du traitement réservé à la Chine dans les discours et documents officiels australiens reflète bien un passage du risque vers la menace. De 2008 à 2016, la perception de la Chine reste ancrée dans celle d'un *risque à long terme*. Les Livres blancs de 2016 et 2017 introduisent bien un léger changement dans la manière de parler des relations sino-australiennes, mais rien qui dévie de la notion du *risque*. Ce n'est qu'avec le *Defence Strategic Update* de 2020 que l'on note une réelle volonté de décrire la Chine comme une *menace claire* à la sécurité de l'Australie, ce qui est corroboré par les propos du premier ministre Morrison et de plusieurs de ses ministres à la même période. Le maintien de cette ligne — en essence, si la forme diffère — sous le gouvernement d'Anthony Albanese confirme la présence d'un véritable consensus au sein de la classe politique sur la menace que représente la Chine. La perception de la menace, qui a été identifiée comme une variable nécessaire, mais non suffisante renvoie donc à une évolution possible de l'ambivalence vers l'équilibre.

En ce qui a trait aux signaux diplomatiques, la volonté affichée par Canberra au début des années 2010 de ne pas prendre parti dans le dossier de la MCS — caractéristique d'une stratégie d'ambivalence — a laissé place à des prises de position répétées, à partir de 2016 et du jugement de la CPA, qui ont progressivement critiqué de manière plus marquée les revendications chinoises. Cela témoigne du passage de l'ambivalence vers l'équilibre. Dans le cas de Taiwan, l'absence de mention de l'île des principaux documents et des prises de paroles des décideurs politiques durant la majorité de la période étudiée illustre le peu de cas que l'Australie faisait de cette question. À partir de 2019, il a été possible d'observer non seulement une augmentation de la place qu'occupe Taiwan dans la politique étrangère australienne, mais des propos de plus en plus clairs concernant sa position sur la question. Il est indéniable que le gouvernement actuel est plus mesuré dans ses propos publics que ceux de son prédécesseur. Mais il apparaît que c'est plutôt un changement sur la forme que sur le fond. Sur Taiwan, l'importance que les États-Unis ont jouée pour faire changer la position australienne sur le sujet est indéniable. À défaut de caractériser son changement discursif initial de suivisme, les propos suggérant le recours à la force pour défendre Taiwan font dire que Canberra prend réellement position contre la Chine dans ce dossier. En ce qui a trait aux signaux diplomatiques, Canberra est donc présentement clairement aligné sur Washington.

L'analyse des politiques de RCM dépeint une évolution progressive en matière de développement et d'emploi de la force qui passe du ralliement sur les États-Unis pendant la majorité de la période étudiée à un équilibre de la Chine dans les dernières années. La posture et la structure de l'ADF sont ainsi passées de la force expéditionnaire engagée dans de nombreux déploiements aux côtés des États-Unis à une qui doit jouer un rôle de dissuasion renforcée capable de mener une guerre de haute intensité dans sa région. De même, les acquisitions et le développement de technologies militaires — qui étaient d'abord motivés par la nécessité d'être interopérable avec les États-Unis — ont ensuite été conjugués à la capacité de tenir tête à une grande puissance dans un conflit de haute intensité. Les années 2008-2015, quand des instances de coopération sécuritaire avec la Chine — non négligeables et dont certaines peuvent se rapprocher d'une forme d'ambivalence australienne — et d'éloignement des États-Unis — pensons au retrait du QUAD en 2008 — ne peuvent tout de même pas supplanter le niveau de collaboration entre Canberra et Washington en matière de sécurité. L'Australie a effectivement développé et maintenu une forme de coopération militaire avec la Chine et les États-Unis pendant un certain temps. Cependant, les EMC réalisés avec la Chine — pour ne prendre que cet exemple — s'apparentent d'une certaine manière au partenariat stratégique sino-australien, qui, comme nous l'avons vu, est loin d'avoir la substance des autres que l'Australie a conclus.

Donc, l'Australie a-t-elle eu recours à l'ambivalence stratégique entre 2008 et 2022 ? Difficile de répondre positivement. Dans l'ensemble, l'Australie semble effectivement demeurer un « depend ally » (Bell, 1984). La seule période qui pourrait s'en rapprocher est le premier mandat de Kevin Rudd, entre 2008 et 2010. Il faut donc en conclure qu'après une période de ralliement sur les États-Unis de 2008 à 2019, l'Australie a adopté l'équilibre vis-à-vis la Chine à partir de 2020.

En ce qui a trait au Canada, l'analyse des documents officiels et des discours de dirigeants révèle que la période du gouvernement Harper est marquée par l'absence presque complète de la Chine dans l'imaginaire sécuritaire canadien. Ainsi, si des mentions ponctuelles sont faites de risques sécuritaires liés à la Chine, d'autre font mention du pays comme d'un partenaire, une amie et une alliée. On sent cependant que la Chine reste une source d'opportunités. Ce discours perdura avec l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir. Le plus important document produit par son gouvernement est sans doute *PSE*, paru en 2017 et qui n'indique aucunement que la Chine est un risque sécuritaire pour le pays. Un changement n'est survenu que tout récemment, suite à la libération des deux Michael, et n'a été vraiment cimenté qu'avec la Stratégie pour l'Indopacifique. Cette dernière ne va toutefois pas jusqu'à la présenter comme une *menace claire*, mais comme un *risque*. En fait, il est notable que le vocabulaire auquel le Canada a recouru dans sa Stratégie de 2022 ressemble à celui utilisé par l'Australie dans ses Livres blancs de 2016 et 2017.

Pour ce qui est du deuxième indicateur — les signaux diplomatiques sur deux enjeux sécuritaires saillants — l'absence de mentions et d'actions concernant la MCS dans la politique étrangère canadienne représente la norme pour la majorité de la période à l'étude. Si l'enjeu a été progressivement discuté à partir de 2016, ce n'est véritablement qu'en 2022 que le Canada commença à critiquer la Chine. Dans ce cas, il apparaît donc que la posture d'ambivalence n'a cédé le pas à un équilibrage de la Chine que très récemment. Pour ce qui est de la position canadienne sur la question taiwanaise, cette dernière a bien peu évolué entre 2008 et 2022. La politique d'une seule Chine est mainte fois énoncée et ce n'est que très récemment que des décideurs politiques soulèvent leurs inquiétudes quant à la sécurité dans le détroit de Taiwan. Cela a d'ailleurs surtout été fait conjointement avec de proches alliés. L'analyse des documents et discours semble surtout témoigner d'une ambivalence canadienne sur cette dernière question.

Le troisième indicateur était les politiques de RCM. L'analyse dans le développement des forces (niveaux de dépenses militaires, types de systèmes d'armes et de technologies, sources d'acquisitions militaires) et l'emploi des forces (opérations, déploiements, coopération et exercices militaires internationaux) dépeignent un État qui reste ancré dans son ralliement sur les États-Unis. Les FAC sont encore pensées et organisées pour s'insérer au sein de coalitions internationales, pour lesquelles le leadership américain est implicitement assumé par Ottawa. Ainsi, les acquisitions du Canada sont motivées par l'interopérabilité avec les États-Unis et le développement des technologies l'est par la nécessité de jouer son rôle au sein du NORAD et de l'OTAN. Les dépenses militaires ne pointent pas non plus vers une soudaine volonté de rehausser de manière significative les capacités des FAC. Rien n'indique que le Canada souhaite se préparer à faire face à une menace à sa sécurité nationale. Les contacts avec la Chine sont de faibles intensités et ne s'étendent réellement que sur une bien courte période durant les années 2010. Le tout n'indique en rien que le Canada aurait eu une politique de défense incongrue en collaborant à la fois avec Washington et Beijing.

Sur la base de nos trois indicateurs, la tendance fondamentale de la grande stratégie canadienne se reflète dans son ralliement aux États-Unis. Bien que la perception de la menace chinoise ne soit pas explicite et que les signaux d'Ottawa concernant ces deux questions diplomatiques ne soient pas des plus résolus, le Canada n'envoie pas de signaux d'alignement suffisamment ambigus pour qu'on puisse soutenir qu'il a adopté une stratégie d'ambivalence. Surtout le troisième indicateur n'indique en rien en rapprochement avec la Chine susceptible de rendre la politique de défense du Canada délibérément ambiguë. Si ce n'est de ce dernier point, le Canada s'approche de l'ambivalence stratégique.

L'objectif principal de cette recherche était d'évaluer si deux des principaux alliés des États-Unis ont eu recours à l'ambivalence stratégique entre 2008 et 2022. En effet, nous avons soutenu que, contrairement à

certaines travaux (Bisley, 2020 ; Chan, 2020 ; Kawasaki, 2021 ; Paltiel, 2020 ; Wilkins, 2021), l'Australie a abandonné le ralliement en faveur d'une stratégie d'équilibrage vis-à-vis la Chine, tandis que le Canada a maintenu une stratégie de ralliement sur les États-Unis. En cela, il semble que les conclusions de cette recherche concernant l'Australie et le Canada sont en filiation avec la littérature scientifique qui s'est intéressé leur culture stratégique. On pourrait donc émettre penser que la peur de l'abandon de l'Australie (Burke, 2008 ; Gyngell, 2017) aurait engendré plus rapidement une crainte de la Chine contrairement au Canada, un État qui s'est toujours senti très (voir trop) en sécurité et dont la culture stratégique l'a historiquement amené à se concentrer sur le triangle nord-atlantique plutôt que sur l'Indopacifique (Haglund, 1999 ; Nossal, 2018).

L'histoire ne se répète pas toujours, mais rime souvent comme disait l'auteur Mark Twain, et l'accord AUKUS représente bien la différence qui existe entre les deux cas d'étude. Le nouveau partenariat vient en effet institutionnaliser une perception commune de la menace chinoise et des liens déjà privilégiés que le temps a aidé à souder. En ce sens, si le terme de « relation spéciale » décrit depuis longtemps les liens entre Londres et Washington (Dumbrell, 2009 ; Vucetic, 2016), il est d'autant plus approprié pour parler des relations trilatérales qui les lient aujourd'hui à Canberra (Bridge, 1991 ; Rehman, 2011). Le Canada restera, quant à lui, inexorablement imbriqué à l'appareil de défense américain (avec le NORAD) et avec les autres membres de l'Anglosphère (ABCANZ, Five Eyes, etc.).

Qu'est-ce que tout cela implique plus largement ? L'étude suggère que les appels des États-Unis en faveur d'une future coalition contre la Chine ne seront pas accueillis de manière uniforme. La perception de la menace jouera à cet égard un rôle fondamental dans le choix de la voie que privilégieront par les alliés des États-Unis. Si l'affirmation de la Chine a suscité des craintes en Australie, il a fallu un certain temps pour que le Canada partage ce point de vue. Bien que certains alliés des États-Unis puissent se protéger ou éviter de s'aligner fortement sur Washington en matière de sécurité, la probabilité que la protection reste une stratégie viable est de plus en plus faible, et l'on s'attend à ce qu'ils s'alignent en fin de compte sur les États-Unis à l'égard de la Chine afin de maintenir le statu quo au sein de l'OIL. La poursuite par Beijing d'une politique étrangère de plus en plus affirmée ne devrait que renforcer cette tendance. Toutefois, tant que la Chine n'est pas considérée comme une menace claire et immédiate, elle devrait encore être en mesure de créer des clivages entre Washington et ses alliés. Au fur et à mesure que la confrontation entre les deux grandes puissances s'intensifiera, l'ambivalence devrait devenir de plus en plus difficile à soutenir et devrait céder la place à d'autres stratégies, à savoir le ralliement ou l'équilibrage.

En outre, contrairement à des travaux au sein de littérature scientifique pertinente (Castillo et Downes, 2020 ; Ford et Cooper, 2021), nous ne trouvons pas de relation significative entre les années de la présidence de Trump et l'adoption d'ambivalence stratégique par les deux alliés étudiés, mais plutôt l'inverse. Cela nous amène à penser qu'en fin de compte, la perception de la Chine en tant que menace sera un facteur plus important dans les choix stratégiques des alliés américains que la fiabilité perçue de l'engagement des États-Unis en matière de sécurité. À l'avenir, cela suggère que les États-Unis sont probablement dans une position plus forte que ce que l'on pense généralement. À mesure que la compétition entre Washington et la Chine s'intensifiera, la capacité des États-Unis à former des coalitions crédibles devrait s'améliorer, car ils s'appuieront sur des alliés plus fiables. Toutefois, ce qui est vrai aujourd'hui ne sera pas toujours le cas. Il reste à voir comment les principaux alliés des États-Unis réagiraient à une nouvelle présidence Trumpiste combinée à une Chine toujours plus agressive. Même dans ce cas, la poursuite de l'autonomie stratégique tout en collaborant avec les États-Unis et d'autres partenaires partageant les mêmes idées semble plus plausible qu'un réalignement sur la Chine.

En analysant leur type et niveau d'alignement sur les États-Unis, le mémoire a offert l'occasion de poser un constat rafraichissant sur la pérennité de l'hégémonie américaine tout en fournissant également l'occasion de réfléchir sur le rôle des membres de l'Anglosphère (Vucetic, 2011b) pour la stabilité de l'OIL (Stokes, 2018 ; Vucetic, 2010), au moment où ce dernier est remis en question par les régimes autoritaires et illibéraux (Cottle *et al.*, 2019 ; Duncombe et Dunne, 2018).

5.3 Pistes de recherches futures

Plusieurs enjeux et pistes de réflexion se dégagent de ce mémoire de maîtrise. D'une part, l'étude de l'ambivalence stratégique serait grandement rehaussée par la réalisation d'entrevues semi-dirigées auprès de hauts fonctionnaires, d'officiers et de politiciens qui ont fait partie des processus décisionnels de la période étudiée. En effet, les politiques déclaratoires et les prises de position publiques ne constituent qu'une facette de la perception de la menace. De plus, des périodes prolongées sans contenus dignes de ce nom à analyser freine drastiquement la portée des conclusions de ce mémoire. Par exemple, comment interpréter le délai important dans la publication de la Stratégie du Canada pour l'Indopacifique ? Cinq ans de travail auraient été nécessaires à sa conception. Est-ce le résultat de lacunes au niveau ministériel ou de l'administration publique ? Est-ce le produit d'une incapacité du Cabinet de s'entendre sur un discours concernant la Chine. Difficile à dire sans parler aux principaux intéressés. De plus, des entrevues auraient permis de mieux comprendre les tenants et les aboutissants des politiques de RCM qui ont été analysées dans notre troisième indicateur. Ces exemples, parmi d'autres, illustrent l'intérêt qu'aurait l'utilisation de l'entrevue semi-dirigée pour l'étude de l'ambivalence stratégique.

Par ailleurs, une étude plus large de la perception de la menace dans l'opinion publique et des événements en politique intérieure pourrait s'avérer pertinente à l'avenir. En effet, comprendre si la perception de la menace au sein des élites politiques est en phase avec celle au sein de la population permettrait de poser un meilleur diagnostic sur la pérennité du lien qui lit les alliés américains à Washington. C'est un domaine où des avancés ont déjà été faits (Allan *et al.*, 2018 ; Chubb et McAllister, 2021), mais qui mériterait d'être approfondi et étudié dans le cadre plus large de la transition de la puissance. Au niveau de la politique intérieure, il serait à l'avenir également intéressant de comparer les réponses politiques et l'évolution de la perception de la menace des scandales d'ingérences politiques chinoises survenues en Australie en 2018 et qui ont présentement cours au Canada. Mesurer l'impact de tels événements apparaît essentiel pour comprendre comment des États tiers réagissent à la politique étrangère chinoise.

Pour poser un diagnostic sur la pérennité potentielle de l'hégémonie américaine à partir du cadre d'analyse développé dans cette recherche, il apparaît pertinent d'étendre l'analyse à nombre plus élevé de cas. Ajouter d'autres États de l'Anglosphère (ex. : Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande), d'autres alliés américains (ex. : France, Japon, Corée du Sud) ou des puissances émergentes (ex. : Brésil, Inde, Indonésie) est aussi une piste intéressante pour pousser plus loin ce champ d'études.

5.4 Conclusion

Il devient de plus en plus clair que Beijing cherche aujourd'hui à s'imposer de la même manière que le Royaume-Uni et les États-Unis l'ont fait aux 19^e et 20^e siècles. Ces dernières années, la Chine s'est imposée comme une puissance militaire, économique et politique, et l'Australie et le Canada ont subi les contrecoups de l'avènement de cette nouvelle superpuissance asiatique. Le système international est donc en train de passer d'une ère où la Chine acceptait l'hégémonie des États-Unis à une ère où la Chine n'accepte pas toujours l'hégémonie américaine — dans la région Indopacifique et au-delà.

Dans ce contexte, l'alliance américano-australienne est différente de l'alliance canado-américaine, car contrairement à cette dernière, l'Australie opère dans un théâtre où la Chine prend une place considérable et croissante. Néanmoins, le Canada et l'Australie doivent tous deux naviguer le rôle complexe de puissance moyenne à la recherche une certaine forme d'autonomie dans sa politique de défense, mais qui est également liée aux actions des hégémons régionaux et mondiaux.

Du côté australien, un choix clair a été fait sur la manière de gérer le retour de la compétition entre grandes puissances. Il s'agit du choix conscient d'approfondir et de consolider son alignement sur les États-Unis contre la Chine à travers le partenariat AUKUS, dont les détails du plan d'implémentation viennent d'être

annoncés au moment d'écrire ces lignes (DoD, 2023a, 2023c). AUKUS permet à Canberra de réaffirmer et d'approfondir son alliance avec Washington et Londres, ses deux patrons historiques en matière de sécurité. Pour l'Australie, l'Anglosphère est devenue la réponse au moment où cette dernière est à nouveau confrontée à une peur de l'abandon nourrie par une menace chinoise émergente.

Du côté canadien, on se rend compte – d'un océan à l'autre – que l'avenir du pays se joue à l'Ouest. C'est dans la région Indopacifique que le Canada peut redynamiser son économie, et c'est là qu'il peut accroître sa prospérité. C'est également de là que viendra sa — ou son — (in)sécurité. Malheureusement, l'Indopacifique devient de plus en plus complexe à mesure que la puissance de la Chine s'accroît.

Le Canada apparaît cependant encore accroché à l'idée qu'il peut trouver un équilibre dans ses rapports avec les États-Unis et la Chine. Il tente de tirer des avantages de la Chine sans payer un coût trop élevé en termes de risques pour sa propre sécurité et ses propres intérêts politiques, tout en faisant ce qu'il peut pour persuader les Américains qu'il reste un allié fiable. Mais même l'alliance américaine est amenée à évoluer, car les intérêts et éventuellement les valeurs des États-Unis pourraient s'éloigner de ce que le Canada a appris à considérer comme la norme. En outre, conserver un équilibre entre les États-Unis et la Chine ne sera possible que si que les relations entre ces derniers restent stables. Or aujourd'hui, les relations entre les États-Unis et la Chine semblent de plus en plus instables et incertaines.

La manière dont Canberra a géré sa relation avec Beijing au cours des dernières années est devenue un cas d'étude. Les alliés de l'Australie l'ont vu chercher à balancer sa politique chinoise, entre choisir quand tenir tête à la Chine pour protéger sa souveraineté, et quand se plier aux exigences de la Chine. La politique chinoise de l'Australie a aussi eu à gérer le niveau croissant de méfiance, voire de panique, à l'égard de la Chine dans sa politique intérieure. À cet égard, l'expérience de l'Australie avec la Chine est particulièrement intéressante et importante pour le Canada.

Dans ce monde de plus en plus complexe, le Canada fait en somme figure de funambule. L'habileté de ce dernier réside dans sa capacité à équilibrer la longue perche qu'il porte. Le Canada est confronté à un avenir difficile et, comme le funambule, pour réussir à avancer il devra à chaque étape évaluer soigneusement les risques et désavantages entre les deux extrémités de sa perche, entre l'aigle américain et le dragon chinois.

ANNEXE A

QUELQUES DÉFINITIONS DE L'ÉQUILIBRAGE INTERNE ET EXTERNE DANS LA LITTÉRATURE

Auteurs	Équilibre interne	Équilibre externe
Waltz	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « moves to increase economic capability, to increase military strength, to develop clever strategies » (1979, p. 118) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « moves to strengthen and enlarge one's own alliance or to weaken and shrink an opposing one » (1979, p. 118)
Walt	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de définitions (1985, 1987) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “ally in opposition to the principal source of danger” (1985, p. 4) ▪ allying with others against the prevailing threat,” with an alliance defined as “ a formal or informal arrangement for security cooperation between two or more sovereign states” (1987, p. 17)
Morrow	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “arming” and “military allocations” (1993, p. 208) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “alliances” (1993, p. 208)
Mearsheimer	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “mobilizing additional resources of their own. For example, defense spending might be increased or conscription might be implemented.” (2001, p. 157) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “diplomatic maneuver” “to create a defensive alliance to help them contain their dangerous opponent.” (2001, p. 156)
Schweller	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de définitions (1994). ▪ “the creation or aggregation of military power through internal mobilization . . . to prevent or deter the territorial occupation or the political and military domination of the state by a foreign power or coalition” (2006, p. 9) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « allying with others against the prevailing threat » (1994, p. 80). ▪ the creation or aggregation of military power through . . . the forging of alliances to prevent or deter the territorial occupation or the political and military domination of the state by a foreign power or coalition” (2006, p. 9)
Levy	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “internal buildup of military capabilities and the economic and industrial foundations of military strength” (2004, p. 35) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “primarily the formation of alliances as blocking coalitions against a prospective aggressor, but it also includes territorial compensations or partitions for the purposes of redistributing the sources of power and, if necessary, threats of force, intervention, and even war.” (2004, p. 35)

Brooks et Wohlforth	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “building up their own capacities” (2005, p. 76) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “aggregating their capabilities with other states in alliances” (2005, p. 76)
Ross	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “intense arms acquisitions”; “arms races” (2006, p. 360-361) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “formal alliances”; “great power military policies and secondary state alignment policies”; “secondary state’s policy toward such issues as a great power’s strategic interests vis-à-vis third parties, arms imports, defense planning, and provision of military facilities to a great power” (2006, p. 360-361; 368)
Kang	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “military preparations and arms buildups directed at an obvious threat” (2007, p. 51) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “forging countervailing military alliances with other states against the threat” (2007, p. 51)
Chan	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “increasing one’s armament” (2010, p. 399) ▪ “policies seeking to increase one’s own defense efforts” (2012, p. 59) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ “Aligning oneself with allies for common defense” (2010, p. 399) ▪ “policies seeking to . . . combine [one’s own] defense efforts with those of others” (2012, p. 59)

Inspiré de Liff (2016, p. 428)

ANNEXE B
POLARITÉ, PERMISSIVITÉ ET CLARTÉ SYSTÉMIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
STRATÉGIQUE

Exemples de polarité et de permissivité de l'environnement stratégique

		Environnement permissif	Environnement restrictif
Polarité du système	Multipolarité	Royaume-Uni, Russie, Autriche et Prusse après les guerres napoléoniennes (1815-1854)	Royaume-Uni, Russie, France et Autriche-Hongrie après l'unification allemande (1871-1892)
	Bipolarité	États-Unis au début de la Guerre froide (1945-1963)	États-Unis durant la seconde partie de la Guerre froide (1963-1989)

Tiré de Ripsman *et al.* (2016, p. 54).

Exemples de clarté systémique et de permissivité de l'environnement stratégique

		Environnement permissif	Environnement restrictif
Niveau de clarté systémique	Élevé	États-Unis (1945-1947)	Royaume-Uni (1936-1939)
	Bas	États-Unis (1990-2001)	Royaume-Uni (1933-1934)

Tiré de Ripsman *et al.* (2016, p. 55).

ANNEXE C

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS MILITAIRES

Indicateurs de la politique de renforcement des capacités militaires

	Indicateurs internes	Indicateurs externes
Développement des forces	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Changements dans la structure des forces armées ▪ Rationaliser le processus décisionnel en matière de sécurité en créant ou en réformant de nouvelles institutions ▪ Changements quantitatifs et/ou qualitatifs dans le budget et/ou les acquisitions de la défense ▪ Une plus grande confiance dans les réseaux en tant que « multiplicateurs de force » ▪ Développement de nouvelles capacités dans de nouveaux domaines (ex : cyber, espace) ▪ Acquisitions de plateformes et de logiciels à l'étranger 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Établir et/ou approfondir la coopération en matière de technologies de défense et le développement conjoint d'armes ▪ Efforts visant à améliorer la coordination et l'efficacité opérationnelle et à renforcer l'interopérabilité, notamment par la vente d'armements avancés et plus interopérables
Emploi des forces	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Changement dans la posture des forces armées en réponses à l'évolution de l'environnement et des menaces ▪ Révisions et/ou innovations de la doctrine afin de poursuivre une guerre de manière plus efficace, plus rapide et plus efficiente compte tenu d'une éventualité prévue ▪ Améliorer la capacité opérationnelle pan-domaine ▪ Adopter des mesures de rationalisation et d'efficacité ▪ Équipement de pré-positionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Resserrer les relations existantes en matière de sécurité : assumer de nouvelles responsabilités de mission ou en partageant le fardeau ▪ Intégrer les mêmes objectifs stratégiques ▪ Établir de nouvelles bases ▪ Établir des centres de commandement conjoint ▪ Co-implantation des forces ▪ Déploiements avancés des forces ▪ Rotation des forces sur le territoire d'autres États ▪ Améliorer l'interopérabilité ▪ Augmenter le partage dans le renseignement ▪ Participer à la planification conjointe d'opérations de contingence ▪ Étendre les exercices et l'entraînement commun ▪ Développer des doctrines communes ▪ Minimiser les redondances tactiques

ANNEXE D

CORPUS DES SOURCES UTILISÉES POUR L'ÉTUDE DE L'AUSTRALIE

Livres blancs, stratégies et énoncées de la Défense et des Affaires étrangères

Dept. of Home Affairs. (2020). *Australia's Cyber Security Strategy 2020*. Commonwealth of Australia.

Dept. of the Prime Minister and Cabinet. (2012). *Australia in the Asian Century White Paper*. Commonwealth of Australia.

Dept. of the Prime Minister and Cabinet. (2013). *Strong and Secure: A Strategy for Australia's National Security*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2009a). *Defence Capability Plan*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2013). *Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2016b). *Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2020a). *Defence Strategic Update*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Foreign Affairs and Trade. (2017). *Foreign Policy White Paper*. Commonwealth of Australia.

Autres documents du Département de la défense

Dept. of Defence. (2009b). *Defending Australia in the Asia Pacific Century: Defence White Paper 2009*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2009c). *The Strategic Reform Program 2009: delivering Force 2030*. Commonwealth of Australia. <http://www.defence.gov.au/publications/reformBooklet.pdf>

Dept. of Defence. (2010). *The Strategic Reform Program: making it happen*. Commonwealth of Australia. <http://www.defence.gov.au/srp/docs/srp.pdf>

Dept. of Defence. (2012). *Defence Capability Development Handbook*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2016a). *Defence Industry Policy Statement*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2016c). *Integrated Investment Program*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2020b). *Force Structure Plan*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2020c). *Lead The Way: Defence Transformation Strategy*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2020d). *More, Together. Defence Science and Technology Strategy 2030*. Commonwealth of Australia.

Dept. of Defence. (2021, 5 mars). *Closed ATM View - AZ6308: AusTender*. Australian Government - Defence. <https://www.tenders.gov.au/Atm/ShowClosed/7de6d0ba-a3e0-4e60-b850-925c412e1958?PreviewMode=False>

Dept. of Defence. (2023). *Home : USFPI : Department of Defence*. Australian Government - Defence. <https://defence.gov.au/Initiatives/USFPI/>

Hawke, A. et Smith, R. (2012). *Australian Defence Force Posture Review*. Dept. of Defence. Commonwealth of Australia.

Autre documents des Affaires étrangères

Dept. of Foreign Affairs and Trade. (2020, juillet). *Note Verbale (20/026)*. The Permanent Mission of the Commonwealth of Australia to the United Nations. https://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/mys_12_12_2019/2020_07_23_AUS_NV_UN_001_OLA-2020-00373.pdf

Dept. of Foreign Affairs and Trade. (2016, 12 juillet). *Australia supports peaceful dispute resolution in the South China Sea*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/news/news/Pages/australia-supports-peaceful-dispute-resolution-in-the-south-china-sea>

Dept. of Foreign Affairs and Trade. (2022a). *Australia-Taiwan relationship*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/taiwan/Pages/australia-taiwan-relationship>

Dept. of Foreign Affairs and Trade. (2022b, juillet). *China country brief*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/china/Pages/china-country-brief>

Autre documents gouvernementaux australiens

Commonwealth of Australia et United States of America. (2014, 12 août). *Force Posture Agreement*. <http://www.austlii.edu.au/au/other/dfat/nia/2014/19.html>

Dept. of the Treasury. (2022a, 25 octobre). *Budget Strategy and Outlook (01) [Budget Paper]*. Commonwealth of Australia. https://budget.gov.au/2022-23-october/content/bp1/download/bp1_2022-23.pdf

Dept. of the Treasury. (2022b, 29 mars). *Budget Strategy and Outlook (01) [Budget Paper]*. Commonwealth of Australia. https://budget.gov.au/2022-23-october/content/bp1/download/bp1_2022-23.pdf

Discours, entrevues, conférences de presses

Abbott, T. (2021, 8 octobre). *Remarks at The Yoshuan Forum*. Tony Abbott. <https://tonyabbott.com.au/2021/10/remarks-to-the-yushan-forum-taipei-taiwan/>

- Albanese, A. (2021, octobre). *Labor believes in a future made in Australia, press conference at Deco*. Anthony Albanese MP. <https://anthonyalbanese.com.au/media-centre/minto-doorstop-interview-7-oct-2021>
- Albanese, A. (2022a, 4 mars). *An address by Opposition Leader Anthony Albanese*. Lowy Institute. <https://www.lowyinstitute.org/publications/address-opposition-leader-anthony-albanese>
- Albanese, A. (2022b, 26 mai). *Television Interview - Sunrise*. Prime Minister of Australia. <https://www.pm.gov.au/media/television-interview-sunrise>
- Albanese, A. et O'Connor, B. (2021, septembre). *Labor Commits to Defence Force Posture Review*. Anthony Albanese MP. <https://anthonyalbanese.com.au/media-centre/labor-commits-to-defence-force-posture-review>
- Albanese, A. et Wong, P. (2022, 24 mai). *Press Conference*. Prime Minister of Australia. <https://www.pm.gov.au/media/press-conference-0>
- Bishop, J. (2017, mars). *Change and uncertainty in the Indo-Pacific: Strategic challenges and opportunities*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/julie-bishop/speech/change-and-uncertainty-indo-pacific-strategic-challenges-and-opportunities>
- Bishop, J. (The H. (2013, 26 novembre). *China's announcement of an air-defence identification zone over the East China Sea*. Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/julie-bishop/media-release/chinas-announcement-air-defence-identification-zone-over-east-china-sea>
- Drian, J.-Y. L. et Parly, F. (2021, 17 septembre). *Inaugural France-Australia 2+2 Ministerial Consultations, 30 August 2021*. Ambassade de France en Australie. <https://au.ambafrance.org/Inaugural-Australia-France-2-2-Ministerial-Consultations-30-August-2021>
- Dutton, P. (2022, 26 novembre). *National Press Club Address*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2021-11-26/national-press-club-address-canberra-act>
- Esper, M. T. (2020, 11 février). *Remarks by Secretary Esper En Route to Europe*. U.S. Department of Defense. <https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2081659/remarks-by-secretary-esper-en-route-to-europe/https%3A%2F%2Fwww.defense.gov%2FNews%2FTranscripts%2FTranscript%2FArticle%2F2081659%2Fremarks-by-secretary-esper-en-route-to-europe%2F>
- Gillard, J. (2013, 23 janvier). *Australia's National Security Beyond the 9/11 Decade*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-19005>

- Keating, P. (2021, 10 novembre). *Former Australian PM Paul Keating says « Taiwan is not a vital Australian interest »*. <https://www.abc.net.au/news/2021-11-10/fmr-australian-pm-paul-keating-on-taiwan-not-vital-interest/13625554>
- Marles, R. (2022a, 11 juin). *Address: IISS 19th Shangri-La Dialogue, Singapore*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2022-06-11/address-iiss-19th-shangri-la-dialogue-singapore>
- Marles, R. (2022b, 12 juin). *Interview with Al Jazeera English*. Australian Government Department of Defence. Defence Ministers. <https://www.minister.defence.gov.au/minister/rmarles/transcripts/interview-al-jazeera-english>
- Marles, R. (2022c, 13 juin). *Interview with Bloomberg AU*. Australian Government Department of Defence. Defence Ministers. <https://www.minister.defence.gov.au/minister/rmarles/transcripts/interview-bloomberg-au>
- Marles, R. (2022d, juillet). *Address: Center for Strategic and International Studies (CSIS)*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2022-07-12/address-center-strategic-and-international-studies-csis>
- Marles, R. et Wallace, B. (2022, 1^{er} septembre). *Joint press conference with UK Secretary of State for Defence Ben Wallace*. Australian Government Department of Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/transcripts/2022-09-01/joint-press-conference-uk-secretary-state-defence-ben-wallace>
- Ministry of Defence. (2022, 31 août). *Australian submariners to join Royal Navy crews as UK and Australia deepen defence ties through AUKUS agreement*. GOV.UK. <https://www.gov.uk/government/news/australian-submariners-to-join-royal-navy-crews-as-uk-and-australia-deepen-defence-ties-through-aucus-pact>
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2013, octobre). *Fifth Japan-US-Australia Trilateral Strategic Dialogue*. Ministry of Foreign Affairs of Japan. https://www.mofa.go.jp/policy/economy/page3e_000126.html
- Morrison, S. (2022a, 7 mars). *An address by Prime Minister Scott Morrison*. The 2022 Lowy Lecture, Sydney. <https://www.lowyinstitute.org/publications/address-prime-minister-scott-morrison>
- Morrison, S. (2022b, 10 mars). *Defence workforce to grow above 100,000*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2022-03-10/defence-workforce-grow-above-100000>
- Office of the Spokeperson. (2011, septembre). *Australia-United States Ministerial Consultations (AUSMIN) 2011 Joint Communiqué*. U.S. Department of State. //2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2011/09/172517.htm

- Office of the Spokeperson. (2018, 7 juin). *Joint Statement on Australia - New Zealand - United States Pacific Security Cooperation Dialogue*. United States Department of State. <https://2017-2021.state.gov/joint-statement-on-australia-new-zealand-united-states-pacific-security-cooperation-dialogue/>
- Office of the Spokeperson. (2021, 15 septembre). *Joint Leaders Statement on AUKUS*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aucus/>
- Office of the Spokeperson. (2021, 16 septembre). *Joint Statement on Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2021*. United States Department of State. <https://www.state.gov/joint-statement-on-australia-u-s-ministerial-consultations-ausmin-2021/>
- Office of the Spokeperson. (2022, 23 septembre). *Joint Leaders Statement to Mark One Year of AUKUS*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/09/23/joint-leaders-statement-to-mark-one-year-of-aucus/>
- Office of the Spokeperson. (2022, 6 décembre). *Joint Statement on Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2022*. United States Department of State. <https://www.state.gov/joint-statement-on-australia-u-s-ministerial-consultations-ausmin-2022/>
- Payne, M., Dutton, P., Toshimitsu, M. et Nobuo, K. (2021b, 9 juin). *Ninth Japan-Australia 2+2 Foreign and Defence Ministerial Consultations*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/marise-payne/media-release/ninth-japan-australia-22-foreign-and-defence-ministerial-consultations>
- Payne, M., Dutton, P., Truss, L. et Wallace, B. (2022, 21 janvier). *Australia-UK Ministerial Meeting (AUKMIN) 2022: Joint Statement*. GOV.UK. <https://www.gov.uk/government/publications/aukmin-2022-joint-statement>
- Payne, M., Reynolds, L., Pompeo, M. et Esper, M. (2020, 28 juillet). *Joint Statement Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2020*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/united-states-of-america/ausmin/joint-statement-ausmin-2020>
- Reynolds, L. (2020, décembre). *Australia collaborates with the US to develop and test high speed long-range hypersonic weapons*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2020-12-01/australia-collaborates-us-develop-and-test-high-speed-long-range-hypersonic-weapons>
- Rudd, K. (2008a, 20 février). *Interview with Jim Middleton, Newshour, ABC Radio Canberra Australian Foreign Policy*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15766>

- Rudd, K. (2008b, 9 avril). *Transcript 15854: A Conversation with China's Youth on the Future, Peking University*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia.
<https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15854>
- Rudd, K. (2008c, 4 juin). *It's time to build an Asia Pacific Community, Address to the Asia Society AustralAsia Centre, Sydney*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia.
<https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15947>
- Rudd, K. (2008d, 4 décembre). *Transcript 16289: The First National Security Statement to the Parliament Address by the Prime Minister of Australia The Hon. Kevin Rudd MP*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-16289>
- Rudd, K. (2010, 23 avril). *Transcript 17243 - Australia and China in the World 70th Morrison Lecture Australian National University Canberra*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia.
<https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-17243>
- Rudd, K. (2019, 26 mars). *The Convenient Rewriting of the History of the « Quad »*. Nikkei Asia.
<https://asia.nikkei.com/Opinion/The-Convenient-Rewriting-of-the-History-of-the-Quad>
- Smith, S. et Jiechi, Y. (2008, 5 février). *Transcript - Joint Press Conference with Chinese Foreign Minister. - Archived Website*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade.
https://webarchive.nla.gov.au/awa/20090917143531/http://www.foreignminister.gov.au/transcripts/2008/080205_jpc.html
- Turnbull, M. (2017, juin). *Keynote address at the 16th IISS Asia Security Summit, Shangri-La Dialogue*. Malcolm Turnbull. <https://www.malcolmturnbull.com.au/media/keynote-address-at-the-16th-iiss-asia-security-summit-shangri-la-dialogue>
- Turnbull, M. (2020b, 8 octobre). *Keynote speech at the Yushan Forum*. Malcolm Turnbull.
<https://www.malcolmturnbull.com.au/media/keynote-speech-at-the-yushan-forum>
- US Department of Defense. (2021, 30 avril). *Defense Secretary Says Integrated Defense is Cornerstone of US Defense*. U.S. Department of Defense. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/2592149/defense-secretary-says-integrated-deterrence-is-cornerstone-of-us-defense/>
- Wong, P. et Mahuta, N. (2022, 16 juin). *Joint press conference with New Zealand Foreign Minister Nanaia Mahuta*. Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade.
<https://www.foreignminister.gov.au/minister/penny-wong/transcript/joint-press-conference-new-zealand-foreign-minister-nanaia-mahuta>

Autres documents officiels étrangers

- Court permanente d'arbitrage. *The South China Sea Arbitration (The Republic of Philippines v. The People's Republic of China)*. United Nations Convention on the Law of the Sea c. 2013-19.
<https://pca-cpa.org/fr/cases/7/>

Trump, D. (2017). *National Security Strategy of the United States of America*. The White House.

Livres, mémoires et autres

Abbott, T. (2013). *Battlelines* (Updated edition). Melbourne University Press.

Howard, J. (2010). *Lazarus Rising. A Political and Personal Autobiography*. HarperCollins Australia.

Rudd, K. (2018). *The Pm Years*. Pan Macmillan.

Turnbull, M. (2020a). *A Bigger Picture*. Hardie Grant Books.

Tugendhat, T. (2021, 16 septembre). *Tom Tugendhat on Twitter*. Twitter.
<https://twitter.com/TomTugendhat/status/143827313135817933>

ANNEXE E

CORPUS DES SOURCES UTILISÉES POUR L'ÉTUDE DU CANADA

Politique de défense

MDN. (2008). *Le Canada d'abord*. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/migration/assets/FORCES_Internet/docs/en/about/CFDS-SDCD-eng.pdf

MDN. (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada*. Gouvernement du Canada.

Autres documents de la Défense et des Forces armées

CAF. (2019). *The Canadian Surface Combatant*. Canadian Armed Forces. https://www.navy-marine.forces.gc.ca/assets/NAVY_Internet/docs/en/fleet/csc_eng_1.pdf

CSpO. Vision 2031 des opérations spatiales interalliées. Opérations spatiales interalliées. <https://www.canada.ca/content/dam/rcaf-arc/migration/docs/fr/espace/vision-2031-operations-spatiales-interalliees.pdf> février 2022.

DND. (2020). *Pan-Domain Force Employment Concept*. Government of Canada.

MDN. (2013a). *Évaluation des capacités ennemies en fonction des capacités des chasseurs canadiens*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/equipement/evaluation-des-capacites-ennemies-en-fonction-des-capacites-des-chasseurs-canadiens.html>

MDN. (2014a). *Opération Athéna*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-athena.html>

MDN. (2014b). *Opération Attention*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-attention.html>

MDN. (2014c). *Opération Mobile*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-mobile.html>

MDN. (2014d, 15 juin). *Analyse des options en vue du maintien en puissance de la capacité des forces armées canadiennes en matière de chasseurs*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/equipement/analyse-des-options-en-vue-du-maintien-en-puissance-de-la-capacite-des-forces-armees-canadiennes-en-matiere-de-chasseurs.html>

MDN. (2016, 30 août). *Le Canada en Afghanistan (2001-2014)*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/services/defense/fac/histoiremilitaire/guerres-operations/afghanistan.html>

MDN. (2018a, 5 juillet). *Opération PRESENCE*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>

- MDN. (2018b, 13 décembre). *Projet d'achat de CH-147F Chinook*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/ch-147f-chinook.html>
- MDN. (2019a). *Modernisation des véhicules blindés légers III (VBL mis à niveau)*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/modernisation-vehicules-blindes-legers-iii.html>
- MDN. (2019b). *Plan d'investissement de la défense 2018: Mise à jour annuelle 2019*. Gouvernement du Canada.
- MDN. (2020a). *Mise à niveau d'une suite logicielle de conduite de guerre sous-marine - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1712>
- MDN. (2020b). *Projet d'achat de CH-148 Cyclone*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/ch-148-cyclone.html>
- MDN. (2020c). *Système de guerre électronique naval sous-marin - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1283>
- MDN. (2020d). *Système télécommandé de chasse et de neutralisation de mines marines - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1642>
- MDN. (2020e, 18 septembre). *Opérations spatiales*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/force-aerienne/organisation/espace/operations.html>
- MDN. (2021a). *Engagés vers l'avant : La stratégie de modernisation de l'Armée canadienne*. Armée canadienne. https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/mdn-dnd/D2-438-2021-fra.pdf
- MDN. (2021b, 1^{er} mars). *Capacités interarmées*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgateion-proactive/budget-principal-dependes-2020-2021/capacites-interarmees.html>
- MDN. (2021c, 13 juillet). *Exercices militaires avec l'Armée de la libération populaire de Chine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgateion-proactive/secd-situation-fac-19-avril-2021/documents-reference/exercices-militaires-avec-armee-liberation-populaire.html>
- MDN. (2021d, 9 août). *CACN – Enjeux de sécurité nationale dans les relations Canada-Chine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgateion-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021.html>
- MDN. (2021e, 9 août). *Principaux enjeux – Relations Canada-Chine en matière de défense*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgateion-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021/principaux-enjeux.html>

- MDN. (2021f, 9 août). *Principaux enjeux – Relations Canada-Chine en matière de défense*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgence-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021/principaux-enjeux.html>
- MDN. (2022a). *Navire de combat canadien*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/navire-combat-canadien.html>
- MDN. (2022b). *Opération IMPACT*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-impact.html>
- MDN. (2022c). *Opération REASSURANCE*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-reassurance.html>
- MDN. (2023a). *Opération UNIFIER*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-unifier.html>
- MDN. (2023b). *Soutien militaire canadien envers l'Ukraine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/campagnes/soutien-militaire-canadien-envers-lukraine.html>

Stratégies pour l'Arctique

- Affaires indiennes et du Nord canadien. (2009). *Stratégie pour le Nord du Canada : Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*. Gouvernement du Canada. http://publications.gc.ca/collections/collection_2009/ainc-inac/R3-72-2008.pdf

Stratégie des Affaires étrangères

- AMC. (2022a). *Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique*. Gouvernement du Canada. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/indo-pacific-indo-pacifique/indo-pacific-indo-pacifique-fr.pdf>

Autres documents des Affaires étrangères

- AMC. (2015, 19 octobre). *Le Canada et le G7*. Gouvernement du Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/g7/index.aspx?lang=fra
- AMC. (2020, 7 mai). *Relations Canada-Taiwan*. Gouvernement du Canada. <https://www.international.gc.ca/country-pays/taiwan/relations.aspx?lang=fra>
- AMC. (2023, 14 janvier). *Profil d'organisme - Commission permanente canado-américaine de défense*. Gouvernement du Canada. <https://organisations-federales.canada.ca/profil.php?OrgID=CDUS&lang=fr>

Rapports de commissions parlementaires

- CPDN. (2010). *La Souveraineté du Canada dans l'Arctique*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/40-3/NDDN/rapport3>

- CPDN. (2015). *Le Canada et la défense nord-américaine*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/41-2/NDDN/rapport-13/>
- CPDN. (2016). *Le Canada et la défense de l'Amérique du Nord : NORAD et la disponibilité opérationnelle des forces aériennes* [41e législature, 2e session]. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/NDDN/Reports/RP8406082/nddnrp02/nddnrp02-f.pdf>
- CPDN. (2017). *La disponibilité opérationnelle des forces navales du Canada*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/NDDN/Reports/RP9031883/nddnrp06/nddnrp06-f.pdf>

Discours, allocutions et communiqués

- AMC. (2016a, 21 juillet). *Déclaration du Canada au sujet de l'arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/07/declaration-du-canada-au-sujet-de-l-arbitrage-relatif-a-la-mer-de-chine-meridionale.html>
- AMC. (2016b, 25 juillet). *Le Canada fait la promotion de la sécurité régionale et de la sûreté en Asie du Sud-Est*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/07/le-canada-fait-la-promotion-de-la-securite-regionale-et-de-la-surete-en-asie-du-sud-est.html>
- AMC. (2021, 12 juillet). *Déclaration d'Affaires mondiales Canada sur la décision concernant la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/07/declaration-daffaires-mondiales-canada-sur-la-decision-concernant-la-mer-de-chine-meridionale.html>
- AMC. (2022b, 3 août). *Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur le maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2022/08/declaration-des-ministres-des-affaires-etrangees-du-g7-sur-le-maintien-de-la-paix-et-de-la-stabilite-dans-le-detroit-de-taiwan.html>
- AMC. (s. d.). *Déclaration concordante des Gouvernements du Canada et des états-Unis d'Amérique concernant la collaboration en matière de défense entre les deux pays, faite à Ottawa et à Washington le 12 février 1947*. Gouvernement du Canada. Récupéré le 13 mars 2023 de <https://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.aspx?id=100977&Lang=fra>
- Anand, A. (2022, 22 juin). *La ministre de la Défense nationale annonce un plan sur la modernisation du NORAD*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/la-ministre-de-la-defense-nationale-annonce-un-plan-sur-la-modernisation-du-norad.html>
- Bernier, M. (2008, 12 mars). *Notes for an Address by the Honourable Maxime Bernier, Minister of Foreign Affairs*. Meeting of the Asian Heads of Mission., Ottawa.
- Bureau du premier ministre. (2016a, 13 septembre). *Communiqué conjoint - Premier Dialogue de haut niveau Canada-Chine sur la sécurité nationale et la primauté du droit*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2016/09/13/communique-conjoint-premier-dialogue-de-niveau-canada-chine>

- Bureau du premier ministre. (2016b, 13 septembre). *Mandat: Dialogue de haut niveau Canada-Chine sur la sécurité nationale et la primauté du droit*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2016/09/13/mandat-dialogue-de-niveau-canada-chine-la-securite>
- Bureau du premier ministre. (2018, 14 novembre). *Le premier ministre annonce un partenariat renforcé avec la Chine*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2018/11/14/premier-ministre-annonce-partenariat-renforce-la-chine>
- Champagne, F.-P. (2020a, 21 février). *Discours du ministre des Affaires étrangères devant le Conseil des relations internationales de Montréal*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/02/discours-du-ministre-des-affaires-etrangees-devant-le-conseil-des-relations-internationales-de-montreal.html>
- Champagne, F.-P. (2020b, 25 novembre). *Allocution du Ministre des Affaires étrangères devant le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes*. Affaires mondiales Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/11/allocution-du-ministre-des-affaires-etrangees-devant-le-comite-special-sur-les-relations-sino-canadiennes.html>
- Freeland, C. (2017, 6 juin). *Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère*. Affaires mondiales Canada. https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanadaenmatiered.html
- Freeland, C. (2022, 10 décembre). *Allocution de la vice-première ministre à la Brookings Institution à Washington D.C.* Vice-première ministre du Canada. <http://vicepm.canada.ca/fr/nouvelles/discours/2022/10/11/allocution-de-la-vice-premiere-ministre-la-brookings-institution>
- Garde côtière canadienne. (2021, 6 mai). *Le gouvernement du Canada annonce la construction de brise-glaces polaires pour renforcer la présence du Canada dans l'Arctique et fournir des services indispensables aux Canadiens*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/garde-cotiere-canadienne/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-annonce-la-construction-de-brise-glaces-polaires-pour-renforcer-la-presence-du-canada-dans-larctique-et-fournir-des-servi.html>
- Bureau du Premier ministre. (2012, 8 février). *Le Canada et la Chine renforcent leur partenariat stratégique*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2012/02/canada-chine-renforcent-leur-partenariat-strategique.html>
- MDN. (2013b, 2 juin). *Minister MacKay delivers address on emerging security issues, to participants of the Asia Security Summit* [news releases]. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/en/news/archive/2013/06/minister-mackay-delivers-address-emerging-security-issues-participants-asia-security-summit.html>
- MDN. (2013c, 3 juin). *Le ministre MacKay rencontre son homologue chinois, le général Chang Wanquan*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2013/06/ministre-mackay-rencontre-homologue-chinois-general-chang-wanquan.html>
- MDN. (2020f, 16 novembre). *L'hon. Harjit S. Sajjan, ministre de la Défense nationale, participe à la Conférence sur la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada.

<https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2020/11/lhon-harjitsajjan-ministre-de-la-defense-nationale-participe-a-la-conference-sur-la-mer-de-chine-meridionale.html>

MDN. (2022d, 1^{er} juin). *Déclaration des Forces armées canadiennes*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/declaration-des-forces-armees-canadiennes.html>

Joly, M. (2022, 19 décembre). *La ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly discute de la stratégie Indo-Pacifique du Canada*. Conseil des relations internationales de Montréal, Montréal. <https://www.youtube.com/watch?v=6nQyFKq5B50>

Trudeau, J. et Fumio, K. (2022a, 27 juin). *Le premier ministre Justin Trudeau rencontre le premier ministre du Japon, Kishida Fumio*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2022/06/27/premier-ministre-justin-trudeau-rencontre-premier-ministre-du>

Trudeau, J. et Fumio, K. (2022b, 2 septembre). *Le premier ministre Justin Trudeau s'entretient avec le premier ministre du Japon, Kishida Fumio*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2022/02/09/premier-ministre-justin-trudeau-sentretient-premier-ministre-du>

Lettres de mandats

Trudeau, J. (2015a, 12 novembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2015/11/12/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-des-affaires-etrangees>

Trudeau, J. (2015b, 11 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2015/11/12/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-defense-nationale>

Trudeau, J. (2017, 1^{er} février). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2017/02/01/archivee-lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-affaires-etrangees>

Trudeau, J. (2019a, 12 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-defense-nationale>

Trudeau, J. (2019b, 13 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-des-affaires-etrangees>

Trudeau, J. (2021a, 13 janvier). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat supplémentaire du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/01/15/archivee-lettre-de-mandat-supplementaire-du-ministre-de-la-defense>

Trudeau, J. (2021b, 15 janvier). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat supplémentaire du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/01/15/archivee-lettre-de-mandat-supplementaire-du-ministre-des-affaires>

Trudeau, J. (2021c, 14 décembre). *Lettre de mandat de la ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-la-defense-nationale>

Documents du Parlement

Bureau du vérificateur général du Canada. (2016, 29 novembre). *Recrutement et maintien de l'effectif dans les Forces armées canadiennes — Défense nationale* (5). Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201611_05_f_41834.html

Bureau du vérificateur général du Canada. (2018, 20 novembre). *La force aérienne de combat du Canada — Défense nationale* (3) [Rapport]. Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201811_03_f_43201.html

Bureau du vérificateur général du Canada. (2021). *La Stratégie nationale de construction navale* (2) [Rapport]. Parlement du Canada. https://opencanada.blob.core.windows.net/opengovprod/resources/bd8fb945-2d28-4aa4-b0db-fae5b543b32b/parl_oag_202102_02_f.pdf?sr=b&sp=r&sig=awrXUZJEUS36PpOjlcNE26QTdTvVB0yXOQig2n9As8k%3D&sv=2015-07-08&se=2023-03-09T00%3A51%3A13Z

Chambre des Communes. (2021, 15 août). *CACN - Relations sino-canadiennes*. Parlement du Canada. <https://www.noscommunes.ca/Committees/fr/CACN/StudyActivity?studyActivityId=10947288>

Chambre des Communes. (2022, 12 mai). *Débats de la chambre des communes*. Hansard c. 070 Parlement du Canada. 151 Hansard. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/chambre/seance-70/debats>

Directeur parlementaire du budget. (2022, 9 juin). *Dépenses militaires du Canada et objectif de dépenses de 2% de l'OTAN*. Parlement du Canada. https://publications.gc.ca/collections/collection_2023/dpb-pbo/YN5-257-2022-fra.pdf

House of Commons. (2022, 14 février). *Standing Committee on Foreign Affairs and International Development*. Evidence c. 006 Parliament of Canada. Evidence. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/FAAE/Evidence/EV11574318/FAAEEV06-E.PDF>

Sénat du Canada. (2016, 17 mai). *Feuilleton et Feuilleton des préavis* (37). Parlement du Canada. https://sencanada.ca/Content/SEN/Chamber/421/OrderPaper/pdf/037op_2016-05-17.pdf

Documents de Services publics et Approvisionnement Canada

SPAC. (2014, 12 décembre). *Rapport sommaire – Évaluation des options de remplacement de la flotte de CF-18*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/air/snac-nfns/eorfcf18-eorcf18ff-fra.html>

SPAC. (2016). *Stratégie Nationale de construction navale: Rapport de situation de février 2012 à décembre 2015*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/documents/rapport-report-fra.pdf>

SPAC. (2019a, 2 mai). *Navire de combat canadien*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/navcom-surfcom-fra.html#a7>

SPAC. (2019b, 3 mai). *Navire de soutien interarmées*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/interarmees-joint-fra.html>

Rapports du Service canadien de renseignement de sécurité

SCRS. (2021, 12 avril). *Rapport public du SCRS 2020*. Service canadien de renseignement et de sécurité. <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-2020.html>

SCRS. (2022). *Rapport public du SCRS 2021*. Service canadien de renseignement et de sécurité. <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-2021.html>

Documents officiels étrangers

ASEAN. (2011, 23 juillet). *ASEAN Community in a Global Community of Nations* [Chair's Statement of the 18th ASEAN Regional Forum]. Association of Southeast Asian Nations. <https://asean.org/wp-content/uploads/images/archive/documents/44thAMM-PMC-18thARF/18thARF-CS.pdf>

Banham, D. (2017, 27 avril). *Quinquenpartite Combined Joint Warfare Conference (QCJWC) Annual Report 2016-2017*. QCJWC Chair. <https://docplayer.net/124248356-Quinquenpartite-combined-joint-warfare-conference-qcjwt-annual-report.html>

G7. (2022, 28 juin). *G7 Leaders' Communiqué*. G7 Germany. <https://www.g7germany.de/resource/blob/974430/2062292/fbdb2c7e996205aee402386aae057c5e/2022-07-14-leaders-communicue-data.pdf?download=1>

NATO. (2022a). *Deterrence and Defence*. NATO - Supreme Headquarters Allied Powers Europe. <https://shape.nato.int/operations/deterrence-and-defence.aspx>

NATO. (2022b). *Enhanced Forward Presence (eFP)*. NATO - LANDCOM. <https://lc.nato.int/operations/enhanced-forward-presence-efp.aspx>

NORAD. (2023). *A propos du NORAD*. North American Aerospace Defense Command. <https://www.norad.mil/Francais/A-propos-du-NORAD/>

Office of the Spokeperson. (2021, novembre). Under Secretary Nuland's Travel to Ottawa, Canada to Participate in the U.S.-Canada High-Level Policy Review Group. *United States Department of State*. <https://www.state.gov/under-secretary-nulands-travel-to-ottawa-canada-to-participate-in-the-u-s-canada-high-level-policy-review-group/>

Office of the Spokeperson. (2022, 11 octobre). *President Tsai meets Canadian delegation led by Member of Parliament Judy Sgro*. Office of the President - Republic of China.

OTAN. (2023). *Mission OTAN en Iraq*. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_166936.htm

Taiwan Ministry of Foreign Affairs. (2012). *Canadian Speaker and 80 MPs attend "Taiwan Night"*. Taiwan Economic and Cultural Office in Canada. <http://www.taiwanembassy.org/CA/ct.asp?xItem=254789&ctNode=145&mp=77>

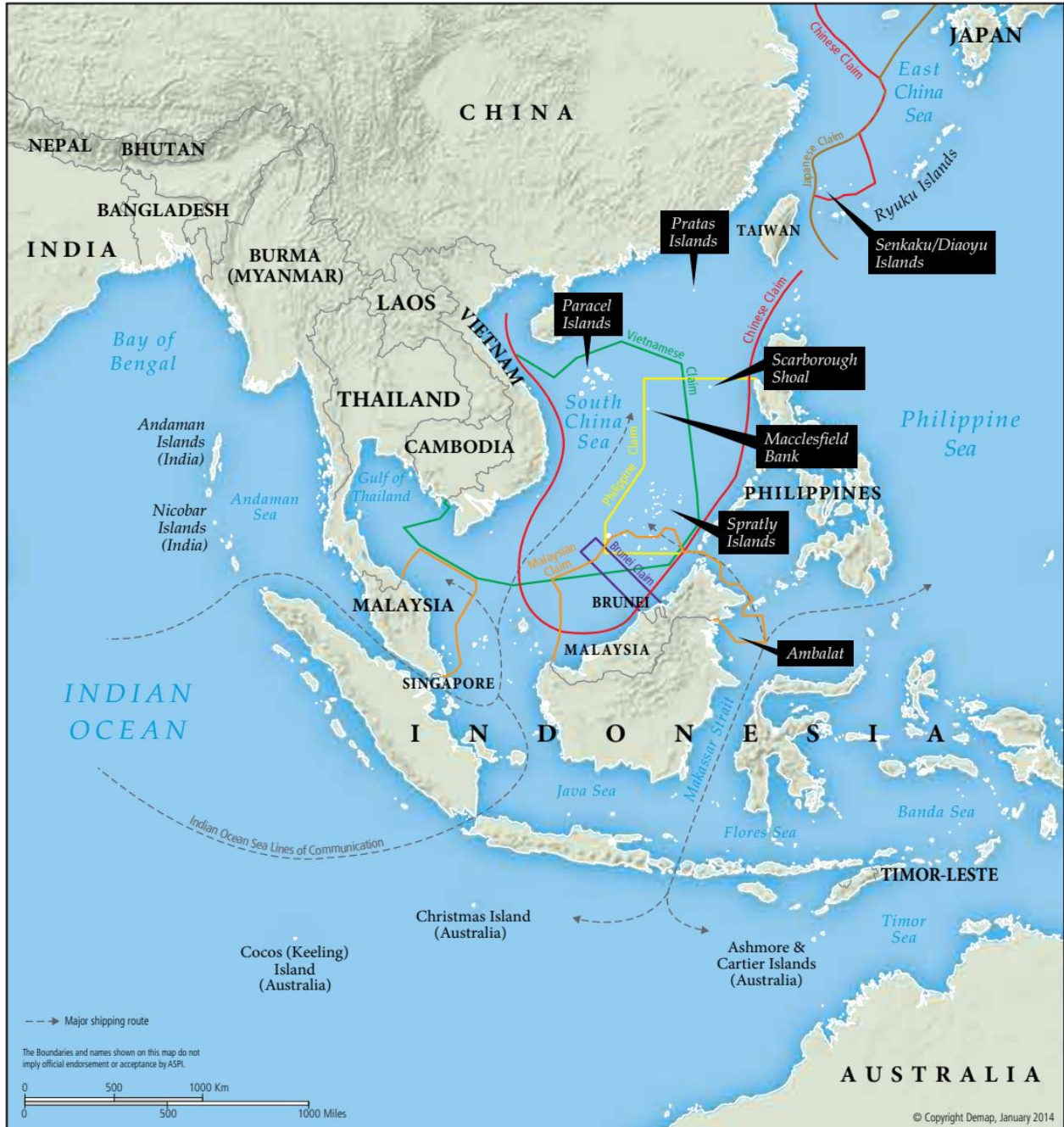
US Air Force. (2023). *Detachment 2, First Air Force*. CONR-1AF (AFNORTH AND AFSPACE). <https://www.1af.acc.af.mil/Units/Det-2/>

US Central Command. (2023). *Operation Inherent Resolve*. Combined Joint Task Force. <https://www.inherentresolve.mil/>

VanHerck, G. D. (2022, 24 mars). *Statement of General Glen D. VanHerck, US Air Force Commander USNORTHCOM and NORAD*. US Senate Armed Services Committee. [https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/USNORTHCOM%20and%20NORAD%202022%20Posture%20Statement%20FINAL%20\(SASC\).pdf](https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/USNORTHCOM%20and%20NORAD%202022%20Posture%20Statement%20FINAL%20(SASC).pdf)

APPENDICE

CARTE DES REVENDICATIONS TERRITORIALES EN MER DE CHINE DU SUD ET DE L'EST



Source : Edwards et Jennings (2014, p. 7)

BIBLIOGRAPHIE

- AAP. (2016, 19 octobre). *Labor shifts on South China Sea operations - 9News*. 9News. <https://www.9news.com.au/national/fed-labor-shifts-on-sth-china-sea-policy/47000708-f4ef-43e3-986f-dd8079f0f202>
- Abbenhuis, M. (2014). *An Age of Neutrals: Great Power Politics, 1815–1914*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139794695>
- Abbondanza, G. (2021). Australia the ‘good international citizen’? The limits of a traditional middle power. *Australian Journal of International Affairs*, 75(2), 178-196. <https://doi.org/10.1080/10357718.2020.1831436>
- Abbondanza, G. (2022). Whither the Indo-Pacific? Middle power strategies from Australia, South Korea and Indonesia. *International Affairs*, 98(2), 403-421. <https://doi.org/10.1093/ia/iiab231>
- Abbott, T. (2013). *Battlelines* (Updated edition). Melbourne University Press.
- Abbott, T. (2021, 8 octobre). *Remarks at The Yushuan Forum*. The Yushuan Forum, Taipei. <https://tonyabbott.com.au/2021/10/remarks-to-the-yushan-forum-taipei-taiwan/>
- Acharya, A. (2005). Containment, Engagement, or Counter-Dominance? Malaysia’s Response to the Rise of China. Dans A. I. Johnston et R. S. Ross (dir.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power* (p. 132-154). Routledge.
- Affaires indiennes et du Nord canadien. (2009). *Stratégie pour le Nord du Canada : Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*. Gouvernement du Canada. http://publications.gc.ca/collections/collection_2009/ainc-inac/R3-72-2008.pdf
- Agius, C. et Devine, K. (2011). ‘Neutrality: A really dead concept?’ A reprise. *Cooperation and Conflict*, 46(3), 265-284. <https://doi.org/10.1177/0010836711416955>
- Albanese, A. (2021, octobre). *Labor believes in a future made in Australia, press conference at Deco*. Anthony Albanese MP. <https://anthonyalbanese.com.au/media-centre/minto-doorstop-interview-7-oct-2021>
- Albanese, A. (2022a, 4 mars). *An address by Opposition Leader Anthony Albanese*. Lowy Institute. <https://www.loyyinstitute.org/publications/address-opposition-leader-anthony-albanese>
- Albanese, A. (2022b, 26 mai). *Television Interview - Sunrise*. Prime Minister of Australia. <https://www.pm.gov.au/media/television-interview-sunrise>
- Albanese, A. et O’Connor, B. (2021, septembre). *Labor Commits to Defence Force Posture Review*. Anthony Albanese MP. <https://anthonyalbanese.com.au/media-centre/labor-commits-to-defence-force-posture-review>
- Albanese, A. et Wong, P. (2022, 24 mai). *Press Conference*. Prime Minister of Australia. <https://www.pm.gov.au/media/press-conference-0>

- Ali, I. et Stewart, P. (2022, 7 décembre). U.S. to increase rotational military presence in Australia, invite Japan. *Reuters, World*. <https://www.reuters.com/world/united-states-australia-counter-chinas-destabilizing-military-activities-2022-12-06/>
- Allan, B. B., Vucetic, S. et Hopf, T. (2018). The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Prospects. *International Organization*, 72(4), 839-869. <https://doi.org/10.1017/S0020818318000267>
- Allison, G. (2017a). *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* Houghton Mifflin Harcourt.
- Allison, G. (2017b, 31 mai). *What Xi Jinping Wants*. *The Atlantic* § Global. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/05/what-china-wants/528561/>
- Ambrosio, T. (2021). Security Hedging After Nazarbayev? The Future of Kazakhstan's Alignment with Russia. Dans J.-F. Caron et T. Ambrosio (dir.), *Understanding Kazakhstan's 2019 Political Transition*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-981-33-4308-5>
- AMC. (2015, 19 octobre). *Le Canada et le G7*. Gouvernement du Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/g7/index.aspx?lang=fra
- AMC. (2016a, 21 juillet). *Déclaration du Canada au sujet de l'arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/07/declaration-du-canada-au-sujet-de-l-arbitrage-relatif-a-la-mer-de-chine-meridionale.html>
- AMC. (2016b, 25 juillet). *Le Canada fait la promotion de la sécurité régionale et de la sûreté en Asie du Sud-Est*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/07/le-canada-fait-la-promotion-de-la-securite-regionale-et-de-la-surete-en-asie-du-sud-est.html>
- AMC. (2020, 7 mai). *Relations Canada-Taiwan*. Gouvernement du Canada. <https://www.international.gc.ca/country-pays/taiwan/rerelations.aspx?lang=fra>
- AMC. (2021, 12 juillet). *Déclaration d'Affaires mondiales Canada sur la décision concernant la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/07/declaration-daffaires-mondiales-canada-sur-la-decision-concernant-la-mer-de-chine-meridionale.html>
- AMC. (2022a). *Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique*. Gouvernement du Canada. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/indo-pacific-indo-pacifique/indo-pacific-indo-pacifique-fr.pdf>
- AMC. (2022b, 3 août). *Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur le maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2022/08/declaration-des-ministres-des-affaires-etrangeres-du-g7-sur-le-maintien-de-la-paix-et-de-la-stabilite-dans-le-detroit-de-taiwan.html>

- AMC. (2023, 14 janvier). *Profil d'organisme - Commission permanente canado-américaine de défense*. Gouvernement du Canada. <https://organisations-federales.canada.ca/profil.php?OrgID=CDUS&lang=fr>
- AMC. (s. d.). *Déclaration concordante des Gouvernements du Canada et des états-Unis d'Amérique concernant la collaboration en matière de défense entre les deux pays, faite à Ottawa et à Washington le 12 février 1947*. Gouvernement du Canada. Récupéré le 13 mars 2023 de <https://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.aspx?id=100977&Lang=fra>
- Anand, A. (2022, 22 juin). *La ministre de la Défense nationale annonce un plan sur la modernisation du NORAD*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/la-ministre-de-la-defense-nationale-annonce-un-plan-sur-la-modernisation-du-norad.html>
- Art, R. J. (2004). Europe hedges its security bets. Dans T. V. Paul et J. J. Wirtz (dir.), *Balance of power: Theory and practice in the 21st century* (p. 179-213). Stanford University Press.
- Art, R. J., Brooks, S. G., Wohlforth, W. C., Lieber, K. A. et Alexander, G. (2005). Striking the Balance. *International Security*, 30(3), 177-196.
- ASEAN. (2011, 23 juillet). *ASEAN Community in a Global Community of Nations* [Chair's Statement of the 18th ASEAN Regional Forum]. Association of Southeast Asian Nations. <https://asean.org/wp-content/uploads/images/archive/documents/44thAMM-PMC-18thARF/18thARF-CS.pdf>
- Atkinson, J. (2011). Australian Support for an Independent Taiwan Prior to the Recognition of the People's Republic of China. *Australian Journal of Politics and History*, 57(1), 68-85.
- Auger, M. (2020). *The Evolution of Defence Procurement in Canada: A Hundred-Year History* (41st Parliament, 2nd Session) [4]. Library of Parliament. https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/en_CA/ResearchPublications/202054E
- Auton, L. T. (2008). *'A sort of middle of the road policy': forward defence, alliance politics and the Australian Nuclear Weapons Option, 1953-1973* [PhD Thesis, University of New South Wales - Australian Defence Force Academy]. <https://doi.org/10.26190/UNSWORKS/20309>
- Bagchi, I. (2008, 6 février). *Australia to pull out of « quad » that excludes China*. The Times of India. <https://timesofindia.indiatimes.com/india/australia-to-pull-out-of-quad-that-excludes-china/articleshow/2760109.cms>
- Ball, D. (2001). The strategic essence. *Australian Journal of International Affairs*, 55(2), 235-248. <https://doi.org/10.1080/10357710120066920>
- Ball, D., Bill Robinson et Tanter, R. (2015, 13 août). *The militarisation of Pine Gap: organisations and personnel* [NAPSNet Special Reports]. Nautilus Institute for Security and Sustainability. <https://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/the-militarisation-of-pine-gap-organisations-and-personnel/>
- Ball, D. et Waters, G. (2013). Cyber Defence and Warfare. *Security Challenges*, 9(2), 91-98.
- Banham, D. (2017, 27 avril). *Quinquépartite Combined Joint Warfare Conference (QCJWC) Annual Report 2016-2017*. QCJWC Chair. <https://docplayer.net/124248356-Quinquépartite-combined-joint-warfare-conference-qcjwtc-annual-report.html>

- Barbieri, K. et Levy, J. S. (1999). Sleeping with the Enemy: The Impact of War on Trade. *Journal of Peace Research*, 36(4), 463-479. <https://doi.org/10.1177/0022343399036004005>
- Barnett, M. N. et Levy, J. S. (1991). Domestic Sources of Alliances and Alignments: The Case of Egypt, 1962-73. *International Organization*, 45(3), 369-395.
- Bateman, S. (2015). Some Thoughts on Australia and the Freedoms of Navigation. *Security Challenges*, 11(2), 57-67.
- Beazley, K. (2017, 29 août). *Pine Gap at 50: the paradox of a joint facility*. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/pine-gap-50-paradox-joint-facility/>
- Beazly, K. (2016, 15 décembre). *Trump, One-China and Regional Stability*. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/trump-one-china-regional-stability/>
- Beeson, M. et Zeng, J. (2017). Realistic Relations? How the Evolving Bilateral Relationship is Understood in China and Australia: Bilateral Relationship in China and Australia. *Pacific Focus*, 32(2), 159-181. <https://doi.org/10.1111/pafo.12094>
- Bell, C. (1984). *Dependent Ally : A Study of Australia's Relations with the United States and the United Kingdom Since the Fall of Singapore*. Dept. of International Relations, Australian National University.
- Bellavance, J.-D. (2022, 9 juin). Pour respecter l'objectif de l'OTAN: Le Canada devrait augmenter ses dépenses militaires de 75 milliards en cinq ans. *La Presse* (Montréal), National. <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2022-06-09/pour-respecter-l-objectif-de-l-otan/le-canada-devrait-augmenter-ses-depenses-militaires-de-75-milliards-en-cinq-ans.php>
- Belot, H. et Norman, J. (2022, 6 mars). Peter Dutton flags Australia sending weapons to Taiwan, acquiring nuclear submarines before 2040. *ABC News*. <https://www.abc.net.au/news/2022-03-06/peter-dutton-flags-australian-military-support-for-taiwan/100886412>
- Bennett, A. et Elman, C. (2007). Case Study Methods in the International Relations Subfield. *Comparative Political Studies*, 40(2), 170-195. <https://doi.org/10.1177/0010414006296346>
- Bernhardt, J. (2020). *The Causes and Consequences of Joint Military Exercises* [PhD Thesis, Stanford University]. <https://stacks.stanford.edu/file/druid:kb768wv0832/BernhardtJordanDissertation-augmented.pdf>
- Bernhardt, J. (2021, 24 novembre). *Joint Military Exercises Dataset*. Harvard Dataverse. <https://doi.org/10.7910/DVN/HXQFHU>
- Bernier, M. (2008, 12 mars). *Notes for an Address by the Honourable Maxime Bernier, Minister of Foreign Affairs*. Meeting of the Asian Heads of Mission., Ottawa.
- Berthiaume, L. (2022, 3 août). Mélanie Joly calls on China to de-escalate tensions after Pelosi visits Taiwan. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/world/article-melanie-joly-calls-on-china-to-de-escalate-tensions-after-pelosis/>
- Betts, R. K. (2000). Is Strategy an Illusion? *International Security*, 25(2), 5-50.

- Betts, R. K. (2019). The Grandiosity of Grand Strategy. *The Washington Quarterly*, 42(4), 7-22. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2019.1663061>
- Bi, N. C., Lu, Y., Ha, L. et Chen, P. (2021). Attitude change toward the Chinese during the US-China trade conflict: examining the roles of social media news sharing and perceived news feed performance. *Online Information Review*, 45(3), 599-613. <https://doi.org/10.1108/OIR-05-2020-0178>
- Bickell, C. (2013). Plan Beersheba: The Combined Arms Imperative Behind the Reorganisation of the Army. *Australian Army Journal*, X(4), 36-52. <https://doi.org/doi/pdf/10.3316/informit.243542750950539>
- Biden, J. R. (2021). *Interim National Security Strategic Guidance*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/03/NSC-1v2.pdf>
- Bing, N. C. (2015). Comprehensive Strategic Partners but Prosaic Military Ties: The Development of Malaysia–China Defence Relations 1991–2015. *Contemporary Southeast Asia*, 37(2), 269-304.
- Binhuwaidin, M. (2019). Oman’s Response to a Rising Iran: A Case of Strategic Hedging. *Journal of Arabian Studies*, 9(1), 1-12. <https://doi.org/10.1080/21534764.2019.1625191>
- Bishop, J. (2016). Australian foreign policy: the Coalition approach. *Australian Journal of International Affairs*, 70(5), 453-459.
- Bishop, J. (2017, mars). *Change and uncertainty in the Indo-Pacific: Strategic challenges and opportunities*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/julie-bishop/speech/change-and-uncertainty-indo-pacific-strategic-challenges-and-opportunities>
- Bishop, J. (The H. (2013, 26 novembre). *China’s announcement of an air-defence identification zone over the East China Sea*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/julie-bishop/media-release/chinas-announcement-air-defence-identification-zone-over-east-china-sea>
- Bisley, N. (2013). ‘An ally for all the years to come’: why Australia is not a conflicted US ally. *Australian Journal of International Affairs*, 67(4), 403-418.
- Bisley, N. (2017). International Order-Building and the Systemic Context of Australian Foreign Policy, 1901-present. Dans M. Beeson et S. Hameiri (dir.), *Navigating the New International Disorder: Australia in World Affairs 2011 - 2015* (p. 36-55). Oxford University Press.
- Bisley, N. (2020). Flawed assumptions: Australia’s incrementalist hedging in a fractured order. *East Asia Forum Quarterly*, 12(1), 13-14, world.
- Blackwell, T. (2022, 27 septembre). *Last Canadian cabinet minister to visit Taiwan on China’s more aggressive foreign policy*. National Post. <https://nationalpost.com/news/world/canada-visit-taiwan-china>
- Blanchfield, M. (2021, 21 décembre). *Canada, allies must confront China challenge united after two Michaels: Trudeau*. The Canadian Press. <https://nouveau-eureka-cc.proxy.bibliotheques.uqam.ca/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news%C2%B720211221%C2%B7CP%C2%B7ec0fc28c13d34d2481976e720cb8370e&docIndex=5>
- Bland, D. L. (1995). *Chiefs of Defence*. Canadian Institute of Strategic Studies.

- Blank, S. et Gattinger, M. (2018). Canada-US Relations Under President Trump: Stop Reading the Tweets and Look to the Future. Dans N. Hillmer et P. Lagassé (dir.), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy* (p. 83-102). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-73860-4_5
- Blaxland, J. (2017). Strategic Balancing Act: Australia's Approach to Managing China, the USA and Regional Security Priorities. *Security Challenges*, 13(1), 19-40.
- Blaxland, J. C. (2006). *Strategic Cousins: Australian and Canadian Expeditionary Forces and the British and American Empires*. McGill-Queens University Press.
- Blaxland, J. C., Fielding, M. et Gellerfy, T. (dir.). (2020). *Niche Wars: Australia in Afghanistan and Iraq, 2001-2014*. Australian National University Press. <http://doi.org/10.22459/NW.2020>
- Bloomfield, A. (2011). *Australia's Strategic Culture: An investigation of the concept of strategic culture and its application to the Australian case* [Ph.D Thesis in Political Studies, Queen's University].
- Bloomfield, A. (2012). Time to Move On: Reconceptualizing the Strategic Culture Debate. *Contemporary Security Policy*, 33(3), 437-461. <https://doi.org/10.1080/13523260.2012.727679>
- Bloomfield, A. (2016). To balance or to bandwagon? Adjusting to China's rise during Australia's Rudd-Gillard era. *The Pacific Review*, 29(2), 259-282. <https://doi.org/10.1080/09512748.2015.1013497>
- Bloomfield, A. (2018). Issues in Australian Foreign Policy. *Australian Journal of Politics & History*, 64(4), 641-656. <https://doi.org/10.1111/ajph.12513>
- Bloomfield, A. et Nossal, K. R. (2007). Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture: The Cases of Australia and Canada. *Contemporary Security Policy*, 28(2), 286-307. <https://doi.org/10.1080/13523260701489859>
- Boon, H. T. (2016). The hedging prong in India's evolving China strategy. *Journal of Contemporary China*, 25(101), 792-804.
- Borzillo, L., Dumas, P., Fortier, M., Hollander, H., Imre-Millei, B., Massie, J., Munier, M., Pupco, H. et Raymond, C. (2021, mars). *Rapport sur le projet de planification de la défense du COIC*. Réseau d'analyse stratégique.
- Bosco, J. (2021, 4 mai). *Will Biden provide strategic clarity or further ambiguity on Taiwan?* The Hill. <https://thehill.com/opinion/international/551536-will-biden-provide-strategic-clarity-or-further-ambiguity-on-taiwan>
- Botton, N. et Lee-Makiyama, H. (2018). *After Australia's Telecom Sector Security Review* (8) [ECIPE Policy Brief]. European Centre for International Political Economy.
- Boutilier, A. (2022, 7 avril). *Cyber defence agency gets significant boost in Liberals' Budget 2022 - National*. Global News. <https://globalnews.ca/news/8743509/budget-2022-boosts-cyber-security/>
- Bramston, T. (2021, 12 novembre). Defending Taiwan against Beijing is a must, says Peter Dutton. *The Australian* (Sydney). <https://www.theaustralian.com.au/nation/defence/defending-taiwan-against-beijing-is-a-must-says-peter-dutton/news-story/ef9dd7fd56515afbd90021760d1d344>

- Brands, H. et Edel, C. (2021). A Grand Strategy of Democratic Solidarity. *The Washington Quarterly*, 44(1), 29-47.
- Brangwin, N. et Watt, D. (2022, 27 juillet). *The State of Australia's Defence: A Quick Guide* [Research Paper Series 2022-23]. Parliament of Australia, Dept. of Parliamentary Services. https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/download/library/prspub/8697707/upload_binary/8697707.pdf
- Bratt, D. (2022). Stephen Harper and the Politics of Canada-US Relations. Dans P. McKenna (dir.), *Harper's World: The Politicization of Canadian Foreign Policy, 2006-2015* (p. 165-188). University of Toronto Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=6876658>
- Brauch, H. G. (2011). Concepts of Security Threats, Challenges, Vulnerabilities and Risks. Dans H. G. Brauch, Ú. Oswald Spring, C. Mesjasz, J. Grin, P. Kameri-Mbote, B. Chourou, P. Dunay et J. Birkmann (dir.), *Coping with Global Environmental Change, Disasters and Security: Threats, Challenges, Vulnerabilities and Risks* (p. 61-106). Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-642-17776-7_2
- Braun III, W. G., Von Hlatky, S. et Nossal, K. R. (dir.). (2019). *A Changing International Order? Implications for the Security Environment*. The Kingston Consortium on International Security Series.
- Brawley, M. R. (2009). Neoclassical realism and strategic calculations: explaining divergent British, French, and Soviet strategies toward Germany between the world wars (1919-1939). Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (p. 75-98). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511811869.002>
- Breuer, A. et Johnston, A. I. (2019). Memes, narratives and the emergent US–China security dilemma. *Cambridge Review of International Affairs*, 32(4), 429-455. <https://doi.org/10.1080/09557571.2019.1622083>
- Brewster, M. (2022a, 28 mars). *Liberals launch negotiations to buy F-35 fighter jets*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/politics/f-35-negotiations-1.6399978>
- Brewster, M. (2022b, 6 octobre). *Military personnel shortage will get worse before it gets better, top soldier says*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/politics/eyre-shortage-directive-1.6608107>
- Bridge, C. (1991). « *Special relationships* »: *Australia, Britain, and the United States since 1941*. Menzies Centre for Australian Studies.
- Bridge, C. et Zielinski, B. (2019). The Anglosphere and the American Embrace: The End of the British Empire and After. Dans A. Mycock et B. Wellings (dir.), *The Anglosphere: Continuity, Dissonance and Location* (p. 120-132). Oxford University Press.
- Brooks, S. G. et Wohlforth, W. C. (2008). *World Out of Balance*. Princeton University Press.
- Brooks, S. G., Wohlforth, W. C. et Brooks, S. G. (2005). Hard Time for Soft Balancing. *International Security*, 30(1), 72-108.
- Brown, K. et Bretherton, H. (2016). Australian relations with China and the USA: the challenge of grand strategies. *Australian Journal of International Affairs*, 70(1), 1-5. <https://doi.org/10.1080/10357718.2015.1103700>

- Buhari Gulmez, D. (2020). The resilience of the US–Turkey alliance: divergent threat perceptions and worldviews. *Contemporary Politics*, 26(4), 475-492. <https://doi.org/10.1080/13569775.2020.1777038>
- Bunn, E. (2004). Force Posture and Dissuasion. *Strategic Insights*, III(10). https://ciaotest.cc.columbia.edu/olj/si/si_3_10/si_3_10_bum01.pdf
- Bureau du premier ministre. (2012, 8 février). *Le Canada et la Chine renforcent leur partenariat stratégique*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2012/02/canada-chine-renforcent-leur-partenariat-strategique.html>
- Bureau du premier ministre. (2016a, 13 septembre). *Communiqué conjoint - Premier Dialogue de haut niveau Canada-Chine sur la sécurité nationale et la primauté du droit*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2016/09/13/communique-conjoint-premier-dialogue-de-niveau-canada-chine>
- Bureau du premier ministre. (2016b, 13 septembre). *Mandat: Dialogue de haut niveau Canada-Chine sur la sécurité nationale et la primauté du droit*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2016/09/13/mandat-dialogue-de-niveau-canada-chine-la-securite>
- Bureau du premier ministre. (2018, 14 novembre). *Le premier ministre annonce un partenariat renforcé avec la Chine*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2018/11/14/premier-ministre-annonce-partenariat-renforce-la-chine>
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2016, 29 novembre). *Recrutement et maintien de l'effectif dans les Forces armées canadiennes — Défense nationale* (5). Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201611_05_f_41834.html
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2018, 20 novembre). *La force aérienne de combat du Canada — Défense nationale* (3) [Rapport]. Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201811_03_f_43201.html
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2021). *La Stratégie nationale de construction navale* (2) [Rapport]. Parlement du Canada. https://opencanada.blob.core.windows.net/opengovprod/resources/bd8fb945-2d28-4aa4-b0db-fae5b543b32b/parl_oag_202102_02_f.pdf?sr=b&sp=r&sig=awrXUZJEUS36PpOjlcNE26QTdTvVB0yXOQig2n9As8k%3D&sv=2015-07-08&se=2023-03-09T00%3A51%3A13Z
- Burke, A. (2008). *Fear of Security: Australia's Invasion Anxiety*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511720543>
- Burton, C. (2015). Canada's China policy under the Harper government. *Canadian Foreign Policy Journal*, 21(1), 45-63. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.934860>
- Busbarat, P. (2017). Thai–US Relations in the Post-Cold War Era: Untying the Special Relationship. *Asian Security*, 13(3), 256-274. <https://doi.org/10.1080/14799855.2017.1357999>
- CAF. (2019). *The Canadian Surface Combatant*. Canadian Armed Forces. https://www.navy-marine.forces.gc.ca/assets/NAVY_Internet/docs/en/fleet/csc_eng_1.pdf

- Callick, R. (2010, 6 décembre). Rudd's brutal reality exposed. *The Australian* (Sydney), Politics. <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/rudds-brutal-reality-exposed/news-story/0aa405c843b03bd2121c8caf0708ddfa>
- Cancian, M. F. (2022, 31 octobre). Force Structure in the National Defense Strategy: Highly Capable but Smaller and Less Global. *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*. <https://www.csis.org/analysis/force-structure-national-defense-strategy-highly-capable-smaller-and-less-global>
- Cardinal, L. et Headon, D. (2002). *Shaping Nations : Constitutionalism and Society in Australia and Canada*. UOP: University of Ottawa Press. <https://canadacommons.ca/artifacts/1867177/shaping-nations/2616118/>
- Carr, A. (2013). Is Australia a middle power? A systemic impact approach. *Australian Journal of International Affairs*, 68(1), 70-84.
- Carr, A. (2015). Australia: A Constructive or a Confused Power? Dans K. Choi, J. Manicom et S. Palamar (dir.), *Mutual Security in the Asia-Pacific* (p. 21). McGill-Queen's University Press.
- Carr, A. et Dean, P. J. (2013). The Funding Illusion: The 2% of GDP Furphy in Australia's Defence Debate. *Security Challenges*, 9(4), 65-86.
- Castillo, J. J. et Downes, A. B. (2020). Loyalty, hedging, or exit: How weaker alliance partners respond to the rise of new threats. *Journal of Strategic Studies*, 1-42. <https://doi.org/10.1080/01402390.2020.1797690>
- CBC. (2005, 9 septembre). *Canada and China sign strategic partnership, discuss human rights*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/canada-and-china-sign-strategic-partnership-discuss-human-rights-1.546781>
- Chadwick, E. (2002). *Traditional neutrality revisited: law, theory, and case studies*. Kluwer Law International.
- Chalivet, A. (2022). *India's Foreign Policy Toward China and the United States: an example of hedging?* [Mémoire, Université Paris 2 Panthéon-Assas – Sorbonne Université].
- Chambre des Communes. (2021, 15 août). *CACN - Relations sino-canadiennes*. Parlement du Canada. <https://www.noscommunes.ca/Committees/fr/CACN/StudyActivity?studyActivityId=10947288>
- Chambre des Communes. (2022, 12 mai). *Débats de la chambre des communes*. Hansard c. 070 Parlement du Canada. 151 Hansard. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/chambre/seance-70/debats>
- Champagne, F.-P. (2020a, 21 février). *Discours du ministre des Affaires étrangères devant le Conseil des relations internationales de Montréal*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/02/discours-du-ministre-des-affaires-etrangees-devant-le-conseil-des-relations-internationales-de-montreal.html>
- Champagne, F.-P. (2020b, 25 novembre). *Allocution du Ministre des Affaires étrangères devant le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes*. Affaires mondiales Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/11/allocution-du-ministre-des-affaires-etrangees-devant-le-comite-special-sur-les-relations-sino-canadiennes.html>

- Chan, L.-H. (2019a). *Australia's strategic hedging in the Indo-Pacific: a 'third way' beyond either China or the US*. Australia-China Relations Institute.
- Chan, L.-H. (2019b, 10 avril). *Australia's strategic hedging in the Indo-Pacific: A 'third way' beyond either China or the US*. Australia-China Relations Institute. <https://www.australiachinarelations.org/content/australia%E2%80%99s-strategic-hedging-indo-pacific-%E2%80%98third-way%E2%80%99-beyond-either-china-or-us>
- Chan, L.-H. (2020). Strategic Hedging: A « Third Way » for Australian Foreign Policy in the Indo-Pacific. *Asia Policy*, 27(3), 87-112. <https://doi.org/10.1353/asp.2020.0045>
- Chan, S. (2010). An Odd Thing Happened on the Way to Balancing: East Asian States' Reactions to China's Rise. *International Studies Review*, 12(3), 387-412.
- Chan, S. (2012). *Looking for balance: China, the United States, and power balancing in East Asia*. Stanford University Press.
- Chantal, R. (2020). *Comment la Chine conquiert le monde: Le rôle du pouvoir symbolique*. Presses de l'Université de Montréal.
- Chase, S. (2014, 17 décembre). Challenges with China can't 'just be pretended away,' Harper says in one-on-one interview. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadas-challenges-with-china-cant-just-be-pretended-away-harper-says/article22131506/>
- Chase, S. (2023, 23 janvier). Taiwan expands diplomatic presence in Canada with new Montreal office. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-taiwan-canada-montreal/>
- Chaziza, M. (2015). Strategic Hedging Partnership: A New Framework for Analyzing Sino–Saudi Relations. *Israel Journal of Foreign Affairs*, 9(3), 441-452. <https://doi.org/10.1080/23739770.2015.1120017>
- Chaziza, M. (2018). Israel–China Relations Enter a New Stage: Limited Strategic Hedging. *Contemporary Review of the Middle East*, 5(1), 30-45. <https://doi.org/10.1177/2347798917744293>
- Cheeseman, G. (1999). Australia: The White Experience of Fear and Dependence. Dans K. Booth et R. Trood (dir.), *Strategic Cultures in the Asia-Pacific Region* (p. 273-298). Macmillan.
- Chen, I. T.-Y. et Yang, A. H. (2013). A harmonized Southeast Asia? Explanatory typologies of ASEAN countries' strategies to the rise of China. *The Pacific Review*, 26(3), 265-288. <https://doi.org/10.1080/09512748.2012.759260>
- Chen, X. et Garcia, F. X. (2016). US-China Relations: A Media Perspective. *International Journal of China Studies*, (1), 79-98.
- Chinyong Lui, J. (2005). Balancing, Bandwagoning, or Hedging?: Strategic and Security Patterns in Malaysia's Relations with China. Dans H. K. Leong et S. C. Y. Ku (dir.), *China and Southeast Asia: Global Changes and Regional Challenges* (p. 281-306). Institute of Southeast Asian Studies.
- Christensen, T. J. et Snyder, J. (1990). Chain Gangs and Passed Bucks: Predicting Alliance Patterns in Multipolarity. *International Organization*, 44(2), 137-168.

- Chubb, D. et McAllister, I. (2021). Fear and Greed: Australian Public Opinion Towards China's Rise*. *Australian Journal of Politics & History*, 67(3-4), 439-453. <https://doi.org/10.1111/ajph.12783>
- Chung, C. (2004). Southeast Asia–China relations: Dialectics of “hedging” and “counter-hedging”. Dans D. Singh et K. W. Chin (dir.), *Southeast Asian Affairs* (p. 35-53). ISEAS Publishing.
- Chung, L. (2022, 20 décembre). Taiwan says preparations ‘under way’ to open representative office in Montreal. *South China Morning Post* (Hong Kong), News. <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3204005/taiwan-says-preparations-under-way-open-representative-office-montreal>
- Ciorciari, J. D. (2010). *The limits of alignment: Southeast Asia and the great powers since 1975*. Georgetown University Press.
- Ciorciari, J. D. (2019). The variable effectiveness of hedging strategies. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 523-555. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz007>
- Ciorciari, J. D. (2021). Japan as the Key to Southeast Asian Diversification. Dans J. D. Ciorciari et K. Tsutsui (dir.), *The Courteous Power: Japan and Southeast Asia in the Indo-Pacific era* (p. 25-53). University of Michigan Press.
- Ciorciari, J. D. et Haacke, J. (2019). Hedging in international relations: an introduction. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 367-374. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz017>
- Ciorciari, J. D. et Haacke, J. (2022, 30 mars). *Hedging as Alignment or Hedging as Risk Management? Lessons from Japan, India and Turkey*. International Studies Association, Nashville.
- Clark, C. (2013, 4 juin). MacKay presses China to take regional disputes to UN. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/mackay-presses-china-to-take-regional-disputes-to-un/article12329483/>
- Clark, C. et Chase, S. (2010, 17 juillet). Canada's \$9-billion jet fighter deal raises questions. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadas-9-billion-jet-fighter-deal-raises-questions/article1212443/>
- Clark, C. et Hume, M. (2011, 18 juillet). John Baird embraces China as a « friend ». *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/john-baird-embraces-china-as-a-friend/article587764/>
- Clarke, M. (2022). China in Australia's Strategic Policy, 2007–2021: The Diminishing Returns of Hedging in an Era of Great Power Competition? Dans J. Kou, C.-C. Huang et B. L. Job (dir.), *The Strategic Options of Middle Powers in the Asia-Pacific* (p. 171-194). Routledge.
- Claude, I. L. (1962). *Power and international relations*. Random House.
- Cohen, M. et O'Neil, A. (2015). Doubts down under: American extended deterrence, Australia, and the 1999 East Timor crisis. *International Relations of the Asia-Pacific*, 15(1), 27-52. <https://doi.org/10.1093/irap/lcu017>
- Colautti-Féré, P. et Fortier, J. (2021). Loyalty or autonomy? Canadian and French divergent strategic behaviors in time of power transition. *Études canadiennes / Canadian Studies*, (91), 165-187. <https://doi.org/10.4000/eccs.5286>

- Collier, D. (1999). Data, Field Work, and Extracting New Ideas at Close Range. *Newsletter of the American Political Science Association Organized Section in Comparative Politics*, 10(1), 1-2, 4-6.
- Collins, J. F. (2021). Defence Procurement and Canadian Foreign Policy. Dans R. W. Murray et P. Gecelovsky (dir.), *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs* (p. 275-295). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-67770-1_13
- Collinson, E. (2018, juillet). *Australia-China relations summary*. Australia-China Relations Institute. https://www.australiachinarelations.org/sites/default/files/ACRI%20Australia-China%20relations%20monthly%20summary%20-%20July%202018_Elena%20Collinson.pdf
- Collinson, E. (2021, 13 décembre). *Australia-China monthly wrap-up: November 2021*. Australia-China Relations Institute. <https://www.australiachinarelations.org/content/australia-china-monthly-wrap-november-2021>
- Collinson, E. et Bell, C. L. (2022, 14 septembre). *Australia-China monthly wrap-up: August 2022*. Australia-China Relations Institute. <https://www.australiachinarelations.org/content/australia-china-monthly-wrap-august-2022>
- Commonwealth of Australia et United States of America. (2014, 12 août). *Force Posture Agreement*. <http://www.austlii.edu.au/au/other/dfat/nia/2014/19.html>
- Connolly, P. J. (2016). Engaging China's new foreign policy in the South Pacific. *Australian Journal of International Affairs*, 70(5), 484-505.
- Cooley, A. et Nexon, D. (2020). *Exit from Hegemony. The Unraveling of the American Global Order*. Oxford University Press.
- Coorey, P. (2012, 27 mars). US military eyes Cocos Islands as a future Indian Ocean spy base. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), Federal. <https://www.smh.com.au/politics/federal/us-military-eyes-cocos-islands-as-a-future-indian-ocean-spy-base-20120327-1vwo0.html>
- Corley, K. G. et Gioia, D. A. (2011). Building Theory about Theory Buidling: What Constitutes a Theoretical Contribution? *Academy of Management Review*, 36(1), 12-32.
- Cornish, P. et Dorman, A. M. (2012). Smart muddling through: rethinking UK national strategy beyond Afghanistan. *International Affairs*, 88(2), 213-222. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2012.01067.x>
- Cossette, M.-A. et Boutilier, A. (2022, 11 mai). *Canada directs military to take more 'assertive' stance in cyberspace - National*. Global News. <https://globalnews.ca/news/8827050/canada-military-more-assertive-cyberspace/>
- Cottle, D., Keys, A. et Costigan, T. (2019). Contemporary Challenges to the US-led Liberal International Order from the United States and the Rising Powers of China and Russia. *Rising Powers Quarterly*, 4(1), 57-75.
- Cox, L., Cooper, D. et O'Connor, B. (2023). The AUKUS umbrella: Australia-US relations and strategic culture in the shadow of China's rise. *International Journal*, 78(3), 307-326. <https://doi.org/10.1177/00207020231195631>

- CPA. *The South China Sea Arbitration (The Republic of Philippines v. The People's Republic of China)*. United Nations Convention on the Law of the Sea c. 2013-19. <https://pca-cpa.org/fr/cases/7/>
- CPDN. (2010). *La Souveraineté du Canada dans l'Arctique*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/40-3/NDDN/rapport3>
- CPDN. (2015). *Le Canada et la défense nord-américaine*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/41-2/NDDN/rapport-13/>
- CPDN. (2016). *Le Canada et la défense de l'Amérique du Nord : NORAD et la disponibilité opérationnelle des forces aériennes* [41e législature, 2e session]. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/NDDN/Reports/RP8406082/nddnrp02/nddnrp02-f.pdf>
- CPDN. (2017). *La disponibilité opérationnelle des forces navales du Canada*. Chambre des Communes. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/NDDN/Reports/RP9031883/nddnrp06/nddnrp06-f.pdf>
- Cranston, M. (2022, 26 juin). *US Congress studies bill on AUKUS training for Australian submariners*. Australian Financial Review § North America. <https://www.afr.com/world/north-america/us-congress-studies-bill-on-aukus-training-for-australian-submariners-20220626-p5awlu>
- Crowe, D. (2018, 21 février). Malcolm Turnbull says China does not present a « threat » to Australia. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), Federal. <https://www.smh.com.au/politics/federal/malcolm-turnbull-says-china-does-not-present-a-threat-to-australia-20180222-p4z177.html>
- CSpO. *Vision 2031 des opérations spatiales interalliées. Opérations spatiales interalliées*. <https://www.canada.ca/content/dam/rcaf-arc/migration/docs/fr/espace/vision-2031-operations-spatiales-interalliees.pdf> février 2022.
- Curran, J. (2006). *The Power of Speech: Australian Prime Ministers Defining the National Image* (New ed). Melbourne University Press.
- Curran, J. (2016). *Fighting with America: why saying no to the US wouldn't rupture the alliance*. Penguin Books.
- Curran, J. et Ward, S. (2010). *The Unknown Nation: Australia After Empire*. Melbourne University Publishing.
- Dai, Y. et Luqiu, L. R. (2022). Wolf Warriors and Diplomacy in the New Era: An Empirical Analysis of China's Diplomatic Language. *China Review*, 22(2), 253-283.
- Dalay, G. (2019, 28 mai). *Turkey and Russia are Bitter Frenemies*. Foreign Policy. <https://foreignpolicy.com/2019/05/28/turkey-and-russia-are-bitter-frenemies/>
- Daley, P. (2021, 29 avril). Dutton and Pezzullo talk up the beating drums of war – but it is not them who will have to fight. *The Guardian* (Manchester), Opinion. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/apr/29/dutton-and-pezzullo-talk-up-the-beating-drums-of-war-but-it-is-not-them-who-will-have-to-fight>

- Danastri, H. (2020). The Rising Dragon and The Defending Eagle: Understanding the Geopolitical Rivalry between US-China in South China Sea. *Journal of International Studies on Energy Affairs*, 1(1), 28-42.
- Danby, M. (2014, 16 juin). *Defence blunder sends the wrong signal*. The Australian. <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/defence-blunder-sends-wrong-signal/news-story/7de5b634c073997ad6c495c3ea51e952>
- Davidson, H. (2022, 25 mai). Fears Biden's Taiwan comments may raise tensions despite rowback. *The Guardian* (Manchester), US news. <https://www.theguardian.com/us-news/2022/may/25/fears-bidens-taiwan-comments-may-raise-tensions-despite-rowback>
- Davis, M. (2009, 27 février). Rudd and Obama to go face-to-face on Afghanistan. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), National. <https://www.smh.com.au/national/rudd-and-obama-to-go-face-to-face-on-afghanistan-20090227-8k9a.html>
- Dean, P. J., Frühling, B. et Taylor, B. (dir.). (2019). *After American Primacy: Imagining the Future of Australia's Defence*. Melbourne University Press.
- Dean, P. J., Frühling, S. et Taylor, B. (2016). *Australia's American Alliance*. Melbourne University Press.
- Défense nationale. (2018, 5 juillet). *Opération PRESENCE*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/op-presence.html>
- Dempster, D. (2020). Capability Acquisition and Canadian Defence Policy: Programme Achievability and Resilience? Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 331-350). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2
- Dennis, P., Grey, J., Morris, E., Prior, R. et Bou, J. (dir.). (2008). *The Oxford Companion to Australian Military History* (2nd ed). Oxford University Press.
- Department of Defence. (2013). *2013 Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.
- Department of Defence. (2016). *2016 Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.
- Dept. of Home Affairs. (2020). *Australia's Cyber Security Strategy 2020*. Commonwealth of Australia.
- Dept. of the Prime Minister and Cabinet. (2012). *Australia in the Asian Century White Paper*. Commonwealth of Australia.
- Dept. of the Prime Minister and Cabinet. (2013). *Strong and Secure: A Strategy for Australia's National Security*. Commonwealth of Australia.
- Dept. of the Treasury. (2022a, 25 octobre). *Budget Strategy and Outlook (01)* [Budget Paper]. Commonwealth of Australia. https://budget.gov.au/2022-23-october/content/bp1/download/bp1_2022-23.pdf
- Dept. of the Treasury. (2022b, 29 mars). *Budget Strategy and Outlook (01)* [Budget Paper]. Commonwealth of Australia. https://budget.gov.au/2022-23-october/content/bp1/download/bp1_2022-23.pdf

- Deslongchamps, H. (2019). L'émergence du néo-continentalisme dans la politique du Canada à l'égard des Amériques. *Études internationales*, 50(1), 69-93. <https://doi.org/10.7202/1062817ar>
- DFAT. (2016, 12 juillet). *Australia supports peaceful dispute resolution in the South China Sea*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/news/news/Pages/australia-supports-peaceful-dispute-resolution-in-the-south-china-sea>
- DFAT. (2017). *Foreign Policy White Paper*. Commonwealth of Australia.
- DFAT. (2020, juillet). *Note Verbale (20/026)*. The Permanent Mission of the Commonwealth of Australia to the United Nations. https://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/mys_12_12_2019/2020_07_23_AUS_NV_UN_001_OLA-2020-00373.pdf
- DFAT. (2022a). *Australia-Taiwan relationship*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/taiwan/Pages/australia-taiwan-relationship>
- DFAT. (2022b, juillet). *China country brief*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/china/Pages/china-country-brief>
- Dibb, P. (2018, 23 juillet). *New security reality demands new Australian policy*. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/new-security-reality-demands-new-australian-policy/>
- Didier, B. (2021). Reacting to the Decline of the West?: The European Union's Embrace of Strategic Hedging. *European Review of International Studies*, 8(2), 191-220. <https://doi.org/10.1163/21967415-08020003>
- Dijkstra, H., Petrov, P. et Versluis, E. (2018). Governing risks in international security. *Contemporary Security Policy*, 39(4), 537-543. <https://doi.org/10.1080/13523260.2018.1503776>
- Dingwall, D. et Jervis-Bardy, D. (2022, 25 avril). « Prepare for war »: Dutton's warning hangs over Anzac commemorations. *The Canberra Times* (Canberra), Defence. <https://www.canberratimes.com.au/story/7711433/prepare-for-war-duttons-warning-hangs-over-anzac-commemorations/>
- Directeur parlementaire du budget. (2022, 9 juin). *Dépenses militaires du Canada et objectif de dépenses de 2% de l'OTAN*. Parlement du Canada. https://publications.gc.ca/collections/collection_2023/dpb-pbo/YN5-257-2022-fra.pdf
- Dittmer, L. (2012). Sino-Australian Relations: A Triangular Perspective. *Australian Journal of Political Science*, 47(4), 661-675. <https://doi.org/10.1080/10361146.2012.732207>
- DND. (2020). *Pan-Domain Force Employment Concept*. Government of Canada.
- DoD. (2009a). *Defence Capability Plan*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2009b). *Defending Australia in the Asia Pacific Century: Defence White Paper 2009*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2009c). *The Strategic Reform Program 2009: delivering Force 2030*. Commonwealth of Australia. <http://www.defence.gov.au/publications/reformBooklet.pdf>

- DoD. (2010). *The Strategic Reform Program: making it happen*. Commonwealth of Australia. <http://www.defence.gov.au/srp/docs/srp.pdf>
- DoD. (2012). *Defence Capability Development Handbook*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2013). *Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2016a). *Defence Industry Policy Statement*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2016b). *Defence White Paper*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2016c). *Integrated Investment Program*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2020a). *Defence Strategic Update*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2020b). *Force Structure Plan*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2020c). *Lead The Way: Defence Transformation Strategy*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2020d). *More, Together. Defence Science and Technology Strategy 2030*. Commonwealth of Australia.
- DoD. (2021, 5 mars). *Closed ATM View - AZ6308: AusTender*. Australian Government - Defence. <https://www.tenders.gov.au/Atm/ShowClosed/7de6d0ba-a3e0-4e60-b850-925c412e1958?PreviewMode=False>
- DoD. (2023a). *Defence Strategic Review*. Commonwealth of Australia. <https://www.defence.gov.au/about/reviews-inquiries/defence-strategic-review>
- DoD. (2023b). *Home : USFPI : Department of Defence*. Australian Government - Defence. <https://defence.gov.au/Initiatives/USFPI/>
- DoD. (2023c, mars). *The AUKUS Nuclear-Powered Submarine Pathway*. Australian Government - Defence. <https://www.defence.gov.au/about/taskforces/aukus>
- Doğan, A. (2021). *Hegemony with Chinese characteristics : from the tributary system to the Belt and Road Initiative*. Routledge.
- Dollar, D., Hass, R. et Bader, J. A. (2019, 15 janvier). Assessing U.S.-China relations 2 years into the Trump presidency. *Brookings Institution*. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/01/15/assessing-u-s-china-relations-2-years-into-the-trump-presidency/>
- Donnellan, A. (2021, 30 novembre). Could leasing nuclear submarines from the US address Australia's capability gap? *ABC News*. <https://www.abc.net.au/news/2021-11-30/aukus-pact-leasing-nuclear-submarines-capability-gap-concerns/100651482>
- D'Orazio, V. J. (2013). *International Military Cooperation: From Concepts to Constructs* [PhD Thesis, Pennsylvania State University]. <https://etda.libraries.psu.edu/catalog/19845>
- Drian, J.-Y. L. et Parly, F. (2021, 17 septembre). *Inaugural France-Australia 2+2 Ministerial Consultations, 30 August 2021*. Ambassade de France en Australie. <https://au.ambafrance.org/Inaugural-Australia-France-2-2-Ministerial-Consultations-30-August-2021>

- Duelfer, C. A. et Dyson, S. B. (2011). Chronic Misperception and International Conflict: The U.S.-Iraq Experience. *International Security*, 36(1), 73-100.
- Dumas, P. (2021). L’approvisionnement de la défense du Canada : Les projets d’avions de combat dans un monde en mutation. *Études canadiennes / Canadian Studies. Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, (91), 91-118. <https://doi.org/10.4000/eccs.5143>
- Dumbrell, J. (2009). The US–UK Special Relationship: Taking the 21st-Century Temperature. *The British Journal of Politics and International Relations*, 11(1), 64-78. <https://doi.org/10.1111/j.1467-856x.2008.00352.x>
- Duncombe, C. et Dunne, T. (2018). After liberal world order. *International Affairs*, 94(1), 25-42. <https://doi.org/10.1093/ia/iix234>
- Dunlop, D. (2022, 23 novembre). Latest Known LM CSC Design Phase Update ... So Far. *Canadian Naval Review*. <https://www.navalreview.ca/2022/11/latest-known-lm-csc-design-phase-update-so-far/>
- Dutton, P. (2022, 26 novembre). *National Press Club Address*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2021-11-26/national-press-club-address-canberra-act>
- Edström, H. et Westberg, J. (2020). The defense strategies of middle powers: Competing for security, influence and status in an era of unipolar demise. *Comparative Strategy*, 39(2), 171-190. <https://doi.org/10.1080/01495933.2020.1718992>
- Edwards, L. J. et Jennings, P. (2014, 19 février). *Facing West, Facing North: Canada and Australia in East Asia* [Special Report]. Australian Strategic Policy Institute & Centre for International Governance Innovation. <https://www.cigionline.org/publications/facing-west-facing-north-canada-and-australia-east-asia/>
- Esper, M. T. (2020, 11 février). *Remarks by Secretary Esper En Route to Europe*. U.S. Department of Defense. [https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2081659/remarks-by-secretary-esper-en-route-to-europe/https%3A%2F%2Fwww.defense.gov%2FNews%2FTranscripts%2FTranscript%2FArticle%2F2081659%2Fremarks-by-secretary-esper-en-route-to-europe%2F](https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/2081659/remarks-by-secretary-esper-en-route-to-europe/)
- Evans, M. (2005). *The Tyranny of Dissonance: Australia’s Strategic Culture and Way of War, 1901-2005*. Land Warfare Studies Centre.
- Evans, P. (2022, 19 décembre). *Canada’s new Indo-Pacific strategy bids au revoir to middle power ambitions*. East Asia Forum. <https://www.eastasiaforum.org/2022/12/19/canadas-new-indo-pacific-strategy-bids-au-revoir-to-middle-power-ambitions/>
- Fangyin, Z. (2016). Between assertiveness and self-restraint: understanding China’s South China Sea policy. *International Affairs*, 92(4), 869-890. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12657>
- Fearon, J. D. (1994). Signaling versus the Balnce of Power and Interests. *Journal of Conflict Resolution*, 38(2), 236-269.
- Fearon, J. D. (1997). Signaling Foreign Policy Interests: Tying Hands versus Sinking Costs. *Journal of Conflict Resolution*, 41(1), 68-90. <https://doi.org/10.1177/0022002797041001004>

- Fedder, E. H. (1968). The Concept of Alliance. *International Studies Quarterly*, 12(1), 65-86. <https://doi.org/10.2307/3013558>
- Feng, H. et He, K. (2017). Soft Balancing. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.549>
- Feng, H. et He, K. (2018). *Chinese thinking on the South China Sea and the future of regional security. US-China Competition and the South China Sea Disputes* (p. 48-64). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781351214308-4>
- Fife, R. (2021, 11 janvier). Gen. Vance calls for grand strategy to confront China and Russia. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-gen-vance-calls-for-grand-strategy-to-confront-china-and-russia/>
- Fife, R. et Chase, S. (2020, 9 décembre). Global Affairs objected to Canadian military decision to cancel training with China's People's Liberation Army. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-global-affairs-objected-to-canadian-military-decision-to-cancel/>
- Fildes, N. (2022, 7 mars). Australia plans submarine base as 'autocrats' take aim at the world order. *Financial Times* (London). <https://www.ft.com/content/b537f944-bba0-43a6-99fe-305f8ad49602>
- Fiori, A. et Passeri, A. (2015). Hedging in search of a new age of non-alignment: Myanmar between China and the USA. *The Pacific Review*, 28(5), 679-702. <https://doi.org/10.1080/09512748.2015.1012543>
- Fitzsimmons, D. (2022). *Australia's Relations with China: The Illusion of Choice, 1972-2022*. Routledge.
- Flitton, D. (2020, juin). *Who really killed the Quad 1.0?* The Interpreter. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/who-really-killed-quad-10>
- Foot, R. (2006). Chinese Strategies in a US-Hegemonic Global Order: Accommodating and Hedging. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 82(1), 77-94.
- Foot, R. (2020). China's rise and US hegemony: Renegotiating hegemonic order in East Asia? *International Politics*, 57(2), 150-165. <https://doi.org/10.1057/s41311-019-00189-5>
- Ford, L. et Cooper, Z. (2021). America's Alliances After Trump: Lessons from the Summer of '69. *Texas National Security Review*, 4(2), 99-116.
- Fortier, M. (2019). Diplomatie. Dans A. Macleod et P. Bonditti (dir.), *Relations internationales: Théories et concepts* (4^e éd., p. 120-124). Athéna.
- Fortier, M. (2021, 21 septembre). AUKUS : Un nouveau partenariat de l'anglosphère pour développer des capacités sous-marines nucléaires. *Réseau d'analyse stratégique (RAS)*. <https://ras-nsa.ca/fr/publication/aukus-un-nouveau-partenariat-de-langlosphere-pour-developper-des-capacites-sous-marines-nucleaires/>
- Fortier, M. et Massie, J. (2023). Strategic hedgers? Australia and Canada's defence adaptation to the global power transition. *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 78(3), 463-478. <https://doi.org/10.1177/00207020231195633>

- Freeland, C. (2017, 6 juin). *Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère*. Affaires mondiales Canada. https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanaadenmatiere.html
- Freeland, C. (2022, 10 décembre). *Allocution de la vice-première ministre à la Brookings Institution à Washington D.C.* Vice-première ministre du Canada. <http://vicepm.canada.ca/fr/nouvelles/discours/2022/10/11/allocution-de-la-vice-premiere-ministre-la-brookings-institution>
- Friedberg, A. L. (1988). *The Weary Titan*. Princeton University Press.
- Frühling, S. (2018). Is ANZUS Really an Alliance? Aligning the US and Australia. *Survival*, 60(5), 199-218. <https://doi.org/10.1080/00396338.2018.1518384>
- G7. (2022, 28 juin). *G7 Leaders' Communiqué*. G7 Germany. <https://www.g7germany.de/resource/blob/974430/2062292/fbdb2c7e996205aee402386aae057c5e/2022-07-14-leaders-communique-data.pdf?download=1>
- Gaddis, J. L. (1982). *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of American National Security Policy during the Cold War*. Oxford University Press.
- Gaddis, J. L. (2018). *On Grand Strategy*. Penguin Press.
- Gady, F.-S. (2016, 10 mars). *Will the US Station Long-Range Heavy Bombers in Australia?* The Diplomat. <https://thediplomat.com/2016/03/will-the-us-station-long-range-heavy-bombers-in-australia/>
- Gagnon, F. et Cloutier-Roy, C. (2020). Ephemeral or durable? Donald Trump's impact on Canada–US issues in the Great Lakes heartland and northeast borderlands. *Canadian Foreign Policy Journal*, 26(2), 182-196. <https://doi.org/10.1080/11926422.2019.1696848>
- Galloway, A. (2021, 15 avril). 'Great polarisation': Morrison warns authoritarian countries are threatening liberal democracies. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), Federal. <https://www.smh.com.au/politics/federal/great-polarisation-morrison-warns-authoritarian-countries-are-threatening-liberal-democracies-20210415-p57jgd.html>
- Garde côtière canadienne. (2021, 6 mai). *Le gouvernement du Canada annonce la construction de brise-glaces polaires pour renforcer la présence du Canada dans l'Arctique et fournir des services indispensables aux Canadiens*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/garde-cotiere-canadienne/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-annonce-la-construction-de-brise-glaces-polaires-pour-renforcer-la-presence-du-canada-dans-larctique-et-fournir-des-servi.html>
- Garlick, J. et Havlová, R. (2020). China's "Belt and Road" Economic Diplomacy in the Persian Gulf: Strategic Hedging amidst Saudi–Iranian Regional Rivalry. *Journal of Current Chinese Affairs*, 49(1), 82-105. <https://doi.org/10.1177/1868102619898706>
- Gazibo, M. (2002). La démarche comparative binaire : éléments méthodologiques à partir d'une analyse de trajectoires contrastées de démocratisation. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 9(3), 427-449.

- Geeraerts, G. et Salman, M. (2016). Measuring Strategic Hedging Capability of Second-Tier States Under Unipolarity. *Chinese Political Science Review*, 1(1), 60-80. <https://doi.org/10.1007/s41111-016-0010-6>
- George, A. L., Bennett, A., Lynn-Jones, S. M. et Miller, S. E. (2005). *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. MIT Press.
- Gerring, J. (2004). What Is a Case Study and What Is It Good for? *The American Political Science Review*, 98(2), 341-354.
- Gerring, J. (2005). Causation: A Unified Framework for the Social Sciences. *Journal of Theoretical Politics*, 17(2), 163-198. <https://doi.org/10.1177/0951629805050859>
- Gerring, J. (2009). Case Selection for Case-Study Analysis: Qualitative and Quantitative Techniques. Dans J. M. Box-Steffensmeier, H. E. Brady, D. Collier et J. Gerring (dir.), *The Oxford Handbook of Political Methodology* (p. 645-684). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199286546.003.0028>
- Gerstl, A. (2020). Malaysia's Hedging Strategy Towards China Under Mahathir Mohamad (2018–2020): Direct Engagement, Limited Balancing, and Limited Bandwagoning. *Journal of Current Chinese Affairs*, 49(1), 106-131. <https://doi.org/10.1177/1868102620964219>
- Gholz, E., Press, D. G. et Sapolsky, H. M. (1997). Come Home, America: The Strategy of Restraint in the Face of Temptation. *International Security*, 21(4), 5-48. <https://doi.org/10.1162/isec.21.4.5>
- Gibbons-Neff, T. (2019, 3 août). Pentagon Chief in Favor of Deploying U.S. Missiles to Asia. *The New York Times* (New York), World. <https://www.nytimes.com/2019/08/03/world/asia/us-missiles-asia-esper.html>
- Gillard, J. (2013, 23 janvier). *Australia's National Security Beyond the 9/11 Decade*. Departement of the Prime Minister and Cabinet. Defence News. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-19005>
- Gilpin, R. (1983). *War and Change in World Politics*. Cambridge University Press.
- Giorno, G. W. (2021, 10 novembre). *Introduction à l'ouverture d'une législature*. Fasken. <https://www.fasken.com/fr/knowledge/2021/11/primer-on-the-opening-of-parliament>
- Glynn, A. N. et Ichino, N. (2016). Increasing Inferential Leverage in the Comparative Method: Placebo Tests in Small-n Research. *Sociological Methods & Research*, 45(3), 598-629.
- Goh, E. (2005). *Meeting the China Challenge: The U.S. in Southeast Asian Regional Security Strategies* (Policy Studies 16). East-West Center Washington.
- Goh, E. (2007). Great Powers and Hierarchical Order in Southeast Asia: Analyzing Regional Security Strategies. *International Security*, 32(3), 113-157.
- Golan, G. J., Waddell, T. F. et Barnidge, M. (2021). Competing Identity Cues in the Hostile Media Phenomenon: Source, Nationalism, and Perceived Bias in News Coverage of Foreign Affairs. *Mass Communication and Society*, 24(5), 676-700. <https://doi.org/10.1080/15205436.2021.1884263>

- Goldstein, A. (2003). A Emerging China's Grand Strategy: A Neo-Bismarckian Turn? . JSTOR. Dans G. J. Ikenberry et M. Mastanduno (dir.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific* (p. 57-106). Columbia University Press. <https://doi.org/10.7312/iken12590.7>
- Goodman, D. S. G. (2017). Australia and the China Threat: managing ambiguity. *The Pacific Review*, 30(5), 769-782. <https://doi.org/10.1080/09512748.2017.1339118>
- Götz, E. (2021). Neoclassical Realist Theories, Intervening Variables, and Paradigmatic Boundaries. *Foreign Policy Analysis*, 17(2). <https://doi.org/10.1093/fpa/oraa026>
- Gourevitch, P. (2002). Domestic Politics and International Relations. Dans W. Carlsnaes, T. Risse et B. A. Simmons (dir.), *Handbook of International Relations* (p. 309-328). SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781848608290>
- Gray, C. S. (2014). *Strategy and Defence Planning: Meeting the Challenge of Uncertainty*. Oxford University Press.
- Greber, J. et Smith, M. (2019, 5 mars). Between China and US, Australia « will choose its security ». *Australian Financial Review* (Sydney), Business. <https://www.afr.com/business-summit/between-china-and-us-australia-will-choose-its-security-20190305-h1c0fo>
- Green, M. J. (2007). Meet the Neighbors: Regional Responses to China's Rise. Dans K. M. Campbell et J. S. Nye (dir.), *China's march on the 21st century: a report of the Aspen Strategy Group* (p. 97-106). Aspen Institute.
- Green, M. J., Dean, P. J., Taylor, B. et Cooper, Z. (2015). *The ANZUS Alliance in an Ascending Asia*. ANU - Strategic and Defence Studies Centre.
- Gries, P. (2005). Social Psychology and the Identity-Conflict Debate: Is a 'China Threat' Inevitable? *European Journal of International Relations*, 11, 235-265. <https://doi.org/10.1177/1354066105052966>
- Grigg, A. et Murray, L. (2018, 7 mars). Former spy chief Dennis Richardson says China overstepped in Australia. *Australian Financial Review* (Sydney), Business-Summit. <https://www.afr.com/business-summit/former-spy-chief-dennis-richardson-says-china-overstepped-in-australia-20180307-h0x5va>
- Gros, P., Delory, S., Turret, V. et Thomas, A. (2020, octobre). *La neutralisation des défenses aériennes adverses (SEAD)* (16) [Note]. Fondation pour la recherche stratégique; Institut français des relations internationales. <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-des-conflits-futurs/publications/2021/01.pdf>
- Gurney, M. (2021, mars). China is a hostile state and Trudeau is out of excuses for his silence. *National Post* (Toronto). <https://nationalpost.com/opinion/matt-gurney-china-is-a-hostile-state-and-trudeau-is-out-of-excuses-for-his-silence>
- Guzansky, Y. (2015). The Foreign-Policy Tools of Small Powers: Strategic Hedging in the Persian Gulf. *Middle East Policy*, 22(1), 112-122. <https://doi.org/10.1111/mepo.12117>
- Gyngell, A. (2014). Emerging challenges for Australian foreign policy. *Australian Journal of International Affairs*, 68(4), 381-385. <https://doi.org/10.1080/10357718.2014.886668>

- Gyngell, A. (2017). *Fear of Abandonment: Australia in the World Since 1945*. La Trobe University Press.
- Haacke, J. (2019). The concept of hedging and its application to Southeast Asia: a critique and a proposal for a modified conceptual and methodological framework. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 375-417. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz010>
- Haacke, J. et Ciorciari, J. . (2022, mars). *Hedging as Risk Management: Insights from Works on Alignment, Riskification, and Strategy* (124). University of Michigan.
- Haglund, D. (2009). The US–Canada relationship: How ‘special’ is America’s oldest unbroken alliance? Dans J. Dumbrell et A. R. Schäfer (dir.), *America’s « special relationships »: foreign and domestic aspects of the politics of alliance* (p. 60-75). Routledge.
- Haglund, D. G. (1999). The North Atlantic Triangle Revisited: (Geo)Political Metaphor and the Logic of Canadian Foreign Policy. *American Review of Canadian Studies*, 29(2), 211-235. <https://doi.org/10.1080/02722019909481629>
- Halper, S. (2012). *The Beijing Consensus: Legitimizing Authoritarianism in Our Time*. Basic Books.
- Hamdi, S. et Salman, M. (2020). The Hedging Strategy of Small Arab Gulf States. *Asian Politics & Policy*, 12(2), 127-152. <https://doi.org/10.1111/aspp.12528>
- Hameiri, S. et Kuhn, F. P. (2011). Introduction: Risk, Risk Management and International Relations. *International Relations*, 25(3), 275-279.
- Hammer, A. E., Miller, T. H. et Uribe, E. C. (2020, septembre). *Resilient Energy Systems and Cyber Deterrence and Resilience Strategic Initiatives. Cyber Resilience as a Deterrence Strategy* (SAND2020-9589) [Sandia Report]. Sandia National Laboratories. <https://www.osti.gov/servlets/purl/1668133>
- Han, Z. et Paul, T. V. (2020). China’s Rise and Balance of Power Politics. *The Chinese Journal of International Politics*, 13(1), 1-26. <https://doi.org/10.1093/cjip/poz018>
- Harold et Sprout, M. (1968). The Dilemma of Rising Demands and Insufficient Resources. *World Politics*, 20(4), 660-693. <https://doi.org/10.2307/2009688>
- Harris, R. et Crowe, D. (2022, 23 mai). British PM floats expanding AUKUS beyond defence in phone call with Albanese. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), Europe. <https://www.smh.com.au/world/europe/british-pm-floats-prospect-of-expanded-aucus-in-phone-call-with-albanese-20220523-p5anvu.html>
- Hart, B. H. L. (1991). *Strategy* (2nd Revised Edition). Plume.
- Hartcher, P. (2011, 11 novembre). US Marine base for Darwin. *Sydney Morning Herald* (Sydney). <https://www.smh.com.au/national/us-marine-base-for-darwin-20111110-1n9lk.html>
- Hartcher, P. (2021, 27 septembre). Why Washington was so ecstatic about Morrison’s AUKUS pact. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), National. <https://www.smh.com.au/national/why-washington-was-so-ecstatic-about-morrison-s-aucus-pact-20210927-p58v3c.html>
- Hawke, A. et Smith, R. (2012). *Australian Defence Force Posture Review*. Commonwealth of Australia.

- He, B. (2012). Politics of Accommodation of the Rise of China: the case of Australia. *Journal of Contemporary China*, 21(73), 53-70. <https://doi.org/10.1080/10670564.2012.627666>
- He, K. et Feng, H. (2008). If Not Soft Balancing, Then What? Reconsidering Soft Balancing and U.S. Policy Toward China. *Security Studies*, 17(2), 363-395. <https://doi.org/10.1080/09636410802098776>
- Heginbotham, E. (2015). *The U.S.-China Military Scorecard: Forces, Geography, and the Evolving Balance of Power, 1996-2017*. RAND.
- Heinbecker, P. (2010). *Getting Back in the Game: A Foreign Policy Playbook for Canada*. Key Porter Books.
- Hellyer, M. (2022, 27 juillet). *Australia's force posture review is a much bigger deal than the name suggests*. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/australias-force-posture-review-is-a-much-bigger-deal-than-the-name-suggests/>
- Hemmings, J. (2017). *Quasi-Alliances, Managing the Rise of China, and Domestic Politics: The US-Japan-Australia Trilateral 1991-2015* [Ph.D Thesis in International Relations, London School of Economics and Political Science].
- Heng, Y.-K. (2006). *War as Risk Management: Strategy and Conflict in an Age of Globalised Risks*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203970072>
- Heng, Y.-K. (2018). The continuing resonance of the war as risk management perspective for understanding military interventions. *Contemporary Security Policy*, 39(4), 544-558. <https://doi.org/10.1080/13523260.2018.1494670>
- Henry, I. D. (2019, mai). *Australia struggles for clarity on the South China Sea*. The Interpreter. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/australia-struggles-clarity-south-china-sea>
- Herscovitch, B. (2022, 5 juillet). *China's Efforts to Isolate and Intimidate Taiwan Are Pushing U.S. Allies Closer*. *Georgetown Journal of International Affairs*. <https://gija.georgetown.edu/2022/07/05/chinas-efforts-to-isolate-and-intimidate-taiwan-are-pushing-u-s-allies-closer/>
- Hevesi, B. (2022, 19 septembre). *PM tells China to « come to terms with » Australia standing up for its values*. SkyNews. <https://www.skynews.com.au/australia-news/politics/anthony-albanese-tells-china-to-come-to-terms-with-australia-standing-up-for-its-values-amid-lose-lose-trade-sanctions/news-story/5934e89e9e5c853300337abc545b695a>
- Ho, S. (2020, 11 décembre). *Canadian military not training with Chinese army, defence minister says*. CTVNews § Politics. <https://www.ctvnews.ca/politics/canadian-military-not-training-with-chinese-army-defence-minister-says-1.5227280>
- Holland, J. (2020). *Selling War and Peace: Syria and the Anglosphere*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108774314>
- Holland, K. (2021). Canada and the Indo-Pacific Strategy. *Canadian Foreign Policy Journal*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/11926422.2021.1880949>
- Hornung, J. W. (2014). Japan's growing hard hedge against China. *Asian Security*, 10(2), 97-122.

- House of Commons. (2022, 14 février). *Standing Committee on Foreign Affairs and International Development*. Evidence c. 006 Parliament of Canada. Evidence. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/FAAE/Evidence/EV11574318/FAAEEV06-E.PDF>
- Howard, J. (2010). *Lazarus Rising. A Political and Personal Autobiography*. HarperCollins Australia.
- Howlett, A., Migone, A. R. et Howlett, M. (2022). The politics of military procurement: the F-35 purchasing process in Canada and Australia Compared. *Defence Studies*, 0(0), 1-21. <https://doi.org/10.1080/14702436.2022.2137494>
- Huebert, R. (2018). Donald Trump and Canadian International Security. *Journal of Military and Strategic Studies*, 17(3), 87-91.
- Hughes, C. W., Patalano, A. et Ward, R. (2021). Japan's Grand Strategy: The Abe Era and Its Aftermath. *Survival*, 63(1), 125-160. <https://doi.org/10.1080/00396338.2021.1881258>
- Hurst, D. (2021, 26 novembre). 'Mistakes of the 1930s': Peter Dutton ramps up China rhetoric as Keating calls him a 'dangerous personality'. *The Guardian* (Manchester), Australia news. <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/nov/26/mistakes-of-the-1930s-peter-dutton-ramps-up-china-rhetoric-as-keating-calls-him-a-dangerous-personality>
- Hurt, M. (2021, 29 janvier). #NATO2030. *NATO's Force Structure and Posture*. International Centre for Defence and Security. <https://icds.ee/en/nato-force-structure-and-posture/>
- Hwang, W. et Ryou-Ellison, H. J. (2021). Taking a side between the United States and the People's Republic of China: Strategic hedging of South Korea and India. *International Area Studies Review*, 22338659211013650. <https://doi.org/10.1177/22338659211013650>
- IISS. (2022). *The Military Balance. 2022*. Routledge for The International Institute for Strategic Studies.
- Ikenberry, G. J. (dir.). (2002). *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*. Cornell University Press.
- Ikenberry, G. J., Mastanduno, M. et Wohlforth, W. C. (dir.). (2011). *International Relations Theory and the Consequences of Unipolarity*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511996337>
- Ingebritsen, C., Neumann, I., Gsthol, S. et Beyer, J. (dir.). (2006). *Small States in International Relations*. University of Washington Press.
- Jackson, V. (2014). Power, trust, and network complexity: three logics of hedging in Asian security. *International Relations of the Asia-Pacific*, 14(3), 331-356. <https://doi.org/10.1093/irap/lcu005>
- Jerdén, B. et Hagström, L. (2012). Rethinking Japan's China Policy: Japan as an Accommodator in the Rise of China, 1978–2011. *Journal of East Asian Studies*, 12(2), 250.
- Jervis, R. et Snyder, J. (1991). *Dominoes and Bandwagons: Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*. Oxford University Press.
- Jesse, N. G., Lobell, S. E., Press-Barnathan, G. et Williams, K. P. (2012). The Leader Cant Lead When the Followers Won't Follow. Dans K. P. Williams, S. E. Lobell et N. G. Jesse (dir.), *Beyond Great*

- Powers and Hegemons: Why Secondary States Support, Follow or Challenge* (p. 1-30). Stanford University Press.
- Job, B. L. (2020). Between a Rock and a Hard Place: The Dilemmas of Middle Powers. *Issues & Studies*, 56(02), 2040008. <https://doi.org/10.1142/S1013251120400081>
- Jockel, J. T. et Sokolsky, J. J. (2009). Canada and NATO: Keeping Ottawa in, Expenses down, Criticism out... and the Country Secure. *International Journal*, 64(2), 315-336.
- Joffe, J. (1995). « Bismarck » or « Britain »? Toward an American Grand Strategy after Bipolarity. *International Security*, 19(4), 94-117. <https://doi.org/10.2307/2539121>
- Johnson, J. (2020, 4 novembre). *Malabar military exercises with « Quad » nations begin in message to China*. The Japan Times. <https://www.japantimes.co.jp/news/2020/11/04/asia-pacific/malabar-military-exercises-china-quad/>
- Johnston, A. I. et Ross, R. S. (dir.). (1999). *Engaging China: The Management of an Emerging Power*. Routledge.
- Johnston, R. (2013). Situating the Canadian Case. Dans A. Bittner et R. Koop (dir.), *Parties, Elections, and the Future of Canadian Politics* (p. 284-307). UBC Press.
- Joly, M. (2022, 19 décembre). *La ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly discute de la stratégie Indo-Pacifique du Canada*. Conseil des relations internationales de Montréal, Montréal. <https://www.youtube.com/watch?v=6nQyFKq5B50>
- Jones, D. M. et Jenne, N. (2021). Hedging and grand strategy in Southeast Asian foreign policy. *International Relations of the Asia-Pacific*, 1cab003. <https://doi.org/10.1093/irap/lcab003>
- Jose, R. et Jackson, L. (2022, 31 octobre). U.S. plans to deploy B-52s to north Australia amid China tensions - source. *Reuters*, World. <https://www.reuters.com/world/us-plans-deploy-b-52-bombers-australias-north-abc-report-2022-10-30/>
- Joye, C. (2012, 11 novembre). Nuclear subs would end our strategic free ride. *Australian Financial Review* (Sydney), Foreign Affairs. <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/nuclear-subs-would-end-our-strategic-free-ride-20121112-imy4h>
- Kadidal, A. (2022, 23 août). *USAF B-2 bombers conclude first Australia deployment*. Janes.com. <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/usaf-b-2-bombers-conclude-first-australia-deployment>
- Kang, D. C. (2007). *China Rising: Peace, Power, and Order in East Asia*. Columbia University Press. <https://www.jstor.org/stable/10.7312/kang14188>
- Kaplan, M. (1957). *System and Process in International Politics*. John Wiley & Sons.
- Kapstein, E. B. et Mastanduno, M. (1999). Realism and State Strategies After the Cold War. Dans E. B. Kapstein et M. Mastanduno (dir.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War* (p. 1-27). Columbia University Press.
- Kardaş, Ş. (2019). *Uncertainty, Power, and Rethinking Turkish-U.S. Relations after S-400 Debacle* (12). German Marshall Fund of the United States. <https://www.jstor.org/stable/resrep21246>

- Karlsson, L. et Hedberg, P. (2021). War and trade in the peaceful century: the impact of interstate wars on bilateral trade flows during the first wave of globalization, 1830–1913†. *The Economic History Review*, 0(0), 1-22. <https://doi.org/10.1111/ehr.13053>
- Katz, J. et Quealy, K. (2017, 3 février). Which Country Is America's Strongest Ally? For Republicans, It's Australia. *The New York Times* (New York), The Upshot. <https://www.nytimes.com/interactive/2017/02/03/upshot/which-country-do-americans-like-most-for-republicans-its-australia.html>
- Kaufmann, C. (2004). Threat Inflation and the Failure of the Marketplace of Ideas: The Selling of the Iraq War. *International Security*, 29(1), 5-48.
- Kawasaki, T. (2016). Where does Canada fit in the US–China strategic competition across the Pacific? *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 71(2), 214-230. <https://doi.org/10.1177/0020702016643344>
- Kawasaki, T. (2021). Hedging against China: formulating Canada's new strategy in the era of power politics. *Canadian Foreign Policy Journal*, 27(2), 1-19. <https://doi.org/10.1080/11926422.2021.1901755>
- Kay, S. (2000). What Is a Strategic Partnership? *Problems of Post-Communism*, 47(3), 15-24. <https://doi.org/10.1080/10758216.2000.11655882>
- Keating, P. (2021, 10 novembre). Former Australian PM Paul Keating says « Taiwan is not a vital Australian interest ». <https://www.abc.net.au/news/2021-11-10/fmr-australian-pm-paul-keating-on-taiwan-not-vital-interest/13625554>
- Keating, T. et Murray, R. W. (2014). Mutual constitution or convenient national interest? The security strategies of Canada and the United States since 1991. *Canadian Foreign Policy Journal*, 20(3), 247-258. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.977312>
- Keck, Z. (2014, 9 octobre). *US-Australia-China Hold First Ever Military Drill, But So What?* The Diplomat. <https://thediplomat.com/2014/10/us-australia-china-hold-first-ever-military-drill-but-so-what/>
- Kelly, L. (2021, 25 avril). Chance of China, Taiwan conflict should not be discounted - Australian defence minister. *Reuters*, Asia Pacific. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/australia-defence-minister-says-conflict-with-china-over-taiwan-should-not-be-2021-04-25/>
- Kennan, G. F. (1984). *American diplomacy* (Expanded ed). University of Chicago Press.
- Kenny, M. (2014, 12 juin). Tony Abbott rebukes Barack Obama: don't resent China's rise. *The Sydney Morning Herald* (Sydney), Federal. <https://www.smh.com.au/politics/federal/tony-abbott-rebukes-barack-obama-dont-resent-chinas-rise-20140612-3a0db.html>
- Keohane, R. O. (1969). Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics. *International Organization*, 23(2), 291-310.
- Kerr, J. et MacDonald, A. (2022, 26 octobre). *Australia proposes defence spending boost for 2023*. Janes.com. <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/australia-proposes-defence-spending-boost-for-2023>
- Keynes, J. M. (2013). *The Collected Writings of John Maynard Keynes* (vol. 4). Cambridge University Press for the Royal Economic Society.

- Khan, N. A. (2020). Force Posturing and the Contemporary Security Environment: Options for Industrially Dependent Countries. *Wild Blue Yonder*, 1-20.
- Khong, Y. F. (2008). Coping with Strategic Uncertainty: The Role of Institutions and Soft Balancing in Southeast Asia's Post-Cold War Strategy. Dans J. J. Suh, P. J. Katzenstein et A. Carlson (dir.), *Rethinking security in East Asia: identity, power, and efficiency* (p. 172-208). NUS Press.
- Kim, L. (2018). South Korea's Nuclear Hedging? *The Washington Quarterly*, 41(1), 115-133. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2018.1445910>
- Kim, M. (2023). Hedging between the United States and China? South Korea's ideology-driven behavior and its implications for national security. *International Relations of the Asia-Pacific*, 23(1), 129-158. <https://doi.org/10.1093/irap/lcab020>
- King, G., Keohane, R. O. et Verba, S. (1994). *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*. Princeton University Press.
- Klin, T. (2020). The Significance of Foreign Military Bases as Instruments of Spheres of Influence. *Croatian International Relations Review*, 26(87), 120-144. <https://doi.org/10.37173/cirr.26.87.5>
- Koga, K. (2016). The rise of China and Japan's balancing strategy: critical junctures and policy shifts in the 2010s. *Journal of Contemporary China*, 25(101), 777-791. <https://doi.org/10.1080/10670564.2016.1160520>
- Koga, K. (2018). The Concept of "Hedging" Revisited: The Case of Japan's Foreign Policy Strategy in East Asia's Power Shift. *International Studies Review*, 20(1), 663-660.
- Köllner, P. (2021). Australia and New Zealand recalibrate their China policies: convergence and divergence. *The Pacific Review*, 34(3), 405-436. <https://doi.org/10.1080/09512748.2019.1683598>
- Korolev, A. (2016). Systemic Balancing and Regional Hedging: China–Russia Relations. *The Chinese Journal of International Politics*, 9(4), 375-397. <https://doi.org/10.1093/cjip/pow013>
- Korolev, A. (2018). Russia in the South China Sea: Balancing and Hedging. *Foreign Policy Analysis*, 15(2), 263-282. <https://doi.org/10.1093/fpa/orx015>
- Korolev, A. (2019). Shrinking room for hedging: system-unit dynamics and behavior of smaller powers. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 419-452. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz011>
- Korolev, A. (2020). How closely aligned are China and Russia? Measuring strategic cooperation in IR. *International Politics*, 57(5), 760-789. <https://doi.org/10.1057/s41311-019-00178-8>
- Kraska, J. et Pedrozo, R. (2013). *International Maritime Security Law* (p. 215-242). Brill Nijhoff. https://doi.org/10.1163/9789004233577_009
- Krauthammer, C. (1990). The Unipolar Moment. *Foreign Affairs*, 70(1), 23-33. <https://doi.org/10.2307/20044692>
- Kugler, J., Tammen, R. L. et Efrid, B. (2004). Integrating Theory and Policy: Global Implications of the War in Iraq. *International Studies Review*, 6(4), 163-179. <https://doi.org/10.1111/j.1521-9488.2004.00454.x>

- Kuik, C.-C. (2008). The Essence of Hedging: Malaysia and Singapore's Response to a Rising China. *Contemporary Southeast Asia*, 30(2), 159-185.
- Kuik, C.-C. (2015). Variations on a (Hedging) Theme: Comparing ASEAN Core States' Alignment Behavior. Dans G. Rozman (dir.), *Joint U.S.-Korea Academic Studies* (p. 11-26). Korea Economic Institute of America.
- Kuik, C.-C. (2016a). How Do Weaker States Hedge? Unpacking ASEAN states' alignment behavior towards China. *Journal of Contemporary China*, 25(100), 500-514. <https://doi.org/10.1080/10670564.2015.1132714>
- Kuik, C.-C. (2016b). Malaysia Between the United States and China: What do Weaker States Hedge Against?: Malaysia Between the United States and China. *Asian Politics & Policy*, 8(1), 155-177. <https://doi.org/10.1111/aspp.12240>
- Kuik, C.-C. (2020). Hedging in Post-Pandemic Asia: What, How, and Why? *The Asan Forum*. <https://theasanforum.org/hedging-in-post-pandemic-asia-what-how-and-why/>
- Kuik, C.-C. et Rozman, G. (2015). *Light or Heavy Hedging: Positioning Between China and the United States* [Joint U.S.-Korea Academic Studies]. Korea Economic Institute of America.
- Kuo, R. et Blankenship, B. D. (2021). Deterrence and Restraint: Do Joint Military Exercises Escalate Conflict? *Journal of Conflict Resolution*. <https://doi.org/10.1177/00220027211023147>
- Kupchan, C. A. (1994). *The Vulnerability of Empire*. Cornell University Press.
- Kupchan, C. A. (1998). After Pax Americana: Benign Power, Regional Integration, and the Sources of a Stable Multipolarity. *International Security*, 23(2), 40-79. <https://doi.org/10.1162/isec.23.2.40>
- Kupchan, C. A. (2013). *No One's World: The West, the Rising Rest, and the Coming Global Turn*. Oxford University Press.
- Kupchan, C. A. et Kupchan, C. A. (1991). Concerts, Collective Security, and the Future of Europe. *International Security*, 16(1), 114-161. <https://doi.org/10.2307/2539053>
- La Presse canadienne. (2022, 19 août). *Visite à Taïwan : Justin Trudeau souhaite une décision réfléchie des députés*. Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1906691/taiwan-trudeau-voyage-politique-commerce>
- Lai, Y. M. et Kuik, C.-C. (2021). Structural sources of Malaysia's South China Sea policy: power uncertainties and small-state hedging. *Australian Journal of International Affairs*, 75(3), 277-304. <https://doi.org/10.1080/10357718.2020.1856329>
- Lajeunesse, A. et Lackenbauer, P. W. (2020). Defence Policy in the Canadian Arctic: From Jean Chrétien to Justin Trudeau. Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 365-382). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2
- Lake, D. A. (1996). Anarchy, Hierarchy, and the Variety of International Relations. *International Organization*, 50(1), 1-33.

- Larson, D. W. (2020). Can China Change the International System? The Role of Moral Leadership. *The Chinese Journal of International Politics*, 13(2), 163-186. <https://doi.org/10.1093/cjip/poaa002>
- Layne, C. (1993). The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise. *International Security*, 17(4), 5-51. <https://doi.org/10.2307/2539020>
- Layne, C. (2006). The Unipolar Illusion Revisited. *International Security*, 31(2), 7-41. <https://doi.org/10.1162/isec.2006.31.2.7>
- Layne, C. (2012). This Time It 's Real : The End of Unipolarity and the Pax Americana. *International Studies Quarterly*, 56(1), 203-213. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2478.2011.00704.x>
- Layne, C. (2018). The US–Chinese power shift and the end of the Pax Americana. *International Affairs*, 94(1), 89-111. <https://doi.org/10.1093/ia/iix249>
- Le Hong, H. (2013). Vietnam's Hedging Strategy against China since Normalization. *Contemporary Southeast Asia*, 35(3), 333-368.
- Lee, A. (2021). The Portuguese Empire: Australia's Forward Defence from 1961–1972. *Australian Journal of Politics & History*, 67(1), 32-49. <https://doi.org/10.1111/ajph.12762>
- Leeds, B. A. et Anac, S. (2005). Alliance Institutionalization and Alliance Performance. *International Interactions*, 31(3), 183-202. <https://doi.org/10.1080/03050620500294135>
- Leffler, M. P. (1992). *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*. Stanford University Press.
- Legrand, T. (2019b). The Past, Present, and Future of Anglosphere Security Network: Constitutive Reduction of Shared Identity. Dans B. Wellings et A. Mycock (dir.), *The Anglosphere: continuity, dissonance and location* (p. 56-76). Oxford University Press.
- Leng, T.-K. et Liao, N. C. (2016). Hedging, Strategic Partnership, and Taiwan's Relations with Japan Under the Ma Ying-jeou Administration. *Pacific Focus*, 31(3), 357-382. <https://doi.org/10.1111/pafo.12080>
- Leuprecht, C. et Sokolsky, J. J. (2015). Defense Policy “Walmart Style”: Canadian Lessons in “not-so-grand” Grand Strategy. *Armed Forces & Society*, 41(3), 541-562. <https://doi.org/10.1177/0095327X14536562>
- Levick, E. (2021, 11 mars). *New forward operating base to be built on Cocos (Keeling) Islands*. Australian Defence Magazine. <https://www.australiandefence.com.au/defence/estate/new-forward-operating-base-to-be-built-on-cocos-keeling-islands>
- Levick, L. et Schulz, C.-A. (2020). Soft Balancing, Binding or Bandwagoning? Understanding Institutional Responses to Power Disparities in the Americas. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 53(3), 521-539. <https://doi.org/10.1017/S0008423920000220>
- Levy, J. S. (1986). Organizational Routines and the Causes of War. *International Studies Quarterly*, 30(2), 193-222. <https://doi.org/10.2307/2600676>
- Levy, J. S. (2002). Balance and Balancing: Concepts, Propositions, and Research Design. Dans J. A. Vasquez et C. Elman (dir.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*. Pearson.

- Levy, J. S. (2004). What do Great Powers Balance Against and When? Dans T. V. Paul, J. J. Wirtz et M. Fortmann (dir.), *Balance Of Power: Theory And Practice In The 21st Century* (p. 29-53). Stanford University Press.
- Levy, J. S. et Barnett, M. N. (1992). Alliance Formation, Domestic Political Economy, and Third World Security. *Jerusalem Journal of International Relations*, 14(4), 19-40.
- Levy, J. S. et Thompson, W. R. (2005). Hegemonic Threats and Great-Power Balancing in Europe, 1495-1999. *Security Studies*, 14(1), 1-33. <https://doi.org/10.1080/09636410591001465>
- Li, A. H. F. (2017). China Facing the Trump Presidency. *China Perspectives*, 2017(2), 69-73. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.7357>
- Li, C. (2007). Limited Defensive Strategic Partnership: Sino–Russian rapprochement and the driving forces. *Journal of Contemporary China*, 16(52), 477-497. <https://doi.org/10.1080/10670560701314271>
- Lieberman, P. (1996). Trading with the Enemy: Security and Relative Economic Gains. *International Security*, 21(1), 147-175. <https://doi.org/10.2307/2539111>
- Lieber, K. A. et Alexander, G. (2006). Lieber and Alexander Reply. *International Security*, 30(3), 191-196. <https://doi.org/10.1162/isec.2005.30.3.191>
- Lieberman, E. S. (2005). Nested Analysis as a Mixed-Method Strategy for Comparative Research. *American Political Science Review*, 99(3), 435-452. <https://doi.org/10.1017/S0003055405051762>
- Liff, A. P. (2016). Whither the Balancers? The Case for a Methodological Reset. *Security Studies*, 25(3), 420-459. <https://doi.org/10.1080/09636412.2016.1195624>
- Liff, A. P. (2019). Unambivalent alignment: Japan’s China strategy, the US alliance, and the ‘hedging’ fallacy. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 453-491. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz015>
- Lim, D. J. et Cooper, Z. (2015). Reassessing Hedging: The Logic of Alignment in East Asia. *Security Studies*, 24(4), 696-727. <https://doi.org/10.1080/09636412.2015.1103130>
- Lim, D. J. et Mukherjee, R. (2019). Hedging in South Asia: balancing economic and security interests amid Sino-Indian competition. *International Relations of the Asia-Pacific*, 19(3), 493-522. <https://doi.org/10.1093/irap/lcz006>
- Lindblom, C. E. (1965). *The Intelligence of Democracy: Decision Making Through Mutual Adjustment*. Free Press.
- Liow, J. C. (2005). Balancing, bandwagoning or hedging? Strategic and security patterns on Malaysia’s relations with China, 1981-2003. Dans H. K. Leong et S. C. Y. Ku (dir.), *China and Southeast Asia: Global changes and regional challenges* (p. 281-306). Institute of Southeast Asian Studies.
- Liow, J. C. (2017). *Ambivalent Engagement: The United States and Regional Security in Southeast Asia after the Cold War*. Brookings Institution Press.
- Liptak, K. (2021, 22 octobre). *Biden vows to protect Taiwan in event of Chinese attack*. CNN. <https://www.cnn.com/2021/10/21/politics/taiwan-china-biden-town-hall/index.html>

- Lissner, R. F. (2018). What Is Grand Strategy? Sweeping a Conceptual Minefield. *Texas National Security Review*, 2(1), 52-73. <https://doi.org/10.26153/TSW/868>
- Little, R. (2007). *The balance of power in international relations: metaphors, myths, and models*. Cambridge University Press.
- Liu, F. (2020). The recalibration of Chinese assertiveness: China's responses to the Indo-Pacific challenge. *International Affairs*, 96(1), 9-27. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz226>
- Lobell, S. E. (2000). The grand strategy of hegemonic decline: Dilemmas of strategy and finance. *Security Studies*, 10(1), 86-111. <https://doi.org/10.1080/09636410008429421>
- Lobell, S. E. (2009). Threat assessment, the state, and foreign policy: a neoclassical realist model. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (p. 42-74). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511811869.002>
- Lobell, S. E., Ripsman, N. M. et Taliaferro, J. W. (dir.). (2009). *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy*. Cambridge University Press.
- Lockheed Martin. (2021, 3 mai). *Sept choses à savoir sur le Navire de combat canadien*. Lockheed Martin. <https://www.lockheedmartin.com/fr-ca/articles-dinteret/7-choses-a-savoir-ncc.html>
- Lockyer, A. (2013). The Logic of Interoperability: Australia's Acquisition of the F-35 Joint Strike Fighter. *International Journal*, 68(1), 71-91. <https://doi.org/10.1177/002070201306800106>
- López i Vidal, Ll. et Pelegrín, À. (2018). Hedging Against China: Japanese Strategy Towards A Rising Power. *Asian Security*, 14(2), 193-211. <https://doi.org/10.1080/14799855.2017.1333983>
- Ludlam, S. S. (2016). Australian foreign policy: the Greens' approach. *Australian Journal of International Affairs*, 70(5), 467-470. <https://doi.org/10.1080/10357718.2016.1199656>
- Luttwak, E. N. (2009). *The Grand Strategy of the Byzantine Empire*. Belknap Press of Harvard University Press.
- Lyon, R. (2012). *Strategic Contours: The Rise of Asia and Australian Strategic Policy*. Australian Strategic Policy Institute. <http://www.jstor.org/stable/resrep04193>
- MacDonald, A. P. (2013, 10 septembre). *A Canadian military turn to East Asia?* East Asia Forum. <https://www.eastasiaforum.org/2013/09/10/a-canadian-military-turn-to-east-asia/>
- Macleod, A. (2010a). Le néoréalisme. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théorie des relations internationales: Contestations et résistances* (2e éd., p. 87-114). Athéna.
- Macleod, A. (2010b). Le réalisme néo-classique. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théorie des relations internationales: Contestations et résistances* (2e éd., p. 115-130). Athéna.
- Macmillan, H. (1961, janvier). *Grand Design Memorandum*. Cabinet Office.
- Macmillan, M. O. et McKenzie, F. (2003). *Parties long estranged: Canada and Australia in the twentieth century*. UBC Press. <http://www.deslibris.ca/ID/404323>
- Mahbubani, K. (2020). *Has China Won?* Public Affairs.

- Majumdar, S. (2021, mars). *How Trudeau's appeasement of China failed Kovrig and Spavor*. National Post. <https://nationalpost.com/opinion/shuvaloy-majumdar-how-trudeaus-appeasement-of-china-failed-kovrig-and-spavor>
- Manicom, J. (2012a, 31 mai). *Canada and the South China Sea Disputes: Challenges for Re-Engagement in East Asia* (26). Asia-Pacific Foundation of Canada.
- Manicom, J. (2012b, 31 mai). Opinion: Troubled waters: Canada and the South China Sea. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/opinion/troubled-waters-canada-and-the-south-china-sea/article4217633/>
- Manicom, J. et O'Neil, A. (2010). Accommodation, realignment, or business as usual? Australia's response to a rising China. *The Pacific Review*, 23(1), 23-44. <https://doi.org/10.1080/09512740903398322>
- Manning, R. A. et Przystup, J. J. (1999). Asia's Transition Diplomacy: Hedging Against Futureshock. *Survival*, 41(3), 43-67.
- Mansfield, E. D. (1993). Concentration, Polarity, and the Distribution of Power. *International Studies Quarterly*, 37(1), 105-128. <https://doi.org/10.2307/2600833>
- Maoz, Z. (2002). Case Study Methodology in International Studies: From Storytelling to Hypothesis Testing. Dans F. P. Harvey et M. Brecher (dir.), *Evaluating Methodology in International Studies* (p. 161-186). University of Michigan Press.
- Marles, R. (2022a, 11 juin). *Address: IISS 19th Shangri-La Dialogue, Singapore*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2022-06-11/address-iiss-19th-shangri-la-dialogue-singapore>
- Marles, R. (2022b, 12 juin). *Interview with Al Jazeera English*. Australian Government Department of Defence. Defence Ministers. <https://www.minister.defence.gov.au/minister/rmarles/transcripts/interview-al-jazeera-english>
- Marles, R. (2022c, 13 juin). *Interview with Bloomberg AU*. Australian Government Department of Defence. Defence Ministers. <https://www.minister.defence.gov.au/minister/rmarles/transcripts/interview-bloomberg-au>
- Marles, R. (2022d, juillet). *Address: Center for Strategic and International Studies (CSIS)*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2022-07-12/address-center-strategic-and-international-studies-csis>
- Marles, R. et Wallace, B. (2022, 1^{er} septembre). *Joint press conference with UK Secretary of State for Defence Ben Wallace*. Australian Government Department of Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/transcripts/2022-09-01/joint-press-conference-uk-secretary-state-defence-ben-wallace>
- Marston, H. S. (2023a). Abandoning Hedging: Reconsidering Southeast Asian Alignment Choices. *Contemporary Southeast Asia*, 45(1), 55-81. <https://doi.org/10.1355/cs45-1c>
- Marston, H. S. (2023b). Navigating great power competition: a neoclassical realist view of hedging. *International Relations of the Asia-Pacific*, 00, 1-35. <https://doi.org/10.1093/irap/lcad001>
- Martin, P. (2023). *China's Civilian Army: The Making of Wolf Warrior Diplomacy*. Oxford University Press.

- Massie, J. (2009). Making Sense of Canada's "irrational" International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures. *International Journal*, 64(3), 625-645. <https://doi.org/10.1177/002070200906400303>
- Massie, J. (2010). United West, divided Canada? Transatlantic (dis)unity and Canada's Atlanticist strategic culture. *Journal of Transatlantic Studies*, 8(2), 118-138. <https://doi.org/10.1080/14794011003760236>
- Massie, J. (2011). Bandwagoning for status: Canada's need of the F-35. *Canadian Foreign Policy Journal*, 17(3), 251-264. <https://doi.org/10.1080/11926422.2011.638197>
- Massie, J. (2013a). Canada's war for prestige in Afghanistan: A realist paradox? *International Journal*, 68(2), 274-288. <https://doi.org/10.1177/0020702013492500>
- Massie, J. (2013b). *Francosphère: l'importance de la France dans la culture stratégique du Canada*. Presses de l'Université du Québec.
- Massie, J. (2014). Toward Greater Opportunism: Balancing and Bandwagoning in Canada-US Relations. Dans J. Paquin et P. James (dir.), *Game Changer The Impact of 9/11 on North American Security*. UBC Press.
- Massie, J. (2019). Why Canada Goes to War: Explaining Combat Participation in US-led Coalitions. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 52(3), 575-594. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000040>
- Massie, J. et Brizic, D. (2014). Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo. *Canadian Foreign Policy Journal*, 20(1), 19-28. <https://doi.org/10.1080/11926422.2014.906356>
- Massie, J. et Dorion-Soulié, M. (2016). Canada's China Policy in a Declining Unipolar World. Dans M. Hawes et C. Kirkey (dir.), *Canadian Foreign Policy in a Unipolar World* (p. 115). Oxford University Press.
- Massie, J. et Paquin, J. (dir.). (2020). *America's allies and the decline of U.S. hegemony*. Routledge/Taylor & Francis Group.
- Massie, J. et Vucetic, S. (2020). Canadian Strategic Cultures: From Confederation to Trump. Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 29-44). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2
- Massie, J. et Zyla, B. (2018). Alliance Value and Status Enhancement: Canada's Disproportionate Military Burden Sharing in Afghanistan. *Politics & Policy*, 46(2), 320-344. <https://doi.org/10.1111/polp.12247>
- Mastanduno, M. (1997). Preserving the Unipolar Moment. *International Security*, 42(3), 49-88.
- Mastanduno, M. (2019). Partner Politics: Russia, China, and the Challenge of Extending US Hegemony after the Cold War. *Security Studies*, 28(3), 479-504. <https://doi.org/10.1080/09636412.2019.1604984>
- Mastro, O. S. (2021). The Taiwan Temptation: Why Beijing Might Resort to Force. *Foreign Affairs*, 100(4), 58-67.

- Matsuda, Y. (2012). Engagement and Hedging: Japan's Strategy toward China. *The SAIS Review of International Affairs*, 32(2), 109-119.
- Mazarr, M. J. (2018, 19 avril). *Understanding Deterrence* (PE-295-RC) [Perspective]. RAND Corporation. <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PE295.html>
- McCallum, R. (2011). *Ambassador's Introductory Call on Opposition Leader Kim Beazly 8 Septembre 2006*. Wikileaks. https://wikileaks.org/plusd/cables/06CANBERRA1366_a.html
- McDonough, D. S. (2012). Canada, grand strategy and the Asia-Pacific: Past lessons, future directions. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18(3), 273-286. <https://doi.org/10.1080/11926422.2012.737340>
- McDougall, D. (2012). Responses to 'Rising China' in the East Asian Region: soft balancing with accommodation. *Journal of Contemporary China*, 21(73), 1-17. <https://doi.org/10.1080/10670564.2012.627662>
- McManus, R. W. et Nieman, M. D. (2019). Identifying the level of major power support signaled for protégés: A latent measure approach. *Journal of Peace Research*, 56(3), 364-378. <https://doi.org/10.1177/0022343318808842>
- MDN. (2008). *Le Canada d'abord*. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/migration/assets/FORCES_Internet/docs/en/about/CFDS-SDCD-eng.pdf
- MDN. (2013a). *Évaluation des capacités ennemies en fonction des capacités des chasseurs canadiens*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/equipement/evaluation-des-capacites-ennemies-en-fonction-des-capacites-des-chasseurs-canadiens.html>
- MDN. (2013b, 2 juin). *Minister MacKay delivers address on emerging security issues, to participants of the Asia Security Summit* [news releases]. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/en/news/archive/2013/06/minister-mackay-delivers-address-emerging-security-issues-participants-asia-security-summit.html>
- MDN. (2013c, 3 juin). *Le ministre MacKay rencontre son homologue chinois, le général Chang Wanquan*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2013/06/ministre-mackay-rencontre-homologue-chinois-general-chang-wanquan.html>
- MDN. (2014a). *Opération Athéna*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-athena.html>
- MDN. (2014b). *Opération Attention*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-attention.html>
- MDN. (2014c). *Opération Mobile*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/achevees-recemment/operation-mobile.html>
- MDN. (2014d, 15 juin). *Analyse des options en vue du maintien en puissance de la capacité des forces armées canadiennes en matière de chasseurs*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/equipement/analyse-des-options-en-vue-du-maintien-en-puissance-de-la-capacite-des-forces-armees-canadiennes-en-matiere-de-chasseurs.html>

- MDN. (2016, 30 août). *Le Canada en Afghanistan (2001-2014)*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/services/defense/fac/histoiremilitaire/guerres-operations/afghanistan.html>
- MDN. (2017). *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada*. Gouvernement du Canada.
- MDN. (2018, 13 décembre). *Projet d'achat de CH-147F Chinook*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/ch-147f-chinook.html>
- MDN. (2019a). *Modernisation des véhicules blindés légers III (VBL mis à niveau)*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/modernisation-vehicules-blindes-legers-iii.html>
- MDN. (2019b). *Plan d'investissement de la défense 2018: Mise à jour annuelle 2019*. Gouvernement du Canada.
- MDN. (2020a). *Mise à niveau d'une suite logicielle de conduite de guerre sous-marine - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1712>
- MDN. (2020b). *Projet d'achat de CH-148 Cyclone*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/ch-148-cyclone.html>
- MDN. (2020c). *Système de guerre électronique naval sous-marin - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1283>
- MDN. (2020d). *Système télécommandé de chasse et de neutralisation de mines marines - Programme des capacités de la Défense*. Gouvernement du Canada. <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=1642>
- MDN. (2020e, 18 septembre). *Opérations spatiales*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/force-aerienne/organisation/espace/operations.html>
- MDN. (2020f, 16 novembre). *L'hon. Harjit S. Sajjan, ministre de la Défense nationale, participe à la Conférence sur la mer de Chine méridionale*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2020/11/lhon-harjitsajjan-ministre-de-la-defense-nationale-participe-a-la-conference-sur-la-mer-de-chine-meridionale.html>
- MDN. (2021a). *Engagés vers l'avant: La stratégie de modernisation de l'Armée canadienne*. Armée canadienne. https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/mdn-dnd/D2-438-2021-fra.pdf
- MDN. (2021b, 1^{er} mars). *Capacités interarmées*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/budget-principal-dependes-2020-2021/capacites-interarmees.html>
- MDN. (2021c, 13 juillet). *Exercices militaires avec l'Armée de la libération populaire de Chine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense->

- nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/secd-situation-fac-19-avril-2021/documents-reference/exercices-militaires-avec-armee-liberation-populaire.html
- MDN. (2021d, 9 août). *CACN – Enjeux de sécurité nationale dans les relations Canada-Chine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021.html>
- MDN. (2021e, 9 août). *Principaux enjeux – Relations Canada-Chine en matière de défense*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021/principaux-enjeux.html>
- MDN. (2021f, 9 août). *Principaux enjeux – Relations Canada-Chine en matière de défense*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/cacn-12-enjeux-securite-nationale-relations-canada-chine-12-avril-2021/principaux-enjeux.html>
- MDN. (2022a). *Navire de combat canadien*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/approvisionnement/navire-combat-canadien.html>
- MDN. (2022b). *Opération IMPACT*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-impact.html>
- MDN. (2022c). *Opération REASSURANCE*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-reassurance.html>
- MDN. (2022d, 1^{er} juin). *Déclaration des Forces armées canadiennes*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/declaration-des-forces-armees-canadiennes.html>
- MDN. (2023a). *Opération UNIFIER*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-unifier.html>
- MDN. (2023b). *Soutien militaire canadien envers l'Ukraine*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/campagnes/soutien-militaire-canadien-envers-lukraine.html>
- Mearsheimer, J. (2001). *The Tragedy of Great Power Politics*. W.W Norton & Company.
- Mearsheimer, J. J. (1990). Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War. *International Security*, 15(1), 5-56. <https://doi.org/10.2307/2538981>
- Medcalf, R. (2014, 9 octobre). *Australia-US-China military exercise challenges assumptions | Lowy Institute*. The Interpreter. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/australia-us-china-military-exercise-challenges-assumptions>
- Medcalf, R. (2019). Australia And China: understanding the reality check. *Australian Journal of International Affairs*, 73(2), 109-118. <https://doi.org/10.1080/10357718.2018.1538315>

- Medcalf, R. (2020a). *Contest for the Indo-Pacific: why China won't map the future*. La Trobe University Press. <https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=6029012>
- Medcalf, R. (2020b). *Indo-Pacific empire: China, America and the contest for the world's pivotal region*. Manchester University Press.
- Medeiros, E. S. (2005). Strategic hedging and the future of Asia-pacific stability. *The Washington Quarterly*, 29(1), 145-167. <https://doi.org/10.1162/016366005774859724>
- Medhora, S. (2015, 15 mai). Tony Abbott says US defence official « misspoke » on B-1 bombers in Australia. *The Guardian* (Manchester), Australia news. <https://www.theguardian.com/australia-news/2015/may/15/tony-abbott-says-us-defence-official-misspoke-on-b-1-bombers-in-australia>
- Meister, S. (2018). Hedging and Wedging: Strategies to Contest Russia's Leadership in Post-Soviet Eurasia. Dans H. Ebert et D. Flemes (dir.), *Regional Powers and Contested Leadership* (p. 301-326). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-73691-4_11
- Meredith, S. (2022, 23 mai). *Biden says U.S. willing to use force to defend Taiwan — prompting backlash from China*. CNBC § Politics. <https://www.cnbc.com/2022/05/23/biden-says-us-willing-to-use-force-to-defend-taiwan.html>
- Middlemiss, D. et Stairs, D. (2021). Canada-US Defence Relations and the CSC: A Ship Too Far? *Canadian Naval Review*, 17(1), 22-27.
- Milevski, L. (2016). *The Evolution of Modern Grand Strategic Thought*. Oxford University Press.
- Miller, P. D. (2016). On Strategy, Grand and Mundane. *Orbis*, 60(2), 237-247. <https://doi.org/10.1016/j.orbis.2016.01.002>
- Milot-Poulin, J., Rachel Sarfati et Paquin, J. (2021, 19 octobre). *Le pivot stratégique américain dans l'espace indopacifique* (15) [Note politique]. Réseau d'analyse stratégique. <https://ras-nsa.ca/fr/le-pivot-strategique-americaain-dans-lespace-indopacifique/>
- Ministry of Defence. (2022, 31 août). *Australian submariners to join Royal Navy crews as UK and Australia deepen defence ties through AUKUS agreement*. GOV.UK. <https://www.gov.uk/government/news/australian-submariners-to-join-royal-navy-crews-as-uk-and-australia-deepen-defence-ties-through-aucus-pact>
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2013, octobre). *Fifth Japan-US-Australia Trilateral Strategic Dialogue*. Ministry of Foreign Affairs of Japan. https://www.mofa.go.jp/policy/economy/page3e_000126.html
- Mitcham, J. C. (2016). *Race and imperial defence in the British world, 1870-1914*. Cambridge University Press. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=1216152>
- Monteiro, N. P. (2014). *Theory of Unipolar Politics*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781107449350>

- Montgomery, E. B. (2014). Contested Primacy in the Western Pacific: China's Rise and the Future of U.S. Power Projection. *International Security*, 38(4), 115-149. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00160
- Montgomery, M. (2019, 20 juin). China-Canada tension: Canadian warship through Taiwan Strait. *RCI / English*. <https://www.rcinet.ca/en/2019/06/20/china-canada-tension-canadian-warship-through-taiwan-strait/>
- Morgan-Owen, D. G. (2020). History and the Perils of Grand Strategy. *The Journal of Modern History*, 92(2), 351-385. <https://doi.org/10.1086/708500>
- Morgenthau, H. J. (1948). *Politics among nations. The struggle for power and peace*. A. A. Knopf.
- Morin, J.-F. et Paquin, J. (2018). *Foreign Policy Analysis: A Toolbox*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-61003-0>
- Moritsugu, K. (2022, 21 septembre). *China dials down Taiwan rhetoric; US, Canada transit strait*. AP NEWS § Joe Biden. <https://apnews.com/article/taiwan-canada-china-government-and-politics-f1b5f86cc8985c40e4c9c2f4f51cda05>
- Morrison, S. (2022a, 7 mars). *An address by Prime Minister Scott Morrison*. The 2022 Lowy Lecture, Sydney. <https://www.lowyinstitute.org/publications/address-prime-minister-scott-morrison>
- Morrison, S. (2022b, 10 mars). *Defence workforce to grow above 100,000*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2022-03-10/defence-workforce-grow-above-100000>
- Morrow, J. D. (1991). Alliances and Asymmetry: An Alternative to the Capability Aggregation Model of Alliances. *American Journal of Political Science*, 35(4), 904-933. <https://doi.org/10.2307/2111499>
- Morrow, J. D. (1993). Arms Versus Allies: Trade-Offs in the Search for Security. *International Organization*, 47(2), 207-233.
- Mowle, T. S. et Sacko, D. H. (2007). Balancing and Bandwagoning in a Unipolar System. Dans T. S. Mowle et D. H. Sacko (dir.), *The Unipolar World: An Unbalanced Future* (p. 65-86). Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9780230603073_4
- Müller, T. et Albert, M. (2021). Whose balance? A constructivist approach to balance of power politics. *European Journal of International Security*, 6(1), 109-128. <https://doi.org/10.1017/eis.2020.19>
- Murphy, A. M. (2010). Beyond Balancing and Bandwagoning: Thailand's Response to China's Rise. *Asian Security*, 6(1), 1-27. <https://doi.org/10.1080/14799850903471922>
- Murphy, A. M. (2017). Great Power Rivalries, Domestic Politics and Southeast Asian Foreign Policy: Exploring the Linkages. *Asian Security*, 13(3), 165-182. <https://doi.org/10.1080/14799855.2017.1354566>
- Murphy, K. (2022, 4 mars). Scott Morrison has a lot to say about democratic values. Here's how he could actually enact them. *The Guardian* (Manchester), Australia News. <https://www.theguardian.com/australia-news/2022/mar/05/scott-morrison-has-a-lot-to-say-about-democratic-values-heres-how-he-could-actually-enact-them>

- Nadkarni, V. (2010). *Strategic partnerships in Asia: Balancing without alliances*. Routledge.
- NATO. (2016, 9 juillet). *Warsaw Summit Communiqué*. NATO. http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_133169.htm
- NATO. (2022a). *Deterrence and Defence*. NATO - Supreme Headquarters Allied Powers Europe. <https://shape.nato.int/operations/deterrence-and-defence.aspx>
- NATO. (2022b). *Enhanced Forward Presence (eFP)*. NATO - LANDCOM. <https://lc.nato.int/operations/enhanced-forward-presence-efp.aspx>
- Neuhold, H. (1982). Permanent Neutrality in Contemporary International Relations: A Comparative Perspective. *Irish Studies in International Affairs*, 1(3), 13-26.
- Newdick, T. et Trevithick, J. (2021, 16 septembre). *Australia To Buy Tomahawk Cruise Missiles, Will Get At Least Eight Nuclear Submarines*. The Drive. <https://www.thedrive.com/the-war-zone/42408/australia-to-buy-tomahawk-cruise-missiles-will-get-at-least-eight-nuclear-submarines>
- Nexon, D. H. (2009). The Balance of Power in the Balance. *World Politics*, 61(2), 330-359.
- Nicholls, A., Dowie, J. et Hellyer, M. (2021, décembre). *Implementing Australia's nuclear submarine program*. Australian Strategic Policy Institute. https://ad-aspi.s3.ap-southeast-2.amazonaws.com/2021-12/Implementing%20Australia%27s%20nuclear%20submarine%20program.pdf?VersionId=QNKdZOLGpF_lvY2MsQ_ic8c6bRc7kFpx
- Nicholson, B. (2021, 29 novembre). *Dutton: War with China would be 'catastrophic' and mustn't be allowed to happen*. The Strategist. <https://www.aspistrategist.org.au/dutton-war-with-china-would-be-catastrophic-and-mustnt-be-allowed-to-happen/>
- Nilsson-Wright, J. (2017, juillet). *Creative Minilateralism in a Changing Asia: Opportunities for Security Convergence and Cooperation Between Australia, India and Japan* [Research Paper]. Chatham House - The Royal Institute of International Affairs. <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/images/2017-07-28-Minilateralism.pdf>
- Noor, E. et Qistina, T. N. (2017). Great Power Rivalries, Domestic Politics and Malaysian Foreign Policy. *Asian Security*, 13(3), 200-219. <https://doi.org/10.1080/14799855.2017.1354568>
- NORAD. (2023). *A propos du NORAD*. North American Aerospace Defense Command. <https://www.norad.mil/Francais/A-propos-du-NORAD/>
- Nossal, K. R. (2016, 12 janvier). *A cautionary tale*. Policy Options. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/january-2016/acautionarytale/>
- Nossal, K. R. (2018). The North Atlantic anchor: Canada and the Pacific Century. *International Journal*, 73(3), 364-378. <https://doi.org/10.1177/0020702018792909>
- Nossal, K. R. (2019, 20 août). *How Good Was Harper for Defence?* The Dorchester Review. <https://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/how-good-was-harper-for-defence>
- Oakeshott, M. 1901-1990. (1967). *Rationalism in politics: and other essays*. Methuen.

- Office of the Spokeperson. (2011, septembre). *Australia-United States Ministerial Consultations (AUSMIN) 2011 Joint Communiqué*. U.S. Department of State. //2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2011/09/172517.htm
- Office of the Spokeperson. (2018, 7 juin). *Joint Statement on Australia - New Zealand - United States Pacific Security Cooperation Dialogue*. United States Department of State. <https://2017-2021.state.gov/joint-statement-on-australia-new-zealand-united-states-pacific-security-cooperation-dialogue/>
- Office of the Spokeperson. (2021a, 16 septembre). Joint Statement on Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2021. *United States Department of State*. <https://www.state.gov/joint-statement-on-australia-u-s-ministerial-consultations-ausmin-2021/>
- Office of the Spokeperson. (2021b, 16 septembre). *Joint Statement on Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2021*. United States Department of State. <https://www.state.gov/joint-statement-on-australia-u-s-ministerial-consultations-ausmin-2021/>
- Office of the Spokeperson. (2021c, novembre). Under Secretary Nuland's Travel to Ottawa, Canada to Participate in the U.S.-Canada High-Level Policy Review Group. *United States Department of State*. <https://www.state.gov/under-secretary-nulands-travel-to-ottawa-canada-to-participate-in-the-u-s-canada-high-level-policy-review-group/>
- Office of the Spokeperson. (2022a, 11 octobre). *President Tsai meets Canadian delegation led by Member of Parliament Judy Sgro*. Office of the President - Republic of China. <https://english.president.gov.tw/NEWS/6350>
- Office of the Spokeperson. (2022b, 6 décembre). *Joint Statement on Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2022*. United States Department of State. <https://www.state.gov/joint-statement-on-australia-u-s-ministerial-consultations-ausmin-2022/>
- O'Hanlon, M. E. (2020, 4 septembre). *What the Pentagon's new report on China means for US strategy — including on Taiwan*. Brookings Institution. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/09/04/what-the-pentagons-new-report-on-china-means-for-u-s-strategy-including-on-taiwan/>
- Ohle, M., Cook, R. J. et Han, Z. (2020). China's engagement with Kazakhstan and Russia's Zugzwang: Why is Nur-Sultan incurring regional power hedging? *Journal of Eurasian Studies*, 11(1), 86-103. <https://doi.org/10.1177/1879366519900996>
- Ojanen, H. (2006). The EU and Nato: Two Competing Models for a Common Defence Policy. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 44(1), 57-76. <https://doi.org/10.1111/j.1468-5965.2006.00614.x>
- Olsen, J. A. et Gray, C. S. (dir.). (2011). *The practice of strategy: from Alexander the Great to the present*. Oxford University Press.
- O'Neil, A. et West, L. (2020). The Quadrilateral Security Dialogue and Indo-Pacific minilateralism: Resurrection without renewal? Dans B. Singh et S. Teo (dir.), *Minilateralism in the Indo-Pacific: the Quadrilateral Security Dialogue, Lancang-Mekong Cooperation Mechanism, and ASEAN* (p. 27-41). Routledge/Taylor & Francis Group.

- Oren, E. et Brummer, M. (2020). Threat perception, government centralization, and political instrumentality in Abe Shinzo's Japan. *Australian Journal of International Affairs*, 74(6), 721-745. <https://doi.org/10.1080/10357718.2020.1782345>
- Ørvik, N. (1984). Canadian security and 'defence against help'. *Survival*, 26(1), 26-31. <https://doi.org/10.1080/00396338408442145>
- Oswald, F. (2006). Soft Balancing Between Friends: Transforming Transatlantic Relations. *Debate: Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, 14(2), 145-160. <https://doi.org/10.1080/09651560600841502>
- OTAN. (2023). *Mission OTAN en Iraq*. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_166936.htm
- Paas-Lang, C. (2021, 26 septembre). *Government's « eyes are wide open » on China: Garneau*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/politics/garneau-kovrig-spavor-1.6190100>
- Packham, C. (2019, 5 août). Australia won't host U.S. missiles, prime minister says. *Reuters*, World News. <https://www.reuters.com/article/uk-australia-usa-missiles-idUKKCN1UV0IQ>
- Palocaren, T. (2021, 30 avril). Rethinking The QUAD 2.0 – A Partnership of Democracies. *War Room - U.S. Army War College*. <https://warroom.armywarcollege.edu/articles/the-quad/>
- Paltiel, J. (2016). Resolute ambivalence: Canada's strategy toward China and the Asia-Pacific. *Canadian Foreign Policy Journal*, 22(1), 40-53. <https://doi.org/10.1080/11926422.2015.1129634>
- Paltiel, J. (2020). Canada's middle-power ambivalence. Dans J. Massie et J. Paquin (dir.), *America's allies and the decline of U.S. hegemony* (p. 126-140). Routledge/Taylor & Francis Group.
- Paltiel, J. et Nossal, K. R. (2018). Adjusting the Middle to Fit the Frame: Canada in the Changing Global Order. Dans T. S. de Swielande, D. Vandamme, D. Wilton et T. Wilkins (dir.), *Rethinking Middle Powers in the Asian Century: New theories, new cases* (p. 148-161). Routledge.
- Pan, C. (2004). The "China Threat" in American Self-Imagination: The Discursive Construction of other as Power Politics. *Alternatives*, 29(3), 305-331. <https://doi.org/10.1177/030437540402900304>
- Pape, R. A. (2005). Soft Balancing against the United States. *International Security*, 30(1), 7-45.
- Paquin, J., Massie, J. et Beauregard, P. (2017). Obama's leadership style: enabling transatlantic allies in Libya and Mali. *Journal of Transatlantic Studies*, 15(2), 184-206.
- Parent, J. M. et Rosato, S. (2015). Balancing in Neorealism. *International Security*, 40(2), 51-86. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00216
- Parrish, K. (2013). *U.S., Canada Sign Asia-Pacific Cooperation Framework*. American Forces Press Service. <https://archive.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=121215>
- Pasandideh, S. (2021). Do China's New Islands allow it to militarily dominate the South China Sea? *Asian Security*, 17(1), 1-24. <https://doi.org/10.1080/14799855.2020.1749598>
- Patey, L. A. (2021). *How China loses: the pushback against Chinese global ambitions*. Oxford University Press.

- Patton, M. Q. (2014). *Qualitative Research & Evaluation Methods: Integrating Theory and Practice* (4th éd.). SAGE Publications.
- Paul, E. (2015). *Little America: Australia, the 51st State*. Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctt18fsc2b>
- Paul, T. V. (2005). Soft Balancing in the Age of US Primacy. *International Security*, 30(1), 46-71. <https://doi.org/10.5840/epoche1994212>
- Paul, T. V. (2018). *Restraining great powers: soft balancing from empires to the global era*. Yale University Press.
- Paul, T. V., Wirtz, J. J. et Fortmann, M. (dir.). (2004). *Balance Of Power: Theory And Practice In The 21st Century*. Stanford University Press.
- Payne, M., Dutton, P., Blinken, A. et Austin, L. (2021a, 17 septembre). *Joint Statement Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2021*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/united-states-of-america/ausmin/joint-statement-australia-us-ministerial-consultations-ausmin-2021>
- Payne, M., Dutton, P., Toshimitsu, M. et Nobuo, K. (2021b, 9 juin). *Ninth Japan-Australia 2+2 Foreign and Defence Ministerial Consultations*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/marise-payne/media-release/ninth-japan-australia-22-foreign-and-defence-ministerial-consultations>
- Payne, M., Dutton, P., Truss, L. et Wallace, B. (2022, 21 janvier). *Australia-UK Ministerial Meeting (AUKMIN) 2022: joint statement*. GOV.UK. <https://www.gov.uk/government/publications/aukmin-2022-joint-statement>
- Payne, M., Reynolds, L., Pompeo, M. et Esper, M. (2020, 28 juillet). *Joint Statement Australia-U.S. Ministerial Consultations (AUSMIN) 2020*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.dfat.gov.au/geo/united-states-of-america/ausmin/joint-statement-ausmin-2020>
- Pedley, P. M. (2022). *The Anglosphere Core as a Pluralistic Security Community* [PhD Thesis, Lancaster University]. <https://eprints.lancs.ac.uk/id/eprint/167411/1/2022pedleyphd.pdf>
- Pempel, T. J. (2010). Soft balancing, hedging, and institutional Darwinism: The economic-security nexus and East Asian regionalism. *Journal of East Asian Studies*, 10(2), 209-238.
- Perla, P. (2018). War Games, Analyses, and Exercises. *Naval War College Review*, 40(2), 44-52.
- Perry, D. (2015, 1^{er} mai). *Defence Budget 2015: A Long-Term Funding Increase...Maybe*. Canadian Global Affairs Institute. https://www.cgai.ca/defence_budget_2015
- Perry, D. (2016). The Evolution of the Harper Government's Defence Policy. Dans A. Chapnick et C. J. Kukucha (dir.), *The Harper Era in Canadian Foreign Policy* (p. 89-104). UBC Press.
- Perry, D. (2020). Canadian Defence Budgeting. Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 63-80). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2

- Pfluke, C. (2019). A history of the Five Eyes Alliance: Possibility for reform and additions. *Comparative Strategy*, 38(4), 302-315. <https://doi.org/10.1080/01495933.2019.1633186>
- Platias, A. G. et Koliopoulos, K. (2017). *Thucydides on Strategy: Grand Strategies in the Peloponnesian War and their Relevance Today*. Oxford University Press.
- Plibersek, T. (2016). Australian foreign policy: the Labor approach. *Australian Journal of International Affairs*, 70(5), 460-466. <https://doi.org/10.1080/10357718.2016.1199657>
- Pollack, J. D. (1996). Designing a New American Security Strategy for Asia. Dans J. Shin (dir.), *Weaving the Net: Conditionnal Engagement with China* (p. 99-132). Council on Foreign Relations.
- Pons, X. (2017). L'Australie et Donald : peines d'amour perdu. *Outre-Terre*, N° 50(1), 242. <https://doi.org/10.3917/oute1.050.0242>
- Potter, A. (2021, mars). *Hedging our bets with China was a mistake*. The Line. <https://theline.substack.com/p/andrew-potter-hedging-our-bets-with>
- Pugliese, G. et Patalano, A. (2020). Diplomatic and security practice under Abe Shinzō: the case for Realpolitik Japan. *Australian Journal of International Affairs*, 74(6), 615-632. <https://doi.org/10.1080/10357718.2020.1781790>
- Raby, G. (2020). *China's grand strategy and Australia's future in the new global order*. Melbourne University Press.
- Rajagopalan, R. (2020). Evasive balancing: India's unviable Indo-Pacific strategy. *International Affairs*, 96(1), 75-93. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz224>
- Rathbun, B. (2008). A Rose by Any Other Name: Neoclassical Realism as the Logical and Necessary Extension of Structural Realism. *Security Studies*, 17(2), 294-321. <https://doi.org/10.1080/09636410802098917>
- Raymond, C. (2022, 22 mars). *Nouvelles technologies, changements climatiques et guerre en Ukraine : Quels impacts sur la modernisation du NORAD ?* (16) [Note Stratégique]. Réseau d'analyse stratégique. <https://ras-nsa.ca/fr/nouvelles-technologies-changements-climatiques-et-guerre-en-ukraine-quels-impacts-sur-la-modernisation-du-norad/>
- Raymond, C. et Munier, M. (2021, 29 septembre). *La modernisation de la défense continentale et l'avenir de la politique de défense du Canada* (13) [Note politique]. Réseau d'analyse stratégique. <https://ras-nsa.ca/fr/la-modernisation-de-la-defense-continentale-et-lavenir-de-la-politique-de-defense-du-canada/>
- Rehman, I. (2011). *From Down Under to Top Center: Australia, the United States, and this Century's Special Relationship*. German Marshall Fund of the United States. <http://www.jstor.org/stable/resrep19021.5>
- Reichwein, A. (2012). The tradition of neoclassical realism. Dans A. Toje et B. Kunz (dir.), *Neoclassical Realism in European Politics: Bringing Power Back In* (p. 30-60). Manchester University Press.
- Reuters. (2013, 7 octobre). China warns U.S., Japan, Australia not to gang up in sea disputes. *Reuters, Emerging Markets*. <https://www.reuters.com/article/us-asia-southchinasea-china-idUSBRE99602220131007>

- Reuters. (2022, 6 avril). UK, U.S., Australia agree to work on hypersonics under defence pact. *Reuters, World*. <https://www.reuters.com/world/uk-us-australia-agree-work-hypersonics-under-defence-pact-2022-04-05/>
- Reuters Staff. (2021, 7 octobre). Former Australia PM Abbott says in Taiwan to help end its isolation. *Reuters, World News*. <https://www.reuters.com/article/us-taiwan-australia-idAFKBN2GX089>
- Reynolds, L. (2020, décembre). *Australia collaborates with the US to develop and test high speed long-range hypersonic weapons*. Australian Government - Defence. <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2020-12-01/australia-collaborates-us-develop-and-test-high-speed-long-range-hypersonic-weapons>
- Reynolds, W. (1999). The Wars that were Planned: Australia's Forward Defence Posture in Asia and the Role of Tactical Nuclear Weapons, 1945-1967. *Australian Journal of International Affairs*, 53(3), 295-309. <https://doi.org/10.1080/00049919993872>
- Rice, A. J. (1997). Command and Control: The Essence of Coalition Warfare. *The US Army War College Quarterly: Parameters*, 27(1). <https://doi.org/10.55540/0031-1723.1817>
- Rice, J. et von Hlatky, S. (2022). Learning the Hard Way: Harper, Canadian Defence Policy, and Combatting International Terror. Dans P. McKenna (dir.), *Harper's World: The Politicization of Canadian Foreign Policy* (p. 124-141). University of Toronto Press.
- Richey, M. (2020). Buck-passing, Chain-ganging and Alliances in the Multipolar Indo-Asia-Pacific. *The International Spectator*, 55(1), 1-17. <https://doi.org/10.1080/03932729.2019.1706390>
- Ricketts, P. (2021). *Hard Choices: What Britain Does Next*. Atlantic Books.
- Ringsmose, J. et Webber, M. (2020). Hedging their bets? The case for a European pillar in NATO. *Defence Studies*, 20(4), 295-317. <https://doi.org/10.1080/14702436.2020.1823835>
- Ripsman, N. M. (2009). Neoclassical realism and domestic interest groups. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (p. 170-193). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511811869.002>
- Ripsman, N. M., Taliaferro, J. W. et Lobell, S. E. (2009). Conclusion: The state of neoclassical realism. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical realism, the state, and foreign policy* (p. 280-299). Cambridge University Press.
- Ripsman, N. M., Taliaferro, J. W. et Lobell, S. E. (dir.). (2016). *Neoclassical realist theory of international politics*. Oxford University Press.
- Rivard Piché, G. (2017). La contribution canadienne à la sécurité et à la stabilité en Haïti, 2004-2014. *Études internationales*, 48(1), 63-82. <https://doi.org/10.7202/1042353ar>
- Roberts, A. (2008). *A History of the English-Speaking Peoples Since 1900*. Harper Perennial.
- Robertson, P. E. et Sin, A. (2017). Measuring hard power: China's economic growth and military capacity. *Defence and Peace Economics*, 28(1), 91-111. <https://doi.org/10.1080/10242694.2015.1033895>

- Rodman, L. (2020). You've Got It All Backwards: Canada's National Defence Strategy. Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 273-294). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2
- Roggeveen, S. (2022, 23 mai). *China: The Morrison legacy and beyond*. The Intercept. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/china-morrison-legacy-and-beyond>
- Rogin, J. (2021, 16 avril). Opinion | How an attempted Canadian concession to China backfired. *Washington Post* (Washington, D.C.). https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/how-an-attempted-canadian-kowtow-to-china-backfired/2021/04/15/fa887e3e-9e2a-11eb-8005-bffc3a39f6d3_story.html
- Rose, G. (1998). Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy. *World Politics*, 51(1), 144-172.
- Ross, R. S. (2006). Balance of Power Politics and the Rise of China: Accommodation and Balancing in East Asia. *Security Studies*, 15(3), 355-395. <https://doi.org/10.1080/09636410601028206>
- Rothstein, R. L. (1968). *Alliances and Small Powers*. Columbia University Press.
- Roughead, G. (2012, octobre). *US–Australia Military Interoperability: Future Options*. The US Studies Centre at the University of Sydney.
- Roussel, S., Paquin, J. et Massie, J. (2018). Le Canada face aux transitions de puissance à travers ses énoncés politiques, 1964–2017. *Canadian Foreign Policy Journal*, 24(3), 286-300. <https://doi.org/10.1080/11926422.2018.1473786>
- Roy, D. (2005). Southeast Asia and China: Balancing or Bandwagoning? *Contemporary Southeast Asia*, 27(2), 305-322.
- Roy, S. N. (2009). L'études de cas. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 199-225). Presses de l'Université du Québec.
- Rudd, K. (2008a, 20 février). *Interview with Jim Middleton, Newshour, ABC Radio Canberra Australian Foreign Policy*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15766>
- Rudd, K. (2008b, 9 avril). *Transcript 15854: A Conversation with China's Youth on the Future, Peking University*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15854>
- Rudd, K. (2008c, 4 juin). *It's time to build an Asia Pacific Community, Address to the Asia Society AustralAsia Centre, Sydney*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-15947>
- Rudd, K. (2008d, 4 décembre). *Transcript 16289: The First National Security Statement to the Parliament Address by the Prime Minister of Australia The Hon. Kevin Rudd MP*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-16289>
- Rudd, K. (2010, 23 avril). *Transcript 17243 - Australia and China in the World 70th Morrison Lecture Australian National University Canberra*. Transcripts from the Prime Ministers of Australia. <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-17243>

- Rudd, K. (2018). *The Pm Years*. Pan Macmillan.
- Rudd, K. (2019, 26 mars). *The Convenient Rewriting of the History of the « Quad »*. Nikkei Asia. <https://asia.nikkei.com/Opinion/The-Convenient-Rewriting-of-the-History-of-the-Quad>
- Russett, B. M. (1971). An Empirical Typology of International Military Alliances. *Midwest Journal of Political Science*, 15(2), 262-289. <https://doi.org/10.2307/2110272>
- Salman, M. (2017). Strategic Hedging and Unipolarity's Demise: The Case of China's Strategic Hedging. *Asian Politics & Policy*, 9(3), 354-377. <https://doi.org/10.1111/aspp.12330>
- Salman, M. et Geeraerts, G. (2015a). Strategic Hedging and Balancing Model under the Unipolarity (p. 18). Midwest Political Science Association.
- Salman, M. et Geeraerts, G. (2015b). Strategic Hedging and China's Economic Policy in the Middle East. *China Report*, 51(2), 102-120. <https://doi.org/10.1177/0009445515570440>
- Salman, M., Pieper, M. et Geeraerts, G. (2015). Hedging in the Middle East and China-U.S. Competition. *Asian Politics & Policy*, 7(4), 575-596. <https://doi.org/10.1111/aspp.12225>
- Sartori, G. (1994). Bien comparer, mal comparer. *Revue internationale de politique comparée*, 1(1), 19-36.
- Satake, T. (2020). The future of the Quadrilateral Security Dialogue: Possibilities and challenges. Dans B. Singh et S. Teo (dir.), *Minilateralism in the Indo-Pacific: the Quadrilateral Security Dialogue, Lancang-Mekong Cooperation Mechanism, and ASEAN* (p. 42-56). Routledge/Taylor & Francis Group.
- Scally, D. (2022, 3 mars). One of the greatest ever mobilisations of Nato forces now under way in Europe. *The Irish Times* (Dublin). <https://www.irishtimes.com/news/world/europe/one-of-the-greatest-ever-mobilisations-of-nato-forces-now-under-way-in-europe-1.4817757>
- Schaller, B. (2020). *Trust and Distrust in Defence & Security Politics* [PhD Thesis, The Arctic University of Norway].
- Schroeder, P. (1994). Historical Reality vs. Neo-Realist Theory. *International Security*, 19(1), 108-148. <https://doi.org/10.2307/2539150>
- Schweller, R. L. (1994). Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In. *International Security*, 19(1), 72. <https://doi.org/10.2307/2539149>
- Schweller, R. L. (1997). New Realist Research on Alliances: Refining, Not Refuting, Waltz's Balancing Proposition. *American Political Science Review*, 91(4), 927-930. <https://doi.org/10.2307/2952176>
- Schweller, R. L. (1999). Managing the rise of great powers: history and theory. Dans A. I. Johnston et R. S. Ross (dir.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power* (p. 1-31). Routledge.
- Schweller, R. L. (2003). The Progressiveness of Neoclassical Realism. Dans C. Elman et M. F. Elman (dir.), *Progress in International Relations Theory: Appraising the Field* (p. 311-348). MIT Press.
- Schweller, R. L. (2004). Unanswered Threats: A Neoclassical Realist Theory of Underbalancing. *International Security*, 29(2), 159-201.

- Schweller, R. L. (2006). *Unanswered Threats: Political Constraints on the Balance of Power*. Princeton University Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt7rkxt>
- Schweller, R. L. (2009). Neoclassical realism and state mobilization: expansionist ideology in the age of mass politics. *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*, 227-250.
- SCRS. (2021, 12 avril). *Rapport public du SCRS 2020*. Service canadien de renseignement et de sécurité. <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-2020.html>
- SCRS. (2022). *Rapport public du SCRS 2021*. Service canadien de renseignement et de sécurité. <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-2021.html>
- Selden, Z. (2013). Balancing Against or Balancing With? The Spectrum of Alignment and the Endurance of American Hegemony. *Security Studies*, 22(2), 330-364. <https://doi.org/10.1080/09636412.2013.786918>
- Sénat du Canada. (2016, 17 mai). *Feuilleton et Feuilleton des préavis (37)*. Parlement du Canada. https://sencanada.ca/Content/SEN/Chamber/421/OrderPaper/pdf/037op_2016-05-17.pdf
- Sevastopulo, D. (2022, 5 décembre). Canada to send more warships through Taiwan Strait in signal to China. *Financial Times* (London). <https://www.ft.com/content/b19721e8-7bfc-44f2-9f72-971a63d2bfac>
- Shambaugh, D. (2013). Assessing the US “Pivot” to Asia. *Strategic Studies Quarterly*, 7(2), 10-19.
- Shambaugh, D. (2018). US-China Rivalry in Southast Asia. *International Security*, 42(4), 85-127.
- Shearer, A. (2013, 22 août). Australian Defense in the Era of Austerity: Mind the Expectation Gap. *American Enterprise Institute - AEI*. <https://www.aei.org/research-products/report/australian-defense-in-the-era-of-austerity-mind-the-expectation-gap/>
- Sheridan, G. (2013, 27 avril). McCain slams Labor for « imprudent » cuts. *The Australian* (Sydney). <https://www.theaustralian.com.au/nation/defence/mccain-slams-labor-for-imprudent-cuts/news-story/5de76d42c6dff93d6ee86bbfe41e3c4b>
- Sheridan, G. (2020, 27 juillet). Cool Heads Key amid Gung-ho South China Sea Rhetoric. *The Australian* (Sydney). <https://www.theaustralian.com.au/world/cool-heads-key-amid-gungho-south-china-sea-rhetoric/news-story/699b0b0a79078073d8272ff883a821ae>
- Shukla, P. (2022). *Australia orders new tanks and engineering vehicles*. Janes.com. <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/australia-orders-new-tanks-and-engineering-vehicles>
- Silove, N. (2018). Beyond the Buzzword: The Three Meanings of “Grand Strategy”. *Security Studies*, 27(1), 27-57. <https://doi.org/10.1080/09636412.2017.1360073>
- Silva, D. L. da, Tian, N., Béraud-Sudreau, L., Marksteiner, A. et Liang, X. (2022, avril). *Trends in World Military Expenditure, 2021*. SIPRI. <https://www.sipri.org/publications/2022/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2021>

- Silva, S. D. (2020). Making Sense of the Haze: Hedging and its Attributes. *University of Colombo Review*, 1(1), 94-100. <https://doi.org/10.4038/ucr.v1i1.31>
- Simon, S. (2022, 12 octobre). *Navigating Canada-Taiwan relations: Why Canada needs a renewed strategy to help safeguard peace in the Taiwan Strait*. Macdonald-Laurier Institute. <https://macdonaldlaurier.ca/navigating-canada-taiwan-relations-why-canada-needs-a-renewed-strategy-to-help-safeguard-peace-in-the-taiwan-strait/>
- Smith, N. R. (2018, 29 novembre). *Small States Strategic Hedging: What can NeoClassical Realism Add?* [Workshop]. Re-Appraising Neoclassical Realism, London School of Economics, London.
- Smith, N. R. (2020). When Hedging Goes Wrong: Lessons from Ukraine's Failed Hedge of the EU and Russia. *Global Policy*, 11(5), 588-597. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12862>
- Smith, S. et Jiechi, Y. (2008, 5 février). *Transcript - Joint Press Conference with Chinese Foreign Minister - Archived Website*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. https://webarchive.nla.gov.au/awa/20090917143531/http://www.foreignminister.gov.au/transcripts/2008/080205_jpc.html
- Smyth, J. et Hale, T. (2020, 8 juin). *Chinese investment in Australia falls 58%*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/74908a7c-f0a0-4f85-96bf-30ebd1b6b5a4>
- Snyder, G. H. (1997). *Alliance Politics*. Cornell University Press.
- Snyder, S., Glosserman, B. et Cossa, R. A. (2001, août). *Confidence Building Measures in the South China Sea (2-01)*. Pacific Forum CSIS. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/issuesinsightsv01n02.pdf
- Solomon, T. (2015). *The Politics of Subjectivity in American Foreign Policy Discourses*. University of Michigan Press. https://www.press.umich.edu/5031921/politics_of_subjectivity_in_american_foreign_policy_discourses
- Somos, C. (2021, 3 novembre). *Feds stay committed to « One China Policy, » but « very concerned » about Taiwan*. CTVNews § Canada. <https://www.ctvnews.ca/canada/feds-stay-committed-to-one-china-policy-but-very-concerned-about-taiwan-1.5650327>
- SPAC. (2014, 12 décembre). *Rapport sommaire – Évaluation des options de remplacement de la flotte de CF-18*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/air/snac-nfps/eorfcf18-eorfcf18ff-fra.html>
- SPAC. (2016). *Stratégie Nationale de construction navale: Rapport de situation de février 2012 à décembre 2015*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/documents/rapport-report-fra.pdf>
- SPAC. (2019a, 2 mai). *Navire de combat canadien*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/navcom-surfcom-fra.html#a7>
- SPAC. (2019b, 3 mai). *Navire de soutien interarmées*. Gouvernement du Canada. <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/interarmees-joint-fra.html>

- Spektor, M. (2023, 18 avril). In Defense of the Fence Sitters: What the West gets wrong about hedging. *Foreign Affairs*, 102(3, May/June 2023), 8-16.
- Stein, J. G. (2013). Threat Perception in International Relations. Dans L. Huddy, D. O. Sears et J. S. Levy (dir.), *The Oxford Handbook of Political Psychology* (2nd Edition, p. 364-394). Oxford University Press.
- Stephens, A. (2012, 26 juillet). Australia's defence budget is more than adequate. *Canberra Times* (Canberra). <https://newsroom.unsw.edu.au/news/social-affairs/australias-defence-budget-more-adequate>
- Sterling-Folker, J. (2009a). Forward Is as Forward Does. Dans A. Freyberg-Inan, E. Harrison et P. James (dir.), *Rethinking realism in international relations: between tradition and innovation* (p. 191-218). Johns Hopkins University Press.
- Sterling-Folker, J. (2009b). Neoclassical realism and identity: peril despite of profit across the Taiwan Strait. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (p. 99-138). Cambridge University Press. <https://www.cambridge.org/core/books/neoclassical-realism-the-state-and-foreign-policy/threat-assessment-the-state-and-foreign-policy-a-neoclassical-realist-model/8D62F38F602725FE27F41316500761D0>
- Stiles, K. W. (2018). *Trust and hedging in international relations*. University of Michigan Press.
- Stokes, D. (2018). Trump, American hegemony and the future of the liberal international order. *International Affairs*, 94(1), 133-150. <https://doi.org/10.1093/ia/iix238>
- Stone, J. C. et Solomon, B. (2020). The Political Economy of Defence. Dans T. Juneau, P. Lagassé et S. Vucetic (dir.), *Canadian Defence Policy in Theory and Practice* (p. 135-158). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-030-26403-1_2
- Storey, I. (2002). Singapore and the Rise of China: Perceptions and Policy. Dans I. Storey et H. Yee (dir.), *The China Threat: Perceptions, Myths and Reality* (p. 208-230). Routledge.
- Strating, R. (2020). Small Power Hedging in an Era of Great-power Politics: Southeast Asian Responses to China's Pursuit of Energy Security. *Asian Studies Review*, 44(1), 97-116. <https://doi.org/10.1080/10357823.2019.1681935>
- Struye de Swielande, T. (2019). Middle Powers in the Indo-Pacific: Potential Pacifiers Guaranteeing Stability in the Indo-Pacific? *Asian Politics & Policy*, 11(2), 190-207. <https://doi.org/10.1111/aspp.12457>
- Swan, B. W. et Blatchford, A. (2021, 4 novembre). *Trudeau government threatens Halifax Security Forum over proposed Taiwan award*. POLITICO. <https://www.politico.com/news/2021/04/11/trudeau-halifax-security-forum-taiwan-480722>
- Swanson, R. F. (1975). *Canadian-American Summit Diplomacy, 1923-1973: Selected Speeches and Documents*. McGill-Queen's University Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt9qf2j0>
- Sweeney, K. et Fritz, P. (2004). Jumping on the Bandwagon: An Interest-Based Explanation for Great Power Alliances. *The Journal of Politics*, 66(2), 428-449. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2508.2004.00158.x>

- Switzer, T. (2014, 13 juin). The elephant in the room on US-Australia relations. *ABC News*. <https://www.abc.net.au/news/2014-06-13/switzer-the-elephant-in-the-room-on-us-australia-relations/5522366>
- Syailendra, E. A. (2017). A Nonbalancing Act: Explaining Indonesia's Failure to Balance Against the Chinese Threat. *Asian Security*, 13(3), 237-255. <https://doi.org/10.1080/14799855.2017.1365489>
- Taiwan Ministry of Foreign Affairs. (2012). *Canadian Speaker and 80 MPs attend "Taiwan Night"*. Taiwan Economic and Cultural Office in Canada. <http://www.taiwanembassy.org/CA/ct.asp?xItem=254789&ctNode=145&mp=77>
- Taliaferro, J. W. (2000). Security Seeking under Anarchy: Defensive Realism Revisited. *International Security*, 25(3), 128-161.
- Taliaferro, J. W. (2005). Neoclassical Realism: The Psychology of Great Power Intervention. Dans J. Sterling-Folker (dir.), *Making Sense Of International Relations Theory* (p. 38-53). Lynne Rienner Publishers Inc.
- Taliaferro, J. W., Lobell, S. E. et Ripsman, N. M. (2009). Introduction: Neoclassical realism, the State, and Foreign Policy. Dans S. E. Lobell, N. M. Ripsman et J. W. Taliaferro (dir.), *Neoclassical realism, the state, and foreign policy* (p. 1-41). Cambridge University Press.
- Tammen, R., Lemke, D., Alsharabati, C., Efrid, B., Kugler, J., Stam, A., Abdollahian, M. et Organski, A. F. K. (2001). *Power Transitions: Strategies for the 21st Century* (Illustrated edition). CQ Press.
- Tan, S. S. (2020). Consigned to hedge: south-east Asia and America's 'free and open Indo-Pacific' strategy. *International Affairs*, 96(1), 131-148. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz227>
- Taylor, B. (dir.). (2008). *Australia as an Asia-Pacific Regional Power: Friendships in Flux?* Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203940129>
- Taylor, B. (2020). Is Australia's Indo-Pacific strategy an illusion? *International Affairs*, 96(1), 95-109. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz228>
- Taylor, L. et Kaiman, J. (2013, 28 novembre). Tony Abbott says we'll « speak our mind » on China's new air-defence zone. *The Guardian* (Manchester), Australia News. <https://www.theguardian.com/world/2013/nov/28/tony-abbott-says-well-speak-our-mind-on-chinas-new-air-defence-zone>
- Tench, W. (1998). *A Complete Account of the Settlement at Port Jackson. Including An Accurate Description of the Situation of the Colony; of the Natives; and Of Its Natural Productions*. University of Sydney Library.
- Teo, A. G. et Koga, K. (2021). Conceptualizing equidistant diplomacy in international relations: the case of Singapore. *International Relations of the Asia-Pacific*, 0(0), 1-35. <https://doi.org/10.1093/irap/lcab011>
- Tessman, B. F. (2012). System Structure and State Strategy: Adding Hedging to the Menu. *Security Studies*, 21(2), 192-231. <https://doi.org/10.1080/09636412.2012.679203>
- Tessman, B. F. et Wolfe, W. (2011). Great Powers and Strategic Hedging: The Case of Chinese Energy Security Strategy. *International Studies Review*, 13(2), 214-240.

- The World Bank. (2021). *DataBank*. The World Bank Group. <https://databank.worldbank.org/home.aspx>
- Thomson, M. (2013). Defence Funding in 2013: Means, Ends and Make Believe. *Security Challenges*, 9(2), 51-58.
- Thomson, M. (2016). Funding and Delivering the 2016 Defence White Paper. *Security Challenges*, 12(1), 65-76.
- Thomson, M., FitzGerald, A., Hodgson, D. et Wilson, L. (2016). *The Cost of Defence* [ASPI Defence Budget Brief 2016–2017]. Australian Strategic Policy Institute. https://ad-aspi.s3.ap-southeast-2.amazonaws.com/import/Cost_of_Defence_2016.pdf?VersionId=JIZR8e0a3F2qQ1ODu5s5ld4EKlWvkZ_H
- Thucydides, Strassler, R. B. et Crawley, R. (1996). *The landmark Thucydides: a comprehensive guide to the Peloponnesian War*. Free Press.
- Tillett, A. (2022, 11 mai). China's co-operation with Pacific 'no threat' to Australia: envoy. *Australian Financial Review* (Sydney), Federal. <https://www.afr.com/politics/federal/china-s-co-operation-with-pacific-no-threat-to-australia-envoy-20220511-p5akbs>
- Tisdall, S. (2012, 17 septembre). China and Japan: a dangerous standoff over the Senkaku islands. *The Guardian* (Manchester), Opinion. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2012/sep/17/china-japan-dangerous-standoff>
- Toal, G. (2017). *Near abroad: Putin, the West and the contest over Ukraine and the Caucasus*. Oxford University Press.
- Tolkien, J. R. R. (1954). *The Two Towers: Being the Second Part of The Lord of the Rings* (1st éd.). George Allen & Unwin.
- Toohy, B. (2010, 3 juin). *Rudd's risky fear of Beijing « bastards »*. Eureka Street. <https://www.eurekastreet.com.au/article/rudd-s-risky-fear-of-beijing--bastards>
- Tow, W. T. (2017). President Trump and the Implications for the Australia–US Alliance and Australia's Role in Southeast Asia. *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, 39(1), 50-57.
- Tozzo, B. (2018). *American Hegemony after the Great Recession: A Transformation in World Order*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/978-1-137-57539-5>
- Treddenick, J. M. (1995). The Defence Budget. Dans D. Dewitt et D. Leyton-Brown (dir.), *Canada's International Security Policy*. Prentice Hall Canada.
- Trudeau, J. (2015a, 12 novembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2015/11/12/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-des-affaires-etrangees>
- Trudeau, J. (2015b, 11 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2015/11/12/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-defense-nationale>

- Trudeau, J. (2017, 1^{er} février). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2017/02/01/archivee-lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-affaires-etrangees>
- Trudeau, J. (2019a, 12 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-defense-nationale>
- Trudeau, J. (2019b, 13 décembre). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/archivee-lettre-de-mandat-du-ministre-des-affaires-etrangees>
- Trudeau, J. (2021a, 13 janvier). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat supplémentaire du ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/01/15/archivee-lettre-de-mandat-supplementaire-du-ministre-de-la-defense>
- Trudeau, J. (2021b, 15 janvier). *ARCHIVÉE - Lettre de mandat supplémentaire du ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/01/15/archivee-lettre-de-mandat-supplementaire-du-ministre-des-affaires>
- Trudeau, J. (2021c, 14 décembre). *Lettre de mandat de la ministre de la Défense nationale*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-la-defense-nationale>
- Trudeau, J. (2021d, 16 décembre). *Lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-affaires-etrangees>
- Trudeau, J. et Fumio, K. (2022a, 27 juin). *Le premier ministre Justin Trudeau rencontre le premier ministre du Japon, Kishida Fumio*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2022/06/27/premier-ministre-justin-trudeau-rencontre-premier-ministre-du>
- Trudeau, J. et Fumio, K. (2022b, 2 septembre). *Le premier ministre Justin Trudeau s'entretient avec le premier ministre du Japon, Kishida Fumio*. Premier ministre du Canada. <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2022/02/09/premier-ministre-justin-trudeau-sentretient-premier-ministre-du>
- Trump, D. (2017). *National Security Strategy of the United States of America*. The White House.
- Tugendhat, T. (2021, 16 septembre). *Tom Tugendhat on Twitter*. Twitter. <https://twitter.com/TomTugendhat/status/1438273131358179332>
- Tunnsjø, Ø. (2013). *Security and Profit in China's Energy Policy*. Columbia University Press.
- Tunnsjø, Ø. (2017). U.S.-China Relations: From Unipolar Hedging toward Bipolar Balancing. Dans R. S. Ross et Ø. Tunnsjø (dir.), *Strategic Adjustment and the Rise of China: Power and Politics in East Asia* (p. 41-68). Cornell University Press.
- Turnbull, M. (2017, juin). *Keynote address at the 16th IISS Asia Security Summit, Shangri-La Dialogue*. Malcolm Turnbull. <https://www.malcolmtturnbull.com.au/media/keynote-address-at-the-16th-iiss-asia-security-summit-shangri-la-dialogue>

- Turnbull, M. (2020a). *A Bigger Picture*. Hardie Grant Books.
- Turnbull, M. (2020b, 8 octobre). *Keynote speech at the Yushan Forum*. Malcolm Turnbull. <https://www.malcolmtturnbull.com.au/media/keynote-speech-at-the-yushan-forum>
- Ungerer, C. (2007). The “Middle Power” Concept in Australian Foreign Policy. *Australian Journal of Politics & History*, 53(4), 538-551. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8497.2007.00473.x>
- United States of America, United Kingdom et Australia. (2021, 15 septembre). *Joint Leaders Statement on AUKUS*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aucus/>
- United States of America, United Kingdom et Australia. (2022, 23 septembre). *Joint Leaders Statement to Mark One Year of AUKUS*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/09/23/joint-leaders-statement-to-mark-one-year-of-aucus/>
- US Air Force. (2023). *Detachment 2, First Air Force*. CONR-1AF (AFNORTH AND AFSPACE). <https://www.1af.acc.af.mil/Units/Det-2/>
- US Central Command. (2023). *Operation Inherent Resolve*. Combined Joint Task Force. <https://www.inherentresolve.mil/>
- US Department of Defense. (2021, 30 avril). *Defense Secretary Says Integrated Defense is Cornerstone of US Defense*. U.S. Department of Defense. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/2592149/defense-secretary-says-integrated-deterrence-is-cornerstone-of-us-defense/>
- Van Evera, S. (1990). Primed for Peace: Europe after the Cold War. *International Security*, 15(3), 7. <https://doi.org/10.2307/2538906>
- Van Evera, S. (2013). *Causes of War: Power and the Roots of Conflict*. Cornell University Press. <https://muse.jhu.edu/book/68264>
- Vanderklippe, N. (2019, 8 octobre). Stephen Harper makes thinly veiled critique of China in historic visit to Taiwan. *The Globe and Mail* (Toronto). <https://www.theglobeandmail.com/world/article-stephen-harper-makes-thinly-veiled-critique-of-china-in-historic-visit/>
- VanHerck, G. D. (2022, 24 mars). *Statement of General Glen D. VanHerck, US Air Force Commander USNORTHCOM and NORAD*. US Senate Armed Services Committee. [https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/USNORTHCOM%20and%20NORAD%202022%20Posture%20Statement%20FINAL%20\(SASC\).pdf](https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/USNORTHCOM%20and%20NORAD%202022%20Posture%20Statement%20FINAL%20(SASC).pdf)
- Vasquez, J. A. et Elman, C. (dir.). (2002). *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*. Pearson.
- Vennet, N. V. et Salman, M. (2018). Strategic Hedging and Changes in Geopolitical Capabilities for Second-Tier States. *Chinese Political Science Review*, 4(1), 86-134. <https://doi.org/10.1007/s41111-018-0111-5>
- Verba, S. (1961). Assumptions of Rationality and Non-Rationality in Models of the International System. Dans S. Verba et K. E. Knorr (dir.), *The International System* (p. 93-117). Princeton University Press.

- Vine, D. (2019). No Bases? Assessing the Impact of Social Movements Challenging US Foreign Military Bases. *Current Anthropology*, 60(S19), S158-S172. <https://doi.org/10.1086/701042>
- Viray, P. L. (2018, 25 avril). *Canadian Senate decries China's « hostile » behavior in South China Sea*. Philstar.com. <https://www.philstar.com/world/2018/04/25/1809345/canadian-senate-decries-chinas-hostile-behavior-south-china-sea>
- von Hlatky, S. (2013). *American Allies in Times of War: The Great Asymmetry*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199673681.001.0001>
- von Hlatky, S. et Massie, J. (2019). Ideology, ballots, and alliances: Canadian participation in multinational military operations. *Contemporary Security Policy*, 40(1), 101-115. <https://doi.org/10.1080/13523260.2018.1508265>
- von Hlatky, S. et Rice, J. (2018). Striking a deal on the F-35: multinational politics and US defence acquisition. *Defence Studies*, 18(1), 19-38. <https://doi.org/10.1080/14702436.2017.1417736>
- Vucetic, S. (2010). Anglobal governance? *Cambridge Review of International Affairs*, 23(3), 455-474. <https://doi.org/10.1080/09557570903535755>
- Vucetic, S. (2011a). Bound to follow? The Anglosphere and US-led coalitions of the willing, 1950–2001. *European Journal of International Relations*, 17(1), 27-49. <https://doi.org/10.1177/1354066109350052>
- Vucetic, S. (2011b). *The Anglosphere: A Genealogy of a Racialized Identity in International Relations*. Stanford University Press.
- Vucetic, S. (2016). British national identity and the Anglo-American special relationship. *Journal of Transatlantic Studies*, 14(3), 272-292. <https://doi.org/10.1080/14794012.2016.1200303>
- Vucetic, S. (2019). The Anglosphere Beyond Security. Dans B. Wellings et A. Mycock (dir.), *The Anglosphere: continuity, dissonance and location* (p. 77-92). Oxford University Press.
- Vucetic, S. et Nossal, K. R. (2012). The international politics of the F-35 Joint Strike Fighter. *International Journal*, 68(1), 3-12.
- Vucetic, S. et Ramadanovic, B. (2020). Canada in the United Nations General Assembly from Trudeau to Trudeau. *Canadian Journal of Political Science*, 53(1), 79-98. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000507>
- Vucetic, S. et Tago, A. (2015). Why Buy American? The International Politics of Fighter Jet Transfers. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 48(1), 101-124. <https://doi.org/10.1017/S0008423914001103>
- Wallander, C. A. et Keohane, R. O. (2003). Risk, threat, and security institutions. Dans R. O. Keohane (dir.), *Power and Governance in a Partially Globalized World* (p. 88-114). Routledge.
- Wallis, J. et Powles, A. (2021). Burden-sharing: the US, Australia and New Zealand alliances in the Pacific islands. *International Affairs*, 97(4), 1045-1065. <https://doi.org/10.1093/ia/iiab081>
- Walt, S. M. (1985). Alliance Formation and the Balance of World Power. *International Security*, 9(4), 3-43. <https://doi.org/10.2307/2538540>

- Walt, S. M. (1987). *The Origins of Alliance*. Cornell University Press.
- Walt, S. M. (1988). Testing Theories of Alliance Formation: The Case of Southwest Asia. *International Organization*, 42(2), 275-316.
- Walt, S. M. (1996). *Revolution and War*. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt32b5tp>
- Walt, S. M. (2002). The Enduring Relevance of the Realist Tradition. Dans I. Katznelson et H. V. Milner (dir.), *Political Science: The State of the Discipline* (p. 197-234). Norton.
- Walt, S. M. (2005). *Taming American Power*. W. W. Norton & Company.
- Waltz, K. N. (1959). *Man, the state, and war: a theoretical analysis* (New Edition). Columbia University Press.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. Addison-Wesley Pub. Co.
- Waltz, K. N. (1996). International politics is not foreign policy. *Security Studies*, 6(1), 54-57. <https://doi.org/10.1080/09636419608429298>
- Ward, M. D. (1982). *Research Gaps in Alliance Dynamics*. Graduate School of International Studies, University of Denver.
- Ward, S. (2001). *Australia and the British Embrace: The Demise of the Imperial Ideal*. Melbourne University Press.
- Warner, N. (2002, 16 septembre). *Interoperability – An Australian View*. 7th International Command and Control Research and Technology Symposium: « Enabling Synchronized Operations. », Quebec City, Qc, Canada. http://dodccrp.org/events/7th_ICCRTS/Tracks/pdf/084.PDF
- Wellings, B. et Mycock, A. (dir.). (2019). *The Anglosphere: continuity, dissonance and location*. Oxford University Press.
- Wertheim, S. (2021, 28 janvier). Delusions of Dominance. *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2021-01-25/delusions-dominance>
- Wesley, M. (2009). The Rich Tradition of Australian Realism. *Australian Journal of Politics & History*, 55(3), 324-334. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8497.2009.1520a.x>
- White, H. (2005). The limits to optimism: Australia and the rise of China. *Australian Journal of International Affairs*, 59(4), 469-480. <https://doi.org/10.1080/10357710500367273>
- White, H. (2011). Power shift: rethinking Australia's place in the Asian century. *Australian Journal of International Affairs*, 65(1), 81-93. <https://doi.org/10.1080/10357718.2011.535603>
- White, H. (2013). *The China Choice: Why we should share power*. Oxford University Press.
- White, H. (2019). *How to Defend Australia*. La Trobe University Press.
- White, H. (2020, 8 juillet). *Morrison's defence fantasy*. Australian Foreign Affairs. Black Inc. <https://www.australianforeignaffairs.com/afaweekly/morrison-defence-fantasy>

- Wilkins, T. (2021). Middle power hedging in the era of security/economic disconnect: Australia, Japan, and the 'Special Strategic Partnership'. *International Relations of the Asia-Pacific*, 1cab023. <https://doi.org/10.1093/irap/lcab023>
- Wilkins, T. S. (2008). Russo–Chinese Strategic Partnership: A New Form of Security Cooperation? *Contemporary Security Policy*, 29(2), 358-383. <https://doi.org/10.1080/13523260802284365>
- Wilkins, T. S. (2012). 'Alignment', not 'alliance' – the shifting paradigm of international security cooperation: toward a conceptual taxonomy of alignment. *Review of International Studies*, 38(1), 53-76. <https://doi.org/10.1017/S0260210511000209>
- Wilkinson, D. (1999). Unipolarity Without Hegemony. *International Studies Review*, 1(2), 141-172. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.00158>
- Williams, K. P., Lobell, S. E. et Jesse, N. G. (dir.). (2012). *Beyond Great Powers and Hegemons: Why Secondary States Support, Follow or Challenge*. Stanford University Press.
- Willis, B. L. (2022). *Diversification: Middle States, Security Institutions, and the Shadow of Great Power Rivalry* [Ph.D Thesis in Political Science and International Affairs, University of California San Diego].
- Wohlforth, W. C. (1993). *The Elusive Balance: Power and Perceptions During the Cold War*. Cornell University Press.
- Wohlforth, W. C., Little, R., Kaufman, S. J., Kang, D., Jones, C. A., Tin-Bor Hui, V., Eckstein, A., Deudney, D. et Brenner, W. L. (2007). Testing Balance-of-Power Theory in World History. *European Journal of International Relations*, 13(2), 155-185. <https://doi.org/10.1177/1354066107076951>
- Wolfers, A. (1962). *Discord and Collaboration: Essays on International Politics*. Johns Hopkins Press.
- Wong, P. et Mahuta, N. (2022, 16 juin). *Joint press conference with New Zealand Foreign Minister Nanaia Mahuta*. Australian Government - Department of Foreign Affairs and Trade. <https://www.foreignminister.gov.au/minister/penny-wong/transcript/joint-press-conference-new-zealand-foreign-minister-nanaia-mahuta>
- Woodard, G. (2018). Australia's China policy of strategic ambiguity: navigating between big fish. *Australian Journal of International Affairs*, 72(2), 163-178. <https://doi.org/10.1080/10357718.2017.1399338>
- Wu, C. C.-H. (2016). Taiwan's Hedging against China: The Strategic Implications of Ma Ying-Jeou's Mainland Policy. *Asian Survey*, 56(3), 466-487. <https://doi.org/10.1525/as.2016.56.3.466>
- Wu, C. C.-H. (2019). Why Do States Hedge in East Asia? An Empirical Study on Hedging. *Asian Perspective*, 43(3), 557-584. <https://doi.org/10.1353/apr.2019.0017>
- Wu, D. (2022, 5 juin). *PM responds after China intercepts RAAF plane in « dangerous manoeuvre »*. SkyNews. <https://www.skynews.com.au/australia-news/anthony-albanese-responds-to-australian-defence-report-chinese-jet-intercepted-raaf-aircraft-in-south-china-sea/news-story/a2acbbf34423f444415f098cd1b43341>
- Wyeth, G. (2017, 16 novembre). *Why Has Australia Shifted Back to the Quad?* The Diplomat. <https://thediplomat.com/2017/11/why-has-australia-shifted-back-to-the-quad/>

- Xinbo, W. (2009). Chinese Perspectives on Building an East Asian Community in the 21st Century. Dans M. J. Green et B. Gill (dir.), *Asia's New Multilateralism: Cooperation, Competition and the Search for Community* (p. 55-77). Columbia University Press.
- Xue, Y. (2022). Fear and Greed: Mapping the Australian Debate on China's Economic Sanctions. *Pacific Focus*, 37(1), 5-35. <https://doi.org/10.1111/pafo.12202>
- Yan, X. (2018). Chinese Values vs. Liberalism: What Ideology Will Shape the International Normative Order? *The Chinese Journal of International Politics*, 11(1), 1-22. <https://doi.org/10.1093/cjip/poy001>
- Yar, I. (2019, 9 avril). *Why should Canada care about the South China Sea?* Macdonald-Laurier Institute § Columns. <https://www.macdonaldlaurier.ca/canada-care-south-china-sea-irfan-yar-inside-policy/>
- Yeo, A. I. (2011). Anti-Base Movements in Ecuador and Italy. Dans A. I. Yeo (dir.), *Activists, Alliances, and Anti-U.S. Base Protests* (p. 86-117). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511842344.006>
- Yin, R. K. (1994). *Case Study Research*. Sage Publications.
- Ying, L. (2018). Strategic Partnership or Alliance? Sino-Russian Relations from a Constructivist Perspective. *Asian Perspective*, 42(3), 333-354. <https://doi.org/10.1353/apr.2018.0015>
- Youde, J. R. et Slagter, T. H. (2013). Creating Good International Citizens: Middle Powers and Domestic Political Institutions. *Journal of Diplomacy and International Relations*, 14(Summer/Fall), 123-133.
- Young, T. D. (2003). Cooperative Diffusion through Cultural Similarity: The Postwar Anglo-Saxon Experience. Dans E. O. Goldman et L. C. Eliason (dir.), *The Diffusion of Military Technology and Ideas* (p. 93-113). Stanford University Press.
- Zakaria, F. (1999). *From Wealth to Power*. Princeton University Press.
- Zakaria, F. (2012). *The Post-American World* (60594th edition). W. W. Norton & Company.
- Zhang, F. (2018). Is Southeast Asia Really Balancing against China? *The Washington Quarterly*, 41(3), 191-204. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2018.1520573>
- Zhang, F. et Lebow, R. N. (2020). *Taming Sino-American Rivalry*. Oxford University Press.
- Zhang, Y. (2007). U.S. Media's Coverage on China. *International Journal of Diversity in Organisations, Communities & Nations*, 5(5), 43-50.
- Zhao, M. (2019). Is a New Cold War Inevitable? Chinese Perspectives on US–China Strategic Competition. *The Chinese Journal of International Politics*, 12(3), 371-394. <https://doi.org/10.1093/cjip/poz010>
- Zyla, B. (2011). Canada and collective action in Afghanistan: Theory meets practice. Dans N. Hynek et P. Marton (dir.), *Statebuilding in Afghanistan*. Routledge.